

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12476 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 10-LUNDI 11 MARS 1985

## La colère des chiites libanais

*L'explosion d'une voiture piégée à Beyrouth a fait soixante-douze morts. Les dirigeants, modérés et extrémistes, de la communauté musulmane accusent Israël et appellent à une résistance accrue dans le Sud*

L'attentat particulièrement sanglant qui vient d'endouler la communauté chiite du Liban - il a fait vendredi dans un quartier très peuplé de la banlieue sud de Beyrouth soixante-douze morts et deux cent cinquante-six blessés - relève malheureusement d'une technique désormais éprouvée. Depuis les camions-suicide qui ont tué des dizaines de soldats français et américains aux opérations plus banales coûtant la vie à deux ou trois passants dans une sorte de résignation générale d'une opinion hélas! blasée, le véhicule-explosif est devenu l'un des moyens de l'action politique dans l'infortuné Liban.

A qui attribuer ces attentats aveugles et féroces? Plus personne ne se risque désormais à ce jeu. Tant de services spéciaux sont à l'œuvre, tant de démenties en action, tant de Machiavel exercent leurs talents au Liban que toutes les hypothèses sont permises. Même l'adage « à qui profite le crime » a perdu de sa validité. Il faudrait le compléter par des corrections de toutes sortes, dont la première serait : « A qui ne-t-on croire que profite le forfait ? »

La provocation relève du R.A. ba de cette guerre folle où le meurtre des innocents n'est que

l'une des minuscules de l'alphabète.

En revanche, on peut tenter de déterminer les conséquences politiques de l'événement. Dans le cas de l'attentat de vendredi - comme lors de l'explosion de la mosquée de Maaraké qui avait tué lundi quinze chiites - c'est la « communauté montante » du Liban qui est ensanglantée. Or elle ne se perd pas - cela se conçoit - dans de savantes conjectures. Pour les déserteurs de la scène libanaise, entassés dans la banlieue sud de Beyrouth et premières victimes de l'invasion de Tshahal, le comp est signé de l'étoile de David. Les chefs du mouvement Amal, déçimés lundi, et les « islamistes » partisans de Dieu, dont les locaux semblent-ils être cette fois visés, sont unanimes. « Israël et ses alliés » les ont frappés de cette façon sauvage. Même les sunnites, à en juger par les déclarations de leurs dirigeants, portent la même condamnation. Les officiels maronites, dans un climat aussi passionnel, se gardent bien eux-mêmes d'évoquer toute autre hypothèse et l'Etat hébreu est seul au banc des accusés.

Cette vague de colère - balayant nuances ou réflexion - est un fait politique. Elle va, en

effet, durcir encore la résistance antichrétienne au sud. Comme le disait, dès vendredi soir, le dirigeant des chiites d'Amal, M. Nabih Berri, qui s'est attribué à lui-même le portefeuille de la résistance nationale, « cet acte porte la marque du sionisme, et notre riposte sera à la mesure de l'attentat ». M. Berri entend bien d'ailleurs, avec un sens politique qui ne se dément pas, que sa communauté ne se verrouille pas dans l'indignation, et il veut y associer les chrétiens libanais. « Le peuple s'est réveillé », disait-il il y a quelques jours en se félicitant que l'armée de Beyrouth soutenue par ses miliciens ait affronté l'armée israélienne. Nos frères chrétiens souhaitent autant que nous la libération.

Dans le sud, les raisons de la colère mûrissent vite. Les Israéliens, en dépit de leur « opération main de fer », risquent de trouver le vin amer. Dans la seule journée de vendredi, sept attentats les ont visés. La « résistance libanaise » s'en prend de plus en plus à leurs « alliés américains ». Trente-six d'entre eux, qui travaillaient pour des organismes de l'ONU, ont déjà dû quitter le pays. Même si ce genre de mouvement naval relève de la précaution élémentaire d'état-major, on a beaucoup remarqué, à Beyrouth, que le

porte-avions *Eisenhower* a quitté son mouillage espagnol pour les eaux libanaises. Il faut prévoir, le cas échéant, l'évacuation des Américains vivant dans le pays. Ils sont mille quatre cents, mais il s'agit en fait, pour une bonne part, de Libanais détenant la double nationalité.

Le Liban va bientôt « célébrer » le dixième anniversaire de la sanglante fusillade qui marqua le début des hostilités. Après d'innombrables vicissitudes et l'engagement malheureux, sur ce théâtre d'opérations redoutable, de plusieurs grandes armées de la planète, nulle paix ne se dessine à l'horizon. Le protectorat syrien a seulement été confirmé avec éclat. M. Khaddam, ce samedi matin, se rend à la présidence de la République du pays inféodé pour... inciter certains ministres libanais, opposants farouches au sein de leur propre gouvernement, à se montrer plus conciliants envers leur chef d'Etat. Le déferlement de l'exaspération chiite et l'impitoyable répression des Israéliens, ne sont pas de nature à inspirer l'optimisme.

P.-J. FRANCESCHINI.  
(Lire page 20 l'article de notre correspondant LUCIEN GEORGE.)

Avec ce numéro

**LE MONDE AUJOURD'HUI**

A Paris, la première semaine de l'audiovisuel

Peinture contemporaine à Amsterdam

POLOGNE

**Dame Vodka et son fils naturel**

(Page 6)

RFA

**Oskar Lafontaine le trublion sarrois**

(Page 7)

SOCIÉTÉ

**La scientologie en crise**

(Page 11)

LA « GUERRE DES ÉTOILES »

## Le rendez-vous de Genève

La délégation américaine, forte de quatre-vingts personnes environ, aux pourparlers qui doivent s'ouvrir mardi 12 mars avec les Soviétiques sur les armements est arrivée dès ce samedi matin à Genève, vingt-quatre heures avant les négociations de Moscou. Recevant son chef M. Kampelman vendredi à la Maison Blanche, M. Reagan a déclaré : « Je souhaite que ces négociations réussissent et je ferai tout ce que je peux pour que, ce soit le cas. Je

prie pour que la direction soviétique soit prête à prendre le même engagement... ». L'initiative de défense stratégique de Washington sera également l'un des thèmes des entretiens que M. Roland Dumas, ministre français des relations extérieures, aura au cours de la visite de trois jours qu'il commence dimanche à Moscou. (Lire page 5 l'article de Dominique Dhombres.)

Comme en janvier dernier, lorsque MM. Shultz et Gromyko avaient fixé ce rendez-vous d'un commun accord, la principale pomme de discorde à Genève reste l'initiative de défense stratégique du président Reagan (IDS). Quel que soit le nom qu'on lui donne de part et d'autre, IDS ou guerre des étoiles, défense spatiale ou protection antimissile, le projet continue d'alimenter des polémiques souvent passionnées. Les deux parties ne se sont pas rapprochées pour autant, mais leurs positions paraissent mainte-

nant un peu plus claires qu'il y a deux mois.

Du côté américain, M. Reagan n'a pas tempéré son enthousiasme pour un projet qui doit rendre un jour toutes les armes nucléaires « impotentes et obsolètes », comme il l'avait dit dans son discours de mars 1983. Mais il a dû faire, souvent sous la pression de ses alliés, quelques mises au point.

L'IDS telle qu'elle est envisagée actuellement ne porte que sur la recherche et le développement, non pas sur le déploiement de nouvelles armes, lequel ne sera

pas décidé sans négociation au fond avec l'Union soviétique. Jusqu'à là, rien ne sera fait qui aille à l'encontre du traité sur la limitation des antimissiles (ABM) signé par Brejnev et Nixon en 1972. En outre, d'autres précisions fournies récemment de sources officielles américaines - mais il est vrai extérieures à la Maison Blanche - ont semblé annoncer de nouveaux assouplissements.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 4.)

LE PC FACE AU PS ET A LA DROITE

## « Bonnet blanc et blanc bonnet »

M. Georges Marchais a présenté, le vendredi 8 mars, à Villejuif (Val-de-Marne), le vote communiste au premier tour des élections cantonales comme « le moyen sûr, efficace, de mettre la droite en échec ». Le secrétaire général du Parti communiste français a, cependant, insisté tout autant sur l'idée que, « si le gouvernement, si les partis de droite ne veulent s'attaquer aux gâchis capitalistes, qui sont à la racine de la crise », l'attitude du PC rappelle la formule « bonnet blanc et blanc bonnet » utilisée aux présidentielles de 1969.

« Quand le Parti communiste baisse, ce sont les patrons qui tiennent le haut du pavé », avait déclaré M. Marchais, jeudi, à Thionville (Moselle). Ainsi, les communistes s'efforcent-ils de démontrer que la politique du



pouvoir socialiste est sinon inspirée par le patronat du moins soumise à ses injonctions, quand elle ne va pas au-devant de ses désirs. Dans *l'Humanité-Dimanche* du 8 mars, M. Roland Leroy accuse le ministre du travail, M. Michel Delebarre, d'encourager le CNPF à remettre en cause les acquis sociaux.

Aucune décision prise par les socialistes n'échappe aux attaques du PCF. Dernière en date, l'affaire du contrat avec la firme soviétique Moskvitch refusé par Renault est l'occasion, pour les communistes et pour la CGT, de développer une campagne contre la nouvelle direction de la Régie. *L'Humanité* publie, samedi, le « dossier de la partie soviétique » sur cette négociation, d'où il ressort, selon le quotidien du PCF, « qu'il n'y avait visiblement, du côté de la direction de Renault, aucune volonté d'avancer ». L'autorisation accordée par le ministère du travail, il y a un mois, au licenciement de plusieurs délégués CGT de l'entreprise Ducellier, à Issoire (Puy-de-Dôme), donne lieu, aussi, à une campagne, qui a abouti à une petite manifestation conduite par M. Leroy, membre du bureau politique du PCF, vendredi, devant l'hôtel Matignon.

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 13.)

La politique du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, la position de M. Mitterrand sur l'initiative de défense stratégique de M. Reagan, les rumeurs provoquées par l'annonce d'une « surprise » concernant la construction européenne sont autant de thèmes critiqués pour le PCF. C. Moyens, en outre, « Shamir - Israël n'acceptera jamais de revenir aux frontières de 1967 », a-t-il poursuivi, soulignant qu'il n'y a eu aucune chance qu'Israël rende Jérusalem et les territoires occupés rattachés à la guerre de six jours.

L'extrême droite, liée à l'extrême gauche, est sensible, « palestiniennement », dans les villes qui courent de sent ces deux réalités et dont 700, taines sont administrées par le dé-communistes. Or, l'électorat du PCF, s'il n'en est que très marginalement attiré par le vote pour le Front national, n'en est pas moins sensible au thème de propagande principal de cette formation.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 9.)

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties, à un prix intéressant.

Exceptionnellement, jusqu'au 11 mars (dimanche excepté), reprise de votre vieille voiture

**5.000 F MINIMUM**

quel que soit son état, pour tout achat d'une voiture d'occasion

- 10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris. Tél. : 531.18.32. Métro : Félix-Faure.
- 50, bd Jourdan, 75014 Paris. Tél. : 589.49.89. Métro : Porte d'Orléans.
- 59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 208.86.60. Métro : Jaurès.

Cette offre concerne uniquement les ventes à particuliers.

CINÉMA ET CENSURE

## La tentation de l'Eglise

M. Jack Lang, ministre de la culture, a indiqué au président de la commission épiscopale pour l'opinion publique, que le film de Martin Scorsese, *La Dernière Tentation de Christ*, ne bénéficierait pas de l'aide directe de l'Etat mais qu'il serait financé dans des conditions normales, c'est-à-dire soumis à la commission d'avances sur recettes. De son côté, le producteur du film a déclaré que la décision de reporter le tournage à 1986 avait été prise il y a plusieurs semaines pour des raisons d'emploi du temps et de financement et qu'elle ne devait rien aux interventions de l'épiscopat français.

Comme tout système de pensée totalitaire, le catholicisme n'est pas tendre pour tout ce qu'il croit être la déviance. Puisqu'il prétend expliquer au mieux l'ensemble de la réalité, il mène logiquement à l'idée : « Extra Ecclesiam, nulla salus » (hors de l'Eglise, point de salut). Lorsque l'Eglise était en position de force, elle n'hésitait pas à imposer son orthodoxie, soit par la coercition (l'Inquisition), soit par des pressions spirituelles (l'Index des livres prohibés).

Devenue une puissance parmi d'autres, dans des sociétés démo-

cratiques, pluralistes et tolérantes, elle a eu du mal à se situer. Face à la persécution, son devoir est clair : résister jusqu'à un martyre. Mais face à l'indifférence et à une société permissive, elle hésite. Ses armes sont devenues inopérantes. Les anatèmes, excommunications et autres mises à l'Index n'impressionnent plus.

Le concile Vatican II a opéré une véritable révolution.

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 13.)



## Dates

### RENDEZ-VOUS

**Dimanche 10 mars.** — RFA : élections en Sarre et à Berlin-Ouest.

**Mardi 12 mars.** — Visite de M. Roland Dumas à Moscou ; visite de M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, à Bruxelles. Genève : conférence mondiale sur l'aide à l'Afrique ; ouverture des négociations américano-soviétiques sur les armements. RDA : rencontre interallemande à Leipzig ; visite du président chadé en Thaïlande.

**Jeu. 14 mars.** — Le président égyptien, M. Moulharak, arrive à Londres, venant des États-Unis.

**Vendredi 15 mars.** — Grèce : élection présidentielle. Brésil : investiture du président Tancred Neves.

### SPORTS

**Lundi 11 mars.** — Squash : Open de France. Ski acrobatique : Coupe du monde à La Clusaz.

**Mardi 12 mars.** — Football : seizièmes de finale retour de la Coupe de France.

**Jeu. 14 mars.** — Hockey sur glace : Championnat du monde. C : en Haute-Savoie (jusqu'au 23 mars).

**Vendredi 15 mars.** — Sports équestres : CSI de Vélizy-Bercy (jusqu'au 17 mars). Football : Championnat de France (vingt-huitième journée).

**Samedi 16 mars.** — Judo : Championnats d'Europe féminins à Lundsbruna (Suède) (jusqu'au 17 mars). Rugby : Tournoi des Cinq Nations (Irlande, Angleterre-Ecosse, Galles).

**Cyclisme :** Milan-San Remo.

**Dimanche 17 mars.** — Jeu d'XIII : France-Grande-Bretagne à Perpignan.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Robert Benoit-Méty (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
300.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Benoit-Méty, fondateur.

Rédacteur en chef :  
Daniel Veret

Correspondant en chef :  
Claude Salas

Imprimé  
à Paris  
PARIS-SONDAGE

Reproduction interdite de tous articles  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 644 F 915 F 1 150 F

d'un... TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

500 F 950 F 1 315 F 2 000 F

## IL Y A VINGT ANS

# Le début du dur dialogue entre Bonn et Israël

Ce fut un joli coup de tonnerre dans la quiétude d'un dimanche allemand. Aux rares journalistes convoqués à la hâte en cet après-midi du 7 mars 1965 — il y a juste vingt ans — le porte-parole du gouvernement de Bonn vit annoncer l'établissement de relations diplomatiques avec l'État des survivants de l'Holocauste.

Héritière juridique du Reich, la nouvelle Allemagne, surgie des décombres nazis, reconnaissait officiellement Israël... après dix-sept ans d'existence. Entre Bonn et Jérusalem, venait enfin le temps du dialogue au grand jour. La cérémonie formelle se tiendra deux mois plus tard — le 12 mai, — après une ultime et minutieuse négociation.

La décision du chancelier Erhard prend chacun à contre-pied. Au point que l'émissaire allemand — M. Birenbach, — dépêché en catastrophe pour la circonstance de Washington vers Tel-Aviv, ignore tout de sa « mission secrète » en arrivant en Israël. Ebaubi par les propos de ses hôtes, le malheureux diplomate, qui tombe doublement des nues, se voit sagement conseiller de prendre langue avec son gouvernement.

Israël, dès sa naissance, avait exigé des dirigeants d'outre-Rhin une promesse de réparations matérielles autant qu'un acte de contrition solennel à la mémoire des six millions de juifs broyés par l'hitlérisme. Mais l'opinion allemande était alors réfractaire au repentir collectif, et la pression du monde arabe déjà vive. Un abîme séparait les deux pays. Le 27 septembre 1951, Konrad Adenauer exauça pourtant enfin les demandes d'Israël. Dans une déclaration au Parlement, le premier chancelier de l'après-guerre reconnaît que des crimes monstrueux ont été commis au nom du peuple allemand, qui valent « une réparation matérielle et morale ».

Les pourparlers s'ouvrent à La Haye, le 21 mars 1952, dans une ambiance glaciale. Les deux délégations ont choisi de communiquer en anglais. L'atmosphère se détend un peu lorsqu'un des diplomates « fait » courtoisement remarquer à son interlocuteur qu'il croit déceler dans ses paroles

une pointe d'accent souabe. L'autre ne peut s'empêcher de rire. En Israël, le chef de la droite, Menahem Begin, ulcéré du dialogue ouvert avec Bonn, amène en vain la ruse.

Conclu le 10 septembre à Luxembourg entre Adenauer et Moshe Sharett, chef de la diplomatie israélienne, le traité prévoit le paiement sur douze ans à l'État juif de 800 millions de dollars — en marchandises, équipements et matières premières — et le versement de pensions à vie aux victimes du nazisme.

« Il ne paieront jamais »

La République démocratique allemande, qui versa pourtant de lourds dédommages de guerre à l'Union soviétique, les refuse à Israël, en arguant curieusement de l'absence d'un traité de paix global avec une Allemagne unifiée. Elle est le seul État communiste européen qui ne reconnait jamais l'État hébreu.

« C'est un grand jour, prédisait Ben Gourion après l'accord de Luxembourg. Les Allemands vont bientôt reconnaître Israël mais ils ne paieront jamais. » (« Le vieux lion » avait en tête le précédent fléau du traité de Versailles.) Double erreur : Bonn s'acquittera de sa dette jusqu'au dernier denier, et Israël n'aura pas à attendre de l'Allemagne.

Des considérations morales et religieuses ainsi que le désir de satisfaire les États-Unis — dont le soutien lui est vital en pleine crise de Berlin — incitent Adenauer à se rapprocher d'Israël. L'extrême droite historique entre lui et les gauchistes Ben Gourion a lieu le 14 mars 1960 à New-York, dans une suite de l'hôtel Waldorf Astoria.

Le père de l'État juif attend d'Adenauer un prêt substantiel pour la mise en valeur du désert du Néguev. Le chancelier, tout en promettant son aide, reste fort vague. En fin de compte, les deux hommes concluent un pacte secret, consigné dans une rubrique « affaires », anodine à souhait. Vis-à-vis de leurs Parlements respectifs, encore très réticents, les apparences sont sauves.

Côté commerce, précisément, les choses vont bon train, depuis quelques années déjà, dans un domaine hautement sensible : les armements.

En 1964, Bonn accepte de livrer trente chars Patton à l'État juif pour qu'ils transitent via l'Italie par la route sans fouiller les soupçons. Un incident coïncide faillit dévaler le pot aux roses lorsque le lourd convoi heurte la voûte d'un tunnel. Embouteillages monstres sur l'autoroute, d'autour, échos dans la presse locale : mais personne ne découvre la destination finale de ces chars.

Plusieurs événements hâtèrent la décision du chancelier Erhard. Lassé de ses stermoiements, le lobby juif américain avait menacé l'Allemagne d'un boycott commercial. En outre, neuf pays arabes, dont l'Égypte, avaient rompu avec Bonn, après l'entrevue du Waldorf Astoria. En février 1965, Nasser repart avec éclat, au Caire, le chef de l'État est-allemand, Walter Ulbricht. La République fédérale en prit bien sûr ombrage et trancha soudain en faveur d'Israël tout en annonçant la suspension de ses livraisons militaires « dans les zones de tension ».

Le problème des armes fut d'ailleurs l'un des trois chapitres de la négociation diplomatique israélo-allemande. Le Bundestag voulait les remplacer par de l'argent, la Knesset refusait. On décida finalement qu'Israël recevrait du matériel — en particulier français — payé par Bonn. En août 1965, les deux pays échangeaient leurs premiers ambassadeurs.

Mais il faudra attendre le 7 juin 1973 pour voir sceller entre eux le « pacte moral ». Ce jour-là, un chef de gouvernement allemand fonde pour la première fois le soi d'Israël. Farouché adversaire du nazisme, Willy Brandt — qui s'est symboliquement ag-

nouillé à Auschwitz — se recueille à Yad Vashem, le mémorial de l'Holocauste érigé sur une colline de Jérusalem.

Depuis, l'Allemagne a rarement cessé, en Israël, de déchaîner les passions. Bonn ne saurait admettre la notion de « culpabilité collective » mais a courageusement reconnu une « honte collective », expression du Théodore Heuss, premier président de la République fédérale. Dans son discours de 1951, Adenauer assurait que la majorité des Allemands avaient « abhorré les crimes commis contre les juifs et n'y avaient pris aucune part ».

Il n'empêche qu'au nom du passé, toujours douloureux, les Israéliens impatients à l'Allemagne une « responsabilité spéciale », attendent d'elle un minimum de compréhension politique et l'acquiescement d'une dette historique. Jérusalem se montre dix fois plus exigeant avec l'Allemagne qu'avec ses autres partenaires occidentaux. Ce déséquilibre quasi métaphysique des relations israélo-allemandes empêchera pour longtemps leur « banalisation ». Entre Bonn et Jérusalem, la normalisation n'est pas en vue. La réconciliation encore moins.

L'oubli impossible

Menahem Begin, qui avait traité Helmut Schmidt, en 1981, de personnage « arrogant et égoïste », confia plus tard qu'il lui eût été pénible d'écouter dans le recueillement un hymne national ouest-allemand lui rappelant trop cruellement le passé — l'air est resté le même — le *Deutschland über alles*. Il quitta le pouvoir sans avoir eu à servir la main d'un chancelier fédéral.

Comme son prédécesseur, M. Shamir avait perdu une partie de ses siens dans les camps de la mort. Mais il ne concevait plus envers les symboles d'un État allemand devenu démocratique la même répulsion incontrôlable. En janvier 1984, il repart en Israël Helmut Kohl, qui n'avait pas quinze ans à la fin de la guerre. Une visite consensuelle par le projet de vente de chars allemands Leopard 2 à l'Arabie saoudite. Aujourd'hui, Ryssd a renoncé aux « Leo ». Affaire classée. Et

quand Shimon Pérès accueille Willy Brandt ou Franz Josef Strauss, il retrouve tout simplement de vieux amis.

Israël, de temps à autre, fait la morale aux Allemands, entretient leur mauvaise conscience. « Ni oubli ni pardon », criaient à Helmut Kohl les anciens déportés revêtus de leur pyjama rayé. Il y a deux mois, une délégation des Verts ouest-allemands eut droit à un accueil glacial à la Knesset. « Dehors les vert-brun », proclamaient une pancarte faisant référence à la couleur des chemises nazies. « Le couleur a changé », déclarait le vice-ministre des affaires étrangères, mais pas l'attitude envers le peuple juif.

La presse israélienne rapporte avec soin les incidents antisémites qui émaillent l'actualité allemande.

La mémoire collective des Israéliens n'empêche pas l'État hébreu d'avoir avec l'Allemagne d'aujourd'hui des relations économiques et culturelles privilégiées. Les échanges commerciaux dépassent annuellement 9 milliards de francs. Deuxième fournisseur d'Israël, la RFA est son troisième client après les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les deux pays entretiennent une coopération multiforme en matière scientifique. Huit mille étudiants participent à des programmes communs. Des liens étroits unissent les deux fédérations syndicales. Ironie de l'histoire : cette prépondérance économique de l'Allemagne résulte largement du traité de 1952 qui lui ouvrit le marché israélien.

L'an dernier, l'ambassade d'Allemagne à Tel-Aviv délivra deux mille passeports à des Israéliens descendant de juifs allemands. L'annonce de cette statistique suscita quelque émotion. En fait, ces doubles citoyens de fraîche date utilisent leur précieux document pour travailler librement dans tous les pays de la Communauté européenne. La germanophilie est étrangère à leur démarche. Pourtant, cette course aux passeports, purement utilitaire, prouve au moins que, chez les jeunes Israéliens, le syndrome allemand est en voie d'apaisement.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## IL Y A DIX ANS, LE PREMIER CONSEIL EUROPÉEN A DUBLIN

# « L'habitude de bavarder ensemble... »

Les conseils européens, aujourd'hui devenus routine et qui trois fois par an réunissent les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté, sont nés il y a dix ans. Le président de la République française et ses pairs, tous premiers ministres, avaient pris de longue date l'habitude de se rencontrer pour ce que l'on appelait à l'époque — le mot a fait fortune — des « conférences au sommet ».

La première importante avait eu lieu à Bonn dès 1961 ; à partir de 1969, ces rencontres avaient adopté un rythme régulier. Mais c'est en décembre 1974 que, sur proposition de M. Giscard d'Estaing, ceux qui n'étaient que les institutions se réunirent à la Commission européenne. En mars 1975, à Dublin, on ouvrit la série en parlant — déjà — du problème britannique, avec un premier ministre de Sa Majesté particulièrement inflexible : Harold Wilson.

L'ambition du conseil européen, à l'origine, était de donner de grandes orientations politiques à la Communauté, en laissant aux conseils des ministres le soin de régler les questions techniques. Un tel dispositif n'avait pas été prévu par le traité de Rome, mais la nécessité s'en faisait sentir.

Très vite cependant — en fait dès le sommet de Dublin — on a pu mesurer que les chefs d'État et de gouvernement n'échapperaient pas aux dossiers les plus épineux, aux négociations les plus ardues sur les sujets de la plus délicate technique.

Certains sommets ont été consacrés aux thèmes « nobles », tels Stuttgart en juin 1983 et Fon-

tainbleau un an plus tard. Mais les questions très « pointues » ne sont pas épargnées aux participants, et M. Mitterrand a ainsi dû parfois expliquer en détail aux journalistes, à l'issue d'une rencontre, la position française sur la distillation obligatoire des excédents viticoles, ou sur le démantèlement des montants compensa-

toires, bien plus que sa vision personnelle de l'union européenne.

L'air qu'on respire au sommet est, bien entendu, plus ou moins défini selon les questions à l'ordre du jour. Celle de la contribution budgétaire britannique aura réussi à empoisonner Athènes en décembre 1983, Bruxelles et Fontainebleau (du moins jusqu'au dénouement) en mars et juin 1984. Mais le climat tient aussi au pays organisateur, puisque la présidence du conseil européen change tous les six mois, suivant l'ordre alphabétique.

En mars de chaque année, un sommet est en outre organisé à

Bruxelles, au « Charlemagne » (l'immeuble du conseil, à côté du « Berlaymont », qui est celui de la Commission). Le pays hôte, qui est celui qui préside au moment de la rencontre, tient évidemment à réussir « son » sommet ; et l'un a vu des européens assez tièdes, comme M. Papandréou durant le second semestre de 1983,

siers fort complexes ont été réglés, sinon dans leur détail, du moins dans leur principe, à la suite de rencontres en tête à tête, notamment avec le président du moment et tel ou tel de ses « collègues ».

Ces rencontres en tête à tête, en réalité, comportent toujours la présence d'un interprète pour chaque interlocuteur. Mais ceux-ci assurent qu'ils oublient très vite, dans le feu de la discussion, la présence de cet homme de l'art — d'ailleurs souvent une femme — et qui ne les quitte pratiquement pas de tout le sommet, y compris pendant les repas. Qui dira jamais assez ce que leur doit la coopération internationale ? Assis sur une petite chaise derrière le chef d'État ou de gouvernement qu'ils ont pour mission d'escorter, ils traduisent à mi-voix en observant les lèvres de celui qui est en train de parler.

Les boutades du chancelier

De sorte que, même lorsque l'assemblée est assez animée, comme pendant un dîner détendu, on perçoit deux niveaux sonores bien distincts : un brouhaha de conversation où l'anglais, le français et l'allemand dominent (les chefs des « petits » pays de la Communauté parlant en général au moins une de ces trois langues), et le murmure des traducteurs, attentifs à transposer la moindre boutade du chancelier Kohl — qui semble s'être fixé pour mission spécifique de détendre l'atmosphère.

Recevant ses neuf partenaires au château de Fontainebleau, le président français, qui pourtant n'était pas encore assuré du tout

du succès final, s'est lancé dans un exposé historique-galant à propos de la salle où avait lieu le déjeuner, et où Diane de Poitiers aurait fait assassiner un de ses amants, cependant qu'une pièce voisine avait, ajouta-t-il, hérité les frasques de la reine Christine...

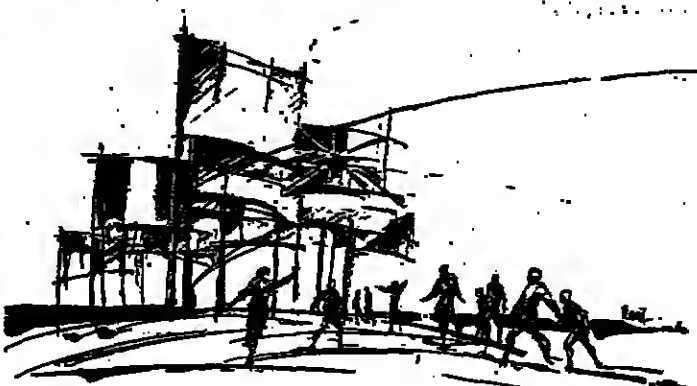
Charmante M<sup>me</sup> Thatcher !

« Le sujet de la conversation s'écartait probablement un peu de l'Europe, se souvient un des témoins de la scène, mais c'est aussi dans des moments comme celui-ci qu'on sent combien ces dix très hauts personnages ont pris l'habitude de se retrouver, de bavarder ensemble, et combien cela les aide à résoudre leurs difficultés. »

Il est vrai que M<sup>me</sup> Thatcher, dont la réputation d'inflexibilité n'est pas usurpée, n'est pas la dernière, dans ce genre de circonstances, à faire assaut d'amabilités et à déployer ses grâces. Il est peu de ses interlocuteurs étrangers, M. Mitterrand compris, qui ne l'aient trouvée charmante, lorsqu'elle pose un instant le masque du *prime minister*.

Ce qui ne l'empêche pas, lorsqu'elle reprend la séance de travail, de retrouver instantanément la pugnacité glacée dont elle sait faire montre dans les négociations internationales. Il lui arrive de dire à son ministre des affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, lorsque ce dernier négocie de son côté : « Je vous interdis de me téléphoner. » « Quand on apprend cela, commente un habitué des marathons bruxellois, on sait qu'il n'y aura rien d'espérer de Sir Geoffrey, ni de Maggie ! »

BERNARD BRIGOULEUX.



Dessin de ROUL.



# Étranger

A Genève

## La Conférence sur l'aide à l'Afrique s'ouvre dans un climat de scepticisme

(De notre correspondant.)

Genève. — Au moment où va se tenir, les 11 et 12 mars au Palais des Nations, à l'initiative de M. Perez de Cuellar, une conférence sur l'Afrique subsaharienne afin de recueillir 1,5 milliard de dollars destinés aux vingt pays les plus touchés par la sécheresse, le comité international de la Croix-Rouge vient d'écrire une publication intitulée *Afrique en bref*, qui commence par ces mots : « Éthiopie : et si le pire était à venir ? »

Cette coïncidence, peut-être involontaire, illustre bien l'inquiétude teintée de scepticisme avec laquelle est accueillie à Genève cette réunion extraordinaire à l'échelle présidentielle et ministérielle, dont l'objectif est de lancer un défi à la communauté internationale pour qu'elle assure, durant douze mois, la survie de 30 millions d'Africains victimes de la sécheresse.

La réunion est organisée par M. Bradford Morse, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et directeur du bureau des opérations d'urgence en Afrique, et par M. Maurice Strong, coordinateur exécutif de ce bureau. M. Christian Nucci, ministre de la coopération, a été désigné pour y représenter la France.

Les critiques que l'on entend avant même la séance d'ouverture sont les plus diverses. Les uns reprochent aux organisateurs de mettre principalement l'accent sur les secours d'urgence sans vraiment chercher à planifier un développement à long terme. D'autres s'étonnent de la pudeur qui entoure tout ce qui a trait aux guerres et guerillas qui ensanglantent le continent noir. On regrette aussi qu'il ne soit pas souligné dans les documents de l'ONU que, si l'Afrique compte des millions de réfugiés, c'est aussi parce que les droits de l'homme y sont violés trop souvent et que l'on y fuit la violence autant que la sécheresse.

La plupart des observateurs s'interrogent sur le rôle des États-Unis dans cette opération, notamment sur la participation de M. George Bush à l'ouverture de la conférence. Les plus cyniques rappellent que l'administration Reagan ne s'était pas illustrée par sa générosité lors d'autres efforts de solidarité envers les plus démunis et évoquant l'influence exercée à Washington par les fermiers désireux d'écouler leurs excédents de céréales. Peut-être parce que les besoins alimentaires d'urgence de l'Afrique subsaharienne sont évalués, par les Nations unies, sous une seule rubrique intitulée « aide alimentaire » (céréales) à 1 043,12 millions de dollars.

Quant aux militants africains en exil que l'on peut rencontrer dans les couloirs de la commission des droits de l'homme, ils estiment que leurs gouvernements devraient, après vingt-cinq ans d'indépendance, prendre au sérieux la planification du développement au lieu de se contenter de secours d'urgence.

ISABELLE VICHNIAC.

## Angola

● M. Alfonso Van Dunem « M'Binda » nouveau ministre des relations extérieures. — Le président angolais, M. José Eduardo Dos Santos, a nommé M. Alfonso Van Dunem « M'Binda » ministre des relations extérieures. M. Van Dunem, membre du comité central du MPLA (parti au pouvoir), succède à M. Paulo Jorge, démis de ses fonctions le 23 octobre 1984. — (AFP).

## LE CONFLIT SAHARIEN

### Le roi Hassan II, fort de ses succès militaires exclut toute « autonomie interne »

De notre envoyée spéciale

Marrakech. — Seul le référendum d'autodétermination tel qu'il a été prévu à Nairôbi en juin 1981 peut résoudre la question du Sahara, a déclaré vendredi 8 mars, au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue dans son palais de Marrakech, le roi Hassan II. Calme et serein dans le ton, le roi a été montré particulièrement ferme sur le fond. C'est, a-t-il dit en substance, à l'adresse du Polisario, mais aussi et surtout de l'Algérie, à prendre ou à laisser. Le temps n'est plus où le roi se satisfaisait « du timbre et du drapeau » : c'est aujourd'hui tout ou rien. « Il n'y aura pas d'autonomie interne. Il ne saurait pour nous y avoir de troisième solution », a dit notamment le souverain chérifien, rejetant ainsi publiquement les récentes propositions secrètes, en ce sens, de l'Algérie.

Cette intransigence est sans aucun doute la conséquence des succès

militaires obtenus au Sahara par l'armée marocaine, qui, à l'exception d'une bande de 20 000 kilomètres carrés frontalière de la Mauritanie, a repris le contrôle de toute la Saguia-El-Hamra, c'est-à-dire la partie qui lui avait été rendue par les accords de Madrid fixant, en 1975, le sort du Sahara espagnol. Le roi a répété à deux reprises : « Le Maroc est dans une position confortable et, de ce fait, nous ne sommes pas pressés. Le Maroc n'est pas assis sur une baïonnette, il est dans un rocking-chair ».

Dans ces conditions, pourquoi tourner en rond et s'épuiser dans de stériles négociations ? « Il y a deux questions très bien posées par l'OUA à Nairôbi », a dit le souverain : « Voulez-vous être indépendants ou voulez-vous être rattachés au Maroc ? » C'est la seule voie pour arriver à une solution, a-t-il laissé entendre, avant d'ajouter, non sans ironie : « Je respecte trop les populations africaines pour envisager le droit de disposer de leurs sta-

tuts et de leur devenir en dehors de leur consentement ».

#### L'autodétermination « moyen respectable »

Fait des succès de son armée, le roi revient donc au référendum d'autodétermination qu'il est désormais sûr de gagner, au moment où, pour la raison inverse, l'Algérie et le Front Polisario ne le souhaitent plus. La poursuite du dialogue avec Alger, que le souverain appelle de ses vœux dans son discours du 3 mars (le Monde du 5 mars), ne semble viser, dans ces conditions, qu'un but : éviter l'affrontement qui « serait non pas le pire des crimes, mais la pire des bêtises à entreprendre. La guerre entre l'Algérie et le Maroc ne résoudrait aucun problème », a déclaré Hassan II, avant d'ajouter : « J'ai un code de la guerre : si vous ne pouvez pas battre votre adversaire pour une génération, alors, ne lui faites pas la guerre. Le Maroc ne battra pas l'Algérie et l'Algérie ne battra pas le Maroc ».

Pour le roi Hassan II, l'Algérie n'est plus l'interlocuteur dans le conflit du Sahara. L'autodétermination, « qui n'est pas un truc mais un moyen juridique respectable », est un principe garanti par l'ONU et, a fortiori, par l'OUA, donc c'est vers ses instances que le roi entend maintenant se tourner. Le souverain s'est offert les gants de donner une dernière chance à l'OUA, que le Maroc a quittée le 12 novembre 1984, de jouer un rôle dans le conflit : « La présence physique de la RASD [République arabe sahraïenne démocratique], a-t-il dit, n'a pas été juridiquement confirmée au sein de l'organisation, puisqu'il n'y a pas eu de résolution reconnaissant cette admission. » « Pour moi, a-t-il poursuivi, le prochain sommet africain verra l'entêtement de l'OUA dans l'illégalité, où il sera un sommet de démythification ».

Suivant les résultats de ce sommet, qui devrait se tenir en juillet, sans doute à Addis-Abeba, le roi fera appel soit à l'OUA, si ses membres reconnaissent leur « erreur », soit à l'ONU, en lui demandant, toutefois, de ne pas « complètement ignorer » l'organisation africaine, « qui n'est pas viciée du sud au nord et de l'est à l'ouest ».

#### Un non à Alger

A propos des États africains qui ont reconnu la RASD, le roi admet qu'il leur faudra du courage pour dénoncer leur engagement, mais, « dans le monde où nous vivons, ces anomalies sont courantes », a-t-il ajouté, donnant pour exemple « le Mexique qui reconnaissait encore

quatre ans avant la mort de Franco la République espagnole ».

Se voulant magnanime, le roi offre à ces États l'occasion de se ressaisir et de revenir derrière le Maroc, car la voie algérienne est désormais sans issue. Tout en admettant qu'il n'a pas encore de « schéma clair dans l'esprit », le roi a cependant déclaré qu'il demanderait à l'ONU l'organisation d'un référendum « dans les plus brefs délais, car tous les jours qui passent nous coûtent de l'argent et des hommes ». Un problème qui n'entraîne pas, toutefois, la « force tranquille » du souverain chérifien.

En cours de sa conférence de presse, le roi a aussi implicitement accusé l'Algérie d'avoir abattu les deux avions, belge et allemand, qui se sont écrasés au Sahara. « Ce n'est pas le Polisario qui a abattu ces avions avec les SAM 6 », a-t-il déclaré, sans désigner nommément le responsable.

Le roi, qui s'est montré très en verve tout au long d'une prestation de plus d'une heure, a aussi, en réponse à une question sur la demande d'admission du Maroc à la CEE, estimé que, si « l'Europe ne veut pas intégrer le Maghreb maintenant, elle viendra le chercher dans quinze ans ». « L'Europe, a-t-il dit, n'a pas de recul stratégique. Elle aura un jour besoin d'un arrière-pens pour régner. L'Afrique du Nord, dont le Maroc est la pointe, sera son recul stratégique avec le pétrole libyen, les agrumes marocains et le gaz algérien ».

Rien aujourd'hui ne semble arrêter Hassan II. Le souverain, qui entame dimanche une tournée dans les provinces du Sud, au cours de laquelle il inspectera ses soldats sur le mur de défense saharien, dont le point le plus avancé n'est qu'à 4 kilomètres de la frontière algérienne, fera la grande prière du vendredi à la nouvelle mosquée d'El Ajoun. Nul doute qu'il aura encore l'occasion d'affirmer, dans l'ancienne capitale du Sahara espagnol transformée par les gigantesques travaux de développement entrepris par le Maroc, que tout retour en arrière est impossible.

Confronté par l'appui de son peuple, dont la cause nationale est devenue, tout autant que celle de la récupération du Sahara, la résistance à l'Algérie, le roi Hassan II semble plus que jamais sûr de son droit. S'appuyant sur les victoires de son armée, qui n'admettrait sans doute pas de perdre sur le tapis vert le terrain qu'elle a difficilement conquis, le roi estime aujourd'hui le moment venu d'imposer les règles du jeu. Reste à savoir maintenant comment réagiront Alger et ses alliés.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## A travers le monde

### Chili

● DISPARITION D'UN ARCHITECTE. — On nous signale, de bonne source, la disparition au Chili de M. Ramon Arriagada Escalante, un architecte, sans affiliation politique connue. Selon sa famille, M. Arriagada Escalante a été arrêté à son domicile de Santiago le 25 février et n'a pas reparu depuis.

### Espagne

● L'ETA REVENDEUR L'ASSASSINAT DU CHEF DE LA POLICE BASQUE. — L'organisation séparatiste ETA a revendiqué, le vendredi 8 mars, dans des communications téléphoniques aux organes de presse de San-Sebastian, l'assassinat du chef de la police autonome basque, le lieutenant-colonel Carlos Diaz Arkotxa (le Monde du 9 mars). — (AP.)

### Etats-Unis

● WASHINGTON VEUT BLOQUER UN PRÊT DE LA BID POUR LE NICARAGUA. — Le gouvernement américain a confirmé, vendredi 8 mars, que le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, était intervenu pour inciter la Banque internationale de développement (BID) à bloquer le vote d'un prêt de 58 millions de dollars au Nicaragua. Washington a indiqué qu'il craignait que ce prêt soit détourné de son

objet — l'aide aux agriculteurs — pour être utilisé à des fins militaires. — (AFP.)

### Grèce

● ACCORD CULTUREL AVEC L'ALBANIE. — La Grèce et l'Albanie ont signé, le vendredi 8 mars, à Athènes, un accord fixant le programme des échanges culturels entre les deux pays pour les deux prochaines années, a annoncé un communiqué du ministère grec des affaires étrangères. — (AFP.)

### Niger

● M. GEORGE BUSH A NIAMEY. — Le vice-président des États-Unis est arrivé, jeudi 7 mars, au Niger, venant de Khartoum, pour une visite de trois jours, deuxième étape de sa tournée africaine. Il a déclaré que le Niger, « de l'avis de tous, s'est mieux organisé que la plupart des autres pays pour faire face à la pire sécheresse que ce pays ait connue depuis 1905 ». « Nous sommes venus, a-t-il ajouté, pour voir les mesures prises et les progrès réalisés par ce pays, qui a enregistré pour la campagne 1984-1985 un déficit céréalier de 350 000 tonnes, sans précédent dans son histoire ». M. Bush s'est entretenu, jeudi et vendredi, avec le président Kountché. Le vice-président américain se rendra ensuite au Mali. — (AFP, Reuters.)

### Le conflit du Proche-Orient

#### LA FRANCE « ENCOURAGE PRUDEMMENT » L'INITIATIVE DU PRÉSIDENT MOUBARAK POUR AMORCER DES NÉGOCIATIONS DE PAIX

La France estime que l'initiative du président Mubarak pour favoriser l'amorce d'un processus de paix au Proche-Orient mériterait un « encouragement prudent », a déclaré le vendredi 8 mars M. Hubert Vedrine, conseiller diplomatique à l'Elysée, à l'issue des conversations qu'il avait eues le chef de l'Etat égyptien et le président Mitterrand. Le gouvernement de Paris, comme celui du Caire, a indiqué M. Vedrine, estime qu'aucune « idée préconçue » sur la méthodologie ne devrait bloquer l'amorce de négociations, qui pourraient être bilatérales ou multilatérales.

Le conseiller de M. Mitterrand a encore précisé : « La France appuie toute initiative dès lors qu'elle permet de rapprocher des points de vue. L'accord jordanien-palestinien constitue une avancée dans la bonne direction. Quant à la proposition Mubarak, elle simplifie la méthode en même temps qu'elle conduit à une accélération. Comme toute action énergique, elle prend le risque d'être contrariée. La France souhaite globalement que rien ne soit jamais fait qui puisse casser les chances de la paix ». On précise à l'Elysée que ce dernier membre de phrase ne vise pas, bien au contraire, les projets du président égyptien.

De son côté, le président Mubarak a indiqué, au terme de près de trois heures d'entretien avec M. Mitterrand, qu'il lui avait demandé « le soutien de la France », ajoutant qu'il s'agissait d'une « opération difficile » et qu'il ne pouvait « pas garantir de convaincre à 100 % » le président Ronald Reagan qu'il rencontra à Washington la semaine prochaine.

A cet égard, le conseiller diplomatique du président Mitterrand a confirmé que la France, à la demande du président égyptien se « fera l'écho » auprès de l'administration américaine des analyses du chef de l'Etat égyptien.

MM. Roland Dumas et Esmat Abdel Méguid, ministres des affaires étrangères de France et d'Egypte, ont pris part au déjeuner offert par le président français qui rencontra pour la dixième fois son homologue égyptien.

Arrivé vendredi matin à Paris, le président Mubarak devait partir samedi pour Washington, où il séjournera jusqu'au 13 mars, avant de se rendre à Londres puis à Rome pour rencontrer le premier ministre britannique, M. Thatcher, et le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, dont le pays assure jusqu'en juillet la présidence de la CEE.

A Jérusalem, l'initiative de M. Mubarak est diversement appréciée. Tandis que le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, déclarait que les propositions du chef de l'Etat égyptien méritaient un « examen attentif », M. Shamir, le ministre des affaires étrangères, manifestait son mécontentement. Le récent rapprochement entre l'OLP, la Jordanie et l'Egypte constitue un « réel recul pour la paix dans la région », a-t-il déclaré. « L'OLP et l'idée qu'Israël puisse se retirer aux frontières d'avant la guerre de 1967 sont les deux principaux obstacles au processus de paix au Moyen-Orient », a ajouté M. Shamir. « Israël n'acceptera jamais de revenir aux frontières de 1967 », a-t-il poursuivi, soulignant qu'il n'y a aucune chance qu'Israël rende Jérusalem et les territoires occupés depuis la guerre de six jours.

#### L'UNIVERSITÉ DE BIR-ZEIT EN CISJORDANIE EST FERMÉE

Jérusalem (AFP). — Le ministre israélien de la Défense, M. Yitzhak Rabin, a décidé de fermer une nouvelle fois, pour deux mois, le nouveau campus de l'université palestinienne de Bir-Zeit, près de Ramallah en Cisjordanie occupée. C'est la dixième fois depuis le début de l'occupation israélienne, en 1967, que cet établissement universitaire de deux mille deux cents étudiants, un des plus importants des territoires occupés, est fermé sur ordre du ministère israélien.

## Un langage « kadhafiste » sur le Tchad

De notre correspondant

« Avant d'être l'ami des États-Unis, je suis d'abord le roi du Maroc », a déclaré Hassan II, en réponse à une question sur les critiques adressées par Washington au traité maroco-libyen. Il n'y a plus de malentendu à ce sujet avec les États-Unis, a dit en substance le roi, car, « dans l'application de cet accord, tout le monde a pu constater que la Libye et le Maroc n'avaient ni intérêt politique, ni intérêt leurs amitiés précédentes ».

Le roi Hassan II s'est toutefois montré, à propos du conflit tchadien, beaucoup plus proche aujourd'hui qu'il ne l'était à une époque des positions libyennes. Interrogé sur le point de savoir s'il pourrait servir de médiateur dans cette guerre, le souverain chérifien a d'abord estimé que les Tchadiens devraient faire preuve « d'un minimum de bonne volonté », avant d'ajouter : « L'intérêt de la nation doit passer avant tout. S'il doit passer par le désistement mutuel d'Hassane Habré et de Goukouni Oueddei, ce serait une bonne chose ». Position que ne renierait

pas le colonel Kadhafi, mais qui n'a pas toujours été celle du Maroc. Rabat aidait en effet Hassan Habré dans son « maquis d'Abéché » quand l'Algérie, conjointement avec la France, soutenait Goukouni Oueddei, alors au pouvoir à N'Djaména. — F. C.

● M. Penna et le sommet de Brazzaville. — « La France met, actuellement, tout en œuvre, de concert avec certains pays africains, pour organiser à court terme, à Brazzaville, un sommet sur le Tchad auquel participeraient le président Hassan Habré et ses adversaires », a déclaré, vendredi 8 mars, à Libreville, M. Guy Penna, conseiller de François Mitterrand pour les affaires africaines.

Au cours de son entretien avec l'AFP, M. Penna a fermement insisté sur la nécessité pour les pays africains « concernés ou non » par la crise tchadienne de créer « eux-mêmes », en dernier ressort, les conditions « pour un règlement politique » du problème. (AFP)

## LA CONFÉRENCE DES PAYS DE LA « LIGNE DE FRONT » A LUSAKA

### M. Nyerere constate que Pretoria a « refusé d'honorer ses engagements »

De notre correspondant en Afrique australe

Nairôbi. — Les chefs d'Etat et de gouvernement des six pays de la « ligne de front » (1) qui se sont réunis, le vendredi 8 mars, à Lusaka en Zambie, ont dressé le bilan du pacte de non-agression que le Mozambique a signé avec l'Afrique du Sud, le 16 mars dernier à Nkomati. Parlant en leur nom à l'issue de ce sommet, M. Julius Nyerere, chef de l'Etat tanzanien et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a déclaré que les dirigeants de Maputo avaient négocié « en toute bonne foi » cet accord. « Notre conclusion est que [le régime de Pretoria] a refusé d'honorer ses engagements », a-t-il ajouté en exprimant l'espoir que ceux qui soutiennent le régime de l'apartheid — en clair les États-Unis — en arriveront à la même constatation.

Si les dirigeants mozambicains ont, très longtemps, évité de se prononcer sur l'application du pacte de Nkomati comme s'ils craignaient sur le temps pour gagner leur pari, alors que certains de leurs pairs africains criaient au marché de dupes, voire à la trahison, la tournure prise par les événements ne leur permet plus, aujourd'hui, de s'enfermer dans un silence embarrassé. Les « bandits armés » de la Résistance nationale du Mozambique (RNM) continuent, de plus belle, d'entretenir l'insécurité dans le pays et d'en dé-

organiser la vie économique par de multiples assassinats et sabotages.

Lors de la présentation des vœux du corps diplomatique, début janvier, M. Samora Machel, chef de l'Etat mozambicain, avait officiellement admis « l'existence de violations [de l'accord de Nkomati] d'un côté et de certains autres pays voisins ». Un mois plus tard, à l'occasion de la visite, à Maputo, de M. Christian Nucci, ministre de la coopération et du développement, il s'était demandé si les violations étaient dues « à l'insécurité ou à la mauvaise foi » du régime de Pretoria et s'en était pris au « ultra-racisme » qui révent de « recoloniser » l'ancienne province portugaise.

Il ne fait plus de doute pour personne que des individus et des organisations continuent, à partir du territoire sud-africain, le combat contre le régime marxiste de M. Machel. Les dirigeants de Pretoria ne contestent plus la part qu'y prennent certains éléments « ultras » dont ils disent avoir quelque mal à contrôler les activités. En outre, la RNM paraît bénéficier d'un réseau d'amitiés européennes et surtout arabes qui pourvoit à ses besoins, en armes notamment. Ce qui donne à penser que ce conflit dépasse le cadre du Mozambique et même celui de l'Afrique australe.

J. DE BARRIN.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.



## Étranger

# LA « GUERRE DES ÉTOILES » AU CENTRE DES NÉGOCIATIONS

## Le rendez-vous de Genève

(Suite de la première page.)

Sur le plan technique, des hommes comme M. Kampelman, le principal négociateur américain, mais aussi M. Weinberger, le ministre de la défense, ont laissé entendre que des déploiements d'armes défensives américaines, tout en restant souhaitables, pourraient être plus limités que ce qui était envisagé à l'origine. En substance, les estimations présentes établissent une distinction entre les armes de défense antimissile ponctuelle, basées à terre, et interceptant les engins ennemis dans la dernière phase de leur course (celle de leur entrée dans l'atmosphère), d'une part; les armes recourant à des technologies entièrement nouvelles, comme les lasers et faisceaux de particules, intervenant pendant la première phase du vol des engins ennemis (celle de la combustion) et devant pour cette raison être basées dans l'espace, d'autre part.

Les premières pourraient être faisables dans une dizaine d'années, les secondes dans vingt ans seulement. De là à s'orienter vers un réseau partiel de défense, protégeant seulement certaines portions du territoire américain, par exemple les sites qui abritent ses engins offensifs, il n'y a qu'un pas que certains semblent prêts à franchir dans l'entourage même de M. Reagan.

### Etre invulnérables

Sur le plan diplomatique, M. Nitze, conseiller spécial de M. Reagan et de M. Shultz sur toutes ces questions, a ouvert dans ses interventions récentes d'autres perspectives qui rendent le jeu plus complexe. En premier lieu, il prolonge l'argument technique évoqué plus haut en parlant d'une « période de transition » indéniablement fort longue, pendant laquelle cohabiteront les armements défensifs et offensifs, l'équilibre de la dissuasion restant préservé par un mélange des uns et des autres. Cette phase de transition devra être mise à profit pour tenter de définir, « en coopération » avec Moscou, les conditions requises par la stabilité du nouveau système.

En second lieu, M. Nitze pose en principe que deux conditions préalables devront être satisfaites

avant que soit décidé tout déploiement d'armes défensives :

a) ces armes devront être elles-mêmes invulnérables, afin que ne soit pas relancée une course aux armements sans fin entre le glaive et la cuirasse, entre les contre-mesures et les « contre-contre-mesures »;

b) Elles devront être rentables (cost-effective), c'est-à-dire, que leur coût de production devra être inférieur au coût des armes offensives.

américaine reste celui qui a été déterminé par M. Reagan et qui crée le principal paradoxe au départ : l'initiative de défense stratégique est « sur la table » des négociations de Genève, mais en fait il n'y a rien à négocier à son sujet, puisque, toujours selon Washington, ni la recherche ni, donc, les essais ne doivent faire l'objet de marchandages.

On comprend que les Américains, dans ces conditions, insistent beaucoup moins sur l'inter-

programmes militaires (certains porte-parole laissent entendre que les déploiements soviétiques n'attendent même pas les déploiements américains, mais pourraient être décidés dès la confirmation des recherches américaines), et ces programmes n'ont pas du tout dans le sens des prévisions optimistes annoncées par M. Reagan et espérées par M. Nitze : non seulement l'URSS ne rejoindra pas les Etats-Unis pour réduire « en coopération » les armements offensifs, mais elle fabriquera de nouveaux missiles pour saturer les défenses américaines.

Elle mettra en chantier des contre-mesures (l'agence Tass a parlé à cette occasion de l'ogive multiple et manœuvrable — le MARV, un projet qui avait été laissé en sommeil après le traité ABM de 1972, — de lancement accéléré des engins de manière à réduire à une minute seulement la phase initiale de combustion, etc.). Elle s'emploiera aussi à rendre les armes américaines vulnérables : on remarque avec intérêt dans divers milieux occidentaux que le Kremlin met beaucoup moins l'accent aujourd'hui qu'il y a quelques mois sur la nécessité de prohiber les armes antisatellites (ASAT). Sans doute veut-il revenir à son projet ASAT, développé il y a plus de dix ans, mais passablement dépassé aujourd'hui, afin d'en faire un instrument contre les futures armes de l'espace américaines.

Que peut-il se passer à Genève dans ces conditions ? Un vieux principe observé dans des circonstances analogues veut que les positions de départ soient affichées de manière plutôt intransigente et tranchée du côté communiste, sur un ton plus conciliant du côté occidental.

Les résistances des uns s'attendent au fil des semaines, les concessions ultérieures des autres n'en prennent que plus de poids. Cette fois les positions américaines ont peu de chances d'évoluer très vite, puisque M. Nitze a déjà donné l'habillage le plus positif possible à la ligne « dure » de son président. Les positions soviétiques, en revanche, devraient se modifier, si du moins une direction suffisamment cohérente peut faire les choix nécessaires à Moscou.

Il est évident, par exemple, que le Kremlin devra payer un prix pour obtenir des concessions américaines sur l'IDS et que ce prix sera encore plus élevé si ces concessions devaient intervenir dès la phase actuelle de recherche. Bien que cela ne soit pas admis à Moscou, ce programme de M. Reagan a déjà en pour premier résultat de ramener les Soviétiques à la table de la négociation; il restera un objet de marchandage, même si l'on prétend le contraire à Washington. Un responsable américain parlant anonymement aux journalistes a d'ailleurs admis que cela ferait « une sacrée différence » (pour la poursuite de l'IDS) si l'URSS procédait à une importante réduction de ses armements offensifs.

D'ores et déjà, on voit mal comment Moscou pourra maintenir son parc de 308 superfusées SS-18 — des engins beaucoup plus puissants que le MX américain actuellement en cours de fabrication.

bilites de saturation et de contre-mesures auxquelles peut recourir l'attaquant, l'immensité des problèmes techniques à résoudre pour obtenir une défense contre les seuls missiles balistiques et l'existence d'autres vecteurs qui demandent encore d'autres systèmes de protection, enfin l'énormité du risque découlant d'un échec même faible de la défense, tous ces facteurs sont tels qu'il est vain de chercher à « éliminer la menace nucléaire », comme le prétend le président américain. Dès lors deux attitudes sont possibles :

— Ou bien on recourt à la défense pour une protection partielle seulement, plus précisément pour renforcer la dissuasion et non pour l'éliminer; c'est ce que proposent en filigrane les variantes « restreintes » de l'IDS présentées par une bonne partie des milieux officiels américains, et cela va tout à fait dans le sens

### Les grandes étapes des négociations sur les armements stratégiques

1969. — Ouverture à Helsinki des conversations sur la limitation des armements stratégiques (SALT).

Mai 1972. — Signature à Moscou, par Brejnev et Nixon, des premiers accords SALT : un traité limitant les armements anti-satellites (ASAT) et un accord historique limitant les armements offensifs.

Juin 1979. — Accord SALT 2, signé entre Brejnev et Carter à Moscou. Ce traité ne sera jamais ratifié par le Sénat américain.

Novembre 1980. — Election de M. Reagan à la Maison Blanche.

Novembre 1981. — Ouverture à Genève des négociations sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI).

Juin 1982. — Reprise à Genève des négociations SALT, palan-

stas START, pour la réduction des armements stratégiques.

Novembre 1983. — A la suite de l'arrivée en Europe occidentale des premiers missiles nucléaires de portée intermédiaire, l'URSS met fin aux conversations FNI et START.

Novembre 1984. — M. Reagan et Tchernenko annoncent une reprise de dialogues confidentiels sur les armements.

Janvier 1985. — A la suite d'une rencontre à Genève de MM. Shultz et Gromyko, les deux grandes puissances annoncent l'ouverture prochaine de négociations en trois phases : les « intermédiaires » : les armes de l'espace, les armes stratégiques et les forces de portée intermédiaire.

12 Mars 1985. — Ouverture de

les conversations à Genève.

tion — sans que les Etats-Unis en tirent de nouveaux arguments en faveur soit de leur IDS, soit de nouveaux moyens offensifs équivalents.

### Moins d'objections européennes

Et l'Europe dans tout cela ? Les assouplissements apportés aux thèses américaines ont contribué à rétablir une sorte de consensus au sein de l'Alliance atlantique. A la suite de M. Thatcher lors de sa visite à Washington, successivement M. Kohl et M. Ciriaci ont apporté leur soutien aux projets actuels du gouvernement américain, le chancelier ouest-allemand mettant plus spécialement en avant son désir de bénéficier de ses retombées sur le plan de la recherche et des nouvelles technologies (Washington s'est dit disposé à partager sur ce point, mais aucune proposition concrète n'a encore été faite). Un argument commun à tous les Européens est qu'on ne peut empêcher M. Reagan de faire des recherches, puisqu'il en a accordé dans ce domaine n'est vérifiable, et qu'il vaut mieux qu'il en fasse, pour ne pas en laisser le monopole aux Soviétiques.

### Paris contre un trompe-l'œil

La France, elle aussi, a beaucoup atténué son hostilité, après avoir été tout près — notamment en juin 1984, lorsque Paris a déposé un plan de négociation devant la conférence de l'ONU sur le désarmement — d'un écart avec Washington sur ce point. Il n'est même plus de bon ton de s'alarmer pour la crédibilité de la force de dissuasion française, comme on le faisait jusqu'à l'an dernier. Cette crainte irait en effet à l'encontre de l'argument qui semble avoir été finalement retenu et qui porte sur la faisabilité de l'IDS.

En substance, dit-on maintenant dans les milieux autorisés français, une défense contre les armements nucléaires n'offrirait jamais une garantie totale ni même suffisante : la vulnérabilité des systèmes à déployer, les possi-

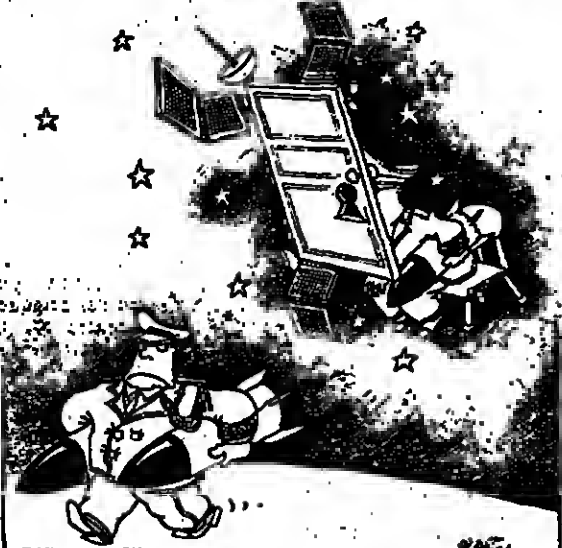
bilites de saturation et de contre-mesures auxquelles peut recourir l'attaquant, l'immensité des problèmes techniques à résoudre pour obtenir une défense contre les seuls missiles balistiques et l'existence d'autres vecteurs qui demandent encore d'autres systèmes de protection, enfin l'énormité du risque découlant d'un échec même faible de la défense, tous ces facteurs sont tels qu'il est vain de chercher à « éliminer la menace nucléaire », comme le prétend le président américain. Dès lors deux attitudes sont possibles :

— Ou bien on recourt à la défense pour une protection partielle seulement, plus précisément pour renforcer la dissuasion et non pour l'éliminer; c'est ce que proposent en filigrane les variantes « restreintes » de l'IDS présentées par une bonne partie des milieux officiels américains, et cela va tout à fait dans le sens

bilites de saturation et de contre-mesures auxquelles peut recourir l'attaquant, l'immensité des problèmes techniques à résoudre pour obtenir une défense contre les seuls missiles balistiques et l'existence d'autres vecteurs qui demandent encore d'autres systèmes de protection, enfin l'énormité du risque découlant d'un échec même faible de la défense, tous ces facteurs sont tels qu'il est vain de chercher à « éliminer la menace nucléaire », comme le prétend le président américain. Dès lors deux attitudes sont possibles :

Une attitude qui peut se justifier à terme dans la mesure où la Maison Blanche aura changé sans doute plusieurs fois de locataire avant que les armes annoncées par l'IDS ne fassent leur apparition. Mais elle ne saurait dispenser la France et ses partenaires de songer à cet avenir et de ne pas rater le train, actuellement en formation, de la nouvelle course à l'espace.

MICHEL TATU.



PLANTU

sives par lesquelles les Soviétiques seront tentés de saturer les défenses ainsi créées.

Or il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner que ces conditions sont les plus difficiles à remplir : il n'est rien de plus vulnérable qu'un satellite se promenant au-dessus du territoire ennemi ou qu'une station au sol captant ses émissions, rien de moins coûteux pour les Soviétiques — par comparaison avec la mise au point de systèmes recourant à une technologie très avancée — que de fabriquer toujours plus des mêmes missiles offensifs déjà bien au point. Et l'on peut se demander si, en posant ces conditions, M. Nitze ne cherche pas à repousser encore plus loin les premiers déploiements des futures armes.

Il y a donc beaucoup d'eau qu'on se prépare à verser dans le vin de la « guerre des étoiles ». Mais, pour le moment, le point de plus forte résistance de la position

dépendance des trois forums de négociations à ouvrir, un principe qu'ils avaient concédé en janvier à M. Gromyko : pour ne pas voter dès le départ la négociation à l'échec, le mieux est, à leur avis, de s'entendre au plus tôt sur les deux autres chapitres (armements offensifs intercontinentaux et intermédiaires), sans attendre un très hypothétique progrès sur les armements de l'espace.

### Le tir de barrage soviétique

Or les Soviétiques ne l'entendent pas du tout de cette oreille. Ils disent depuis plusieurs mois, et chaque semaine plus fort, que leur but principal est d'arrêter l'IDS, que tout un progrès sur ce chapitre permettra de parvenir à des progrès sur les autres, donc que l'interdépendance des trois sujets est plus que jamais nécessaire.

Ils annoncent déjà qu'ils répon-

# VOLVO

## Passe à l'action

PLUS DE 300 000 D'ACTIONS A GAGNER

DEVEZ ACTIONNAIRE VOLVO DU 4 AU 10 MARS 1985

Venez découvrir la série limitée 340 GLE Action, une berline 6 CV super équipée et les dernières nouveautés de la gamme. La qualité Volvo à partir de 49.900 F.

### VOLVO

75 - PARIS 5<sup>e</sup> - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 329.51.41 ■ 75 - PARIS 8<sup>e</sup> - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 225.60.70 ■ 75 - PARIS 13<sup>e</sup> - Els Le Calvez, 6, rue Volpian - Tél. : 535.98.69 ■ 75 - PARIS 16<sup>e</sup> - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 727.47.37 ■ 75 - PARIS 16<sup>e</sup> - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 524.43.61 ■ 75 - PARIS 17<sup>e</sup> - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 766.50.35 ■ 75 - PARIS 19<sup>e</sup> - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. : 203.30.75 ■ 75 - PARIS 20<sup>e</sup> - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 373.73.62 ■ 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Els Moussat, Pomponne, 79, rue du Général Leclerc - Tél. : 007.24.20 ■ 77 - VAUX-LE-PENIL/MELUN - Automobiles Paris Sud, 112, route de Nangis - Tél. : 437.80.43 ■ 78 - ELANCOURT - Elancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Arbres, rue du Fonds des Roches - Tél. : 062.00.76 ■ 78 - MANTES-LA-VILLE - M. Baris Automobiles, 51, route de Houdan - Tél. : 477.12.12 ■ 78 - PORT-MARLY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 958.61.13 ■ 78 - SARTROUVILLE - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice Berteaux - Tél. : 913.49.92 ■ 91 - CORBEIL-ESSONNE - Garage Européen, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 088.92.05 ■ 91 - MASSY - Garage Gambetta, 24, rue Gambetta - Tél. : 920.25.80 ■ 92 - ASNIERES - Inter Garage Safr, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 793.36.68 ■ 92 - BOIS-COLOMBES - Garage Ferdi, 45-49, rue Jean-Jaures - Tél. : 242.40.75 ■ 92 - CHATILLON-SOUS-BAGNEUX - Garage Ouest-Autos, 73, av. Marcel Cachin - Tél. : 655.37.37 ■ 92 - MANTERRE - Clemenceau Automobiles, 99-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 724.37.34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 747.50.05 ■ 93 - DRANCY-DRAE, 45, rue Marcelin Berthelot - Tél. : 831.40.32 ■ 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15-19, av. du Château - Tél. : 330.48.78, Expo, 102, av. Paul-Vaillant-Couturier, Neuilly-sur-Marne - Tél. : 388.05.09 ■ 93 - SAINT-DENIS-LAPIN, 45, bd Anatole-France - Tél. : 820.71.87 ■ 94 - CACHAN - Garage Rousseau, 51, av. Armand-Brion - Tél. : 665.74.51 ■ 94 - CROISSY-LE-ROI - Garage de Choisy, 73, av. d'Alfortville - Tél. : 890.80.97 ■ 94 - NOGENT-SUR-MARNE - Garage Maréchal, 155, bd de Strasbourg - Tél. : 876.62.66 ■ 94 - SAINT-MAUR-LA-VARENNE-SAINT-PIERRE - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 885.89.89 ■ 94 - VILLEJUIF - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean-Jaures - Tél. : 726.12.93 ■ 95 - MONTIGNY-LES-CORMELLES - Garage R.G., 19-25, bd Bordier - Tél. : 997.11.96 ■ 95 - PONTAISE - Sté Sogel, 10, rue Sord Dacot - Tél. : 032.55.95



## SOVIÉTO-AMÉRICAINES

### La délégation des Etats-Unis

**M. MAX KAMPELMAN : un démocrate idéaliste**

L'homme qui va diriger la délégation américaine aux nouvelles négociations sur les armements stratégiques avec les Soviétiques est un « cas ». Qu'il appartienne au Parti démocrate ou à l'ancien Parti républicain, passe encore. La politique étrangère américaine s'accommoda fort bien de M. Karpov, le représentant des Etats-Unis à l'ONU, en est un autre exemple — de ce genre de situation. Mais il est quand même paradoxal que M. Reagan, qui ne pense pas pour un pacifiste engagé, ait choisi un ancien objecteur de conscience pour discuter avec les Russes de la « guerre des étoiles ».

L'idéalisme du jeune Max Kampelman, proche des milieux syndicaux et du sénateur démocrate Hubert Humphrey, n'a pas complètement disparu chez l'avocat dans la soixantaine (il est né en 1920 à New-York), rompu aux marathons diplomatiques des conférences internationales. « La paternité de Dieu présume la fraternité des hommes », a-t-il l'habitude de dire. Mais l'expérience lui a inculqué peu à peu une bonne dose de scepticisme, qui semble l'avoir plutôt servi dans les affrontements oratoires qu'il a eus pendant trois ans (1980-1983) avec les Russes à la conférence sur la sécurité et la coopération à Madrid.

C'est dans ce forum que Max Kampelman, nommé à cette fonction par le président Carter, s'est fait remarquer de l'administration Reagan. Maintenu en poste, il y est devenu l'une des voix les plus écoutées du conservatisme du Parti républicain, ravi de ses fréquentes accrochages avec la délégation soviétique. Citant, en mars 1982, l'une des sessions de la conférence, il s'en prend violemment à l'Union soviétique où, dit-il, « la violation des droits de l'homme a pris une ampleur sans précédent ». Sa dénonciation très ferme de l'occupation de l'Afghanistan et ses critiques de l'effort militaire « sans précédent dans l'histoire mondiale » ont conduit Moscou à lui valent, chaque fois, des volées de bois vert de ses interlocu-

teurs, qui l'accusent de faire souffler « le vent glacé de l'antidémocratie ». Traiter avec les Russes n'est pas facile, admet-il, mais il ajoute : « Il faut continuer à leur parler avec patience, opiniâtreté et confiance ».

Jusqu'à une date récente, Max Kampelman ne passait pas pour un éminent spécialiste des armements stratégiques. Mais, au début de l'année, il publia, dans le *New York Times*, un article dans lequel il apportait son soutien à l'initiative de défense stratégique de M. Reagan, allant même jusqu'à proposer la mise en place d'un système à deux échelons, le premier destiné à bloquer les lanceurs adverses dans leur phase initiale de lancement et de décollage, le second faisant barrage dans la phase terminale de leur vol. M. Kampelman a estimé à 60 milliards de dollars le coût d'un tel système, qui pourrait être, selon lui, prêt au début des années 90.

Le nouveau chef de la délégation américaine ne doit être pas en nomination à ses seules qualités de négociateur habile. L'an dernier, M. Reagan avait particulièrement apprécié qu'il assiste avec succès l'un de ses amis et conseillers, M. Edwin Moses, dont il voulait faire son secrétaire général (secrétaire à la justice), mais qui devait s'expliquer devant un procureur spécial pour quelques affaires financières embrouillées. Cette aide indirecte apportée au président n'avait cependant pas empêché M. Kampelman d'être l'un des conseillers de politique étrangère de son adversaire démocrate à la Maison Blanche, M. Mondale. Voilà décidément un homme doté de beaucoup d'entrainement.

**M. MAYNARD GLITMAN : l'expérience des négociations « militaires »**

Des trois hommes nommés par le président Reagan pour conduire la délégation américaine à Gènevè, M. Maynard Glitman est le seul à être un diplomate de carrière et à posséder l'expérience de négociations strictement militaires avec les Soviétiques. Le dossier des armes

nucléaires intermédiaires qui lui est confié n'est pas familier, puisqu'il n'est, de 1981 à 1983, l'adjoint de M. Nixson aux conversations menées sans succès sur cette question avec les Russes. L'avis de son ancien « patron » paraît avoir été déterminant dans sa promotion. Depuis l'interdiction de ces pourparlers à la fin de 1983, il dirigeait la représentation des Etats-Unis aux discussions de Vienne sur les forces conventionnelles en Europe.

Après des études de droit et de diplomatie, M. Glitman (né en 1933 à Chicago) est entré au département d'Etat en 1956. Carrière classique où il occupa surtout des fonctions dans le secteur économique et fait un long séjour à l'ambassade à Paris (1968-1973). Vers le milieu des années 70, son orientation change. Détaché au Pentagone, il y suit particulièrement les affaires de l'OTAN. Cette affectation le conduit naturellement à Bruxelles, où il est, en 1976, le chef adjoint de la mission américaine auprès de l'organisation militaire. Il est aujourd'hui considéré aux Etats-Unis comme l'un des meilleurs experts dans le domaine des forces nucléaires intermédiaires.

**M. JOHN TOWER : un inconditionnel du président**

En chargeant M. John Tower du dossier des armements stratégiques à Gènevè, M. Reagan a récompensé un homme qui a été, ces dernières années au Sénat, l'un des plus farouches défenseurs de son programme de réarmement. Sénateur du Texas depuis 1961, où il occupait le siège précédemment détenu par Landon Johnson avant que ce dernier n'accede à la vice-présidence des Etats-Unis, M. Tower avait à la tête de la commission des forces armées une position clé.

Sa bataille victorieuse contre la ratification par le Sénat du traité SALT-2 et son appui quasi inconditionnel à tous les projets de construction d'armes de l'administration lui ont valu la réputation justifiée d'être un « faucon » parmi les plus conservateurs. Dès son entrée au Sénat, il s'était fait remarquer par son opposition déclarée à certains régimes « progressistes » du tiers-monde (l'Indonésie, l'Egypte, l'Algérie). Pendant la prise d'otages en Iran, en 1980, il avait mis en garde le président Carter contre l'insécurité d'un trop abaissement de l'échange des prisonniers contre de l'armement.

La suspicion systématique dans laquelle il tient les Soviétiques le desservait-elle à la table des négociations ? Il semble en tout cas s'en soucier assez peu. En revanche, dans l'éventualité d'un accord, sa signature serait, pour ses collègues conservateurs favorables à une politique militaire musclée, la garantie qu'aucune concession inutile n'aurait été faite à Moscou.

Plutôt petit, toujours tiré à quatre épingles, M. Tower est un vrai Texan, né à Houston en 1925. Au cours de ses vingt-cinq années de service au Sénat, il s'est acquis une renommée de débiteur redoutable. Après la réflexion de M. Reagan, en novembre dernier, son nom avait été prononcé pour le poste d'ambassadeur à Bonn.

MANUEL LUCBERT.

## LA VISITE DE M. ROLAND DUMAS A MOSCOU

### Des rapports paradoxaux

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, devait arriver, dimanche 10 mars en fin de journée, à Moscou, pour une visite officielle de trois jours. Dans une interview accordée à la *Provede*, le quotidien de la capitale soviétique, M. Dumas s'exprime sur le « dialogue positif » entre Paris et Moscou. Faisant allusion au déficit croissant des échanges entre les deux pays au détriment de la France, M. Dumas ajoute que la France « attache une grande importance au travail de la Grande Commission franco-soviétique prévue pour la fin du mois de Paris ». La visite de M. Dumas a été au centre d'un entretien qu'a eu, vendredi, M. Mitterrand avec M. Vorontsov, ambassadeur d'URSS en France.

#### De notre correspondant

Moscou. — Les relations franco-soviétiques sont marquées depuis plusieurs mois par un phénomène paradoxal. Les Soviétiques insistent à chaque occasion sur la nécessité de revenir aux contacts « réguliers » qui avaient cours du temps de Georges Pompidou ou de M. Giscard d'Estaing, mais force est de constater que les visites se sont multipliées ces derniers temps, elles ont été presque exclusivement à sens unique. Les ministres français font à nouveau volontiers le voyage de Moscou mais l'inverse n'est pas vrai. M. Ivan Arkhipov, premier président du conseil des ministres, a été le dernier à se rendre en France, en février 1984. A titre de comparaison, outre le président de la République en juin dernier, quatre membres du gouvernement français sont venus à Moscou depuis moins de six mois, dont deux depuis le début de l'année 1985, MM. Rocard et Chevènement s'apprêtent à faire de même prochainement.

M. Roland Dumas qui était attendu dimanche 10 mars pour une visite de trois jours ne manquera pas de signaler ce curieux déséquilibre à ses interlocuteurs soviétiques. Cette situation est d'autant plus surprenante qu'elle s'explique par la « cure de désintoxication » dans les rapports franco-soviétiques qui a coïncidé peu ou prou avec les trois premières années du mandat de M. Mitterrand, la page semblait avoir été tournée. Des deux côtés, les discours ne correspondent donc pas exactement aux actes. Moscou appelle de ses vœux un retour à cette fameuse « régularité » des rencontres, sans rien faire pour y parvenir. Paris,

pour sa part, rejette cette « régularité » comme trop contraignante, mais s'efforce, au prix d'un déséquilibre évident des visites, de maintenir le « contact ».

Les relations entre les deux pays sont « bonnes et amicales », déclarait M. Gromyko le 2 novembre dernier à Moscou, lors d'un déjeuner à l'occasion du soixantième anniversaire de la reconnaissance de l'URSS par la République française. « La visite du président François Mitterrand (en juin 1984) a conduit à relancer notablement les contacts et consultations politiques », ajoutait le ministre soviétique des affaires étrangères. Le bureau politique avait qualifié, pour sa part, l'événement d'« acte de grande portée dont les résultats ouvrent de larges possibilités ». Le bilan du voyage de M. Mitterrand est donc, vu de Moscou, et malgré l'incident Sakharov au Kremlin, « globalement positif ».

Il faut sans doute distinguer les rapports entre Etats, qui sont du domaine du réalisme, et l'attitude de la presse soviétique dont les préconceptions de propagande sont importantes. Depuis plusieurs mois, cette dernière est assez critique à l'égard de la France. Il y a en des poisons de fièvre, pendant l'été 1984, avec des attaques « personnalisées » contre M. Laurent Fabius, qui ont coïncidé avec un effort d'analyse sur les causes du départ des ministres communistes du gouvernement. Le « social » est, de toute façon, un thème récurrent.

#### Un déficit de 5 milliards de francs

La cible privilégiée reste cependant la politique française de défense. La création de la « force d'action rapide » (FAR), souvent dénoncée, a encore fait l'objet, le 4 janvier, d'une critique de l'*Etoile rouge*, la quotidien de l'armée. La FAR est présentée non seulement comme un instrument d'éventuelles « aventures néo-coloniales », mais aussi comme devant, à l'occasion, « attaquer le second échelon des formations de combat des troupes des Etats du traité de Varsovie ». La coopération militaire avec la RFA est régulièrement fustigée. L'interprétation d'ensemble est que la France abandonne la tradition gaulliste, se soumet sans cesse à l'avantage au « diktat » de Washington. Les « velléités d'indépendance » notamment à propos de la « guerre des étoiles » sont signalées mais sans optimisme excessif. Un bon point est donné à propos de l'Amérique centrale en général et du Nicaragua en particulier où Paris se montrerait

« courageux ». Le soutien à N'Djamena est en revanche, quoique moins fréquemment ces derniers temps, sévèrement critiqué.

La presse soviétique évoque fréquemment la nécessité de « développer la coopération économique » entre les deux pays. La réalité est, cependant assez différente. Comme dans le domaine des visites officielles, il existe un déséquilibre considérable. Le déficit de la balance commerciale a été en 1984 de 5 milliards de francs au détriment de Paris. Cette somme ne représente environ 25 % du déficit extérieur global de la France. Les importations françaises sont constituées pour l'essentiel de produits énergétiques (pétrole, gaz) ; les exportations, en chute libre, comportaient jadis des biens d'équipement (usines clés en main, génie civil). Elles ont tendance à se dégrader aussi qualitativement, puisque les produits bruts agricoles (blé surtout) ou industriels (acier, chimie) y jouent désormais un rôle prépondérant. Aucun grand contrat n'est toujours en vue en 1985 alors que Renault vient d'abandonner pour des raisons compréhensibles les travaux d'études pour le moteur de la voiture Moskvitch, la construction de la chaîne de montage elle-même étant visiblement destinée à d'autres.

Les rapports entre Moscou et Paris sont donc, à plus d'un titre, paradoxaux. La tradition selon laquelle ils sont meilleurs quand la droite est au pouvoir en France semble pouvoir être battue en brèche après la visite de M. Mitterrand au Kremlin en juin dernier. Cela n'est pas si évident aujourd'hui. M. Pierre Manry, de passage à Moscou en tant que président de la fédération mondiale des villes jumelées, n'en a guère appris davantage jeudi 7 mars auprès de M. Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique et inamovible chef du département international du comité central. M. Gromyko qui doit s'entretenir et déjeuner lundi 11 avec M. Dumas lui en dira sans doute plus. Une rencontre entre le ministre français et M. Tchernenko semble d'autre part très improbable.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● M. Dumas au Brésil. — M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, représentera la France, le 15 mars, à Brasilia, aux cérémonies d'investiture du président de la République brésilienne, M. Tancred Neves. M. Neves, qui a été élu le 15 janvier dernier, est le premier président civil du Brésil après vingt ans de régime militaire.

### M. Reagan a laissé à ses négociateurs une « latitude sans précédent »

Washington (AFP). — Le président Reagan a donné une « latitude sans précédent » à ses négociateurs pour qu'ils parviennent à un accord avec Moscou sur le désarmement, a indiqué, vendredi 8 mars, M. McFarlane, conseiller de la Maison Blanche pour la sécurité nationale. Le président américain leur a, notamment, laissé la liberté de choix entre une demi-douzaine d'options différentes, a-t-il ajouté, notant que dans le passé l'adoption d'une seule option « a ralenti les négociations en les privant de dynamisme ».

En particulier, les Etats-Unis sont prêts à faire des concessions là où ils ont l'avantage, comme sur les bombardiers stratégiques, en échange de concessions soviétiques là où l'URSS est la plus forte (les missiles intercontinentaux). En matière d'euro-missiles,

les propositions américaines formulées en 1983 constituent toujours un « cadre satisfaisant », a précisé M. McFarlane ; Washington est prêt à explorer « différentes approches » pour parvenir à l'option zéro (aucun missile de portée intermédiaire de part et d'autre), à ne pas forcément déployer en Europe la totalité des missiles prévus par l'OTAN et à discuter des limites sur les bombardiers moyens.

Toutefois, il n'est toujours pas question, a rappelé le conseiller de la Maison Blanche, d'accepter des limites sur la recherche en matière de défense stratégique. M. Reagan avait lui-même déclaré le même jour que l'objectif est d'« obtenir avant tout, et le plus vite possible, une réduction réelle et vérifiable des armements nucléaires offensifs ».

## La délégation d'URSS

**M. KARPOV : un jeune vétéran**

La délégation soviétique à Gènevè est dirigée par M. Viktor Karpov, un diplomate de carrière affable et compétent qui suit les questions de contrôle des armements depuis près de trois lustres. M. Karpov avait été notamment le chef des négociateurs soviétiques aux accords SALT-2 signés en 1979 à Vienne par Leonid Brejnev et Jimmy Carter, mais qui n'ont jamais été ratifiés par le Sénat américain.

Né en 1928, M. Karpov est à la fois le plus jeune « ambassadeur en mission spéciale » et le plus ancien dans cette dignité acquise en 1968. Outre son rôle de chef de la délégation soviétique, il s'occupe une fois de plus des armes stratégiques (systèmes centraux).

M. Karpov est diplômé de l'Institut moscovite des relations internationales ; il s'est adonné, de 1951 à 1955, à des « occupations scientifiques », non autrement précitées. Il est entré en 1955 au ministère des affaires étrangères et n'est en poste à l'ambassade soviétique à Washington de 1962 à 1966.

Il a participé aux négociations SALT-1 qui ont abouti au traité de 1972 avant de diriger l'équipe soviétique pour SALT-2 puis pour les

Start qui leur ont succédé après l'arrivée au pouvoir de M. Reagan. Les Start avaient été rompus par les Soviétiques le 8 décembre 1983. M. Karpov est marié, a une fille, et n'a aucun lien de parenté avec son jeune homonyme, le champion du monde soviétique des échecs.

**M. KVITSINSKY : l'homme de l'espace**

Ancien responsable de la délégation soviétique aux négociations sur les forces nucléaires intermédiaires (euromissiles) rompus par l'URSS le 23 novembre 1983, après le débat de l'installation des premiers Pershing-2 en RFA, M. Voulé Kvitsinsky a été chargé d'un dossier tout neuf, celui des armes spatiales. C'est une marque de confiance envers ce diplomate de carrière âgé de quarante-huit ans et la preuve qu'on ne juge pas, rétrospectivement, sévèrement sa « promenade dans les bois » des environs de Gènevè avec le négociateur américain dans l'affaire des euromissiles, M. Paul Nitze.

Une sorte de compromis avait été ébauchée à cette occasion, mais n'eut aucune suite. M. Kvitsinsky est diplômé de l'Institut moscovite

des relations internationales et a obtenu sa première affectation à l'étranger dès son entrée dans la carrière diplomatique. Il n'a commencé à l'ambassade soviétique en RDA, de 1959 à 1965. Il n'a également été en poste à Bonn, de 1978 à 1981. M. Kvitsinsky, qui est licencié en droit, est marié et a deux enfants.

**M. OBOUKHOV : le dossier des euromissiles**

Diplômé comme les deux autres négociateurs soviétiques de l'Institut moscovite des relations internationales, M. Alexei Oboukhov est âgé de quarante-sept ans. Il appartient aux affaires étrangères (MID) depuis 1965 et a été en poste en Thaïlande. Il a participé aux négociations SALT-1 et Start. Il est actuellement directeur adjoint du département des Etats-Unis au MID.

Le dossier des armes nucléaires intermédiaires (euromissiles) lui a été confié alors qu'il avait déjà eu à suivre jusqu'ici les armements stratégiques (à l'exception partielle). M. Oboukhov est licencié en histoire, marié, et a deux enfants.

D. D.

## L'ESPAGNE ET LA CEE

### M. Felipe Gonzalez déjeune avec MM. Mitterrand et Fabius

#### De notre correspondant

Madrid. — On s'attendait que l'adhésion de Madrid à la Communauté et l'état des relations Est-Ouest dominent les entretiens que le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, devait avoir ce samedi 9 mars à Paris, au cours d'une déjeuner avec le président de la République, M. François Mitterrand, et le premier ministre, M. Laurent Fabius.

M. Gonzalez, qui accorde traditionnellement beaucoup d'importance aux contacts personnels, déclarait avoir une entrevue « à bâtons rompus » avec M. Fabius, qu'il connaît nettement moins bien que son prédécesseur, M. Mauroy. Du côté espagnol, on insistait sur le fait qu'il s'agissait d'une rencontre informelle, sans calendrier précis.

M. Gonzalez s'est rendu à Paris quelques jours avant une réunion des ministres des affaires étrangères des Dix, qui sera décisive pour l'adhésion espagnole. Qu'attend au juste l'Espagne de Paris à ce sujet ? On reconnaît à Madrid que le rôle de la France est aujourd'hui moins décisif qu'il l'était dans le passé. Elle n'exerce plus la prépondérance de la Communauté, et, de plus, dans les dossiers encore en discussion (la pêche plus particulièrement), ce n'est pas elle, mais plutôt la Grande-Bretagne qui maintient une position « en flèche ». On considère toutefois que la France pourrait « épauler » l'Espagne à Bruxelles, vu son poids spécifique au sein des Dix et les affinités politiques particulières qui existent entre les gouvernements de Madrid et de Paris.

M. Gonzalez, affirme-t-on dans son entourage, devait exposer à ses interlocuteurs français la philoso-

phie de la position espagnole en ce moment critique de la négociation d'adhésion. L'Espagne a établi un certain nombre de revendications minimales sur lesquelles elle ne transigera pas. Elle n'admettra notamment pas de se retrouver, après l'entrée dans la CEE, en matière de pêche ou d'agriculture, dans une position moins favorable que celle antérieure à l'adhésion. Si ces principes ne sont pas respectés, il est préférable de remettre l'intégration à plus tard.

#### M. CHIRAC CONTRE L'ADHESION DE MADRID ET DE LISBONNE

A son tour, M. Jacques Chirac a visité, jeudi 7 mars, le Salon de l'Agriculture à Paris, qui ferme ses portes le 10 mars. Il a exprimé à nouveau son hostilité à l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. « Dans l'hypothèse où le conseil des ministres de la Communauté arriverait à un accord sur l'élargissement pour le 1<sup>er</sup> janvier 1986, ce qui est l'objectif de M. Mitterrand, et dans l'hypothèse où il y aurait alternance, la nouvelle majorité serait fondée à négocier cet accord », a affirmé M. Chirac. Le maire de Paris a estimé que l'élargissement « n'est pas supportable pour l'agriculture française en raison de ses conséquences techniques, commerciales et financières ». Rencontrant M. Guillaume, président de la FNSEA, M. Chirac a aussi déclaré qu'il était « résolument contre la politique de limitation de la production française et européenne » et qu'il n'approuvait pas « la politique des quotas laitiers ».

## Pologne

### VARSOVIE RÉCLAME UNE FORTE « CAUTION » POUR LA LIBÉRATION D'UN TRANSPORTEUR RÉSIDANT EN FRANCE

Les autorités polonaises réclament une somme de 1000 dollars de « caution » en échange de la libération d'un citoyen polonais qui réside en France depuis 1961, M. Janusz Lazar, et qui a été arrêté le 18 août dernier en Pologne. M. Lazar avait profité de ses vacances en Pologne avec sa famille pour apporter un chargement de colis d'aide humanitaire, mais les autorités de Varsovie l'accusent d'avoir également transporté des tracts. Il est tenu à l'hôpital de la prison Rakowiecka à Varsovie. Sa femme, M<sup>me</sup> Barbara Lazar, a décidé d'organiser le 23 mars prochain à Argenteuil une vente aux enchères de bijoux et d'objets pour essayer de réunir une partie de la somme réclamée en « caution ». Le bureau de coordination avec la mission caritative de l'épiscopat de Pologne a versé pour sa part une somme de 1000 dollars.

A Gdansk, une dizaine de personnes qui travaillent régulièrement aux côtés de M. Lech Walesa ont été convoquées vendredi au parquet pour y être interrogées sur leurs liens avec l'ancien président de Solidarité. Elles ont refusé de répondre aux questions. M. Walesa lui-même était convoqué pour ce samedi 9 mars chez le procureur de Gdansk. Enfin la prolongation de peine de deux mois de prison supplémentaires infligée à M. Andrzej Gwiazda, un des fondateurs de Solidarité, a été confirmée en appel par un tribunal de Silésie. M. Gwiazda a été reconnu coupable d'avoir, au début de décembre 1984, au cours d'un voyage en Silésie, « refusé dans un premier temps de présenter ses papiers à la police » et de porter une valise ornée d'un autocollant de Solidarité. Le dirigeant syndical est apparu à l'audience très affaibli. Depuis 1981, il n'a connu que quelques mois de liberté, entre août et décembre 1984.



# Étranger

## ISLANDE

### « La vie est de la morue »

On n'a presque pas parlé à l'étranger de la grève des pêcheurs islandais qui vient de s'achever. Pourtant, dans un pays où la morue est plus qu'une ressource : une tradition nationale, une civilisation, la voix des pêcheurs ne reste pas sans écho.

De notre correspondant

Reykjavik. — Les pêcheurs islandais ont repris le travail, le 4 mars, après deux semaines de grève. Ils réclamaient que 50 % de leur salaire fût garanti contre l'inflation. Au rythme où elle progresse cette année — entre 40 % et 50 % — la revendication n'avait rien d'exorbitant. Ce sont eux, après tout, qui font vivre une nation où, comme dans toutes les sociétés développées, l'air pur en plus et dix degrés en moins, la plupart des emplois sont dans le secteur tertiaire.

Les pêcheurs islandais capturent l'églefin, le sébaste, le hareng, le flétan. Mais surtout la morue qui est exportée aux quatre coins du monde. *Fish and chips* anglais, morue salée portugaise, accrats-morue des Caraïbes, tarama grec, fishburger américain : sous des préparations différentes, c'est toujours du même cabillaud qu'il s'agit, pêché de Terre-Neuve à la Norvège, en passant par le Groenland, l'Ecosse et l'Islande, dans les eaux froides de l'Atlantique nord. Les Islandais, préférant l'églefin, ne mangent pas eux-mêmes ce cabillaud qui les fait vivre, sinon sous ses formes salées (morue) séchée (*hardfiskur*) ou séchée-décomposée (*signifiskur*).

Il existe une « culture du hareng », géographiquement délimitée, qui parcourt toute la mer du Nord. L'aire de la « culture de la morue », quant à elle, est essentiellement historique. Vestige

d'ambitions maritimes passées, témoignage d'une maîtrise des océans parfois depuis longtemps abolie, sa consommation subsiste dans des nations à présent exclues des eaux où elle se pêche. Flot national au Portugal, où elle est accommodée, dit-on, de trois cent soixante-cinq manières différentes, elle y est importée de Norvège ou d'Islande. La morue martiniquaise vient d'Islande via la France, tandis qu'en Amérique centrale, où elle a été introduite par les Espagnols, les Canadiens, progressivement, soustraient le marché aux Scandinaves.

Le cabillaud peut se pêcher à la ligne ou au filet dans de petites embarcations qui partent pour la journée. L'appât utilisé : des morceaux de calamar accrochés à d'énormes hameçons. Mais l'Islande manque de calamars. Les Russes, qui en pêchent aux Malouines, vendent aux Islandais auxquels ils achètent du hareng. Une partie de ce calamar russo-malouin, nettoyé et traité, est expédié en Grèce. Coopération Nord-Sud...

Mais le cabillaud se pêche surtout sur chalet, sur des navires qui restent une à deux semaines en mer. Les hommes travaillent nuit et jour, parfois seize à dix-huit heures de suite. Pêcher est de moins en moins leur profession. C'est, pour la plupart, la tâche qu'ils s'imposent durant quelques années difficiles, pendant qu'ils font bâtir ou ont une autre activité saisonnière.

Si la pêche est rapide et bonne, le chalutier ira vendre les prises à Grimsby ou à Cuxhaven, d'où elles seront expédiées un peu partout en Europe. Un prix bien meilleur sera ainsi obtenu, malgré le coût en fioul et les journées de travail perdues. Mais le chalutier et l'usine de congélation dans chaque village islandais sont une seule et même entreprise, les femmes travaillant à l'usine, et il n'est possible d'aller vendre à l'étranger que s'il y a assez de travail à terre.

Le poisson est entreposé dans la chambre froide de l'usine, prêt à être congelé. Ce qui a été pêché en premier est immédiatement traité. Le reste attendra son tour quelques jours dans la glace, qui sera renouvelée avant le départ en week-end. Le contrôle sanitaire est très sévère, et il faut faire vite, afin d'éviter que le poisson ne soit déclassé et ne finisse, haché et reconstitué en ces bâtonnets panés auxquels l'omballage et les -18 degrés du congélateur donnent toutes les apparences d'une inaliénable et éternelle fraîcheur.

Étêté et découpé en filets, le cabillaud subit l'opération qui occupe la plus grande partie du personnel de l'usine. Dans une salle soustraite à la lumière du jour par des rideaux noirs, chaque filet subit sa radiographie sur des plaques translucides où des ouvrières en tenue d'infirmière pratiquent l'ablation des vers parasites transmis, pense-t-on, par les phoques qui prolifèrent depuis que le peau de bébé phoque ne trouve plus acheteur.

#### Un méfait de BB

Le seul nom de Brigitte Bardot fait frémir de colère les populations au nord du 60° parallèle, région où les phoques sont accusés de tous les maux : ils dévorent les stocks de morue et contaminent celles qui échappent à leur voracité. Le gouvernement islandais accorde une prime à l'abattage, et la viande de phoque est vendue 3 francs le kilo... aux éleveurs de vaches et de resard argentés. La fourrure garde ainsi ses droits, tandis que les médias perdent une occasion de faire pleurer les chaudières une fois l'an.

L'activité de l'usine de poisson reflète la division économique du monde : frais pour les pays développés, congelé pour les collectivités et la restauration, salé pour les pays du Sud non pénétrés par la civilisation du réfrigérateur, séché pour l'Afrique. Car après que les plus belles parties des

filets ont été luxueusement empaquetés, les bas morceaux moulés, les déchets transformés en farine et enséchés, il reste la tête que suivent les arêtes chères aux caricaturistes... Séchées en plein vent, elle est vendue au Nigéria où elle livre ses dernières calories.

#### Une géographie du goût

Géographie économique, mais aussi géographie du goût : produits parfaitement calibrés pour le marché américain où le savoir du poisson ne doit pas faire concurrence à celle du ketchup « beaucoup de nos clients d'outre-Atlantique seraient étonnés d'apprendre que la morue a des arêtes », nous confie le directeur d'une usine de congélation. Produits moins élaborés pour les *fish and chips* anglais, sympathiques et grillonnants, Sautours méditerranéens de la morue salée d'Europe du Sud, saveurs exotiques de la morue africaine, séchées sous les pluies arctiques et réhydratées sur des terres sans eau.

On s'est battu pendant des siècles pour les protéines animales que recèlent les eaux froides afin de nourrir une Europe catholique condamnée le vendredi au poisson : les goélettes embarquaient pour six mois vers l'Islande ou Terre-Neuve des équipages misérables attirés par l'Éldorado de la pêche halibutière.

Entre 1415 et 1776, les eaux islandaises ont été l'enjeu de dix guerres de la morue. Les Anglais ont cherché à acquiescer l'île pour pouvoir disposer de ses eaux. Elle ne dut qu'aux débâcles conjuguées d'Henri VIII d'avoir échappé à la couronne britannique. La France de Napoléon III a tenté d'obtenir un comptoir en Islande, comptoir que les Danois lui auraient volontiers accordé, n'eût été l'opposition des nationalistes islandais qui redoutaient d'être cédés en prime aux concessionnaires de la pêche.

Le départ du Groenland du Marché commun est autorisé est



FRANCHINI

encore une histoire de morue. L'affaire, qui a donné lieu, en France, à des déclarations confuses, était pourtant simple : les Groenlandais, obligés de diminuer leurs propres quotas, ne voulaient plus avoir à négocier à Bruxelles sur l'époque et la qualité des prises autorisées dans leurs propres eaux. « *Lifid er salfskur* », disent les Islandais : « La vie est de la morue ».

La fin du dix-neuvième siècle fut, pour les Français, la grande période de la pêche en Islande. Oubliions Borel et Pierre Loti, même si son *Pêcheur d'Islande* dont le héros délirait sa fiancée pour célébrer ses noces avec la mer(e) est un véritable régal pour les lecteurs. Les équipages pariaient de février à septembre, vivaient dans une promiscuité pénible et périssaient souvent en mer. Les phthisiques étaient hissés à bord par leur future veuve : mourir en mer étant le seul moyen de bénéficier d'une pension.

Après des paysans islandais, les pêcheurs français troquaient

l'alcool que les armateurs leur attribuaient généreusement contre des vêtements de laine. Mieux : ils avaient créé avec leurs hôtes un dialecte rudimentaire aujourd'hui oublié, mais dont il reste quelques vestiges dans la langue islandaise. On ne relève aucune reconnaissance de paternité sur les registres d'Etat civil islandais mais on affirme que les habitants des villages où les Français venaient mouiller sont « plus bruns qu'ailleurs ».

Aujourd'hui, chacun pêche dans ses propres eaux. Les quotas ont remplacé l'exploitation sauvage. Les stocks pourtant sont en baisse. Surpêche ? Voracité des phoques ? Variations de la température de l'eau ? Pessimisme exagéré des ichtyologues ? A moins qu'il s'agisse d'une redistribution des cartes entre espèces sous la mer, analogue à celle que les pays pêcheurs ont opérée après l'extension de leurs eaux.

GÉRARD LEMARQUIS

## POLOGNE

### Dame Vodka et son fils naturel

L'histoire et l'actualité, le cœur et le portefeuille devraient dissuader les Polonais de boire de la vodka. Tout le monde le leur conseille. Mais ils ont si mauvaise tête !

Les Polonais ont trois raisons majeures de ne pas aimer la vodka. D'abord, elle est russe d'origine : elle a supplanté l'hydromel, l'ancien boisson nationale, et sa fabrication à grande échelle est le résultat de l'instauration par la Russie de barrières douanières à l'époque des partages de la Pologne, au dix-huitième siècle. Pour mieux vendre son blé, l'impératrice Catherine II avait alors interdit les exportations du blé polonais, principale richesse du pays, offrant en compensation à ses concurrents les « technologies » de la transformation de leurs excédents en alcool.

Qui pis est, la vodka a mauvais goût, maintenant que la subtile vodka Wyborowa, réservée à l'exportation, est introuvable sur le marché intérieur. Ses substituts les plus vendus, Wistula et Baltyk, sont à la Wyborowa, dit-on, « ce que les œufs de poule sont aux œufs d'esturgeon ».

Enfin, elle est trop chère, son prix ayant quintuplé en cinq ans, alors que le salaire moyen est loin d'avoir été à pareille fête. Il ne représente aujourd'hui que l'équivalent de trente bouteilles d'un demi-litre, contre cinquante-huit en 1980.

A qui n'aurait pas été découragé par tant de bonnes raisons d'observer le régime sec, on peut en opposer d'autres. Ainsi les ventes de l'alcool assurent plus de 15 % des revenus budgétaires de l'Etat. Donc, celui qui vous fait boire investit ses bénéfices dans

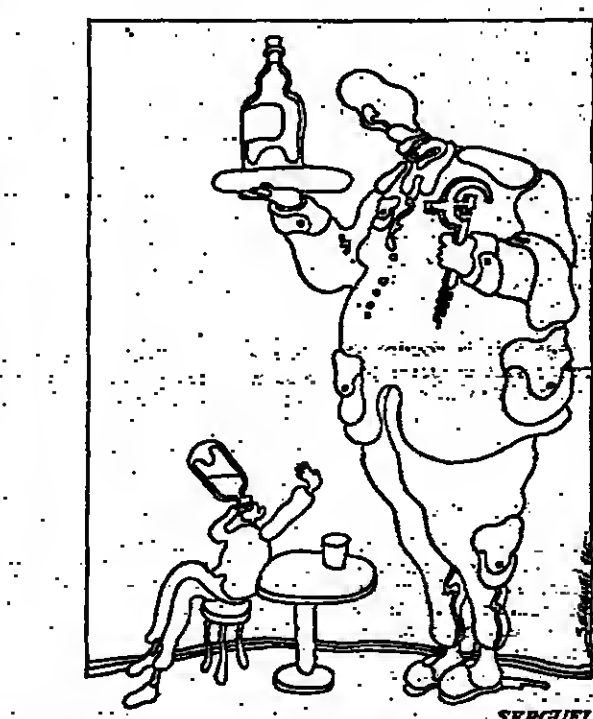
les matraques et les canons à eau, pour mieux vous battre ensuite », comme l'ont rappelé, en chaire, certains prêtres, dits « extrémistes », liés à Solidarité. « L'alcool détruit la conscience nationale et asservit les peuples », disent pour leur part les prêtres « non extrémistes », y compris le primate, Mgr Glemp.

Les autorités elles-mêmes dénoncent les « conséquences directes de l'alcoolisme » : baisse de la productivité, accidents du travail et absentéisme, qui entraînent, assurent-elles, une perte de 10 % du revenu national. Cette vertu officielle n'a pas empêché le porte-parole du gouvernement de souligner, avec une discrète jubilation, que la campagne « anti-vodka », lancée l'été dernier par l'épiscopat, était traduite... par une augmentation de la consommation, selon des chiffres d'ailleurs contestés.

#### Un « suicide collectif »

A long terme pourtant, le doute n'est pas permis. Les Polonais ont beau avoir d'excellentes raisons de détester la vodka, il en boivent de plus en plus : 1,5 litre d'alcool pur par habitant en 1938, 3,3 litres en 1970 et 6,2 litres en 1983 (1). En quinze ans, les bénéfices de l'Etat provenant de la vente des alcools ont doublé et la famille moyenne dépense en spiritueux un sixième de ses revenus.

L'Académie polonaise des sciences, dans un « rapport sur les pathologies sociales », sonne l'alarme : « Si la consommation d'alcool ne diminue pas, en l'an 2000 elle atteindra 16 litres par habitants, et le nombre de diplo-manes passera de 1 million (actuellement) à plus de 4 millions. Dans cent ans ou moins, le monde assistera peut-être à la disparition d'un peuple qui aura commis un suicide collectif. »



SERGUEL

Ce rapport date de 1973, et il semble que rien n'ait changé depuis lors. A cet égard, la crise politique et économique des années 80 n'a épargné aucun secteur de la vie publique.

Le graphique de la consommation d'alcool, qui, jusqu'à, montrait une progression lente mais régulière, commence à ressembler à partir d'août 1980 à la courbe de température d'un grand malade : chute vertigineuse dans les mois qui suivent la création du syndicat libre (pendant la grande foire de Gdansk, en août 1980, l'alcool a été formellement banni des chantiers navals occupés et l'interdiction semble avoir été strictement respectée), puis progression rapide dans les mois précédant la proclamation de l'état de guerre, quand la tension monte

dans le pays, nouvelle chute après le 13 décembre lorsqu'on fait subir au patient un traitement de choc comportant le rationnement de la vodka et de nombreux autres produits.

Quelques mois plus tard, quand il est levé, le « cœur » remonte, mais trois baisses successives du prix de l'alcool l'affectent directement. Et, soudain, les médecins traitants constatent avec stupeur l'apparition d'une métastase : alors que la courbe suit une trajectoire horizontale, une deuxième ligne apparaît en bas du graphique, ascendante mais très imprécise, presque incontrôlable, donc beaucoup plus dangereuse pour le malade. Elle traduit les méfaits du « bimber », l'enfant illégitime de la vodka.

Le terme est aussi mystérieux que la chose, et les linguistes ignorent tout de son étymologie. Il a fait sa première apparition sous l'occupation allemande et désigne une vodka produite illégalement. La particularité du « bimber » est son prix : vendu moins cher que l'alcool « officiel », il traduit un réflexe de défense naturelle contre les prix trop élevés de celui-ci.

La revue littéraire *Zycie Literackie* vient de publier l'interview du directeur de la Pologne, l'entrepreneur polonaise la plus importante par son chiffre d'affaires et ses bénéfices. Elle précède, à cet égard, la plus grande raffinerie de pétrole et la plus grande aciérie du pays. C'est elle qui produit les différentes sortes de vodka.

« Le prix de la vodka, dit cet expert, devrait être calculé de sorte qu'un salaire moyen permette d'acquiescer soixante-dix bouteilles. Sinon la production et la vente du « bimber » deviennent rentables... » Or ce seuil est actuellement dépassé de deux fois.

La production du « bimber » est relativement simple. Dans les villes, on l'obtient par la fermentation du sucre, et le seul outil vraiment indispensable est un serpentin. A la campagne, l'alcool clandestin est produit à partir de pommes de terre : le procédé est plus compliqué, mais beaucoup plus avantageux. Selon les sources officielles, la production illégale a surtout augmenté dans les grandes villes. Rien qu'à Cracovie, la police a découvert en 1984, trois cent cinquante-sept ateliers de bouilleurs de cru, soit deux fois plus que l'année précédente.

L'importance de cette production fait l'objet des polémiques les plus vives dans les médias. Les estimations varient entre 10 et 50 % de la production officielle, soit entre deux et dix millions de bouteilles produites et vendues

chaque année. Le débat est parfois comique. En réponse à une longue étude sur la question publiée par le quotidien *Zycie Warszawy* qui, sur la base de calculs des ventes du sucre estimait la production du « bimber » à seulement 20 % de la production légale, un autre auteur répondait dans le même journal : « Vous me faites rire, n'avez-vous donc jamais bu des « bimbers » produits à base de bonbons ou de sirops contre la toux ? »

Pour les spécialistes de la lutte contre l'alcoolisme, la question est de première importance. Comment combattre efficacement l'ennemi public n° 1 quand on ne connaît même pas ses véritables dimensions ?

Pour ces experts, les hausses de prix pratiquées par l'Etat pour faire baisser la consommation des alcools restent largement inopérantes. Une baisse relative de la vodka éliminerait, observent-ils, la production illégale. Dans les ventes légales, les alcools forts (60 % de la consommation globale) devraient être progressivement remplacés par les vins, pratiquement absents du marché, en dehors des redoutables piquettes, le plus souvent fabriquées à base de pommes, qu'on boit de plus en plus dans les campagnes. Impossible, leur répond-on, les vins (les vrais) sont des produits d'importation, et le commerce extérieur, en période de crise, aura encore longtemps d'autres priorités.

En attendant, il faudra donc que les Polonais cessent de se persuader qu'ils peuvent se passer de vodka. Comme de tant d'autres choses !

VINCENT WOLSKI

(1) Malgré leurs « progrès » récents, et en dépit de leur réputation, les Polonais s'occupent qu'un rang modeste (le vingt-troisième) au palmarès de la consommation d'alcool par habitant. La France reste bonne première.



RFA

## Oskar, le trublion sarrois

**Le trublion de la vie politique allemande porte un nom français. Oskar Lafontaine, qui tente sa chance dimanche à Sarrebruck, est un ancien « école » repenté - mal, disent ses adversaires. Il tente de prouver qu'on peut être un contestataire et songer à un destin national à Bonn.**

De notre correspondant

Bonn. — Ses adversaires le tiennent pour un dangereux irresponsable, tout prêt à vendre l'Allemagne aux rouges ou à la précipiter dans la faillite. Ses amis pour une sorte de génie de la politique, qui, comme Willy Brandt, sait sentir l'air du temps et comprendre l'inquiétude des gens. A quarante-deux ans, Oskar Lafontaine, qui brigue dimanche la direction du Land de la Sarre, est le chef de file de cette jeune génération de dirigeants sociaux-démocrates qui attendent de prendre la relève. Eclatés dans la tourmente pacifiste et écologiste qui a balayé l'Allemagne ces dernières années, ce sont loin d'être des rêveurs. Uo Lafontaine, aux prises avec la crise de la sidérurgie sarroise, ou un Schroeder, en Basse-Saxe, n'ignorent pas que leur sort politique dépend, en premier lieu, de leur capacité à proposer des solutions concrètes.

Mais ils appartiennent aussi à une génération qui a de plus en plus de mal à accepter que la RFA continue, quarante ans après la fin de la guerre, à n'être qu'une forteresse soumise à la volonté d'autres, qui entendent également intégrer dans leur concept de vie autre chose que le béton et les fumées d'usines. Des « ontopistes » Oskar Lafontaine, dont on murmure déjà le nom comme possible candidat du SPD à la chancellerie dans les années 90, n'a pas grand-chose à voir avec le romantisme des fondamentalistes vert ou le messianisme de certains pacifistes.

Quand on a grandi à quelques kilomètres de la frontière fran-

caise, au milieu des hautes fourneaux, qu'on a su devenir, à trente-deux ans, le plus jeune maire d'une grande ville allemande, on a un certain sens de l'histoire, comme en témoignent les deux grandes peintures modernes qui trônent dans le bureau en sapin clair du maire de Sarrebruck — l'une représentant l'univers des camps de concentration, l'autre une scène de la vie des mineurs.

Ses collaborateurs, qui l'ont surnommé « le monarque éclairé », seraient tentés de lui reprocher son appétit féroce du pouvoir plutôt que son manque de réalisme. Les Verts, dont il ne se sent pourtant pas toujours si éloigné, en ont fait, l'année dernière, la douloureuse expérience.

Au moment où le SPD suivait avec angoisse les démentis du ministre-président de Hesse, M. Holger Boerner, avec ses écologistes, Oskar a été le premier à savoir les prendre à contre-pied en exigeant qu'ils s'engagent, en cas de victoire, à prendre part aux responsabilités gouvernementales. S'il a jamais eu vraiment l'intention de partager le pouvoir avec quiconque, le raisonnement était d'une logique implacable : compte tenu des difficultés de la Sarre, aucun gouvernement, souligne-t-il, ne pourrait s'offrir le luxe de dépendre des états d'âme d'une coalition bancal. Le chef du SPD sarrois, qui a appelé à ses côtés Jo Leinen, président de la toute-puissante fédération écologiste BBU, ancien porte-parole du mouvement pacifiste, entend bien ainsi montrer aux Verts, dimanche, qu'ils n'ont pas chez lui le monopole du cœur.

Ce descendant d'un officier français, venu tenir garnison à Sarrebourg au dix-septième siècle, tire peut-être de ses lointaines origines un visage de paysan normand plus malicieux qu'imposant. C'est son côté, « Oskar », celui que tout le monde, à Sarrebruck, connaît, dont on dit qu'il aime bien boire un coup et qui, de fait, ne cache pas son goût pour la bonne vie et les plaisirs de la table.

Quand il affirme benoîtement, à quarante-deux ans, qu'il préfère-

rait à tout prendre rester à la mairie plutôt que de devoir renoncer à une paisible vie de famille pour devenir ministre-président, on aurait presque envie de le croire. Mais derrière ces pommettes épaisses, derrière ce nez un peu trop pointu, le regard, toujours en mouvement, cache de l'énergie et de l'ambition à revendre.

Né en 1943 à Sarrelouis, le jeune Lafontaine a été élève du « collège suisse » de Prüm, dans l'Eifel, avant d'obtenir un diplôme de physique à l'université de Sarrebruck en 1969. Entré au SPD en 1966, il y réussit une ascension fulgurante. Le parti sarrois, qui n'a pas encore digéré, à l'époque, les luttes fratricides du référendum de 1955 sur le rattachement de la Sarre à la RFA, est en pleine cure de rajeunissement. Oskar le « battant » y fait merveille. Dès 1970, il entre au Parlement régional, et, en 1976, à trente-deux ans, il devient maire de Sarrebruck, avant de prendre la tête, un an plus tard, de la fédération social-démocrate du Land. Il a désormais son fief, d'où il pourra se lancer, le moment venu, sur la scène nationale.

L'occasion lui en est fournie par l'explosion du mouvement écolo-pacifiste, au début des années 80. Lui qui n'a jamais appartenu à aucune organisation étudiante, qui n'a jamais été particulièrement situé à gauche de son parti, qui, en 1979 encore, approuvait la politique de défense du chancelier Schmidt, découvre enfin son cheval de bataille.

### Un certain culot

Il mène très tôt la barge contre le chancelier Schmidt avec l'aile gauche du parti, où ses dons d'orateur font merveille. On le rencontre à la tribune d'innombrables manifestations pacifistes. Au congrès de Dortmund, où le SPD tente en 1984 de donner un coup d'arrêt à sa mouvance pacifiste, il est ovationné par les délégués.

Dans la campagne difficile qu'il mène en Sarre, il a tout loisir de démontrer ses qualités. Aux portes de la Lorraine, la crise a frappé lourdement, avec un nom : Arbed, le groupe luxembourgeois



VIOLETTE LE QUÈRE

chargé, il y a quelques années, de restructurer la sidérurgie locale. A coups de millions de deutschemarks de subventions fédérales, on a modernisé, sans pour autant résoudre le problème. Cela ne va guère mieux pour le charbon, autre pilier de l'économie locale.

A défaut de pouvoir compter indéfiniment sur un gouvernement fédéral de plus en plus réticent à ouvrir les cordons de la bourse, la gestion de la Sarre va demander, dans les années à venir, des nerfs particulièrement solides et surtout beaucoup d'imagination. Face à ce ministre-président démocrate-chrétien s'attaquant, M. Zeyer, qui n'a pu empêcher, malgré des efforts méritoires, le lent déclin de l'économie sarroise, c'est tout le pari d'Oskar Lafontaine.

Il n'ignore pas que sa victoire dépend surtout de sa capacité à convaincre de ses talents de gestionnaire. Depuis dix ans, il a démontré à Sarrebruck, par une gestion serrée, qu'il était possible d'être de gauche tout en assainissant les finances publiques. Il n'a fait de cadeau à personne. Ni aux entreprises, qui se sont plaintes de la lourdeur de la fiscalité locale, ni au personnel des services publics, dont le nombre a été réduit. La lutte contre le gaspillage a également entraîné la fermeture d'équipements collectifs pour cause de sous-utilisation. Même les industriels locaux, appréciés grâce à ce pragmatisme qui, le cas échéant, a su trouver les compromis qu'il fallait.

Il a fallu au maire de Sarrebruck une certaine dose de culot

pour prêcher, dans les meetings SPD, la nouvelle révolution économique-écologique à venir, le refus de l'énergie nucléaire, en même temps que la nécessité pour les métallos de se préparer à des sacrifices. Dès le début de sa campagne, à l'automne dernier, le chef du SPD sarrois n'a pas caché la couleur.

Face à un gouvernement fédéral démocrate-chrétien qui crie au loup dans la bergerie, une Sarre social-démocrate se retrouverait dramatiquement seule. Et son chef encore plus. Même au sein du SPD, Oskar Lafontaine suscite autant d'irritation que d'admiration. Son ascension dans la hiérarchie du parti, où il a été propulsé par la base pendant les années de fièvre pacifiste, ne plaît pas à tout le monde. On le dit proche de Brandt, dont il incarnerait le style des débuts. Mais, en novembre dernier, à Sarrebruck, le président du parti lui a apporté un soutien qui manquait singulièrement de chaleur.

On commence à se méfier de cet « arriviste » ou peu trop démagogue, dont la célébrité est un peu trop liée à l'époque des grandes embrassades avec les pacifistes et écolos de tous bords.

### Fraîches convictions

Mais les militants redécouvrent en lui l'image du « leader » qui leur fait défaut. Qu'importe si, à la direction du SPD, ses provocations passent parfois mal, notamment quand il réclame le départ de l'Allemagne de l'OTAN. Qu'importe aussi si ses convictions, un peu trop fraîches, ne résistent pas toujours aux analyses. « C'est un intellectuel, un machiavéliste, pas un idéologue », souligne un de ses amis. Les deux livres qu'il a publiés, l'un sur la défense, l'autre sur l'économie-écologie, sont des compilations qui posent plus de questions qu'il n'y répond lui-même ; il admet volontiers, avec un sourire désarmant, qu'il lui reste à approfondir ses idées.

Il a des certitudes, comme la nécessité d'abandonner l'énergie nucléaire, trop dangereuse, ou de développer une économie qui ne se contente pas d'une croissance

pour la croissance mais sache prendre en compte le besoin des hommes de vivre en paix avec eux-mêmes et leur environnement. Sur ce point, ses idées économiques rejoignent son engagement pacifiste, même s'il s'affirme, au bout du compte, plus gaulliste que neutraliste.

« Un paysage politique dans lequel il n'y aurait pas seulement deux centres — les Etats-Unis et l'URSS — serait dans tous les cas plus stable. Les Européens ne doivent pas se laisser rabaisser plus longtemps au titre de vassaux des super-puissances », a-t-il confié en septembre dernier au magazine Bunte.

S'il refuse de croire à la possibilité d'une attaque soviétique, il reconnaît en privé qu'on peut avoir une autre idée sur le sujet et que sa vision d'une Europe dégagée des blocs « manque de clarté pour le moment ». Même s'il doute de la valeur de la dissuasion, dont il craint qu'elle soit plus déstabilisante que le contraire, il se garde de toute agressivité à l'égard de la force de frappe française et se déclare même intéressé par le développement d'une force conventionnelle franco-allemande proposée par l'ex-chancelier Schmidt.

Constamment à la recherche d'idées nouvelles, il est en revanche trop homme de pouvoir pour ne pas savoir, le cas échéant, « se laisser marcher sur le corps », comme le lui reprochent les Verts sarrois. Il sait trop bien que, dans une Sarre perçue de dettes, où le chômage dépasse 14 %, on attend davantage que de grands discours. Son adversaire n'a peut-être pas son charisme, mais il peut jouer sur ses bonnes relations avec le gouvernement fédéral, ainsi que sur le danger d'une majorité rouge-vert ingouvernable. Alors que les sondages qui lui promettaient la victoire sur un plateau, il y a trois mois encore, devenaient plus incertains, Oskar Lafontaine n'a pas en trop de toute son habileté dialectique pour tenter de rallier les derniers indécis, de grappiller à la fois sur sa gauche et sur sa droite. Avec la rage de celui qui croit de toutes ses forces à un destin national.

HENRI DE BRESSON.

MALI

## Témoignage sur une famine

**A l'heure où se réunit à Genève la conférence sur l'aide à l'Afrique, on a beaucoup décrit les ravages de la famine en Ethiopie et au Soudan, mais d'autres zones affectées risquent d'être quelque peu éclipsées. C'est le cas du Mali, où se trouve actuellement le prince Philip d'Edimbourg pour prendre la mesure des besoins. M. Guy d'Arliac, président d'ORSEC-Sahel (1), nous adresse ce témoignage.**

Gao. — Dernière sentinelle avant le Sahara, ultime halte installée sur les rives du fleuve Niger depuis le onzième siècle, l'ancienne capitale de l'empire Songhai n'est plus le havre de paix au marché florissant de narguère. De la route de l'aéroport, on découvre, à perte de vue, les centaines d'habits misérables des familles de nomades. Le désastre a rassemblé là des milliers d'hommes et de femmes en haillons, assis sur le sol craquelé, entourés d'enfants squelettiques. Sur ce spectacle plane un silence épais, presque intolérable pour qui a dans l'oreille le vacarme joyeux propre aux foules africaines.

« La région de Gao a connu une sécheresse sans précédent », nous explique M. Ali Boubakar Koita, directeur de cabinet du gouverneur, « les nomades du Nord espéraient quelques pluies qui ne sont pas venues. Ils ont essayé de redescendre vers le fleuve avec leurs troupeaux... trop tard, les puits étaient à sec, les pâturages inexistant, les animaux sont

morts en route. Environ 90 % du cheptel a disparu. »

L'élevage est la ressource essentielle, souvent unique, de cette population : elle se nourrit principalement de la viande et du lait de ses troupeaux ; le reste (les céréales, les vêtements et l'outillage) étant procuré par la vente de quelques têtes de bétail.

Si les nomades sont les premières victimes de la sécheresse, les paysans sédentaires ne sont pas épargnés : la pluviométrie est tombée à 90 mm dans l'année 1984 ; les plantations ont été ravagées, les récoltes sont incertaines ou presque, et les stocks s'épuisent. La sécheresse a provoqué une décade du Niger. Ainsi, certaines cultures, et notamment le riz, ont été brûlées car elles ne sont plus submergées.

Le terrain de sport de Gao a été transformé en « cantine pope-

laire ». Ceux qu'on appelle ici non pas des réfugiés mais les « populations flottantes » se pressent autour de nous. Des centaines de mères, leurs bébés dans les bras, attendent la distribution sans souffler mot. On répartit un peu de riz mélangé à de la poudre de lait. Ces repas sont préparés par quelques femmes bénévoles. Et le spectacle n'est que trop connu : ventres gonflés, membres desséchés, fronts brûlants de fièvre...

### « Cimetières sauvages »

Par 40° à midi et 0° la nuit, avec la concentration humaine dans les camps, les épidémies sont redoutables : rougeole, paludisme, affections broncho-pulmonaires, maladies parasitaires et diarrhées font des ravages... A quelques kilomètres du camp, les sinistres ont installé des « cimetières sa-

vages ». Cette nuit quarante-deux personnes seront enterrées.

Selon M. Assarid, secrétaire général de l'Assemblée nationale, vingt mille nomades sont sinistrés : les besoins mensuels pour l'ensemble de la région de Gao s'élèvent à 400 000 tonnes par mois en céréales. Le stock de sécurité actuel, englobant le riz, le maïs et le sorgho est de 99,4 tonnes. D'août 1984 à janvier 1985, soit en cinq mois, seulement 780 tonnes d'aides sont parvenues aux camps, en provenance des Etats-Unis ou d'organisations dépendantes des Nations unies.

M. Cissé, directeur régional de la santé nous indique qu'une épidémie de choléra a été enrayerée par son équipe de médecins maliens et l'aide internationale.

Mais les conditions d'hygiène demeurent déplorables : « Nous

avons besoin, dit-il, de toute urgence de 110 000 vaccins contre la rougeole et de 120 000 contre le méningite, d'antiparasitaires, d'antipaludéens, d'antiparasitaires, de pistolets de vaccination ; il nous faut de l'essence. Malgré les efforts incessants des autorités et des ONG, nous manquons de tout. »

Tarachane, une localité située à 20 km de Gao, de part et d'autre du fleuve Niger. Nous y appliquons la réhydratation par voie orale à plusieurs enfants affectés de diarrhées. C'est la méthode préconisée par l'UNICEF. L'opération Esprit est une telle réussite ailleurs qu'ORSEC-Sahel va s'installer ici. Une assistance médicale malienne assurait seule, jusqu'à présent, l'assistance sanitaire à 5 000 habitants ; 250 hectares de céréales diverses seront cultivés et le développement

médico-socio-éducatif sera pris en charge par l'organisation. Tout près d'ici, à Forgho, site de développement agricole de 30 ha, quelques dizaines de paysans assistés par un ingénieur agronome ont réussi, envers et contre tout, à produire plus de 5 tonnes de céréales à l'hectare grâce à des moyens techniques simples : motopompes, irrigation, puits, outillage agricole...

La preuve est faite que des microprojets de développement peuvent aboutir. « Le fleuve Niger rassemble des potentialités insoupçonnées », affirme M. Abouzidi, le député de Gao, « nous n'avons pas le droit de mourir de faim sur ses rives ». Et nous, avons-nous le droit d'ignorer cette tragédie ?

(1) Les dons peuvent être adressés à ORSEC-Sahel Organisation de secours au Sahel, 14, rue Lagille, 75018 Paris.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

**Le Pasteur JACQUES MAURY**

dimanche 18 h 15

animé par Henri MARQUE

en direct sur **RTL**

Alain WOODROW et Robert SOLE (Le Monde)  
Robert SERROU et Marie GREGOIRE (RTL)

Président de la Fédération Protestante de France.



# France

## LES ÉLECTIONS CANTONALES

### Dans la « grande couronne », le RPR se lance à l'assaut de l'UDF, et le PC joue sa survie

Versailles, Melun, Pontoise... La droite est chez elle dans ces départements — les Yvelines, l'Essonne, le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne — où la banlieue parisienne devient petit à petit la province. Il est bien passé le temps où les socialistes avaient pu croire que le « rouge » de la proche banlieue vivrait au rose en s'éloignant de Paris. 1982 a sonné le glas de leurs espérances : ils ont perdu la présidence du conseil général de Seine-et-Marne qu'ils détenaient depuis trois ans et vu leur échapper celles de l'Essonne et du Val-d'Oise qu'ils guignaient.

Aujourd'hui, malgré le léger « frémissement » qu'ils ressentent parfois, ils sont

La « grande couronne » parisienne a longtemps été une terre de prédilection pour le radicalisme et la démocratie chrétienne. Logiquement l'UDF s'y est sentie plus à l'aise que le RPR. Mais aujourd'hui les néo-gaullistes veulent partout faire sentir leur force. Ayant pris la présidence du conseil général de l'Essonne en 1982, ils n'ont eu de cesse d'y renforcer leur influence. Déjà ils ont attiré à eux deux anciens UDF et un divers droite, et ils comptent bien continuer leur poussée à l'occasion de la succession de quelques non-inscrits. L'UDF ne l'acceptant pas, il y a trois primaires sur les huit cantons où la droite est sortante.

La bataille a encore été plus dure dans le Val-d'Oise. Les chiraquiens n'acceptaient pas de n'avoir que trois représentants parmi les vingt et un conseillers de droite. Pour rétablir un équilibre correspondant mieux à ce qu'ils estiment être leur impor-

inquiets : leurs sortants renouvelables cette année sont les fruits de la grande vague de 1979 qu'ils savent — même dans leurs rêves les plus fous — ne pas pouvoir retrouver.

D'autant que les élus d'alors ne l'avaient été que de quelques voix. Certes, quelques découpages peuvent leur faciliter la tâche, mais, si le rattachement à Juvisy (Essonne) de quatre bureaux de vote — bien pensants — de la commune voisine de Savigny-sur-Orge devrait aider le maire socialiste à gagner un canton taillé sur mesure, la droite doit bien reconnaître — après avoir beaucoup crié — que la découpage de M. Pierre Joxe n'a rien

c'est pas contesté dans les Yvelines, le RPR entend bien, après ces élections, lui « retirer son leadership » et obtenir un nouveau rapport de force au sein de l'exécutif départemental.

#### L'opposition socialiste

En attendant, M. Tenaillon va devoir faire face à un curieux premier tour. Alors qu'il est élu du centre de Versailles — et du plus petit canton des Yvelines — depuis 1955, il aura cette fois contre lui un candidat du Front national, qui n'est autre que l'ancien président du groupement patronal de la région versaillaise, et un divers opposition, M. Jean Charpy, qui était jusqu'à il y a peu le président des APEL du département, se présente comme l'homme de « 4 mars 1984 ». Ce jour-là, des centaines de milliers de personnes avaient défilé dans la ville royale pour la défense de l'enseignement privé.

— en général — de scandaleux. Il est d'ailleurs parfois favorable à l'opposition ou aux communistes.

Le PC, malgré cela, joue dans ces quatre départements sa survie en tant que force importante au conseil général. Sur le papier — au vu des élections européennes — tous ses sortants peuvent être battus. Il va lui falloir démontrer que son implantation locale, la personnalité de ses candidats, peuvent lui permettre de regagner quelques points.

La prééminence de la droite s'est amenée à prendre quelques risques tant est vive la lutte d'influence entre le RPR et l'UDF. Ainsi la division de l'opposition parlementaire entre trois

candidats à Plaisir (Yvelines) pourrait permettre au candidat du Front national de la devancer, alors même que le socialiste pourrait être en tête de la gauche. Une situation qui contredirait les principes des uns et des autres à la réalité.

De toute façon, au vu des résultats des européennes, les candidats du RPR et de l'UDF pourraient avoir besoin des voix d'extrême droite dans tous les cantons du Val-d'Oise ; dans tous, sauf un, pour l'Essonne ; et dans sept sur vingt pour les Yvelines.

parait plus solide cette fois. Mais là, comme à chaque fois que le PC est sérieusement concurrencé par le PS, il y a un candidat MRG. La bataille est d'autant plus symbolique pour le PC que l'UDF présente M. Laurent Witzel, l'homme qui a injurié Marcel Paul.

La situation des communistes est tout aussi difficile dans l'Essonne. D'autant que deux de leurs sortants ne se représentent pas : la veuve de M. Robert Lakota, l'ancien président du conseil général, et M. Jean Goghe, un de leurs deux sénateurs, qui avait suivi M. Pierre Juquin sur la voie de la contestation.

Les socialistes sont relativement à l'aise dans cette campagne. Ils retrouvent une situation dont ils ont l'habitude : la contestation du pouvoir. Partout, ils mènent campagne contre la manière dont la droite gère les conseils généraux : voyez ce qu'elle fait quand elle est au pou-

voir et donc ce qu'elle ferait si elle reprenait en main les affaires du pays. Dans l'Essonne, le PS prend même un malin plaisir à souligner qu'elle a augmenté fortement les impôts du département et embauché une trentaine de contractuels, alors qu'elle se plaint de la lourdeur de l'administration et demande une baisse des impôts...

La droite, en revanche, défend la qualité de sa gestion spécialement dans le Val-d'Oise et les Yvelines, où elle est au pouvoir depuis longtemps. Elle dit : regardez comme nous sommes de bons gestionnaires et donc ce que nous pourrions faire si nous gérons l'Etat. Dans les Yvelines, le PS se présente d'ailleurs en groupe autour de M. Michel Rocard, avec pour slogan : « L'esprit d'équipe pour le 78 ».

La décentralisation commence à porter ses fruits même sur les thèmes de campagne électorale. On se bat pour ou contre la gestion du département. On s'en sert comme exemple.

Th. B.

## A SARCELLES

### « Bien sûr, nous n'avons rien contre les juifs ! »...

« Bien sûr, nous n'avons rien contre les juifs ! » La démentie est posée en préambule et répété en conclusion, alors que M. Daniel Cousin, candidat du Front national aux élections cantonales de Sarcelles-Nord-Est, reconduit son visiteur à la porte de son pavillon. Et M. Cousin de préciser : « Je n'ai rien contre eux. Ce sont eux qui sont contre nous. Ils ne se disent pas français, mais israéliens. Français seulement après. » Et il les connaît bien, M. Cousin, puisque, à Sarcelles, nous avons la seconde communauté en France après Strasbourg.

Rien contre, certes. Mais le candidat estime que le maire de Sarcelles, M. Raymond Lamontagne (opposition, non inscrit) « a le tort d'en prendre avec lui à la mairie. Dès que vous prenez un israélien avec vous, si ce n'est pas, il se tait, et si ce n'est pas, il essaie de vous foutre en l'air ». Non-« ils » d'ailleurs pas commencé par inciter le maire à inaugurer à Sarcelles une crèche des réfugiés, avec « comme par hasard » la LICRA et le MRAP, ces deux mouvements racistes anti-français ?

#### « Cent pour cent français »

Cet artisan menuisier de quarante-trois ans, qui vit à Sarcelles depuis 1968, n'a eu aucune peine à y trouver matière à observation : « leur religion leur interdit de décrocher le téléphone pendant leur sabbat. Alors ils laissent le récepteur décroché. Cela occupe des lignes... ils pourraient demander des modifications aux PTT, mais cela coûte des sous, alors ils ne veulent pas un israé-

lite, tu lui parles d'argent, ça ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd. »

Tout cela est dit sans rictus ni haine, sur le ton de l'évidence presque naïve. Cet excellent citoyen, « cent pour cent français », ne le répètera jamais assez : « Nous n'avons rien contre eux. Quelques uns, pas beaucoup, sont même adhèrent chez nous. » Est-il possible de les rencontrer ? « Ah non, ils sont commerçants, et ils veulent que leur adhésion reste discrète. »

La conception particulière du philo-sémisme n'a jusqu'ici valu à M. Cousin aucune sanction de la hiérarchie du Front national. Alerté par d'autres militants de la section, M. Gilbert Cordinet, responsable départemental du parti de M. Jean-Marie Le Pen, a expliqué à M. Cousin : « On peut présenter entre « copains » d'une manière gauchiste, mais cela doit rester dans le cadre de la galé-jade. Pas question de s'exprimer ainsi à l'extérieur. »

« Il n'y a pas d'antisémitisme au Front national, nous a-t-il précisé. Je me désolidarise complètement de ce genre de propos, que l'on peut tenir à sa femme ou dans sa salle de bain, mais pas en public, d'autant qu'ils ne reflètent pas la philosophie du Front. Nous verrons après les élections les sanctions à prendre éventuellement. »

Pas question, pour le Front national, de risquer, par un incident de parcours, d'interrompre la longue suite de victoires et de divines surprises qu'il connaît, à Sarcelles comme ailleurs : 15,42 % aux élections euro-

péennes. Heureusement pour la paix publique, hélas pour l'animation de la campagne, M. Cousin n'a donc pas cherché l'occasion, dans cette cité dont la communauté juive d'Afrique du Nord représente environ 20 % de la population, de développer ses thèmes sur les trépassés.

Le Front national, n'a pas dérangé à Sarcelles la hétéroclite querelle de famille qui déchire l'opposition, et qui voit s'empêcher trois candidats dont deux adjoints au maire. L'opposition s'était préparée à une primaire « à la loyale », entre deux jeunes loups sarcellois. Pour le RPR, le docteur Pierre-Alain Benhamou, PDG de la clinique privée Alexis Carrel, a axé sa campagne sur la sécurité, recensant les réverbères cassés et les sièges lacérés dans la salle d'attente de sa clinique. « Nous sommes la seconde ville du département en population, et seulement la quatrième au regard de la délinquance », répliqua M. Jean-Pierre Uriev, patron de PME, adjoint au maire de Sarcelles, investi par l'UDF, qui met en avant le soutien de M. Raymond Barre.

La surprise est venue du troisième candidat, le docteur André Nahum, figure en vue de la communauté juive, originaire de Tunisie — « dix ans en Tunisie, vingt-quatre ans à Sarcelles », — lui aussi adjoint au maire. Sa soudaine entrée en lice a fait souffler sur la campagne, jusqu'alors bien sage, un vent d'apostrophes véhémentes, de brouilles fratricides et de cordiales perfidies. Alertes à la bombe, appels nocturnes, tracts anonymes, ben-deux et d'habite Neuilly s'

apposés sur les affiches de M. Benhamou : de tout cela, les trois candidats d'opposition s'entre-accusent sans le début d'un commencement de preuve, alibisés par la perspective de voir son siège à la conseillerie sortante, le sénateur communiste, M<sup>me</sup> Marie-Claude Baudéou.

#### « Liens dangereux »

Handicap pour Madame la sénatrice : ses adversaires ne se privent pas de reproduire une photo la montrant en compagnie de Yasser Arafat, lors d'un voyage à Beyrouth : « Les liaisons dangereuses du communisme et du terrorisme », titre le journal de M. Benhamou.

En définitive, comme souvent à Sarcelles, c'est la communauté juive qui contribue à faire la différence. C'est notamment elle qui a porté M. Lamontagne à la mairie en 1983, ne supportant plus d'avoir avec l'ancien maire communiste, M. Henry Canacoe — pourtant, lorsqu'il était député, vice-président de l'Association France-Israël à l'Assemblée nationale — des rapports « de colonisateur à colonisé », selon l'expression de M. Nahum. Les trois candidats de l'opposition, sur des modes différents, se prévalent de leur judaïsme : M. Nahum le porte en étendard, M. Benhamou l'arbore en sautoir sur son costume trois pièces, et M. Uriev le laisse discrètement dépasser de sa poche. Lequel de ces bergers suivra la communauté ?

DANIEL SCHNEIDERMAN.

## EN SEINE-ET-MARNE

### Deux socialistes oecuméniques

Difficile d'imaginer que l'opposition nationale puisse perdre la présidence du conseil général de Seine-et-Marne, pas plus d'ailleurs que la confortable majorité de neuf voix dont elle dispose à l'assemblée départementale. D'autant que neuf des quatorze sièges de la gauche sont remis en jeu alors que la droite n'engage que dix de ses vingt-trois conseillers généraux. Mathématiquement, le risque est à gauche et particulièrement au Parti communiste, dont trois des quatre élus se représenteront dimanche devant les électeurs.

Cette facilité apparente pour la droite semble avoir aiguisé les appétits. La belle unité prônée par le président, M. Paul Séramy, sénateur CDS, s'est effritée au fil des semaines. L'UDF et le RPR ont respecté les accords nationaux en ce qui concerne l'ensemble des conseillers sortants de la majorité départementale. Une exception cependant, Melun-Sud, où le candidat de M. Jean-Pierre Morizur, maire adjoint (PR), de Melun, contre le centriste sortant, M. René Tabourot, a brouillé le jeu. Le RPR a lancé dans la bataille un de ses pions : M. Jean-Pierre Lebailly.

Cette entorse à la règle a considérablement durci la concurrence à droite. Partout où le candidat sortant est de gauche, les pri-

maires de l'opposition prennent un ton vigoureux. C'est le cas notamment à Provins, où deux adjoints de M. Alain Peyrefitte à la mairie s'opposent. En fait sans qu'il vise, directement, la présidence du conseil général, le RPR souhaite détenir la majorité de la majorité départementale.

A gauche, le PC joue pratiquement la survie de son groupe. Ce qui n'est pas fait pour détendre les rapports avec les socialistes. Pour certains militants communistes, l'adversaire, c'est la droite... et le PS. Les socialistes sortants, même les mieux placés, comme le député Robert Le Foll, à Meaux, et M. Jacques Heudin, maire de Pontault-Combault, auront besoin d'une partie de l'électorat communiste. D'où leur position résolument oecuménique. Les socialistes placent surtout leurs espoirs dans les cantons nouveaux de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée et comptent sur la multiplication des candidatures de l'opposition nationale pour conserver le canton de Savigny-le-Temple. L'ancien haut commissaire en Nouvelle-Calédonie, M. Jacques Roynette, conseiller socialiste de ce canton, a démissionné de ce mandat avant d'être nommé préfet des Côtes-du-Nord.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

« M. Raymond Barre gagne un procès contre une candidate dans le Nord. » — Saisi par M. Raymond Barre, le tribunal des référés de Douai (Nord) a ordonné, vendredi 8 mars, la suppression des affiches, tracts et professions de foi de M<sup>me</sup> Monique Lombard, candidate dans le canton de Douai-Ouest, considérant que celle-ci « avait utilisé l'image de M. Barre sans son consentement ».

Le tribunal a estimé que les phrases « avec Raymond Barre,

pour un langage de clarté et de vérité... » ou « avec Raymond Barre, je vous engage à soutenir ces priorités », utilisées par M<sup>me</sup> Lombard dans sa propagande, constituaient « un trouble manifestement illicite ».

Le jugement du tribunal sera diffusé dans tous les bureaux de vote. Dans le canton de Douai-Ouest, M. Raymond Barre apporte son soutien à un autre candidat de l'opposition, M. Patrick Fortuit.



# LES ÉLECTIONS CANTONALES

## « Bonnet blanc et blanc bonnet »

(Suite de la première page.)

Le Parti communiste a favorisé lui-même ce genre de réactions en adoptant, sur la question des immigrés, un discours et une pratique à tendance ségrégative. Plus discrète qu'au temps du bulldozer de Vitry, en décembre 1980, cette orientation s'est maintenue. Aussi le PCF évite-t-il d'analyser en profondeur l'effet Le Pen, ce qui pourrait l'amener à se critiquer lui-même et à contrarier les sentiments d'une partie de son électeur (voir la page « Débats » du Monde du 7 mars).

C'est pourquoi le Parti socialiste est plus à même que le PCF de se porter en tête d'une offensive de gauche contre l'extrême droite et à leur tirer avantage. En Seine-Saint-Denis, par exemple, alors que le PCF mène campagne sur le thème de l'insécurité, le PS n'a pas craint d'organiser une réunion publique avec le ministre de la justice, M. Robert Badinter, dont la politique et la personne sont une des cibles privilégiées des attaques de la droite et du Front national contre le « laxisme » de la gauche.

M. Marchais s'est efforcé, vendredi, de démontrer que le vote communiste permet d'écarter efficacement le danger que repré-

sente Le Pen. De son côté, l'Association nationale des élus communistes et républicains souligne que « les élus communistes n'ont jamais eu et n'auront jamais quelque complaisance que ce soit à l'égard de Le Pen », qu'« ils en sont les adversaires irréductibles » et qu'on ne peut prétendre s'opposer au « développement de l'idéologie d'extrême droite » sans dénoncer « la crise, son aggravation, ses conséquences dans tous les domaines », c'est-à-dire la politique du PS telle que la définit le PCF. Ces ultimes tentatives pour s'inscrire dans le mouvement contre Le Pen mettent en évidence, plus qu'elle ne la modifie, la situation difficile des communistes dans cette affaire.

La « défense républicaine », à laquelle le PS appelle est plus que géométrique pour le PCF, qui s'emploie à casser le réflexe unitaire de son électeur en essayant de démontrer que les socialistes ne se distinguent plus, par leur politique, de la droite. Au surplus, même s'il se refuse à répondre à la question de son attitude au second tour des élections cantonales, le PCF ne paraît pas en mesure de refuser le désistement.

« C'est le premier tour qui compte », a certes déclaré ven-

dre M. Maxime Grometz, membre du secrétariat du comité central, en soulignant que « le vote communiste sera l'occasion d'exprimer le mécontentement à l'égard de la politique socialiste », et que « les gens se moquent de ce qui sera fait au second tour ». Le PCF, néanmoins, s'affirme prêt à conclure des accords d'union de la gauche lorsque ceux-ci sont à son avantage. Tel sera le cas, au moins, dans les deux départements — la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne — où l'appoint des électeurs socialistes est nécessaire aux communistes pour conserver la présidence du conseil général. Quant à imaginer un désistement « à la carte », département par département, les socialistes ne semblent pas prêts à l'accepter.

PATRICK JARREAU.

### PUY-DE-DÔME

## Le président du conseil général porte plainte contre M. Giscard d'Estaing

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Une plainte en diffamation avec constitution de partie civile visant M. Valéry Giscard d'Estaing a été déposée, vendredi 8 mars, auprès du doyen des juges d'instruction de Clermont-Ferrand. Le plaignant est M. Arsène Boulay, président socialiste du conseil général du Puy-de-Dôme. Il accuse l'ancien chef de l'Etat de divulgation de fausses nouvelles en période électorale (nos dernières éditions du 9 mars).

Répondant en direct à un journaliste de Radio-France Puy-de-Dôme, M. Giscard d'Estaing s'en était pris le matin même à l'exécutif de l'assemblée départementale à laquelle il appartient en tant que conseiller général du canton de Chamalières, canton soumis dimanche à renouvellement. L'ancien président de la

République avait fait état de pressions — interruption des subventions — qui auraient été exercées à l'encontre de conseillers généraux ruraux de l'opposition afin qu'ils votent le budget, le 1<sup>er</sup> février dernier, ce qu'avaient d'ailleurs fait six d'entre eux, le reste de leurs collègues, dont l'ancien président de la République, s'étant abstenus.

Les propos de M. Giscard d'Estaing ont suscité une réplique immédiate de M. Arsène Boulay : « S'il y a eu pressions ce jour-là, c'est bien de la part de M. Giscard d'Estaing qui a appelé, avec ses amis, à une interruption de séance au cours de laquelle il a essayé de faire changer d'avis les récalcitrants (...). En tout cas, je porte plainte ».

Pretenant connaissance de cette décision à midi, dans le studio d'une autre radio locale (Radio-Chamalières), l'ancien chef de

l'Etat réagissait par ces mots : « Mon premier sentiment c'est d'en rire », avait-il précisé qu'il n'avait fait que reprendre des propos connus et tenus par ses collègues.

Les six protagonistes indirectement concernés par cette affaire ne s'attendaient certainement pas à voir resurgir ce problème l'avant-veille du scrutin cantonal. Cinq d'entre eux s'étaient déjà distingués en 1984 en se ralliant, sur le même sujet, aux conseillers de gauche. Le sixième vote positif émanait de M. Georges Chanoine, conseiller général, maire (UDF) d'Ambert. « Ce sont les affaires de M. Boulay et de M. Giscard d'Estaing », nous a-t-il précisé avant d'expliquer : « Je n'avais pas eu de menaces personnelles mais la situation créée faisait que nous risquions de passer en dernier. J'ai eu le sentiment qu'il valait mieux que je vote ».

LIBERT TARRAGO.

## BRÈVES CONNAISSANCES DE LA CHICORÉE

...dont chacun a intérêt à se souvenir

La chicorée sauvage (*Cichorium Intybus*) est largement répandue dans la nature. Elle croît dans les clairières, les terres incultes, le long des bois et des chemins ; ses fleurs bleues égailent le paysage.

De toutes les plantes de la nature, c'est très probablement la plus bienfaisante.

Au cours des générations, les sélections de graines de semence ont amélioré les feuilles de la plante pour l'obtention de légumes divers : chicorée frisée, scarole, chicorée sauvage améliorée, herbe de capucin, endives (chicorée de Bruxelles, Witloof), et la racine en vue de son utilisation pour ses vertus bienfaisantes et la fabrication de chicorée à café.

Il est remarquable de constater que pour celle-ci les diverses sélections ont permis d'obtenir un poids et une richesse en sucres dix fois supérieurs à ceux de la chicorée sauvage.

Le présent exposé concerne plus particulièrement la chicorée à café.

### HISTOIRE

Originaire de l'Orient, la chicorée se répandit rapidement dans le monde et fut employée depuis la plus haute Antiquité.

Les écrits qui la concernent sont très nombreux. Pour ne citer que quelques-uns : Aristophane, Théophraste, Dioscoride de Curyos, médecin athénien du IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère, Erasistrate d'Alexandrie, Plinius l'Ancien, Horace, Ovide, ont écrit à son sujet. Les Arabes l'appelaient Hindada et le Talmud la mentionne sous le nom d'Oleth.

Les Gaulois la désignaient avec certains rites.

Charlemagne recommanda sa culture dans ses Capitulaires et les moines de l'abbaye de Walsby, en Hollande, la sélectionnèrent au IX<sup>e</sup> siècle dans les terres de leur communauté, la conservant durant plus d'un siècle le secret de leurs travaux.

Les nombreux écrits de l'époque, les inscriptions au Codex (liste des produits employés pour la santé), les pots et vases de pharmacie conservés dans les musées et les collections particulières, attestent de son emploi pour ses effets bienfaisants.

La pharmacie, qui avait d'abord employé toutes les parties de la plante naturelle : feuilles, fleurs, tiges et racines en de nombreuses compositions, devait léguer le produit à l'alimentation tant il était consommé. Et la fabrication « industrielle » retenait désormais elle-même les seules racines qui contenaient davantage la sève et les forces vives de la plante.

Cette fabrication industrielle, pratiquée en Hollande vers 1690 et en France dès 1765, est restée la même que celle qui est toujours actuellement employée pour la chicorée en grains et la chicorée moulue.

Le Mercure de France en 1771, Sigaud de la Fond en 1772 dans son Almanach Physico-Chimique, Valmont de Bomare en 1775 dans son Dictionnaire universel d'histoire naturelle, en indiquaient la teneur.

Jean-François Giraud, ancêtre de la Chicorée Leroux, établissait son usine à Onnaing, près de Valenciennes, en 1779.

Le café et le chocolat faisaient alors leur apparition. C'est à tort que les qualités du café et de la chicorée furent ensuite rapprochées et les analogies commentées au cours des âges. Les particularités de la chicorée sont en effet très nettement différentes. La chicorée est issue d'une racine et 5,500 kg de racines sont nécessaires pour obtenir 1 kg de chicorée torréfiée. Le café est une graine employée en l'état, après avoir été décortiquée et séchée. 120 kg environ de café vert sont employés pour 100 kg de café torréfié. Les composés et les goûts sont différents.

Le Blocus continental de Napoléon I<sup>er</sup> en 1806 préconisait l'emploi de la chicorée, dont la consommation a toujours été de plus en plus appréciée jusqu'à nos jours, marquant cependant une époque de disette au cours des guerres de 1914 et 1940, en raison de l'envahissement des régions productrices du Nord et du Pas-de-Calais, pendant les opérations militaires qui ont grandement gêné la culture.

### LA CULTURE

Les besoins français sont de 200 000 tonnes de racines plantées sur 5 000 à 6 000 hectares.

Les semis ont lieu fin avril début mai. Les façons culturales présentent certaines analogies avec celles de la betterave, mais nécessitent des soins très particuliers et une main-d'œuvre plus importante. La plante pivote en profondeur favorise l'assolement à la suite des céréales.

La récolte a lieu durant les mois d'octobre, de novembre et de décembre.

### LA SÉCHÈRE

Les racines sont alors transportées jusqu'aux sécheries où, après établissement de la tare, en vue du paiement aux cultivateurs, elles sont lavées, coupées en morceaux ; ceux-ci, séchés pour éliminer 70 % de l'eau qu'ils contien-

nent et assurer ainsi leur conservation, sont désormais dénommés cossettes.

### LA FABRICATION

Les cossettes sont torréfiées en usine, concassées pour obtenir la « chicorée en grains » et la « chicorée moulue ».

« L'extrait de chicorée liquide concentré » — 100 % chicorée — est produit par infusion des grains torréfiés dans une eau très pure dont la boisson est filtrée et pasteurisée.

« L'extrait de chicorée liquide sucré » est fabriqué exactement de la même façon, avec une seule addition de moins de 10 % de caramel (saccharose).

« La chicorée soluble » est faite avec l'extrait de chicorée liquide concentré — 100 % pur — pulvérisé en très fines gouttelettes au sommet d'une tour de 37 mètres de hauteur, d'où elles sont asséchées au cours de leur retombée.

Tout est simple et naturel dans la fabrication. Les paquets et boîtes « cafés-chicorée moulus » mis à la disposition des ménages sont produits par les torréfacteurs de café en divers pourcentages, tandis que les « cafés-chicorée solubles » sont eux-mêmes fabriqués chez les torréfacteurs de café ; soit au départ de la composition de la boisson et atomisation ; soit par mélanges de café soluble déjà préparés en l'état, généralement livrés par les producteurs d'Afrique et d'Amérique du Sud pour le café et d'Orchies pour la chicorée.

Les mélanges « cafés-chicorée solubles » se sont développés jusqu'ici en pourcentages chicorée toujours plus élevés.

### EMPLOIS DIVERS

La chicorée se consomme à l'état pur au titre de boisson hygiénique, rafraîchissante, bienfaisante : — Dans le lait, qu'elle rend plus digeste en séparant les graisses du lait en très petits flocons ; — Dans le café, qu'elle rend plus onctueux ;

— Dans le café au lait, auquel elle confère plus de consistance en facilitant la digestion du petit déjeuner national ; — Dans le chocolat, au goût duquel elle s'allie agréablement ; — Dans la confiserie, les entremets, les sauces, les plats, les desserts.

Les recettes, la plupart utilisées de longue date dans la famille Leroux d'Orchies, sont indiquées dans un livret qu'il est facile de se procurer.

### LA CHICORÉE

#### EST POUR TOUS

#### UN TRÉSOR DE BIENFAITS

La chicorée ne comporte aucune contre-indication, ce qui est important et précieux. Chacun peut en boire autant qu'il le souhaite pour son plus grand bien.

L'énumération de ses qualités est éloquent, mais, le produit étant vendu au alimentaire et non en pharmacie, la législation française en restreint la publication dans la presse.

La chicorée consommée au petit déjeuner du matin, après les repas, au goûter, soit pure, soit dans le lait, le café, permet une meilleure hygiène.

Mais pour éprouver plus pleinement les bienfaits de cette bonne plante, c'est particulièrement le soir avant le coucher, 1 h 30 après les repas, ou le matin à jeun, qu'il est préférable de la boire ; la chicorée, plus opérante dans l'organisme en repos, procure alors davantage ses effets recherchés dans l'ancienne consommation de la pharmacie.

Produit naturel, travaillé sur le sol français, la chicorée favorise l'économie du pays, fournit du travail en culture, des devises étrangères par ses exportations, alors que les boissons généralement employées : le café, le thé, le cacao, nécessitent tout au contraire des dépenses extérieures importantes.

Des éléments de documentation géographique, un livret de recettes, la liste des petits cadeaux offerts par la Maison Leroux, peuvent être mis à la disposition de ceux qui désirent connaître davantage cette bonne plante.

On trouve dans le commerce la chicorée sous diverses formes :

- En grains (paquets de 250, 500 g et 1 kg) ;
- En chicorée moulue (boîtes de 500 g) ;
- En extrait de chicorée liquide concentré — 100 % pure (flacons de 0,250 l et 0,500 l) ;
- En extrait de chicorée liquide sucré (flacons de 0,250 l et 0,500 l) ;
- En chicorée soluble (boîtes de 100 g et 250 g, flacons verre de 200 g).

C'est un devoir agréable d'employer soi-même, d'offrir en famille et à ses amis la chicorée, véritable trésor de bienfaits.

## Plus 10 000 candidats pour 2 044 sièges

Quelque dix-huit millions d'électeurs étaient convoqués, dimanche 10 mars, pour élire 2 044 conseillers généraux : 1954 en métropole, 81 dans quatre des cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) et 9 dans la collectivité territoriale de Mayotte.

On dénombrait 10 220 candidats (9 888 en métropole et 332 outre-mer), soit plus que lors des précédentes consultations. La moyenne qui était de 3,8 candidats par canton pour le renouvellement de 1982, et légèrement supérieure à 4 pour ceux de 1976 et 1979, est cette fois de 5. C'est le canton de Gennevilliers-Nord dans les Hauts-de-Seine — qui détient le record absolu, puisque 21 candidats briguent le siège.

Selon le ministère de l'Intérieur, les 9 888 candidats de la métropole se répartissent ainsi : extrême gauche, 454 ; communistes, 1 947 ; socialistes, 1 788 ; radicaux de gauche, 220 ; divers gauche, 378 ; écologistes, 216 ; RPR, 864 ; UDF, 1 013 ; divers droite, 1 387 et extrême droite — 1 521, soit 4 787 candidats de gauche et d'extrême gauche et 4 885 de droite et d'extrême droite.

Le PC et le PS sont présents dans la quasi-totalité des cantons. Si le PS n'a, selon le ministère de l'Intérieur, que 1 788 candidats, il apporte son soutien à des « divers gauche » dans de nombreux cas.

L'opposition, elle aussi, s'est mise partout sur les rangs. Les chiffres communiqués par les états-majors du RPR et de l'UDF diffèrent quelque peu de ceux de l'Intérieur. Ainsi le RPR revendique 982 candidats (il s'agit, aux 259 sortants qui sollicitent le renouvellement de leur mandat, 723 nouveaux candidats). 542 d'entre eux seraient des candidats d'union, auxquels l'UDF apporterait son soutien.

L'UDF, pour sa part, affirme avoir investi 821 candidats et en soutenir 999 parmi lesquels 453 RPR, 509 divers opposition, 35 CNIP et 2 parti libéral. Dans trente-quatre cantons elle n'a accordé ni soutien ni investiture.

RPR et UDF se sont mis d'accord pour présenter près de 1 400 candidats d'union et pour organiser 440 élections primaires, dont une vingtaine dans des cantons où le sortant appartenait à l'opposition se représentant.

Pour la première fois, une trentaine de clubs et associations d'opposition regroupés sous le sigla FAR (Fédération pour l'avenir et le renouvellement) ont décidé de s'engager dans la bataille « pour faire entendre leur propre voix ». Ils se situent « résolument » dans l'opposition entre le Front national et les partis de droite, dénonçant « les combinaisons politiciennes » et le « carriérisme » et veulent préparer « une nouvelle génération » de responsables politiques dans la perspective des élections législatives de 1986.

Pour la première fois aussi l'extrême droite présente massivement des candidats. Absents de la consultation de 1979, ils étaient, toujours selon le ministère de l'Intérieur, 65 en mars 1982. Ils sont aujourd'hui 1521. Le Front national en revendique 1 458.

Il est vraisemblable que la plupart de ces quelque dix mille candidats ne feront qu'un tour de piste, puisque, pour participer au second tour il faut avoir recueilli, au premier, un nombre de suffrages égal à 10 % des inscrits. Une condition difficile à remplir lorsque le taux des abstentions est élevé. Longtemps considérées comme des élections purement locales, les cantonales ont été souvent battus les records de l'abstentionnisme (plus de 48 % en 1973 et plus de 34 % en 1976 et 1979). La participation avait été plus forte lors du renouvellement de 1982 (31,6 % d'abstentions). Il est vrai que l'opposition avait voulu faire de ce premier scrutin après l'arrivée de la gauche au pouvoir une première étape de la reconquête.

A droite comme à gauche, la mobilisation des électeurs reste le premier souci. Si bien que les responsables des partis n'ont pas ménagé leurs efforts pendant la campagne. Le premier secrétaire du PS, M. Jospin, par exemple, a participé à quarante-cinq réunions publiques et s'est rendu dans trente-trois départements. Le secrétaire général du RPR, M. Toubon, a parcouru quinze mille kilomètres, visité vingt-trois départements et cinquante-neuf communes. Mais le détenteur du record des déplacements en province est sans doute, M. Le Pen, qui avait commencé la campagne du Front national dès le lendemain des élections européennes de juin dernier et qui a sillonné presque tout le pays.

NADINE AVELANGE.



# France

## LES ÉLECTIONS CANTONALES

### Propos et débats

#### M. Defferre (PS) : démon

M. Gaston Defferre a estimé, vendredi 8 mars, au micro d'Europe 1, qu'une union nationale contre le Front national est une chose difficile, car, si la droite a peur de Le Pen, elle en a besoin. Pour le ministre d'Etat, toutefois, c'est une union de tous pour lutter contre l'avancée de Le Pen, pour empêcher ce démon, ce serait une bonne chose. L'ancien ministre de l'Intérieur considère que « l'UDF et le RPR priment dans la sagesse du Le Pen » et que le président du Front national « va rentrer dans les conseils généraux avec l'appui du RPR et de l'UDF ». M. Defferre a estimé qu'il sera difficile pour le PS de réaliser le score des cantonales de 1979 : « Si nous avons entre 25 et 28 % je serai content », a-t-il affirmé.

#### M. Schwartzberg (MRG) : futur-passé

M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat chargé des Universités, invité de l'émission « Face au monde », sur la radio locale 89 FM, vendredi 8 mars, a estimé que « le gouvernement incarne une France novatrice et dynamique alors que l'opposition se consacre de plus en plus aux thèmes négatifs ou régressifs ». Selon lui, les électeurs ont « désormais la tâche de choisir entre une majorité moderniste qui a relégué au musée les idéologies traditionnelles et une opposition de plus en plus passiviste ou « rétro ». Aujourd'hui, a jugé le président d'honneur du MRG, un clivage futur-passé se superpose au clivage gauche-droite. Il devra rassembler dans le même camp tous ceux qui sont tournés vers l'avenir pour construire la France de demain ».

#### M. Jospin (PS) : sanctionner

M. Lionel Jospin a constaté, vendredi 8 mars à Rouen, que « les socialistes se sont très massivement mobilisés... au-delà de ce qu'on a jamais vu dans les élections cantonales ». Il a jugé que le PS a maintenant « le faire sa mue », revêtu le peu d'un véritable « parti de gouvernement » capable de soutenir sans état d'âme l'action de l'exécutif, mais revenant aussi à sa place dans la campagne de 1986, car « il est resté une grande force dans la société française ».

M. Jospin a souligné, à plusieurs reprises, que « l'échange et le dialogue » du parti avec le gouvernement ne sont « certainement pas devenus plus méliorés » depuis l'arrivée de M. Fabius, dont il a souligné l'efficacité, la cohérence, la « sérénité », l'esprit d'ouverture vers les autres.

Le premier secrétaire du PS, qui a énuméré les « raisons de voter socialistes », a insisté sur l'attitude de M. Georges Marchais : « Quand je dis désistement républicain, j'entends chantage. Il a demandé aux électeurs de sanctionner les candidats des partis conservateurs qui passent des accords avec le Front national ».

#### M. Juppé (RPR) : combine

M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, a déclaré, à Cannes : « Il faut arriver à faire une déclaration solennelle entre le RPR et l'UDF pour gouverner ensemble et définir, dès le mois de septembre, nos objectifs. (...) Nous ne marcherons pas dans une combine avec les socialistes à l'Assemblée nationale après les élections de 1986 et nous ne changerons pas de position vis-à-vis de l'extrême droite ».

### M. Méhaignerie (CDS) : « Nous ne ferons pas manquer une chance à l'Europe »

Sous le titre « L'Europe : un enjeu, pas un jeu », M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, évoque longuement dans l'éditorial de *Démocratie moderne*, organe de son parti (daté du 7 mars) l'éventualité d'une « initiative présidentielle sur les problèmes européens ». Il explique : « Nous pouvons attendre les initiatives éventuelles avec sérénité, armés d'une règle de conduite claire : s'il s'avère que l'opération proposée est uniquement de politique intérieure, par exemple s'il ne s'agit que d'un référendum national sans aucun écho et sans aucune conséquence dans les autres pays européens, qu'on ne compte pas sur nous pour jouer les rôles de secours d'un régime socialiste à bout de course. Mais si, d'un autre côté, l'initiative élyséenne a une

réelle portée européenne, si la question est importante, si la réponse que nous donnerons est susceptible de rendre son efficacité et son avenir à la Communauté, alors, refusant par avance toute complaisance à l'égard du pouvoir, nous ne nous déterminerons que sur la question posée.

« Nous ne croyons pas que l'Europe soit la solution miracle à tous nos problèmes. Mais nous savons aussi que, au moment où l'axe de l'économie mondiale se déplace vers le Pacifique, il n'est pas de solution pour nous sans un renforcement de l'Europe. (...) »

« Nous ne ferons pas manquer, quelles que soient les arrières-pensées, une chance à l'Europe. »

## Le Monde

dossiers et documents

### LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Dans ce numéro un second dossier : L'ÉCONOMIE REAGANIENNE

NUMÉRO DE MARS 1985  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 5,80 F

Le Monde

6, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

## LA SITUATION EN NOUVELLE CALÉDONIE

Le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, a estimé, vendredi soir 8 mars, à Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) que la mort du major Roland Lecomte, tué d'un coup de sabre d'habitants, le jour même, près de Pouébo, au cours d'une opération de gendarmerie contre un barrage dressé par des indépendantistes canaques, est « la conséquence de la politique insensée menée par les socialistes en Nouvelle-Calédonie et de leur incapacité à faire respecter l'autorité de l'Etat ».

Les présidents de l'UDF, M. Jean Lecanuet, a demandé au ministre de la Défense, M. Charles Hernu, de venir « prochainement » devant la commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées qu'il préside.

La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIF), proche de l'extrême droite, se déclare « révoltée » et « exige du ministre de l'Intérieur qu'il prenne enfin ses responsabilités en châtiant impitoyablement les terroristes canaques ».

Le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) affirme que « le désaveu clignotant infligé aux représentants de la loi avec le raval d'un officier [NDLR : le capitaine Saffray, rappelé en métropole après les incidents de Thio le 17 février] a conforté ceux qui se sont mis dans l'illégalité depuis des mois ».

Le comité de soutien national à la Nouvelle-Calédonie française demande au gouvernement de « donner aux forces de l'ordre tous les

moyens d'agir dans le cadre de la légalité républicaine pour leur permettre de réussir dignement leur mission de rétablissement de l'ordre public, sans pour autant se faire tirer comme des lapins ».

En revanche, pour le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) « la partialité des pouvoirs publics laissant sans réponse les provocations des défenseurs du système colonial tout en harcelant sans cesse la population canaque évoque les origines de la guerre d'Algérie ».

Le mouvement écologiste les Verts, souligne que « les Verts ne se reconnaissent pas dans ces hommes en armes qui déboulent le canaque en jetant du haut de leurs blindés des grenades offensives dans les fourrés. Nous ne voyons guère de différence, indique le mouvement, entre la normalisation obtenue de cette manière et certaine pacification ».

Un représentant du FLNKS en métropole, M. Hualaine Uregei a été reçu, vendredi, au ministère de la Justice, pendant qu'une vingtaine de jeunes Canaques déployaient, place Vendôme, le drapeau indépendantiste et scandaient des slogans demandant la libération de leurs camarades emprisonnés à Nouméa. Interrogé sur la mort du major Lecomte, M. Uregei a notamment déclaré : « Nous déplorons toute mort d'homme. Celle-ci est malheureusement la conséquence inévitable d'une exaspération face à l'état des choses en Nouvelle-Calédonie ».

### Un gendarme blessé près de Poya

De notre correspondant

Nouméa. — Dans la localité de Thio, qui connaît une tension persistante après les deux opérations de gendarmerie menées mardi et mercredi derniers, les membres du FLNKS restent convaincus que le jeune Aldo Tonhouéti — dont on avait retrouvé le corps jeudi et qui a été enterré samedi à la tribu de Saint-Philippe II — a été assassiné, bien que l'autopsie pratiquée n'ait rien révélé de suspect. Dans un communiqué diffusé samedi après-midi, le comité local du FLNKS a décidé d'organiser lundi une journée de deuil « à la mémoire du militant Aldo Tonhouéti assassiné il y a quinze jours ».

Une marche silencieuse partira à 8 heures de la tribu de Saint-Philippe II et conduira les militants jusqu'au lieu du « crime ». Un rassemblement aura lieu ensuite devant la mairie. Celle-ci, ainsi que l'endroit où l'on a trouvé le corps, sont situés à Thio-Village, dans la partie européenne de la cité minière. Sans donner de plus amples précisions, des militants indépendantistes ont laissé entendre que, au cours de la réunion publique de lundi, des informations seraient données concernant la thèse de l'assassinat. Cette manifestation aura pour effet de reporter une nouvelle fois l'ouverture des négociations devant aboutir à une reprise de l'activité économique, et en particulier de l'activité minière, dans des conditions de sécurité acceptables. Cette recon-

tre entre l'administration, la société Le Nickel et une délégation du FLNKS de Thio devait en principe se tenir lundi à la tribu de Saint-Philippe ; elle avait déjà été annulée au début de la semaine en raison d'incidents avec les forces de l'ordre.

Enfin, dans la tribu de Nekiaï, près de la localité de Poya, sur la côte ouest, une voiture de gendarmerie qui venait livrer un cercueil a été la cible de jets de pierres. L'un des deux gendarmes a été blessé au visage par des éclats de pare-brise. Les auteurs de l'agression n'ont pas été appréhendés, mais les autorités coutumières ont indiqué qu'elles pourraient contribuer à leur recherche. Poya avait été l'une des communes du territoire les plus perturbées à l'occasion des élections territoriales du 18 novembre 1984.

F.F.

« Boycottage des syndicats australiens ? » — M. Louis Uregei, syndicaliste membre du gouvernement provisoire du FLNKS, a déclaré le 7 mars, à Sydney, que les syndicats australiens pourraient décider un boycottage des transports, du tourisme et du commerce avec la Nouvelle-Calédonie. M. CHIT Dolan, président du conseil australien des syndicats (ACTU), a, pour sa part, confirmé à Melbourne qu'il avait eu des conversations avec M. Uregei, mais s'est refusé à en préciser la teneur. M. Dolan doit aborder le problème de la Nouvelle-Calédonie avec les autres dirigeants de l'ACTU la semaine prochaine.

### Deux nouvelles mesures en faveur des femmes

A l'occasion de la journée internationale des femmes, le premier ministre, M. Laurent Fabius, a annoncé, vendredi 8 mars, que le Parlement sera rapidement invité à adopter une disposition « permettant aux associations de se porter partie civile pour dénoncer les comportements discriminatoires auxquels se heurtent parfois les femmes dans les démarches de la vie quotidienne, comme dans la recherche d'un emploi ou d'un logement ».

D'autre part, le gouvernement envisage d'intégrer « les dispositifs spécifiques qu'impose à l'époux demandeur du divorce la prise en charge des frais liés à la convention sociale de son ex-conjoint ». Cette disposition vise principalement les femmes d'un certain âge abandonnées, divorcées malgré elles après

dix ans de séparation par le divorce pour « rupture de la vie commune ».

Ces deux mesures faciliteront probablement la vie quotidienne des femmes, mais elles sont bien en deçà des réformes profondes que la gauche avait promises. Deux mesures que M<sup>me</sup> Yvette Roudy, ministre chargée des droits de la femme, est parvenue tout de même à obtenir dans un contexte économique et social défavorable pour les femmes.

Une belle satisfaction pour M<sup>me</sup> Roudy : M. Fabius, constatant les difficultés d'application de la loi sur l'égalité professionnelle votée le 13 juillet 1983, a promis de donner de nouveaux moyens au ministère des droits de la femme dans le budget 1986.

### Banques de données juridiques : publication d'une circulaire

Une circulaire du premier ministre, en date du 11 février 1984, relative au service public des banques de données juridiques, a été publiée au *Journal officiel* du 7 mars.

Cette circulaire développe les principales dispositions de la réorganisation des banques de données juridiques qui avait fait l'objet d'un décret, le 24 octobre 1984. Par ce texte, le premier ministre tient à souligner l'importance que le gouvernement attache à la mise en place des banques de données juridiques et la nécessaire responsabilité de l'Etat dans leur organisation ; en effet, l'Etat a un rôle essentiel puisqu'il est à la fois engagé dans la collecte d'informations, leur utilisation par ses agents et leur communication aux citoyens et aux institutions qui ont pour mission d'élaborer la législation.

Le domaine juridique réservé au CNLI est le dépôt légal de « la documentation juridique automatique concernant les émetteurs publics de textes d'intérêt national ou d'arrêts de cours supérieures », le secteur privé assurant le traitement de la jurisprudence des cours et tribunaux.

### Les silences de Pouébo

De notre envoyé spécial

Pouébo. — Une certaine volonté d'apaisement était sensible sur le terrain, samedi 9 mars, à Pouébo, au lendemain de la mort du major de gendarmerie Roland Lecomte. A l'approche du village, plusieurs barrières, qui avaient provoqué l'effortement de la veille, étaient encore en place, faites de troncs d'arbres, de piques, parfois de bidons et de fil de fer, mais ils avaient été considérablement allégés pour permettre le passage des véhicules. Aucun Canaque ne se montrait aux abords de ces barrières, et le village lui-même, construit tout en longueur sur plus de 10 kilomètres, près de l'océan, à environ 420 kilomètres de Nouméa, paraissait abandonné.

A la mission de Pouébo, le curé affirmait qu'il n'était au courant de rien. Le maire était déserté, au domicile du maire, on nous faisait savoir que celui-ci était absent, qu'il était à la pêche pour toute la journée. Le refus manifesté ainsi par les autorités de Pouébo de comment l'incident de vendredi traduisait peut-être leur embarras, mais aussi leur agacement de voir le jeu de ne pas accroître par leurs déclarations la tension.

Autre signe de modération : les inscriptions tracées, vendredi, sur la chaussée avaient été rendues invisibles par les Canaques eux-mêmes. Selon des témoins, ces inscriptions, qui déclaraient notamment : « Machoro vergé

par le peuple », Soula restaient lisibles les slogans réclamant l'indépendance, affirmant : « Pas de négociation avec la France » ou attaquant M<sup>me</sup> Edgard Pisani, Dick Ukevé ou Gaston Flosse, chef du gouvernement polynésien.

Du côté des gendarmes régnait le même souci de ne pas envenimer la situation. Aucune patrouille n'était visible, aucun contrôle n'était exercé sur les routes. A la gendarmerie de Pouébo, le colonel Lafont, qui vient de prendre à Nouméa le commandement opérationnel du maintien de l'ordre, déclarait ressentir « beaucoup de tristesse » mais « pas de haine pour celui qui a lancé la machete ». Il indiquait, d'autre part, qu'aucune opération n'était envisagée pour le moment et qu'il n'était pas prévu d'acheminer des renforts.

Cependant, en dépit des efforts tentés de part et d'autre pour favoriser l'apaisement, le climat restait tendu. Des gendarmes ne cachaient pas « la grosse émotion » suscitée par la mort de leur collègue et faisaient état du trouble ressenti par les forces de l'ordre. Chez les Canaques, le silence opposé par les habitants de Pouébo aux questions des journalistes était aussi la marque d'une vive inquiétude. Dans les deux camps, la gravité des attitudes montrait qu'on était conscient qu'une nouvelle étape avait peut-être été franchie dans le conflit calédonien.

THOMAS FERENCZL

### A la suite de violents incidents à Papeete treize militants indépendantistes sont interpellés

De notre correspondant

Papeete. — Mercredi après-midi 6 mars, la police a interpellé sur la plage de Papeete treize jeunes gens. Neuf d'entre eux ont été inculpés de destruction volontaire de biens immobiliers, d'incendies volontaires et d'association de malfaiteurs. Parmi eux, Guy Taero, un des principaux dirigeants de Charlie Ching, qui en 1977 avait été le groupe Te Tono Tepuna (Le Sang des ancêtres) dont l'un des commandos avait assassiné un Européen et avait fait exploser plusieurs charges de dynamite contre les murs de la poste centrale de Papeete.

Ces interpellations font suite aux violents affrontements entre une cinquantaine de militants du Te Taata Tahiti-Tiama, le parti indépendantiste de Charlie Ching, et les forces de l'ordre dont la ville de Papeete avait été le théâtre samedi 2 mars. Un policier avait eu les bras

tailladés par un coupe-coupe. L'agresseur, Charlie Ching et une troisième personne avaient été arrêtés et inculpés d'attouchements armés, de coups et blessures volontaires et de rébellion envers les forces de sécurité. Le soir même, trois incendies étaient dénoncés à Tahiti. L'un a partiellement endommagé la toiture de la résidence privée du haut-commissaire. Le plus spectaculaire a détruit à Papeete l'immeuble d'un commerçant chinois.

La manifestation de samedi du Te Taata Tahiti-Tiama n'avait pas été autorisée par les pouvoirs publics de Polynésie, qui, depuis les événements de Nouvelle-Calédonie, se montrent particulièrement vigilants. Ainsi, quatre manifestations du Pomare Parti — une autre petite formation indépendantiste — ont été interdites ces dernières semaines.

J.S.

Le contentieux franco-canadien de Saint-Pierre-et-Miquelon. — M. Albert Pen, député apparenté socialiste, maire de Saint-Pierre, a été reçu, vendredi 8 mars, par le premier ministre, auprès duquel il a notamment insisté sur la nécessité, pour l'avenir économique de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, de régler au plus tôt le contentieux franco-canadien sur les droits de pêche dans l'estuaire du Saint-Laurent.

Selon M. Pen, M. Fabius a adressé au chef du gouvernement fédéral canadien un message réaffirmant les droits de la France. Le chef du gouvernement a affirmé au député qu'il entend « faire respecter nos droits dans ce domaine », et M. Pen a exprimé sa « satisfaction ».

« Barrages routiers en Guadeloupe. — Les barrages dressés par les transporteurs routiers, qui paralysaient la circulation en Guadeloupe depuis le mercredi 6 mars, ont été levés jeudi soir. Au terme d'une longue négociation, les manifestants ont obtenu satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications. Celles-ci concernaient notamment le prix du gazole.

C'est après une première réunion infructueuse, dans la nuit de mercredi à jeudi, que Mme Lucette Michaux-Chevry (div. opp.), présidente du conseil général, avait échappé à un attentat à son retour à Basse-Terre (le Monde du 8 mars). Le député socialiste du département, M. Frédéric Jallon, a toutefois émis des doutes, dans une déclaration télévisée, sur l'authenticité de cette tentative d'attentat.



# La Scientologie en crise

## Des hommes sous influence

Etrange, la vie des sectes ! L'Eglise de Scientologie, l'une des plus puissantes, après des années de prosélytisme terrestre, va lancer un paquebot, une sorte d'arche de Noé et, ainsi, l'élite des missionnaires de la Scientologie, regroupée dans la SEA-ORG (Organisation-mer), va prendre la route du grand large. Une souscription pour le paquebot a été ouverte en Floride... pour d'opulents adeptes. Une place au titre de fondateur coûte jusqu'à cent mille dollars. Les sept cent cinquante élus pour le lancement de l'opération ne sont pas tous appelés au même paradis et leur rang dépendra de leur versement initial, qui peut varier de un à quatre - jusqu'à un million de francs.

Cette souscription sera close le 13 mars 1985. Ce même jour, ses fidèles fêteront le sixième anniversaire de la naissance de Lafayette Ron Hubbard, père fondateur de l'Eglise de Scientologie. « Ingénieur », et écrivain de science-fiction, R. Hubbard créa « une philosophie religieuse appliquée ». L'âme, immortelle, se réincarnerait. R. Hubbard promet à ses adeptes d'améliorer leur aptitude à communiquer et de soulager leurs souffrances. Chacun apprend à « manier les gens et son environnement », pour construire un monde meilleur.

R. Hubbard, homme rondouillard, rieur sous sa casquette de navigateur : ainsi le montrent les portraits suspendus dans les multiples missions de l'Eglise sur le globe. Mais lui, depuis 1980, n'a pu voir le « Commodore » en chair et en os. Sa disparition nourrit la rumeur. Certains le disent mort. Pour d'autres, il serait malade, ou même retenu prisonnier. Qu'importe... Sur le paquebot, les passagers seront initiés à de hauts niveaux théologiques, pour devenir plus « clairs ». Dans le jargon scientologique, la « clarté » est le stade final - toujours visé et jamais atteint - où l'être humain s'est débarrassé de toutes les entraves étouffant son âme et son pouvoir.

Enfin, l'Eglise s'est donné pour but de faire régner cette clarté sur la planète pour le bien de tous. Avec le futur paquebot, l'Eglise renoue avec son passé. De 1967 à 1975, navigua *Apollo*, un cargo de

trois mille tonnes, chargé d'enfants. R. Hubbard tenait le gouvernail. Aujourd'hui, les enfants d'*Apollo* sont devenus adultes. Ce sont eux qui tiennent les rênes de l'Eglise. Ils sont nés, ont grandi en son sein. Puis, des conflits de « famille » ont surgi, comme jadis entre Abel et Caïn. Bref, les enfants-frères d'*Apollo* sont devenus ennemis. En 1982, l'un d'eux, David Miscavige, s'est emparé des commandes au cours d'une vaste restructuration de l'Eglise et de nombreux coéquipiers ont été écartés. Devenus dissidents, ils ont, à leur tour, créé leurs propres associations, menant une guerre ouverte contre l'Eglise et ses leaders, à coups de procès et de révélations.

### Effectifs en baisse

Depuis 1982, les effectifs de l'Eglise seraient en baisse. Selon des sources citées par le *Sunday Times*, journal britannique, dans son édition du 28 octobre dernier, la chute paraît notable. Un exemple : la mission britannique serait passée de deux cent mille membres à un millier. Pour sa part, l'Eglise revendique six millions d'adeptes dispersés dans le monde en 1985.

Depuis 1982, également, les tarifs (1) des cours - une centaine de « disciplines » - dispensés par la Scientologie ont augmenté à un rythme rapide. A l'automne 1984, ces tarifs variaient de 352 F à 133 450 F, selon le cours et le niveau de « clarté » recherché. L'adepte peut en « consommer » plusieurs par an.

Officiellement, David Miscavige détient, désormais, le contrôle des « attributs » de l'Eglise, par le biais de la création en 1982 de RTC (Religious Technology Center), une société enregistrée en Californie. Le 16 mai 1982, David Miscavige, pour RTC, avait signé un contrat avec Ron Hubbard. Contre une somme - évaluée à quatre-vingt millions de dollars - payée comptant, le fondateur a cédé à RTC le copyright (droits de reproduction) et la « marque commerciale » (2) de ses « attributs », à savoir sa signature, le « symbole » de l'Eglise, les appellations de « Scientologie », « Ron Hubbard » et « Dianétique », la technique de communication pour devenir plus « clair ».

En fait, la réforme interne a été plus profonde. Les procès faits par diverses administrations gouvernementales dans plusieurs pays par des « dissidents » et des « ex », plusieurs condamnations à des peines de prison - concernant, par exemple, Mme Mary Sue Hubbard, troisième épouse du fondateur, et huit autres leaders - ont amené l'Eglise à modifier certaines de ses méthodes particulièrement critiquées.

Ainsi, le Guardian Office (GO) - ou Bureau du gardien - a été officiellement supprimé dans sa forme antérieure par l'Eglise. « Fautes graves » et « abus » ont été soulignés. Ce GO, organe indépendant, coordonnant l'administration de l'Eglise, comprenait plusieurs branches : « finances », « activités sociales », etc., ainsi que le B.I., le bureau chargé de faire du renseignement pour le compte de l'Eglise. Mme M. S. Hubbard dirigeait ce B.I. avant d'être condamnée.

C'est à Copenhague que l'Eglise a choisi d'installer son centre pour l'Europe et l'Afrique. La capitale danoise est le paradis européen des sociétés secrètes et des lois tolérantes. L'Eglise de Scientologie y a pignon sur rue, avenue Vestergade. Ainsi qu'une boutique, le Centre dianétique. Devant la porte, malgré le froid intense de la mi-février, jour et nuit, s'activent les « recruteuses ».

« Viens discuter... Porte franchie, le néophyte est soumis à un test de personnalité. Deux cents questions écrites dans la langue de l'intéressé. Que pense-t-il d'une prison sans barreaux ? » « Rembourse-t-il ses dettes ? » « Est-il susceptible ? » Préfère-t-il « obéir » ou « commander » ? Tout, en presque, y passe.

Son questionnaire rempli et traduit en courbes, le néophyte a un entretien gratuit. La recruteuse in-

L'Eglise de Scientologie va clore, le 13 mars prochain, en Floride, sa souscription mondiale pour le lancement d'un paquebot destiné à l'élite de la secte, qui y suivra un stage de perfectionnement. Cette Eglise a été mise en cause le 25 février à Paris, lors d'un procès en correctionnelle. Elle est aussi au cœur d'un trafic de main-d'œuvre, rendu public au Danemark le 21 février. L'activité des sectes reste d'actualité : le rapport rédigé par M. Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne, à l'intention du premier ministre doit être publié fin mars.

terprète les résultats. Dans ce cas précis, le test semble décourageant : « Irresponsabilité », « mauvaise harmonie avec le monde », « dépression », « tristesse ». Tout deviendrait-il possible ? C'est l'espoir. « Avec la dianétique, les points vont grimper du bas de la courbe au sommet », explique la recruteuse. Première étape : il faut acheter le livre de R. Hubbard, *Dianétique*, au prix de 57,20 francs (en Poche). Puis prendre des « cours de communication ». Ainsi franchit-on la première porte de l'Eglise.

R.T., âgé aujourd'hui de vingt ans, est un « ex ». Il avait adhéré à l'âge de dix-sept ans. « Avec l'envie de ne pas être un fils de pub. Vivre autre chose qu'un monde pourri, voyager, communiquer... »

d'avantage. Ce travail - manuel, commercial ou intellectuel - est mesuré quotidiennement par des statistiques. « Il faut faire entrer le plus d'argent possible dans les caisses de l'Eglise. » Si ces « stats » sont jugées « insuffisantes », il faut s'expliquer. Il y a un blocage.

La stagiaire se confesse à longueur de semaine devant son « auditeur », qui enregistre tout. Ce dernier utilise au besoin un galvanomètre, - un « E. Meter », appareil breveté « Hubbard », - pour mesurer l'émotion de la « confession » et mieux cerner ses points de blocage, voire ses mensonges. Ainsi la stagiaire devient-elle progressivement plus « claire ».

Par la même occasion, l'Eglise enrichit son stock de fiches indivi-

LA SCIENTOLOGIE  
FERA DE TOI UN ETRE FORT,  
MOINS CREDULE.  
POUR DES MILLIONS D'ANNÉES!



PESSIN.

Il suivit des cours à Lyon. « Cher », rapidement « trop cher », pour le jeune homme. D'autres vendaient leurs biens, on empruntait de l'argent à la banque, avec la caution d'un scientologue. Lui choisit de « troquer » les cours contre sa force de travail, en devenant « membre du personnel ». On lui proposa d'apprendre la technique de l'entretien dianétique - l'« auditing » ou, plus banalement, la « confession ». Pour cela, il devait partir en stage à Copenhague. Il y arriva en 1981. Domicile : Hôtel Nordland, « un bon gîte, une bonne table », lui avait-on promis. Il a dû déchanter. La fin de l'histoire est triste : R.T., à l'époque « excommunié ». Il s'est retrouvé sur le pavé.

### Travail statistique

En cette mi-février 1985, le Nordland héberge toujours des stagiaires. Intense va-et-vient à l'entrée : des femmes seules et leur bébé, des dignitaires de SEA-ORG en uniformes couverts de dorures, de pauvres hères courant tête baissée...

« C'était ainsi lorsque j'y suis allé », explique Nathalie, qui a quitté les rangs de l'Eglise, voici quelques mois. Elle évoque son stage au Nordland. Du riz, des haricots, parfois un peu de viande. Travail et étude alternent pendant douze heures, chaque jour, parfois

dnelles et la stagiaire fait l'apprentissage du langage scientologique. C'est un mélange de la langue d'origine, d'anglais et d'abréviations. Il sonne comme un code. Le sens de chaque mot est corrigé à l'aide du dictionnaire « Hubbard ». Ainsi le fondateur définit-il par exemple le terme de « critique » - « criticism » - « Lo critique est principalement la justification d'avoir commis un acte néfaste » (...). Critiquer est seulement un effort pour réduire le but de l'acte néfaste ».

### DANIELLE ROUARD.

(1) Ces tarifs sont ceux publiés dans *The Auditor*, journal de la Scientologie d'octobre 1984, n° 197, exprimés en couronnes danoises.

(2) Plus précisément dans les termes du contrat, les trade marks et service marks.

## Le commerce de la « religion »

L'Eglise de Scientologie est-elle ou non une organisation religieuse ? Ses responsables revendiquent cette reconnaissance, qui entraînerait divers avantages. Mais en vain, fréquemment.

En France, à ce jour, l'Eglise de Scientologie est soumise aux règles régissant les associations selon la loi de 1901. Au Danemark, en vertu d'un jugement ancien de la Cour suprême, la Scientologie est la seule - de toutes les Eglises - à ne pas bénéficier de deux protections liées au caractère religieux : interdiction de « discrimination » et de « blasphème ». Le plus souvent, l'Eglise demeure soumise à la loi commune, aux dispositions fiscales et douanières en usage, à la réglementation du travail, etc. (1).

Ses activités sont nombreuses et variées, plus ou moins développées selon les pays. Ses terrains favoris sont l'école, la psychiatrie, la toxicomanie et la défense des libertés.

Les psychiatres sont la cible, désormais classique, de l'Eglise, dans son combat pour le respect de la liberté individuelle. La « prévention » et la « réhabilitation » pour toxicomanes se font dans les centres Narconon. Le 14 décembre 1984, un de ces centres, installé à Grancey-sur-Ource (Côte-d'Or), a fermé ses portes, sur ordre du préfet, après le décès suspect d'un pensionnaire (le *Monde* des 29 novembre, 9, 10 et 18 décembre 1984).

An nom de la défense des libertés, l'Eglise combat Interpol et son « fichage » mondial. Polémiques... Mais le FBI a saisi en Floride, dans l'un des quartiers généraux de l'Eglise, quarante-cinq mille dossiers sur des personnes, en une seule perquisition.

La Scientologie dénonce enfin d'autres dangers - ceux du « déprogrammateur ». Ce dernier se charge, le plus souvent sur demande de la famille et parfois contre le gré de l'intéressé, d'aider l'adepte à se « déconditionner » de sa secte. Très récemment, l'Eglise a porté ses coups à deux « déprogrammateurs » supposés (le *Monde* du 27 février 1985).

A Copenhague enfin, le 21 février, une polémique éclate. Des agences locales pour l'emploi enverraient de jeunes chômeurs - sans autre choix - travailler dans des centres danois de la Scientologie. Le « salaire » y était dérisoire : 230 francs d'argent de poche par mois. Mais nourri et logé. Le temps de travail excédait largement les quarante heures légales. Interdiction de se syndiquer. Ainsi ont témoigné, le 17 février, deux jeunes chômeurs qui ont refusé l'offre et se sont précipités au siège du Syndicat des employés (HK) pour raconter leur histoire. Peu après, le directeur national de l'emploi a publiquement « garanti », sur la de-

mande de ce syndicat, que « cela ne se renouvelerait plus ».

Multiplées et variées activités... L'Eglise de Scientologie fonctionne comme une multinationale. C'est une affaire commerciale : édition de textes et de cassettes (deux maisons, l'une en Floride, l'autre à Copenhague), cours, stages. L'organisation possède de nombreux immeubles. A Copenhague, par exemple, ses propriétés sont évaluées à deux cent millions de couronnes - 176 millions de francs. La gestion de tous ces biens et activités semble, depuis la restructuration de 1982, centralisée aux Etats-Unis.

### Des millions de dollars

La société RTC (Religious Technology Center), enregistrée en 1982 et dirigée de fait, aujourd'hui, par M. David Miscavige (2) - le seul à « garder le contact » avec R. Hubbard selon certains témoins - possède les droits de reproduction (copyrights), les trade-marks et service-marks (marques commerciales) des « attributs » de l'Eglise. A ce titre, RTC perçoit des royalties. Le quartier général de l'Eglise (dont SEA-ORG) est en Californie, près de Palm-Springs ; son siège mondial est en Floride.

Une précaution : cinq mois après la naissance de RTC, a été créée l'Eglise de technologie spirituelle, qui a autorisé sur RTC. En cas d'ennuis, les copyrights et « marques » peuvent changer de mains, passer à cette deuxième société pour cent dollars, l'équivalent américain du franc symbolique.

De chaque mission locale installée en un point du globe, partent des fonds à destination de ces « sièges » américains, via Copenhague, pour tout ce qui n'est pas américain. Selon des témoignages faits devant plusieurs juridictions, le circuit paraît simple. Une antenne locale envoie à Copenhague chaque semaine 5 % de ses recettes pour les droits commerciaux (royalties) et 10 % de ses recettes pour les fonds propres mondiaux de l'Eglise. A son tour, Copenhague envoie aux Etats-Unis 5 % d'une part, 10 % de l'autre, des sommes recueillies.

Un ex-responsable de la Scientologie, M. Bill Franks, aurait déclaré, cité par le *Sunday Times* du 28 octobre 1984, avoir contrôlé en 1982 cent cinquante millions de dollars placés sur divers comptes de la Scientologie au Luxembourg. D'autres témoins parlent de la Suisse, du Liechtenstein et du Liberia. Le total des fonds de l'Eglise était évalué, en 1981, entre deux et trois cents millions de dollars, selon l'ancienne conseillère en relations publiques de R. Hubbard, Mme Laurel Sullivan, citée par le *Sunday Times*.

A chaque échelon, le transit de l'argent se fait par « courrier » (3). Des « porteurs de valise » ont témoigné aussi. Mais sous quels noms ont été ouverts les comptes de la Scientologie ? Le fisc et les douanes de nombreux pays s'intéressent de près depuis des années à la gestion de cette affaire. Des fraudes établies ont été pénalisées et le caractère d'escroquerie parfois prouvé.

Tels sont les risques d'une activité commerciale. Mais après tout, comme plaisantait Ron Hubbard lors d'une conférence sur la science-fiction, « si un homme veut vraiment faire un million de dollars, le mieux pour lui est de créer sa propre religion ».

D. R.

## « Propagande noire »

La lutte contre les « ennemis » de l'Eglise de Scientologie est une activité importante de ses membres. La Guardian Office, aujourd'hui officiellement supprimée, la centralisait. Les méthodes de lutte ont été exposées dans des circulaires internes sous le vocable de « propagande noire ». A Paris, devant le tribunal correctionnel, le 25 février, les plaquées contre un scientologue inculpé d'une dénonciation calomnieuse ont longuement exposé les menaces et pressions qu'ils avaient subies. Mme Julie Derendo, ex-scientologue de haut rang, a décrit cette « propagande noire », par laquelle l'Eglise cherche à « isoler », « déconditionner », voire « détruire » ses ennemis, par tous les moyens, légaux et illégaux. Cette plainte est la première du genre à venir en jugement en France. Mais au Danemark l'expérience est plus ancienne.

Ainsi, Jacob Andersen, grand reporter danois, titulaire d'un prix international, a fini par gagner tous les procès intentés contre lui par la Scientologie et ceux provoqués par ses propres plaintes. La Scientologie a dû lui verser un demi-million de couronnes, soit environ 400 000 F, de dommages et intérêts pour les préjudices causés par les calomnies de la secte. Cette dernière avait traité le reporter d'agent, successivement, « de la CIA », « du FBI » et « d'Interpol ».

Mais de pires traitements sont réservés aux ex-adeptes qui tentent ensuite des révélations ou portent plainte.

D. R.

## Prison sans barreaux

Pierre, un jeune Français de province, après un premier contact en 1974 avec l'Eglise de Scientologie, devient en 1981 membre de SEA-ORG. Il travaille un temps à Copenhague. Puis, de début septembre 1982 à début février 1983, il est assigné à un programme spécial - le RPF (Rehabilitation Project Force), sorte de réduction par le travail. Pour avoir eu, pendant ses trois semaines de vacances en France, des relations avec une amie, et s'en être confessé au retour à Copenhague. Voici son témoignage sur son passage au RPF :

« On vous force à vous isoler des autres scientologues, car vous êtes un « déchet », un « ess hôte » (le trou du cul) selon les termes du supérieur qui vous surveille. Il faut se cacher du public. Il est interdit de parler, il est interdit de marcher. Il faut

toujours courir. On aat par équipe de quatre ou cinq. Le plus ancien commande les autres, fait le rapport sur chacun. On vit en « bagne » au Nordland. Appel à huit heures. Travail : nettoyer les poubelles, les caves, les cabinets, la cour, ou encore tuer les cafards qui pullulent dans la crèche du Nordland. « Repas : on n'a droit qu'aux restes » laissés par les membres du personnel, quand il y en a. Très souvent le temps d'étude est sacrifié pour continuer le travail. En principe, le travail finit à 23 h 30. Mais la quantité est telle qu'on finit plus tard. La responsable vérifie. A peine êtes-vous couché qu'il vous faut vous relever, nettoyer avec une brosse à dents parce qu'il a trouvé un grain de poussière. Si vos « statistiques » sont inférieures à celles de la

veille, cela signifie que vos « conditions d'éthique » sont trop basses. Vous dissimulez des « actes néfastes ». Il vous faut produire plus, dormir moins, avoir.

« Parfois vire du RPF et demandant à être réintégré. La grande peur, c'est d'être déclaré « suppressif », c'est-à-dire d'être excommunié. Le RPF prend fin quand vous êtes jugé apte à quitter un ordre sans broncher. Cela peut durer des mois, des années. Tout est fait pour rabaisser le personnel. J'ai repris ensuite mon poste dans le personnel. Nouveau problème, et décision de me renvoyer au RPF. Je me suis aussitôt enfui (1). C'était le 4 juillet 1983. »

D. R.

(1) Les portes du Nordland restent toujours ouvertes.



# Société

## LA TORTURE EN ALGÉRIE

### Bataille juridique pour six droits de réponse de M. Le Pen

Encore une journée Le Pen, vendredi 8 mars, au tribunal de Paris. Il ne s'agit pas, cette fois, de diffamation. Le président du Front national entendait seulement obtenir du président du tribunal de grande instance, M. Pierre Drai, que lui soit reconnu le droit de répondre à différentes émissions des journaux de TF 1, Antenne 2, FR 3, France-Inter, RTL et Europa 1 du 12 février dernier. Ce jour-là, ils avaient tous, en effet, accordé une place importante aux révélations faites le matin même par le quotidien *Libération* et la publication de témoignages d'Algériens déclarant avoir été torturés en 1957 par Le Pen, alors lieutenant au 1<sup>er</sup> REP (régiment étranger de parachutiste), engagé dans la bataille d'Alger.

Du même coup, au-delà de M. Le Pen, l'ordonnance que doit rendre, mardi 12 mars, M. Drai aura une portée générale dans l'appréciation qu'elle fera de la loi du 29 juillet 1982 sur l'audiovisuel et plus particulièrement de son décret d'application fixant, entre autres, les règles du droit de réponse à la télévision et à la radio.

En cours de ces différentes émissions, M. Le Pen n'a pourtant pas été ignoré. Chacune des sociétés de télévision ou de radio incriminées lui a donné la parole. Force était bien à M. Georges-Paul Wagner, avocat du président du Front national, de le constater.

#### Une circulaire

Mais, devait-il dire, en les reconnaissant d'ailleurs au passage « quel que peu byzantines », les déclarations de son client dont on a fait état avaient été recueillies dans la matinée. Elles ne pouvaient donc répondre qu'à des accusations formulées par *Libération* et non à des émissions dont il ignorait la teneur et qui « en ont rajouté ». Les responsables de ces émissions d'outils pas ainsi dénués de parole à des accusateurs de M. Le Pen, tels l'historien Pierre Vidal-Naquet, l'ancien secrétaire à la préfecture d'Alger, Paul Teitgen, le journaliste du *Canard enchaîné* Louis-Marie Horeau, le militant communiste Henri Alleg, alors qu'ils se contentaient seulement de citer les déclarations du général Massu innocentant M. Le Pen, mais sans que ce militaire ne soit vu ni entendu de l'auditeur ou du téléspectateur.

L'argument n'a pas paru suffisant aux avocats des sociétés mises en cause. M. Georges Kiejman pour TF 1, Thierry Lévy pour Antenne 2, Jean de Monzie pour FR 3, Yves Baudouin pour France Inter, Michel Cutil pour RTL et Philippe Gold pour Europa 1. Tous constatent en effet que le texte de la réponse que M. Le Pen voudrait avoir le droit de

diffuser ne diffère en rien des propos qu'il a pu déjà tenir le 12 février devant les caméras ou les micros. Cette réponse n'apporte donc aucun élément nouveau. Le texte est en outre le même pour les six sociétés, donnant l'impression d'avoir été multiplié à la manière d'une lettre circulaire. Aussi bien ne précise-t-il pas pour chacun des journaux à quelle imputation détermine il entend répondre, ce qui est pourtant exigé par la loi de 1982. La même loi limite en tout état de cause la longueur de la réponse à trente lignes dactylographiées, soit deux minutes d'écoute. Celle de M. Le Pen comporte trente-six lignes et sa lecture exigerait plus des deux minutes fatidiques.

Enfin, cette réponse se trouve être contraire aux dispositions de la loi puisqu'elle met en cause des tiers, ce que la loi *Libération* « manipulés ou non à des fins politiques », selon M. Le Pen on « les soi-disant victimes », qualifiés de « terroristes du FLN, assassins de civils, femmes et enfants ».

Voilà donc qui, juridiquement, serait déjà amplement suffisant pour écarter M. Le Pen. Mais, du côté des sociétés en cause, on souhaite que l'ordonnance à intervenir ne s'en tienne pas à ces constatations. M. Kiejman notamment voit dans ce débat une bonne occasion de fixer les droits et obligations d'un journaliste de télévision et de radio. « *Suivre M. Le Pen dans son raisonnement, a-t-il plaidé, cela reviendrait à dire qu'il ne suffit pas de faire entendre dans une émission les points de vue et les opinions opposés. Cela risquerait même de conduire les journalistes qui appliquent cette règle de pluralité de l'information à la négliger puisque même s'ils en tiennent compte il y aurait, de toutes façons, possibilité de réponse pour une durée de deux minutes alors que, dans le cas de TF 1, M. Le Pen a déjà eu droit, à 13, 20 et 23 heures, à une minute trente chaque fois.* »

On retiendra enfin que RTL et Europa 1 ont estimé de surcroît, pour ce qui les concerne, que la demande de M. Le Pen était irrécusable. Leurs avocats ont soutenu que ces deux sociétés, émettant à partir d'un territoire étranger, le Luxembourg pour la première, la Sarre pour la seconde, ne pouvaient être visées par la loi du 29 juillet 1982, car les dispositions de cette loi ne seraient applicables qu'aux sociétés ayant le statut de service public national. C'est dire encore une fois que les questions soulevées par l'action de M. Le Pen dans ce domaine à des réponses de portée générale sur l'interprétation à faire d'un texte qui a connu le 8 mars son baptême du feu judiciaire.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

## POINT DE VUE

### TROIS OBJECTIFS POUR L'UNIVERSITÉ

## Qualité, équité, modernité

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG (\*)

son environnement, le décret du 7 janvier 1985 prévoit que les personnels extérieurs siégeant dans les nouveaux conseils d'universités devront être, au moins pour la moitié d'entre elles, des représentants des activités économiques.

#### Le droit à la différence

Autre grand impératif : la qualité de l'enseignement supérieur. Il importe que soient reconnus et consolidés l'effort et la rigueur, la réussite et la compétence. C'est la condition du succès dans la compétition scientifique et technologique mondiale, dont l'issue dépend pour beaucoup des travaux de nos universitaires et de nos chercheurs.

Cette compétence conditionne notre compétitivité. A l'heure où notre nation se trouve en pleine mutation technologique, elle doit faire toute sa place à l'esprit d'initiative, qui stimule le progrès des connaissances et qui permet à chaque établissement d'affirmer son identité.

Loin de faire passer les universités sous une sorte de roulement compresseur de l'uniformité, il faut reconnaître leur « droit à la différence ». Car notre système d'enseignement supérieur a besoin de diversité et de souplesse. Non de centralisation et d'uniformité.

Cette exigence de qualité et d'efficacité inspire la création du Comité national d'évaluation, chargé d'apprécier les activités exercées par les établissements d'enseignement supérieur, dans un rapport annuel adressé au président de la République et rendu public. Cette nouvelle instance sera composée de quinze hautes personnalités, nommées par décret en conseil des ministres, sur proposition, notamment, de l'Institut de France, du Conseil supérieur des universités et du Comité national de la recherche scientifique.

De même, l'exigence de rigueur guide le cadrage de l'enseignement des nouvelles formations de 3<sup>e</sup> cycle pour la rentrée 1985. Afin de garantir un niveau élevé de formation, cette procédure d'article sur onze groupes d'études techniques, présidés par des personnalités éminentes — dont quatre membres de l'Académie des sciences et trois professeurs au Collège de France — chargés d'examiner les demandes d'habilitation présentées par les universités.

Enfin, la rentrée 1985 verra aussi la mise en place des filières intégrées de trois ans, de haut niveau, à vocation professionnelle et à encadrement pédagogique renforcé par groupes de trente à quarante étudiants. Ces nouveaux cursus débiteront après le premier cycle et conduiront les étudiants qui y seront admis du niveau bac + 2 au niveau bac + 5. Ils valoriseront la spécificité des universités les plus « performantes » dans certaines disciplines : sciences, informatiques, sciences sociales, bio-

(\*) Secrétaire d'Etat chargé des universités.

# Carnet

## Naissance

— Puteaux, Marseille, Poitiers.  
Olivier ORTEZ et Catherine, née IZOU, ont heureusement annoncé la naissance de

Maro-Antoine.

le 23 février 1985.

## Décès

— L'amicale d'Anschütz.  
Et les défunts du convoi du 24 janvier 1985 font part du décès de

M<sup>me</sup> Charlotte DELBO,

le 1<sup>er</sup> mars 1985.  
(Le Monde du 5 mars 1985.)

— On nous prie d'annoncer le décès de

Ile de FRANCESCHI,  
écrivain, poète, critique littéraire  
survécu le 4 mars 1985, à Montreuil, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

De la part de  
Danyse Parrot,  
sa compagne,  
Jean-François et Kristin Parrot,  
Gérard Chaland  
et Juliette Chaland-Minco, ses amis.  
Et de tous ses proches et amis.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M<sup>me</sup> Francis Klein,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
font part du décès de

M<sup>me</sup> Marthe KLEIN,  
née Kopp,

survécue à Paris le 6 mars 1985,  
14, square Anderson,  
75005 Paris.

— Ses camarades de déportation du  
groupe OZE Buchenwald font part du  
décès de

M. Lazlo KLEIN,

ses obèques auront lieu au cimetière de  
Bagneux, le lundi 11 mars, à 10 h 30.  
Région porte principale.

## Remerciements

— La supérieure générale des Sœurs  
de Saint-Jacques de Cury,  
Les sœurs de la communauté de  
l'Hôpital Pasteur, à Paris,  
remercient tous ceux qui ont témoigné  
leur sympathie lors du décès de

Sœur LAURE.

— M<sup>me</sup> Marianne Rubinski,  
Ses enfants,  
Petits-enfants,  
Et tous la famille,  
très sensibles aux marques de sympathie  
que vous leur avez témoignées dans le  
deuil cruel qui vient de les frapper, vous  
adressent leurs sincères remerciements.

## Anniversaires

— Je ne saurais pour personne  
une excuse, pour personne un exem-  
ple.

Valérie CHAMAILLARD

avait choisi cette pensée d'Aragon.

Elle a quitté ce monde cruel le diman-  
che 11 mars 1984, à l'âge de vingt et un  
ans.  
Souvenez-vous.

32, rue du Cloître,  
02000 Laon.

## Soutenances de thèses

### DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-IV, samedi  
16 mars, à 14 heures, amphithéâtre  
Michélet, M. Dominique Descoires :  
« L'argumentation chez Pascal ».  
— Université Paris-IV, lundi  
18 mars, à 14 heures, salle Louis Liard,  
M. Jean Boncompagni : « Les fonde-  
ments d'une identité. Territoire, his-  
toire et société dans l'archipel de  
Vannuatu (Mélanésie) ».  
— Université Paris-IV, samedi  
23 mars, à 14 heures, salle Louis Liard,  
M<sup>me</sup> Nadia Iskandani, née Nabouli :  
« Le voyage romantique en Orient chez  
les écrivains français mineurs de 1800 à  
1833 ».

— Université Paris-IV, jeudi 28 mars, à  
14 heures, salle des Actes, M. Ambroise  
Quétier : « La négociation en ancien  
français ».

— Institut d'études politiques, jeudi  
28 mars, à 14 heures, salle André Siegf-  
ried, M. Romain Fritsch-Bourmann :  
« Le rôle de l'Allemagne dans le monde  
européen au XX<sup>e</sup> siècle ».

**STERN**  
depuis 1840  
Pour votre Société  
papier à lettres et  
imprimés de haute qualité  
Le prestige  
d'une gravure traditionnelle  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

## LE MEURTRE DES QUATRE CAMBODGIENS

### La DST avait donné un avis défavorable à la naturalisation de M. Try

Une information contre X a été ouverte, vendredi 8 mars, par le parquet de Paris pour homicides volontaires afin de rechercher les auteurs des meurtres de quatre Cambodgiens à Paris, dans le treizième arrondissement. L'information a été confiée à M. Yves Cornoloup, premier juge d'instruction au tribunal de Paris.

Un commando avait exécuté, dans la soirée du lundi 4 mars, au vingt-quatrième étage de la tour Tokyo, 20, avenue d'Ivry, Try Meng Huot, âgé de quarante ans, — ancien responsable khmer rouge qui avait obtenu en janvier dernier la nationalité française, assistant chimiste à l'Ecole polytechnique ; son épouse, Cambodgienne, née Vanna Chay, vingt-quatre ans, mécanicienne en confection ; et deux autres Cambodgiens, Kuy Mey Chov, vingt-cinq ans, mécanicienne en confection, Men Chov, vingt-quatre ans, employé de restaurant.

Les meurtres ont laissé une signature, sur l'une des portes de l'appartement : « Les rescapés du génocide du Cambodge ». Contrairement à certaines informations, la direction de la surveillance du territoire (DST) avait donné un avis défavorable à la naturalisation de Try, qui fut directeur adjoint d'un camp de

redressement sous le régime de Pol Pot. Elle fut cependant obtenue grâce à l'appui d'un député (PS) de l'arrondissement où il résidait, M. Louis Moulinet — qui, lui-même, se faisait l'écho des soutiens de Try dans les milieux scientifiques.

M. Marcel Fétizon, professeur de chimie à l'Ecole polytechnique et à l'université Paris-XI, était ainsi intervenu, dès 1979, quand Try, son ancien élève, se trouvait dans un camp de réfugiés khmers en Thaïlande, après la chute du régime de Pol Pot, afin de le faire venir en France.

« Je n'ai fait que répondre à l'appel d'un élève particulièrement assidueux que j'avais repéré à la faculté des sciences d'Orsay et qui a passé sa thèse de DEA sous ma direction en 1972 avec la mention « très honorable », a déclaré à l'AFP, M. Fétizon. J'avais perdu sa trace depuis 1974, mais le geste que j'ai fait pour lui, je l'aurais fait pour n'importe lequel de mes étudiants. Pour nous scientifiques, les opinions politiques n'ont rien à voir dans le débat. » Après avoir obtenu, à son arrivée en France, un contrat temporaire à Rhône-Poulenc, M. Try était devenu chargé de travaux pratiques à l'Ecole polytechnique le 1<sup>er</sup> octobre 1982.

## En bref

Un policier parisien  
est écroué  
après avoir  
volé du haschisch  
dans son propre service

Un inspecteur principal de la Brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSF), Franck Philippe, trente-cinq ans, est incarcéré à la prison de la Santé depuis le 27 février pour avoir volé dans les locaux de son service huit plaquettes de résine de cannabis — du haschisch — d'un poids total de quarante-cinq kilos, saisie par la police. C'est l'inspection générale des services (IGS) qui a procédé à son arrestation.

Franck Philippe avait appris par Michel Schena, un musicien âgé de quarante ans, trafiquant et accessoirement indicateur, que le 23 février une certaine quantité de cannabis avait été placée sous scellés dans les locaux de la BSF. Le policier s'était alors rendu, dès le lendemain, à l'adresse, dans les locaux de police pour prélever une partie de la drogue saisie, en brisant puis en reconstituant les scellés. Il avait ensuite remis quatre plaquettes à Schena et le reste à une amie, pour son usage personnel. Selon Michel Schena, les deux hommes étaient convenus que Franck Philippe recevrait la moitié du profit de la vente des plaquettes. Le policier ne avait conclu un tel marché.

M. Chevènement souhaite  
que son projet  
de réduction d'horaires  
ne soit pas dramatisé

Le ministère de l'éducation nationale reconnaît au sujet d'un projet d'arrêté prévoyant une diminution des horaires pour les élèves des lycées (*Le Monde* du 7 mars) que ce dernier « fait l'objet de réflexions, tout en insistant bien sur le caractère non définitif de cette proposition d'ensemble ». Le ministre précise que « la question des horaires fait l'objet d'un examen objectif et dépouillé de passions : beaucoup d'arguments sérieux semblent considérer qu'il est important de développer d'abord la capacité de travail personnel des élèves. Est-ce toujours compatible avec les horaires actuels, surtout si on veut introduire des enseignements nouveaux comme l'informatique ? Cette réflexion sur les enseignements et sur les horaires doit pouvoir avoir lieu sans dramatisation ni procès d'intention ».

« Mort de l'opéra du cœur américain » Thomas Creighton, l'Américain âgé de trente-trois ans qui avait subi coup sur coup trois greffes du cœur, est mort vendredi 8 mars au centre médical de l'université d'Arizona, à Tucson. Le premier

cœur, greffé le 6 mars, avait été rejeté très vite par l'organisme. Devant ce cas d'urgence, les médecins avaient décidé de passer, à titre temporaire, un cœur artificiel d'un modèle non homologué par l'administration américaine. Onze heures après cette deuxième intervention, un autre cœur humain avait été greffé, tot dans la matinée, du 7 mars, sur l'opéré, qui n'a survécu que quelques heures à sa troisième greffe (AFP, AP, UPI).

Le professeur Adolphe Steg  
est président de l'Alliance  
Israélite universelle

Le professeur Adolphe Steg, chirurgien des hôpitaux, a été élu, le 5 mars, président de l'Alliance israélite universelle. Il remplace à ce poste M. Jules Braunschweig, qui avait lui-même succédé à René Cassin, prix Nobel de la paix.

[Né en 1925, le professeur Steg est chirurgien des hôpitaux, membre de l'Académie de chirurgie, chef du service d'urologie à l'hôpital Cochin et secrétaire général de l'Association européenne d'urologie. Docteur honoris causa de l'université hébraïque de Jérusalem, il a été président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) de 1970 à 1974. Chevalier de la Légion d'honneur et officier dans l'Ordre national du mérite, il est membre du Conseil économique et social.]

مكتبة الشاذلي



## CINÉMA ET CENSURE

# La tentation de l'Eglise

(Suite de la première page)

En adoptant le décret sur la liberté religieuse, non seulement l'Eglise admettait le droit à l'erreur, mais elle renonçait au monopole de la vérité. Elle reconnaissait la part de vérité chez les autres, même chez les non-catholiques qualifiés par Jean XXIII d'« hommes de bonne volonté ».

L'Eglise ne s'est pas contentée d'abolir l'index et d'abandonner progressivement les imprimatur et jugements de l'Office catholique du cinéma. Elle s'est mise à encourager des expressions bédardes de sa foi. Notamment dans le domaine des arts. Bergman, Buñuel, Pasolini — fils dévoyés ou athées métaphysiques — n'étaient plus voués aux gémonies.

Mieux, le film *Théorème*, de Pasolini, parabole ambiguë sur la grâce, reçut le prix de l'Office catholique en 1968.

Depuis, le climat a changé et le balancier penche de l'autre côté. Mais ce sont surtout des groupes de pression à la base (la « majorité morale », protestante et les intégristes catholiques) qui se constituent en nouveaux censeurs et gardiens de la moralité. En France, ces dernières années ont vu la mise en place d'un véritable réseau mobilisé en permanence pour une croisade contre l'hérésie.

### De nouveaux inquisiteurs ?

Les exemples « obondent. Qu'il s'agisse d'humoristes comme Jacques Martin, Stéphane Collaro ou

Pierre Desproges, accusés de tourner la religion en ridicule ; de films comme *Ave Maria*, *Je vous salue Marie* et *La Dernière Tentation du Christ* ; ou encore d'émissions de télévision comme *Le diable dans le bénitier*, de Jean L'Hôte, des milliers d'hommes et de femmes sont prêts à partir en guerre, bien souvent sans avoir vu l'objet du délit. Une pétition contre le film de Jean L'Hôte, une *Passion du Christ* jouée par des ouvriers, qui n'a pas encore été diffusée, a déjà recueilli plus de trente mille signatures !

Non contents de dénoncer, ces nouveaux inquisiteurs passent à l'action. Un Collectif de lutte contre le blasphème (CLUB) a perturbé une messe célébrée par l'archevêque de Paris, pour protester contre son « silence » face au film de Godard, et il menace de recommencer s'il n'est pas entendu.

Les autorités religieuses commencent à se laisser impressionner. Au lieu de défendre la liberté d'expression, elles commencent à

jouer aux censeurs par anticipation. En intervenant directement par téléphone dans l'entourage du chef de l'Etat pour demander l'annulation des subventions prévues pour le film de Martin Scorsese, *La Dernière Tentation du Christ*, le cardinal Lustiger a fait un geste politique, qui fut suivi à l'émotion suscitée dans une partie du monde catholique par le film de Jean-Luc Godard.

La position de Mgr Jean Bernard, évêque de Nancy et président de la commission épiscopale pour l'opinion publique, est plus nuancée. Il s'est borné à mettre en garde le ministre de la culture contre le « grand émoi » que provoquerait chez de nombreux chrétiens une telle décision. Quant au pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, consulté par M. Jack Lang, il nous a déclaré qu'il ne pouvait rien dire sans avoir lu le script du film et que, en tout état de cause, il était opposé à l'exercice de la censure.

ALAIN WOODROW.

## POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE

# Paolo Conte chante les voyages

**Le chanteur italien Paolo Conte vient pour la première fois en France, au Théâtre de la Ville. Nous l'avons rencontré à Rome.**

loin au-dessus des têtes, et l'amour ne se fixe pas, et le jazz qui pleure et danse, et l'idée de partir, l'envie d'un ailleurs imprécis. « Les Italiens, dit-il, voyagent peu. Ils s'en vont, ils émigrent, ils ne sont pas touristes ».

Rencontre avec Paolo Conte. A Rome, à l'Olympico, music-hall années 50, poussiéreux, usé, très grand, archaïque. Pourtant, le chanteur n'est pas une star de show business. Il arrive sur scène en costume-cravate, sans souci particulier de son look : « Je suis un naturel, si je me produisais dans un gala, je mettrais un smoking ». Il s'installe à son piano, cinq musiciens derrière, les spectateurs reprennent les chansons, en réclamant. Ils connaissent.

Paolo Conte a enregistré plusieurs 33 tours (11) qui, dit-il, ne se vendent pas, mais durent. Pas le moindre filet d'audience ne vient troubler son sourire. Le fait est qu'il se situe à part. Il est avoué mais il ne plaide pas, avec sa voix c'est domage. Il a composé des tubes pour Adriano Celentano — qu'il chante aussi, à sa manière, plus rude. La légende veut, et elle ne ment pas, qu'il ait enregistré une bande pour trouver un interprète à sa convenance. Le directeur artistique lui conseille de se lancer. « Mais je chante faux », dit-il. Bof, lui aurait répondu l'autre qui en a entendu de plus.

La voix de Paolo Conte n'est pas travaillée. Elle est brute, une matière brute dont il se sert avec un talent générique, avec l'autorité de sa présence forte, d'une sympathie immédiate. De toute façon, pour lui l'essentiel est la musique : chansons, mais aussi théâtre, cinéma. « Elle fait partie de mon destin », dit-il.

COLETTE GODARD.

(1) Un 33 tours diffusé par Chant du monde, *Discothèque*, réunit dix titres (LDX 74834).

■ Théâtre de la Ville, les 12, 15 et 16 mars, à 18 h 30.

■ RECTIFICATIF. — Le premier Salon Musicales qui se tient au Grand Palais reste ouvert jusqu'au 10 mars en soirée, et non pas jusqu'au 9 mars comme il a été indiqué par erreur (*le Monde* du 9 mars).

## VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ● Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

### DINERS

#### RIVE DROITE

L'AUBERGE DE FRANCE	260-60/68-70 T.L.J.	Jusqu'à 22 h 30. DINERS AUX CHANDELLES. Fils de Limousin. CANARD A L'ORANGE. Poissons à l'assiette. COTE DE Bœuf. P.M.R. 150 F. OUVERT LE DIMANCHE.
LE SARRADAIS	F. sam. midi, dim. 522-23-62	Déjeuners, dîners : 22 h. Cuisine périgourdine. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, CEPES, MORILLES. Menu 165 F. l.c. avec spécialités. CARTE 160/180 F.
AUR. DE RIQUETWIER	770-62-39 T.L.J.	Déjeuners, dîners, soupes. De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. SA CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. BANC D'OUTRÉS.
EL PRADOR	387-28-87 F. midi, mardi	Déj., dîners : 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zarzuela, gambas, bacalao, calamarses, etc. P.M.R. : 130 F. Formule à 75 F. avec spécialités.

## Plusieurs formules d'aides au cinéma

L'avance sur recettes représente une aide indirecte du ministère de la culture, qui nomme les membres de la commission et finance, en partie, le fonds de soutien, alimenté d'autre part, par la profession (taxes sur les billets). De surcroît, le ministère de la culture dispose d'une ligne budgétaire qui lui permet d'aider directement un film, sans passer par l'avis de la commission.

Les films, qui ne bénéficient pas de cette aide et sont refusés par la commission, peuvent être financés par un « à-valoir » des dis-

tributeurs ou par la télévision, qui est de plus en plus indispensable dans ce processus et devient ainsi le premier producteur de cinéma sur le plan financier.

Le producteur d'un film n'est pas celui qui possède en propre l'argent engagé. C'est celui qui rassemble le financement et en surveille la gestion. Des films peuvent être également réalisés avec l'aide d'acteurs qui acceptent de travailler en participation, c'est-à-dire avec un pourcentage sur les recettes, sur les bénéfices, ou en paiement différé.

## Dans la presse parisienne

« Dans la France de 1985, sous le règne d'un président de la République socialiste », la hiérarchie catholique annonce elle-même le sort réservé à un film. « Écrit Charles Sylvestre dans *l'Humanité*, on demandait, « un siècle après la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui permet à la hiérarchie catholique de telles prétentions ? (...) C'est à l'Elysée qu'a téléphoné Mgr Lustiger. C'est de l'Elysée qu'il a obtenu gain de cause. En échange de quoi ? Il est allé de la deviner à l'approche d'échéances électorales. Aujourd'hui, une politique de réaction se manifeste dans tous les domaines. L'ordre moral est toujours l'accompagnement de l'ordre économique et politique au service des privilèges de l'argent ».

Jean Foyer, ancien ministre de la justice, dans sa chronique *Figaro*, blâme les perturbateurs de la note radiodiffusée, célébrée dimanche 3 mars par le cardinal de Paris, Mgr Lustiger.

« Pourquoi s'en être pris, écrit-il, à l'archevêque de Paris ? A la différence des pouvoirs publics qui subventionnent la production cinématographique et qui ont en tort de subventionner un film de provocation, le cardinal Lustiger n'a aucune responsabilité dans la production et la diffusion du film (...) La manifestation de dimanche est le paroxysme de l'intégrisme français (...) Ce ton, ce style, ce comportement hérités de l'ancienne Action française et de Léon Daudet, dépeignent, fort justement, la grande majorité des Français et blessent les catholiques en particulier ».

## DANS UNE LETTRE A M. ROUSSELET

# M. Fillioud fixe les règles d'accès de Canal Plus à la publicité

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a adressé, mercredi 6 mars, une lettre à M. André Rousselet, PDG de Canal Plus (et du groupe Havas). Il y confirme que « les pouvoirs publics ne remettront pas en cause, à cette occasion, le dispositif contractuel arrêté avec les représentants de l'industrie cinéma-

tiographique ni le principe de l'ouverture de la publicité sur les programmes en clair ». Ces dispositions, estime M. Fillioud, visent à « offrir à Canal Plus les garanties du maintien et du développement de son activité ».

Le secrétaire d'Etat a indiqué à M. Rousselet que « les modifications du contrat de concession de service public et du cahier des charges qui lient (la chaîne) à l'Etat (...) ne pourront intervenir qu'ultérieurement, dans le cadre des décisions d'ensemble qui seront arrêtées par les pouvoirs publics en fonction des conclusions des études actuellement en cours ». Prenant acte des nouveaux accords entre Canal Plus et le cinéma, et rappelant que la quatrième chaîne doit consacrer 25 % de ses ressources annuelles à l'acquisition de films, M. Fillioud confirme que le gouvernement « accepte d'autoriser Canal Plus à collecter des ressources publicitaires, étant entendu que la part des abonnements devra représenter 60 % au moins du total des ressources de la société. Les messages de publicité ne pourront être diffusés que dans le cadre des programmes en clair, ces derniers pouvant être entendus sans que leur volume horaire quotidien excède la limite globale de six heures, réparties entre le matin, la mi-journée et l'avant-soirée ».

Ainsi autorisée à diffuser des messages publicitaires — et non plus seulement des émissions parrainées, — à partir du 1<sup>er</sup> avril, Canal Plus devra se conformer aux règles en vigueur dans les chaînes publiques. Le contrôle des messages sera confié à la Régie française de publicité (RFP) ; la chaîne rendra elle-même publics ses tarifs, en respectant « les

### SOS Tolérance

Il y a en France une législation condamnant le racisme. Il existe aussi des citoyens qui considèrent cette législation comme anormale. Yves Mourouet et Gérard Morin, présentateurs de TF 1 13 heures, en ont fait l'expérience vendredi 8 mars.

Les deux journalistes étaient apparus à l'antenne avec la badge « Touche pas à mon pote » (une main ouverte, jaune) de l'organisation SOS racisme. Badge que Coluche arborait la semaine dernière à la nuit des Césars sur Antenne 2.

Des téléspectateurs ont pourtant protesté, en bon ordre, semblait-il, considérant inacceptable cette « prise de position ». Mourouet et Morin ont renoncé leur badge au bout de vingt minutes. Et Mourouet d'expliquer, s'adressant aux mécontents, que « puisque nous sommes un service public et que vous avez le droit de vous exprimer, je l'enlève ».

D'autres téléspectateurs ont téléphoné à leur tour, demandant aux deux journalistes de « ne pas céder à la pression ».







# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 9 mars

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Téléfilm : Un homme comblé.  
De F. Berthaut et P. Deleol, avec E. Darian, J. Malraux, A. Sazoumoff.  
Laura et Bertrand désirent un enfant. Laura était stérile, elle fait appel à sa meilleure amie Nelly, qui aura des jumeaux ! Fraîcheur de sentiment, comédie de situation, une comédie légère qui se vautre pas seulement au bas-ventre mais parfois à l'intelligence.

**Docteur Roger Dalet**  
**LES MENSONGES**  
**DE LA MÉDECINE**  
HACHETTE 65 F

22 h 10 Droit de réponse : Potions magiques ?  
Émission de Michel Polac.  
Avec les professeurs J.-P. Escande, J.-C. Sourdis, P. de Vasselot, J.-B. Baron, les docteurs F. Meyer, R. Dalet, S. Rajal, la cheffe de service Rika Zorai, J. Feller, vétérinaire, J. Benamati, directeur de recherche à l'INSERM, Y. Porcier, entraîneur de chevaux.  
0 h 20 Ouvert le nuit.  
Alfred Hitchcock présente : l'Homme des statistiques.  
Extérieur nuit : Axel Bauer, Cargo de nuit.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.  
De Michel Drucker.  
Autour de Sylvie Vartan : Gérard Lenormand, Yves Duteil, Hugues Aufray, Yves Lecoq...  
22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.  
De B. Lenoir.  
U 2 on la bande à Boni, guitar irlandais en concert : Portrait du groupe Eurythmics.  
23 h 20 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 4 Disney Channel.  
Cocktail de dessins animés et de divers programmes de Walt Disney Channel.  
La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins

animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années.  
21 h 55 Journal.  
22 h 20 Feuilleton : Dynastie.  
Steven est-il le père de Danny ? Kirby trouve son mariage avec Jeff un peu trop précipité mais il a quand même lieu à Reno.  
23 h 5 La vie du château.  
Jean-Claude Brialy reçoit Jean Bouchaud, Patrice Leconte et Jean Mercier.  
23 h 35 Prélude à la nuit.  
Festival de La Clusade-Dieu : Prélude, d'Isaac Albéniz, interprété par Alexandre Lagoya.  
23 h 45 La nuit du rock méditerranéen.  
En direct (et en eurovision) du Palais des sports de Toulouse. Avec les sept meilleurs groupes de rock méditerranéens : Compagnie Électrique, Dharma, Grupo Novo, Rock, Derrubos Aires, Lufita, Caris de Séjour, Bayaga et les Instructeurs, Café Noir.

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35, Magazine du jazz : 18 h, Troisième rang de face : 18 h 30, Un train, c'est tout : 18 h 30, Clip clip : 18 h 50, Feuilleton : Jacques siméon : 19 h 5, Atout PIC : 19 h 15, Informations.

## CANAL PLUS

20 h 30, Des choses qui arrivent : 22 h 10, Donna Summer en concert : 22 h 15, Le rendez-vous d'Olivier : 23 h, L'Alchimiste, film de G. Bard : 2 h 20, Un amour de Swann, film de V. Schilbadorff : 3 h 10, Reserkaad, film de D. Lynch : 3 h 35, Les KO de Canal Plus : 4 h 35, Laura ou les ombres de l'été, film de D. Hamilton : 6 h 4, Rock concert : spécial Prince.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouvelles d'Italie : « L'étranger », de Pirandello. Avec F. Darbon, C. Provenza.  
22 h 10 Dénarques avec : Michèle Mancœur.  
22 h 30 Musique : Récit. Musique expérimentale à la Renaissance.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Fantastische, opus 11, de Schumann. Six études-dances, Sonate, de Scriabine par Michèle Rudy, piano.  
22 h 35 Les soirées de France-Musique : feuilleton, « Zarah, Marthe et Hildegarde » : à 23 h 5, Club des archives : œuvres de Wagner, R. Strauss, Mozart par Paul Schoeffler, baryton et basse : à 1 h, l'arbre à chansons.

Dimanche 10 mars

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h Journal.  
9 h Émission islamique.  
9 h 15 A Bible ouverte.  
9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe : en l'église Saint-Basile d'Étampes.  
12 h 2 Midi presse.  
12 h 30 La séquence du spectateur.  
13 h Journal.  
13 h 25 Série : Staraki et Hurbis.  
14 h 20 Sports dimanche.  
16 h 30 Variétés : La belle vie. De Sébastien Delpy. Avec Darryl Cowl, Elisabeth Bourgeois, Touré Kunda...  
17 h 10 Les amis du monde.  
18 h 10 Série : Les roses de Dublin.  
19 h Sept sur sept.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : l'Alie ou la Suisse.  
Film français de C. Zidi (1976), avec L. de Funès, Coluche, J. Guimard, C. Gensac, A. Zacharias, V. Caprioli (Rediffusion).  
Un éminent spécialiste de l'art culinaire par en guerre contre un POC de la restauration industrielle. Quelques idées très drôles dans un film où un gros budget semble avoir ralenti l'inspiration burlesque de Zidi, au profit de la seule technique, à voir de Funès.  
22 h 25 Soirée spéciale : cantonales BS.  
Animée par A. Duvens, P.-L. Séguillon, G. Galey, A. Chabot, G. Larreyou, C. Nay. En duplex également avec Toulon, Grenoble, Bordeaux, Créteil.  
23 h 30 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 35 Journal et météo.  
9 h 40 Les chevaux du tiers.  
10 h 5 Récré A 2.  
10 h 40 Gym tonic.  
11 h 15 Dimanche Martin : Entrez les artistes.  
11 h 45 Journal.  
13 h 15 Dimanche Martin (suite).  
17 h 10 Série : Molière ou la vie d'un honnête homme. Film d'Ariane Mnouchkine (4 épisodes).  
18 h Stade 2 (et à 20 h 20).  
19 h 10 Série : Hôtel de police.  
20 h Journal.  
20 h 35 Jeu : Le grand raid. Hongkong - Changsha.  
21 h 35 Édition spéciale : les élections cantonales. Animée par B. Rapp, P. Amar, P. Charpelet et R. Rémond. Avec deux débats auxquels participeront des invités politiques.  
22 h 50 Concert magazine.  
23 h 35 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

9 h Émission pour les jeunes.  
10 h Musique. Émission de l'ADRI.  
12 h D'un soleil à l'autre. Spécial Salon de l'agriculture.  
13 h Magazine BS.  
15 h Musique pour un dimanche (et à 16 h 35).  
15 h 15 Théâtre : Les Femmes savantes.  
De Molière. Spectacle de la Comédie-Française. Mise en scène Jean Pat. Avec P. Dux, A. Ducaux, G. Castie.  
17 h 5 La Nuit transfigurée.  
Ballet d'Arnold Schoenberg, chorégraphie J. Kylian.  
17 h 35 RFO Hebdo.  
18 h Émission pour les jeunes.  
19 h Au nom de l'amour.  
20 h Élections cantonales, journal (et à 21 h 30, 23 h 15).  
Chaque des vingt-cinq régions donnera à 20 h 15 ses estimations.  
20 h 35 Architecture et géographie sacrées.  
Carré, Dieu de la résurrection. Série de P. Barthe-Negra.  
22 h 15 Journal.  
23 h 50 Cinéma de minuit : Je suis un évadé (cycle, hommage à Darryl F. Zanuck).  
Film américain de M. Le Roy (1932), avec P. Muni, O. Farroll, H. Vinton, P. Foster, A. Jenkins, S. Blane.  
Un ancien combattant de la première guerre mondiale, révolté au chômage, récolte dix ans de bague pour un vol dans l'Etat de Georgie. Il réussit à s'évader. Une étonnante histoire vraie, traitée en réquisitoire contre l'injustice sociale et les horreurs du système pénitentiaire.  
1 h 20 Prélude à la nuit.

## CANAL PLUS

7 h Spécial tous en scène : 7 h 40, Les coulisses du Ritz : 8 h 35, Cabos Cadia (Les Gym's, Sherlock Holmes, Paul et

les dixgotes, Patrice Pénolope, les Quatre filles du docteur March, Un bateau pour l'aventure) : 10 h 45, Gym à gym : 11 h 25, Coeurage... feyssa, film de Y. Robert : 13 h 30, Cabon Cadia (Histoires d'été et Marguerite, Cobra) : 14 h 10, Solstice d'été : 15 h, Tout l'été en un jour : 15 h 30, Batman : 16 h, Robin des Bois : 16 h 50, Les meilleurs dessins animés de Youri Norstein : 17 h 40, Top 50 : 19 h 10, Club de la presse : 20 h 30, L'Indiscrétion, film de P. Lary : 22 h 10, les Guerriers de l'apocalypse, film de S. Chiba : 23 h 55, Blow Out, film de B. de Palma : 1 h 40, Téléfilm : Des choses qui arrivent.

## FRANCE-CULTURE

0 h, Les nuits de France-Culture : 7 h 3, Châteaux de son : 7 h 15, Horizons, magazine religieux : les notes portuques : 7 h 25, La fenêtre ouverte : 7 h 30, Littérature pour tous, avec Jean-Marie Rouart « Ils ont choisi la nuit » : 7 h 45, Dits et récits d'Italo Calvino : 8 h, Orphée : 8 h 25, Protestation : 9 h 5, Ecoles Israël : Juifs en URSS : 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée française : 10 h, Messe à l'abbaye Saint-Marie (rue de la Source à Paris) : 11 h, Histoires du futur : Hubert Reeves : 12 h, Des Papoues dans la tête : 13 h 40, L'exposition de dimanche : exposition de Raymond Roubaud : 14 h, Le temps de se parler : 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Good », de Cécil P. Taylor. Avec C. Rich, R. Bohringer, F. Cantrel : 16 h 30, Conférence de Casteau, en direct de Notre-Dame : 17 h 20, La tasse de thé : 19 h 10, Le cinéma des cinéastes : 20 h, Élections cantonales (et à 22 h 10).  
22 h 10 Atelier de création radiophonique : Robert Flaherty, prospecteur et cinéaste.  
23 h 30 Musique : Jean-Sébastien Bach, le père prodige. L'Offrande royale.

## FRANCE-MUSIQUE

0 h, Les nuits de France-Musique : 7 h 3, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère, œuvres de Delibes, Cadoul, Catalini, Minkus, Waldteufel, Schmitt : 9 h 5, Concert : BWV 140 de Bach/Roubaud : 14 h, Le temps de se parler : 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Good », de Cécil P. Taylor. Avec C. Rich, R. Bohringer, F. Cantrel : 16 h 30, Conférence de Casteau, en direct de Notre-Dame : 17 h 20, La tasse de thé : 19 h 10, Le cinéma des cinéastes : 20 h, Élections cantonales (et à 22 h 10).  
22 h 10 Atelier de création radiophonique : Robert Flaherty, prospecteur et cinéaste.  
23 h 30 Musique : Jean-Sébastien Bach, le père prodige. L'Offrande royale.

## LES SOIRÉES DU LUNDI 11 MARS

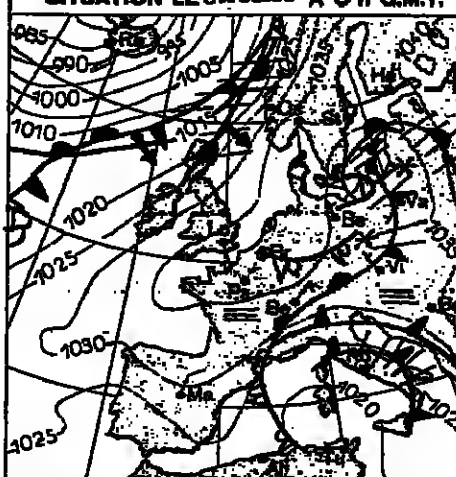
TF1 20 h 35, Cinéma : l'Indie, film de S. Leroy : 22 h 10, Étoiles et toiles : 23 h 15, Journal : 23 h 35, C'est à tire.  
A2 20 h 35, Théâtre : Mort accidentelle d'un anarchiste, de Carlo Fa : 22 h 45, Histoires du théâtre : 23 h 45, Journal.  
FR3 20 h 35, Cinéma : Landru, film de Claude Chabrol : 22 h 35, Journal : 23 h 05, Thalassa : 23 h 50, Prélude à la nuit.

## TRIBUNES ET DÉBATS

**DIMANCHE 10 MARS**  
— M. André Roussellet, président-directeur général du groupe Havas et de Canal Plus, ancien directeur du cabinet de M. François Mitterrand à l'Élysée, participe au Club de la presse d'Europe 1, à 18 h 15, diffusé en clair sur Canal Plus à 19 h 10.  
— Le pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, est l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde » sur RTL à 18 h 15.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 09.03.85 À 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 mars à 0 heure et le dimanche 10 mars à 24 heures.

Les hautes pressions prédomineront encore demain sur la plus grande partie de la France. Toutefois un front chaud traversera les régions allant du Nord-Pas-de-Calais aux Vosges au cours de la journée.

Demain beau temps ensoleillé le matin avec quelques brumes sur le littoral de la Manche et de la Picardie et du Bassin parisien où il y aura des passages nuageux et quelques brouillards avec des petites pluies près des fossiles du Nord. Au cours de la journée, les passages nuageux descendront vers la Normandie, l'Orléanais, le Berry, la Bourgogne et le Nord-Est.

Des petites pluies se produiront près des frontières du Nord et du Nord-Est. Partout ailleurs, l'après-midi restera très ensoleillé, avec juste quelques nuages en Corse.

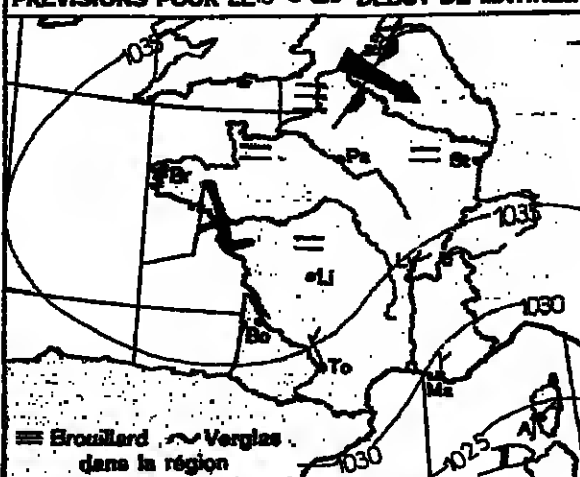
Il fera le matin + 2 degrés à + 4 degrés près de la Méditerranée, 0 degré à 2 degrés sur la moitié Nord, 0 degré à - 2 degrés ailleurs.

L'après-midi, le thermomètre indiquera 7 degrés à 10 degrés sur la moitié Nord, 12 degrés à 13 degrés sur la moitié Sud, sauf près de la Méditerranée où il fera 15 degrés à 17 degrés.

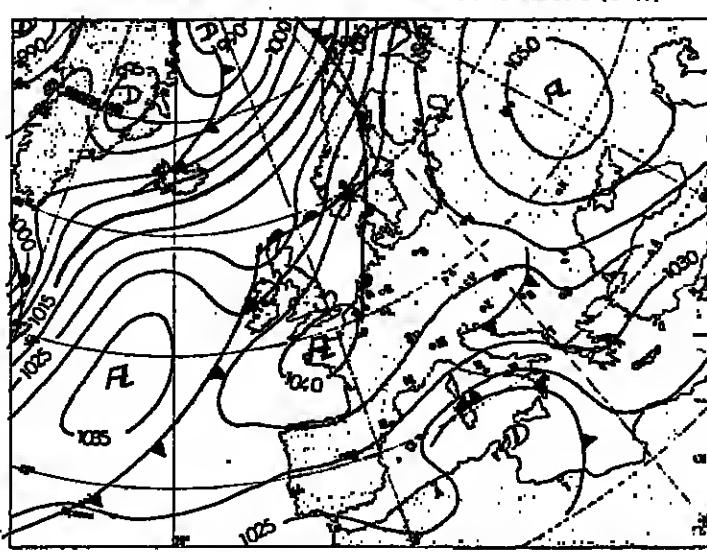
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le samedi 9 mars à 7 heures, de 1 036 millibars, soit 775,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 mars ; le second, le minimum de la nuit du 8 mars au 9 mars) : Ajaccio, 17 et 6 degrés ; Biarritz, 9 et 3 ; Bordeaux, 11 et - 1 ; Bourges, 9 et 2 ; Brest, 11 et 3 ; Caen, 11

PRÉVISIONS POUR LEO-3-85 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 10 MARS 1985 À 0 HEURE (GMT)



et - 1 ; Cherbourg, 11 et 1 ; Clermont-Ferrand, 5 et - 2 ; Dijon, 10 et 1 ; Grenoble-St-M-H., 5 et 3 ; Grenoble-St-Georges, 5 et 4 ; Lille, 10 et 0 ; Lyon, 7 et 2 ; Marseille-Marganne, 11 et 3 ; Nancy, 10 et - 2 ; Nantes, 12 et 0 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 10 ; Paris-Montsouris, 10 et 4 ; Paris-Orly, 9 et 1 ; Pau, 10 et - 1 ; Perpignan, 13 et 8 ; Rennes, 12 et - 2 ; Strasbourg, 10 et - 2 ; Tours, 9 et 1 ; Toulouse, 9 et 2 ; Pointe-à-Pitre, 25 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 12 et 9 ; Amsterdam, 8 et 3 ; Athènes, 13 et 6 ; Berlin, 4 et 1 ; Bonn, 8 et 3 ; Bruxelles, 10 et 1 ; Le Caire, 22 et

7 ; Les Canaries, 22 et 16 ; Copenhague, 2 et - 2 ; Dakar, 25 et 20 ; Djéba, 18 et 6 ; Genève, 5 et 0 ; Istanbul, 7 et 1 ; Jérusalem, 16 et 6 ; Lisbonne, 18 et 8 ; Londres, 12 et 3 ; Luxembourg, 8 et 2 ; Madrid, 15 et 0 ; Montréal, 2 et - 2 ; Moscou, - 4 et - 15 ; Nairobi, 27 et 15 ; New-York, 11 et 5 ; Palma-de-Majorque, 13 et 10 ; Rio-de-Janeiro, 32 (max.) ; Rome, 17 et 10 ; Stockholm, - 3 et - 5 ; Tenez, 18 et 7 ; Tunis, 16 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

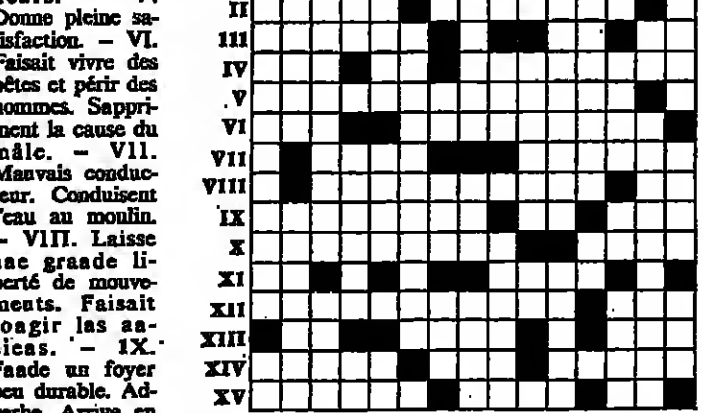
## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3919

#### HORIZONTALLEMENT

I. Était toujours chambrée avant d'être consommée. Grand nom de la résistance. — II. Habiller une poupée. Conducteur de chèvre. — III. Dégager une partie du front. Dans les pommes. Pratiques. — IV. Coupe la parole.

Lettre grecque. — V. Donne des ronds ou retire des ronds. — VI. Faisait vivre des bêtes et peir des hommes. S'appropriait la cause du mâle. — VII. Mauvais conducteur. Conduisait l'eau au moulin. — VIII. Laisse une grande liberté de mouvements. Faisait rongir les saucisses. — IX. Faute, un foyer peu durable. Adverbe. Arrive en se frottant les mains. — X. Collection de perles de culture. Fait donc des frais. — XI. Bien gardé. Un véritable « pousse au crime ». — XII. Supprime les effets en donnant des sensations. Sonnant « fardé ». — XIII. Note. Figure mythologique. Système à trois unités. — XIV. Ne manque pas de cran. Pièce moyenne. Bonhomme de neige. — XV. Ne saurait travailler sans « arrêt ». Pas poir. Préface.



tre des fonds ou les fait disparaître. — 3. Peut se faire, même aux pires extrémités. Intervient dans un trafic de neige. — 4. Monnaie étrangère. Tire donc de l'obscurité. Conjonction. — 5. Fut à la base de querelles byzantines. Beau lustre. Règle à suivre. — 6. Repas offert à l'occasion d'une cérémonie solennelle. — 7. Cour des étoiles. En duo. Personnel. Aide à s'évader en retenant prisonnier. — 8. Comme l'homme de la rue ou l'homme du monde. En Hongrie. Très distant. — 9. Tel est pris. Homme d'actions. Qui ne fume donc pas. — 10. Ne manque pas de grâce.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 9 mars 1985 :

### DES ARRÊTÉS

● Fixant le coefficient de majoration applicable au montant des impôts Mélanges des groupements de communes.

● Complétant l'arrêté du 9 janvier 1985 portant ouverture au Centre national de la recherche scientifique de concours pour le recrutement de chercheurs en 1985.

### DES DÉCRETS

● Renouvelant à la société nationale Elf-Aquitaine-Production la

concession d'un réseau de transport de gaz combustible sur le territoire des départements de la Haute-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques, des Hautes-Pyrénées, de l'Ariège, de Lot-et-Garonne, de Tarn-et-Garonne et de la Gironde.

**Lisez**  
**Le Monde des**  
**PHILATELISTES**  
REVUE DE LA PHILATÉLIE

Symbole chimique. — 11. Qui entraîne donc un dépôt en liquide. Risque de mourir de froid. — 12. Son jardin fut plus que tout autre d'agrément. Note. — 13. Fait les gros titres. Fondateur de l'Oratoire. Symbole chimique. Ne se prononce donc pas. — 14. Note. Est toujours aille cas de malheur. — 15. Parée. C'est un goût certain ou d'un goût doux. Manière d'être.

### Solution du problème n° 3918

#### Horizontallement

I. Tribunal. — II. Roman. Roc. — III. Imprimeur (« écran » est l'anglisme de « sacre »). — IV. Caisse. Pu. — V. Oie. Stac. — VI. TN. Poings. — VII. Scène. — VIII. Or. Rire. — IX. Laure. Lot. — X. Imposant. — XI. Sien. Esce.

#### Verticallement

1. Tricot. Plus. — 2. Romains. Ami. — 3. Impie. Coupe. — 4. Bars (les loaves sont des filets de pêcheurs). Perron. — 5. Unisson. Es. — 6. Météor. Te. — 7. Arc. An. Hés. — 8. Loups-garous. — 9. Cruet. Etre.

GUY BROUTY.

## TRANSPORTS

### LA RATP ET LA SNCF CRÉENT UN BILLET JOURNALIER COMBINÉ

Un «billet journalier» sera mis en vente, au mois de mai, par la SNCF et la RATP dans les zones 1, 2 et 3 de la région parisienne (Paris et proche banlieue). Ce billet permettra un nombre de voyages illimité sur tous les transports en commun des deux réseaux. Le «billet journalier» coûtera, par exemple en 2<sup>e</sup> classe, entre 16 et 18 F pour deux zones. Il sera vendu avec une carte portant le nom du titulaire et la date de validité.

Destiné aux touristes, aux provinciaux et à la clientèle occasionnelle, ce billet complète le système «Paris Sésame» en 1<sup>re</sup> classe de la RATP qui offre des forfaits de deux jours (61 F), quatre jours (77 F) et sept jours (128 F).

A la différence de la «carte orange», le «billet journalier» ne donnera lieu ni au versement-transport de la part des entreprises, ni au remboursement de 50 % par les employeurs.



# Economie

## REPÈRES

### Automobile : American Motors (Renault) ferme pendant une semaine une usine aux Etats-Unis

Le constructeur American Motors Corp. a décidé de fermer à nouveau pendant une semaine, à partir du 11 mars, son usine de Kenosha (Wisconsin) en raison de la baisse persistante des ventes de ses modèles Alliance et Encore. Cette usine fonctionne déjà actuellement à cadence réduite. Les ventes des modèles Alliance et Encore ont enregistré un recul de près de 40 % au cours des deux premiers mois de l'année par rapport à la même période de 1984. American Motors, qui a fait un bénéfice de 15,5 millions de dollars en 1984, est une filiale à 46 % de Renault.

### Bière : consommation en baisse

L'industrie française de la bière a réalisé sur le marché intérieur un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs en baisse de 1 % par rapport à 1983 : ce qui correspond à une vente, en volume, de 22,5 millions d'hectolitres, en diminution de 5 %. Il s'agit de la poursuite d'un mouvement de recul enregistré depuis plusieurs années, affectant surtout la bière en litres. Selon l'INSEE, la consommation de bière à la maison est passée de 20,9 litres par an et par habitant dans la période 1985-1987 à 16 litres pour la période 1979-1981. C'est ce qui justifie la campagne de promotion lancée par les brasseries. Cette industrie emploie en France 10 000 personnes.

### Chômage : légère baisse aux Etats-Unis grâce aux services

Le chômage a légèrement baissé en février, s'étant situé à 7,3 % de la population active (9,4 millions de sans-emploi) contre 7,4 % en janvier (7,8 % en février 1984). En un mois, 300 000 emplois ont été créés, surtout pour les femmes et les jeunes ; mais 75 000 ont disparu dans l'industrie (25 000 dans l'automobile), qui subit aussi la concurrence des produits étrangers.

### Hôtellerie-restauration : l'effet dollar

Grâce à une augmentation de la clientèle étrangère, notamment nord-américaine, due aux cours élevés du dollar, l'hôtellerie française a connu en 1984 une bonne année, selon M. François Bressard, président de la Chambre nationale de la restauration et de l'hôtellerie (CNRH). Cependant, cette bonne tenue est due, pour l'essentiel, aux hôtels de luxe, dont la fréquentation s'est accrue de 9 % l'année dernière, la province tirant également profit — et c'est là un événement nouveau — de l'afflux de touristes étrangers en France. Dans le secteur de la restauration, l'activité a été de 0,3 % seulement d'une année à l'autre. Le fait marquant a été la part croissante des chaînes qui représentent actuellement 20 % du chiffre d'affaires (sur un total de 95 milliards de francs) et 25,5 % des repas servis (sur 1,8 milliard par an au total).

### Ports : progression du trafic de 2,3 %

Le trafic d'ensemble des ports français en 1984 a progressé de 2,3 % par rapport à 1983, et a atteint 272,5 millions de tonnes, selon les chiffres de la direction des ports maritimes. Si les exportations et importations de produits pétroliers ont baissé de 1,7 %, le trafic de marchandises générales a progressé de 11,4 %. A Dunkerque (33,33 millions de tonnes) le trafic a été accru de 10,5 % ; au Havre (53,96 millions) de 0,8 % ; à Rouen (20,7 millions) de 2,5 % ; à Nantes-Saint-Nazaire (20,71 millions) de 2,7 % ; à Bordeaux (10 millions) de 5,4 % ; à Marseille (88 millions) de 1,6 %.

## Les riches Américaines

Il y a plus d'Américaines qui deviennent riches que d'Américains. Selon les services fiscaux des Etats-Unis, la nombre de femmes dans la fortune se situe entre 300 000 et 500 000 dollars (entre 4 et 6 millions de francs) a triplé de 1979 à 1982, alors que celui des hommes n'a fait que doubler. Près de 40 % des personnes les plus riches des Etats-Unis il y a trois ans appartenaient au sexe féminin, au lieu d'un tiers six ans auparavant. Le nombre de millionnaires en dollars — hommes et femmes confondus — a pour sa part plus que doublé : 190 000 en 1976 ; 410 000 en 1982. Toutefois, cette floraison s'explique en partie par l'inflation : il fallait 1 million de dollars en 1982 pour acheter ce qu'il était possible d'acquies avec 639 000 dollars

en 1976, ce qui représente une hausse des prix de près de 60 % en six ans. En fait la concentration de la richesse a été légèrement diminuée aux Etats-Unis, selon une tendance qui se poursuit depuis 1922.

Un peu plus de 3 % des Américains possèdent ainsi près de 30 % de la fortune du pays, et leur richesse est estimée par les services fiscaux à 2 400 milliards de dollars environ. En outre, près de 4,4 millions de citoyens d'outre-Atlantique disposent d'au moins 300 000 dollars, tandis que 2 millions d'entre eux possèdent au minimum un demi-million de dollars. Ces riches Américains, qui préfèrent en majorité placer leurs avoirs dans l'immobilier et les actions, vivent pour le plus part en Californie, en Floride, au Texas et à New-York.

## SELON L'ENQUÊTE DE L'INSEE

### Les ménages sont moins pessimistes sur leur avenir

Les ménages sont aujourd'hui moins pessimistes qu'il y a trois mois. C'est ce qui ressort de l'enquête de conjoncture menée par l'INSEE en janvier, après celle de novembre 1984. Sans perdre de vue que le jugement d'ensemble se situe à un niveau assez bas, l'enquête de janvier fait apparaître des mouvements d'opinion qui vont dans un sens légèrement plus favorable que lors de la précédente enquête.

A l'encontre des agriculteurs, les salariés estiment que leur situation financière s'améliore et devraient continuer à s'améliorer. Les indépendants pensent, quant à eux, que leur situation financière actuelle est plus favorable, mais ils sont plus sombres sur l'avenir.

Toutes les catégories socioprofessionnelles, à l'exception des indépendants, estiment que les prix ont peu augmenté et ne prévoient pas d'aggravation dans les mois qui viennent. « Sur le niveau de vie des Français, l'opinion des ménages est plus favorable qu'au mois de novembre dernier », note par ailleurs l'INSEE, en soulignant que cela ne s'était pas vu depuis janvier 1983.

Il n'est pas jusqu'au chômage qui fasse l'objet d'un jugement plus nuancé. Tout en continuant d'estimer dans une forte proportion que l'emploi s'est détérioré au cours des mois passés, plus nombreux sont aujourd'hui les ménages qui considèrent que la situation va s'améliorer

## EN SUÈDE

### Les prix sont bloqués

Stockholm. — Le gouvernement social-démocrate suédois a décidé, le 8 mars, de geler les prix — à partir du 13 mars et à leur niveau du 6 mars — afin de freiner l'inflation, qui a progressé plus rapidement que prévu depuis le début de 1985. En janvier, le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, pensait qu'il serait possible de la limiter à 3 % en 1985, mais, en moins de deux mois et demi, les prix ont déjà augmenté de 1,5 %.

### De notre correspondant

L'objectif fixé paraissait de plus en plus difficile à atteindre, d'autant que les négociations salariales, dans le secteur industriel privé, ne sont toujours pas achevées. Conformément aux désirs du gouvernement, la Confédération générale du travail (LO) et le Conseil de patronat (SAF) ont signé récemment un accord central portant sur un relèvement total des coûts salariaux de 5 % cette année, mais des « dérapages » sont possibles dans les pourparlers en cours au niveau des branches et des entreprises qui ont réalisé de substantielles bénéfices en 1984.

En bloquant les prix pour une période « indéterminée », les

### LA CHINE ACCROIT SENSIBLEMENT SES ÉCHANGES AVEC LE VIETNAM ET TAIWAN

Le commerce de la Chine, par l'intermédiaire de Hongkong, avec les pays asiatiques vivants ou avec lesquels elle n'a pas de relations diplomatiques a atteint des niveaux records en 1984, indiquent les statistiques officielles de la colonie britannique.

Le commerce non officiel entre la Chine et le Vietnam s'est chiffré à 32,05 millions de dollars, presque deux fois plus que l'année précédente. Ce chiffre se décompose en 25,64 millions de dollars dans le sens Chine-Vietnam (principalement des fibres de textile et des tissus) et 6,41 millions de dollars dans l'autre sens (matières premières et denrées alimentaires).

Toutefois selon les statistiques de Hongkong, la Chine a enregistré de substantiels surplus dans son commerce indirect avec tous les autres pays asiatiques avec lesquels elle n'entretient pas de relations diplomatiques, sauf le plus important, la Corée du Sud.

Le commerce entre Pékin et Séoul s'est monté à 294,87 millions de dollars, chiffre également record et qui révèle une multiplication par 63 en sept ans. La Chine a enregistré là un déficit de 38,46 millions de dollars.

Record également pour les échanges Chine-Singapour, avec 166,66 millions de dollars, en légère augmentation par rapport à 1983, et pour les échanges Chine-Indonésie, à 230,76 millions de dollars.

L'agence Chine nouvelle a récemment donné crédit, en le citant, à un article d'un journal de Hongkong qui indiquait que le commerce entre Pékin et Taipei via Hongkong avait totalisé en 1984 551,2 millions de dollars, chiffre record. Un surplus de 256,41 millions de dollars avait été dégagé par Taiwan.

ou, à tout le moins, restera stationnaire. « Cet optimisme relatif », souligne l'INSEE, se manifeste depuis le milieu de 1984, qui représentait le point le plus bas dans l'opinion des ménages en matière d'emploi, depuis plus de dix ans. Le point noir reste celui de la consommation. Depuis novembre 1982, « le nombre de ménages jugeant le moment favorable pour faire des achats ne cesse de diminuer, tandis qu'augmente le nombre de ceux jugeant le moment défavorable ; d'autre part, davantage qu'en novembre 1984, les ménages estiment qu'il est raisonnable d'épargner ». Cependant, note encore l'INSEE, la capacité des ménages à épargner reste à un niveau assez bas.

## AU DANEMARK

### Budget : une bonne surprise...

De notre correspondant

Copenhague. — En prenant connaissance de la publication définitive des comptes du Trésor pour 1984, les dirigeants de Copenhague ont eu une heureuse surprise : le déficit du budget était inférieur de plus de 9 milliards de couronnes (environ 8 milliards de francs) à ce qu'avait prévu, fin 1983, le ministère des finances. Absolu ce déficit avait représenté 45,8 milliards de couronnes au lieu de 54,2 milliards.

Ce résultat est dû essentiellement à la reprise des affaires et de la consommation privée qui ont fait entrer dans les caisses publiques un afflux de taxes diverses que personne n'attendait. La TVA, par exemple, a en 1984 rapporté 2 milliards de couronnes de plus que prévu et les droits d'enregistrement sur les voitures une somme supplémentaire identique. Les Danais ont été nombreux à passer à changer de véhicule, alors que, durant les trois années précédentes, le secteur automobile n'avait cessé de marquer un recul inquiétant.

En espérant que cette tendance favorable se poursuivra, le gouvernement Schüttler (centre droit) s'est déjà attaqué à la mise au pied du budget pour 1986. Le but qu'il s'est fixé est de ramener à zéro, au plus tard en 1986, le déficit budgétaire chronique que le royaume a connu depuis vingt ans. En revanche, les services publics lui donnent toujours bien des soucis, constituant le point le plus faible du tableau.

En dépit d'une augmentation régulière des tarifs, les chemins de fer

danais ont plus que jamais besoin d'énormes subventions pour subsister de façon décente. Leurs recettes actuelles ne couvrent qu'à peine 50 % de leurs frais généraux.

La situation des postes s'est pas meilleure, depuis trois ans, le prix des timbres grimpe à peu près tous les six mois, alors que l'acheminement du courrier est, par moments, de plus en plus lent et chaotique. Cet hiver, dans certains quartiers de la banlieue de la capitale, le facteur s'est pas passé plus de deux fois par semaine.

CAMILLE OLSEN.

## RFA

■ PNB : + 2,6 % en 1984. — Le produit national brut (PNB) ouest-allemand a augmenté de 2,6 % en volume (4,6 % en termes nominatifs) en 1984, indique le ministre fédéral de l'économie, confirmant les chiffres provisoires publiés en janvier (le Monde du 12 janvier). Ce PNB avait progressé de 1,3 % en 1983, mais avait reculé de 1,1 % et de 0,3 % en 1982 et 1981. La croissance a bénéficié du soutien des exportations et des investissements en équipements, qui au dernier trimestre ont augmenté de 4 % et de 5 % par rapport aux trois mois précédents. D'octobre à décembre 1984, le PNB a progressé de 2,9 % par rapport au quatrième trimestre 1983 (+ 1,5 % par rapport au trimestre précédent). — (AFP.)

## MORT A QUATRE-VINGT-QUINZE ANS

### M. Robert W. Woodruff avait fait faire le tour du monde à Coca-Cola

Robert Winship Woodruff, mort jeudi 7 mars à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, à Atlanta (Georgia), avait fait de la firme Coca-Cola un empire international. La boisson pétillante et équilibrée n'est-elle pas vendue dans cent cinquante-cinq pays et demandée en quatre-vingt langues différentes ? A ce titre, Robert W. Woodruff, qui avait pris à trente-trois ans, en 1922, la tête de la compagnie, restera quatre ans plus tard per son père, pour 25 millions de dollars, fut le quatrième des hommes qui marqueront le destin de la firme.

Le premier, un pharmacien d'Atlanta, le docteur Pemberton, avait inventé la formule de la potion destinée à combattre les maux de tête, et son comptable, Frank Robinson, avait trouvé le nom du produit et dessiné le graphique, léché et rétro, qui a été conservé.

Le deuxième homme providentiel fut un concessionnaire de la marque, Joseph Bidspharm, commerçant à Vicksburg (Mississippi), qui eut l'idée de mettre en bouteille Coca-Cola, jusque-là vendu en soda-fountain.

En 1913, l'avocat de la compagnie, Herold Hirsch, proposa une bouteille unique. Destinée par Alexandre Samuelson, la petite bouteille, créée en prenant pour modèle une femme : la dame en fourreau, est née, et la prohibition, après guerre, en fera la boisson reine.

Durant la seconde guerre mondiale, Robert W. Woodruff s'était lancé à lui-même le défi de fournir du « Coke » à chaque GI pour le prix de 5 cents, où qu'il soit. Le

père tenu, Coca-Cola était connu dans le monde entier, et la compagnie ne cessa de prospérer, laissant à un réseau de concessionnaires les frais d'embouteillage et les risques de commercialisation, la maison mère ne fournissant que le « sirop » de base et... la publicité.

Robert W. Woodruff, philanthrope qui distribua des millions de dollars à des institutions culturelles et éducatives, avait pris sa retraite en 1955, demeurant président de la commission financière du conseil d'administration jusqu'en 1981.

Depuis, Coca-Cola s'est lancé dans la communication, achetant Columbia et ses films, investissant dans les nouveaux médias, dans l'idée avouée d'être présent dans les télévisions comme dans les réfrigérateurs.

JOSÉE DOYÈRE.

### Un bénéfice de près de 2 milliards de francs pour Rhône-Poulenc en 1984

L'heure est au redressement chez Rhône-Poulenc, qui devrait afficher pour 1984 un bénéfice net compris entre 1,9 et 2 milliards de francs, selon les prévisions estimées faites par les dirigeants du numéro un français de la chimie.

Les résultats définitifs ne seront connus qu'à mi-avril (le temps d'évaluer exactement les activités du groupe au Brésil), mais ces estimations montrent que l'amélioration des résultats est constante dans le groupe : dans « le rouge » en 1982 (782 millions de pertes), Rhône-

Poulenc avait dégagé l'année suivante un petit bénéfice de 98 millions de francs. Le premier semestre 1984 avait déjà confirmé cette tendance, puisqu'un bénéfice net de 786 millions avait été dégagé.

Le chiffre d'affaires consolidé de Rhône-Poulenc s'est élevé l'an passé à 51,25 milliards, en hausse de 18 % sur 1983. Ce n'est pas une bonne conjoncture dans le secteur de la chimie, de la santé et de l'agrochimie. En revanche, le textile reste en perte (250 millions en 1984).

### UN ACCORD A ÉTÉ TROUVÉ POUR LE RACHAT DE DUNLOP PAR BTR.

British Tyre and Rubber (BTR) et Dunlop sont finalement parvenus à un accord après plusieurs semaines de tractations difficiles. Les deux compagnies ont signé le 8 mars un compromis — que les actionnaires de Dunlop doivent encore avaliser — aux termes duquel BTR va racheter Dunlop pour 101 millions de francs (1,1 milliard de francs), le triple du montant offert au départ.

A la fin janvier, BTR lançait une OPA sur Dunlop à 20 pences pour chaque action, qui cotait à l'époque 32 pences. Le prix de rachat, selon l'accord signé, sera de 63 pences.

Parallèlement, Dunlop a abandonné provisoirement son projet de reconstitution de son capital (le groupe a besoin des 4,4 milliards de francs) élaboré en début d'année.

■ Bénédictine (liqueurs) achète Favre-Leuba (horlogerie suisse). — La société française de liqueurs Bénédictine vient d'acheter l'ensemble des actions de la firme d'horlogerie Favre-Leuba, à Genève. Favre-Leuba appartenait à une holding suisse établie à Zoug (centre de la Suisse), SAPHIR (société anonyme de participation horlogère et industrielle), qui a vendu l'ensemble de ses actions à Bénédictine. Dans un communiqué, la société suisse a déclaré, le 8 mars, que Bénédictine s'était fixé pour but le retour de la marque suisse : « au tout premier plan » sur les marchés mondiaux.



## Économie

### La France des jeunes et celle des vieux

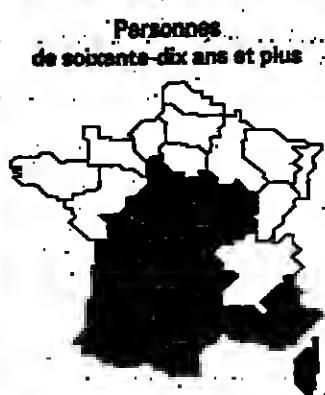
Jeunes et vieux ne sont pas également répartis sur le territoire national. Une étude publiée dans le dernier numéro d'*Economie et statistique* (1), la revue de l'INSEE, montre que les proportions dépendent à la fois de la fécondité locale et des possibilités d'emploi.

La proportion de moins de vingt ans est plus forte dans le « croissant fertile » qui va des Pays de la Loire à la Franche-Comté en passant par le Nord et la Picardie ; dans ces régions où la fécondité approchait ou dépassait 2,1 enfants par femme (contre 1,92 pour l'ensemble de la France) en 1982, le pourcentage de moins de vingt ans dépassait 31 % (contre 28,7 % pour l'ensemble de la France).

La proportion de plus de soixante-cinq ans est plus forte (16 % et plus contre 13,8 % pour l'ensemble de la France) dans le Sud et le Centre, régions où l'on vient souvent à l'âge de la retraite pour vivre au soleil ou revenir au pays. Elle monte

jusqu'à 20,4 % en Limousin, zone rurale en déclin. La répartition par âge varie aussi, en effet, selon la taille des communes. Ce n'est pas sans raison que la proportion des vingt-something-ans est importante en lie-

de-France, Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur : ce sont les régions les plus urbanisées. Dans les zones rurales profondes, se trouve la population la plus âgée, peu d'enfants et peu d'adultes, surtout jeunes.



En noir les régions où la proportion est supérieure de 6 % au moins à la moyenne nationale.

Source : *Economie et statistique*.

Dans les petites villes (moins de 5 000 habitants), les enfants (jusqu'à seize ans) sont surreprésentés, les jeunes adultes (dix-huit à trente ans) sous-représentés (15 % de moins que la moyenne nationale). Ces derniers sont, au contraire, surreprésentés dans les grandes villes (plus de 50 000 habitants) : où ils viennent finir leurs études ou chercher un premier emploi.

Enfin, l'agglomération de Paris constitue un cas extrême avec peu d'adolescents, relativement peu de personnes âgées, et un excédent d'adultes : pour les dix-huit ans, le déficit par rapport à la moyenne nationale est de 35 % ; pour les vingt ans, de 10 % ; en revanche, pour les vingt-deux ans, l'excédent est de 22 %.

G. H.

(1) « L'Age des Français », par Jean-Michel Durr et Michel de Sauboul. *Economie et statistique* n° 173, janvier 1985.

### La CFDT s'interroge sur la volonté de négociation du CNPF

A l'issue de la réunion de son bureau national, la CFDT a fait part de son irritation face à l'attitude du CNPF à propos de la reprise des discussions avec les syndicats - CGT exceptée - sur l'emploi, mettant en cause ses « formulations vagues et ambiguës ». « Le CNPF veut-il réellement reprendre la négociation ? » a déclaré M. Pierre Héritier, secrétaire national. Il faut faire la clarté sur la volonté du CNPF, sur ses intentions et sur sa stratégie. Il n'est pas possible d'aborder une nouvelle négociation dans le brouillard. Le 10 avril, nous demanderons au CNPF de jouer cartes sur table. C'est la condition première d'une reprise d'une véritable négociation.

M. Héritier a rappelé que la CFDT n'avait pas l'intention de « faire une opération de replâtrage du protocole de décembre 1984 », et il a souligné que, si une négociation en bonne et due forme s'ouvrait, toutes les confédérations devaient y prendre part : « La CGT doit pouvoir participer à cette négociation, sans

si elle décide le contraire ». Pour cette négociation, la CFDT propose quatre thèmes de discussion : l'emploi par la réduction du temps de travail, les garanties pour les salariés « affrontés aux problèmes de reconversion » (avec une « actualisation » de l'accord de 1969 sur la sécurité d'emploi et la généralisation du congé de conversion sur laquelle elle porte « une appréciation positive »), la maîtrise négociée des nouvelles technologies et l'organisation collective des salariés dans les petites entreprises (avec mise en place d'un groupe d'experts).

Le secrétaire national de la CFDT, qui souhaite un accord cadré avec « un dispositif de suivi » dans les bassins d'emploi sur les contrats formation-recherche d'emploi, a rappelé ses demandes de négociation sur l'indemnisation des chômeurs et le chômage partiel : « Nous en avons ras-le-bol de cette partie de ping-pong entre patronat et gouvernement sur le chômage partiel. C'est à qui ne bougera pas pour laisser partir l'autre le premier ».

### Le Club Méditerranée signe un accord garantissant la réembauche du personnel saisonnier

Le Club Méditerranée a signé, le 8 mars, un accord original avec les organisations syndicales (CFDT, FO et SIPCMI-indépendant) qui intéresse les quatre cent cinquante travailleurs marocains et tunisiens, membres du personnel de service, employés dans les villages alpins.

Ce texte garantit, pour ces travailleurs saisonniers d'origine étrangère, les conditions de réembauche dans un village d'une saison à l'autre, pourvu qu'ils aient déjà effectué quatre saisons au moins au cours des trois dernières années. Après avoir travaillé l'hiver dans une station, il leur sera proposé un emploi dans un village d'été, en France, ou dans un village dans leur pays d'origine, selon les cas, ce qui permet, fait observer la CFDT dans un communiqué, d'« assurer une sécurité de l'emploi aux employés d'une entreprise touristique à activité saisonnière ».

Deux hypothèses sont prévues par l'accord. Si le salarié possède un titre permanent de séjour et de travail

pour la France, il bénéficiera d'« une proposition de réemploi pour chaque saison d'hiver et d'été dans un village français de la société ». Si le salarié est employé en France avec un contrat saisonnier de l'ONI (Office national de l'immigration), il pourra être embauché l'hiver dans un village français et travailler l'été « dans le village du Club de son pays d'origine le plus proche de son domicile ».

Depuis trois ans, le personnel de service menait des actions avec la CFDT pour obtenir satisfaction, et le fonctionnement des villages alpins du Club avait été perturbé. L'accord du 8 mars 1985, valable pour deux ans, pourra être prolongé pendant une période indéterminée si les deux parties ne le dénoncent pas.

#### L'affaire Duccellier

M. ROLAND LEROY  
A REMIS UNE PÉTITION  
A MATIGNON

Une délégation de l'entreprise Duccellier, conduite par M. Roland Leroy, directeur de l'*Humanité*, s'est rendue à l'hôtel Matignon, le 8 mars, accompagnée de quatre-vingts manifestants environ. Une pétition, lancée par le quotidien communiste et qui comprend 82 000 signatures, a été remise, à cette occasion, au conseiller social du premier ministre, M. Bernard Pecheur. Protestant contre le licenciement de cinq délégués CGT chez Duccellier, M. Roland Leroy a dénoncé « le caractère unique, inédit et déshonorant pour le gouvernement de pratiques discriminatoires à l'encontre de militants et délégués syndicaux ».

En réponse, le ministre du travail a publié un communiqué le 8 mars, dans lequel il était réaffirmé que, dans cette affaire, « les dispositions du droit du travail ont été respectées ».

### PEU DE CHANGEMENT AUX ÉLECTIONS DE DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL DE TALBOT-POISSY

Les élections de délégués du personnel à l'usine Talbot de Poissy, jeudi 7 mars, ont donné peu de différences par rapport aux résultats obtenus en 1984, après le long conflit avec occupation de l'usine. Sur l'ensemble des collèges, la CFDT (-2,21 points) perd la légère avance qu'elle avait enregistrée chez les ouvriers et ne récupère pas les voix perdues chez les cadres. La CGT gagne un peu (1,27 point), ce qui ne compense évidemment pas la perte de 16 points enregistrés l'an dernier FO, qui avait nettement progressé en 1984 (4,8 points, se stabilise). Au total, la CSL détient 28 sièges, la CGT 13, FO 6, les autonomes et la CFDT 5.

Par collège, les résultats sont les suivants : Premier collège (ouvriers et employés) : inscrits 9 393, exprimés 8 775. CSL 39,69 % (39,21 % en 1984) ; CGT 27,22 % (25,93 %) ; Autonomes 9,95 % (9,79 %) ; CFDT 8,4 % (10,83 %) ; FO 7,97 % (7,38 %).

Deuxième collège (cadres et maîtrise) : inscrits 2 110, exprimés 1 984. CSL 52,03 % (51,26 %) ; FO 18,62 % (19,2 %) ; Autonomes 11,58 % (10,95 %) ; CFDT 6,72 % (8,01 %) ; CGT 4,88 % (4,37 %).

### ADMINISTRATION ET ANONYMAT

## Quand une caisse d'assurance-maladie « personnalise » le service

De notre correspondant

Le Mans. — Les mesures annoncées par M. Laurent Fabius sur la levée de l'anonymat dans les services publics ont suscité chez les intéressés des réactions réservées. Réflexe de défense face au public ? Crainte des agressions — verbales ou parfois physiques — dans certains cas, comme chez les agents des impôts ou ceux de la RATP (*Le Monde* daté 3-4 février) ? Doutes sur l'efficacité de la mesure : l'affichage du nom sur le revers de la veste ou la carte de visite accompagnant un document administratif ne sont-ils pas moins importants pour les usagers eux-mêmes que la qualité du service rendu ?

Mais quand ces « détails » personnels deviennent la partie émergée de l'amélioration du service, sont le symbole d'une démarche nouvelle de l'administration vers l'usager, les relations ne changent-elles pas ?

Cette démarche nouvelle, c'est celle qu'a amorcée depuis 1976 la caisse primaire d'assurance-maladie du Mans, avec un nom : la « personnalisation du travail ». Si bien que le débat actuel sur l'anonymat y a des relents d'archaïsme. « Admettons — hypothèse absurde — que nous proposons au personnel de revenir à l'ancienne formule de l'anonymat. Je me retrouve avec une grève sur les bras dans les vingt-quatre heures. Personne n'accepterait de redevenir un simple numéro », lance M. François Poineau, directeur de la caisse.

Postulat de base : on ne sera réellement efficace que si l'on rend chacun pleinement responsable de sa mission. Un postulat adopté en 1976. Plutôt que de laisser chaque agent, cantonné dans le même type de tâche, ce qui en faisait des « machines », des maillons d'une chaîne de plus en plus lourde, on a préféré confier à la même personne ou au même groupe de gens toutes les fonctions (techniques et informatiques) liées au traitement de chaque dossier.

Cet « enrichissement des tâches » a d'abord nécessité un effort de formation : il fallait donner à chacun les moyens de prendre en charge un dossier d'un bout à l'autre. Formation juridique, formation à l'informatique aussi : il fallait mettre en place un système capable, à travers un terminal à écran, d'enregistrer et de restituer un maximum d'informations en temps réel. Il a fallu initier les cinq-cinq agents au dialogue avec l'ordinateur régional d'Angers. Aujourd'hui, avec la deuxième génération de l'informatique, les micro-ordinateurs installés sur place leur permettent d'avoir la maîtrise totale des données.

Cette « personnalisation » impliquait une refonte totale du fonctionnement de la caisse. Ainsi a-t-on réparti ses deux cent soixante mille ressortissants en dix centres de traitement autonomes. « Au sein de ces centres, les assurés sont séparés par mois de naissance. Un exemple : tous les assurés nés en janvier sont confiés à un même technicien responsable d'un portefeuille de quelque deux mille cent à deux mille cinq cents assurés », explique M. Poineau. Une pratique qui conduit forcément à une efficacité accrue : un seul même agent intervient pour toutes les prestations qu'un même assuré est amené à solliciter.

#### Un seul interlocuteur

Une pratique qui a surtout permis de franchir un autre stade dans l'individualisation : si les agents suivent les dossiers de « leurs » usagers d'assuré, pourquoi ne pas établir des relations directes avec eux ? Après la carte personnelle de l'agent chargé de suivre son dossier, lors du premier échange de correspondance (nom, numéro de poste téléphonique), l'usager ne reçoit plus de courrier que de son agent gardien.

Manque-t-il une vignette, un numéro, une adresse, une signature, sur la feuille de maladie ? Plus de cases cochées sur un imprimé anonyme avec un numéro de référence pour seul interlocuteur : c'est M. Dupont qui s'adresse à M. Durand. Par courrier à la main, et de plus en plus par téléphone.

Mais un courrier peut rester sans réponse. Deux, c'est un de trop, dix courriers auront le même résultat négatif. Pour améliorer les liaisons, il existait des camions itinérants permettant d'assurer des permanences dans les quartiers ou les villages. Mais il ne servaient bien souvent qu'à collecter les dossiers. La dernière « ronde » a donc été supprimée en septembre dernier. On y a substitué des délégués-conseils sur le terrain — neuf au total — ayant en charge chacun un secteur géographique.

Is assurent des permanences dans les mairies. Mais surtout, à la demande de la caisse — et maintenant des maires ou des travailleurs sociaux — ils se rendent chez l'assuré : à son domicile, sur son lieu de travail, à l'hôpital, à la maison de retraite, ou au club du troisième âge. Il deviennent le lien que le courrier ou le téléphone n'arrive pas à nouer. Un lien d'autant plus efficace qu'il va se déplacer avec un outil tout nouveau : un Minitel, qui le branchera aussitôt sur le fichier central. Comme s'il travaillait à la caisse, avec l'usager à ses côtés.

La « personnalisation » a permis de rendre l'outil plus

rapide, plus efficace. Chaque agent traite chaque jour entre quatre-vingts et cent dossiers. La caisse quatorze mille. Son image de marque y a gagné à l'intérieur comme à l'extérieur. A l'intérieur ? Il fallait oser parler sur la volonté du personnel de prendre en charge chaque dossier d'un bout à l'autre, quitte à subir directement les foudres des assurés. A l'extérieur, la caisse a perdu cette image d'administration anonyme qui faisait ployer le bureau du directeur sous un flot de lettres de réclamation.

Plus rapide. Plus performant. Un vrai slogan d'entreprise prouvée. « Nous avons raisonné

comme si nous étions en système de concurrence », admet M. Poineau. Comment rendre le meilleur service en engageant le minimum de frais. Nous avons réussi. En 1976, les indicateurs de gestion nous plaçaient en avant-dernière position de toutes les caisses (au cent vingt-deuxième rang) avec un personnel qui dépassait les sept-cents salariés. Aujourd'hui, nous voilà en troisième position avec un effectif ramené à cinq cent quarante-cinq agents ; malgré un volume de travail qui a plus que doublé.

ALAIN MACHEFER

NUMÉRO DE MARS. 11,50 F. EN VENTE PARTOUT

# L'Éducation

de

## Le Monde

élever  
seul  
son  
enfant

LE PALMARES 84  
DES CLASSES  
PRÉPARATOIRES



هكذا من الأصل







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3. Le conflit saoudien.
- 4-5. Les négociations soviéto-américaines sur le désarmement.
6. ISLANDE : « La vie est de la mort ».

### FRANCE

- 8-9-10. Les élections cantonales.
10. La situation en Nouvelle-Calédonie.

### SOCIÉTÉ

12. POINT DE VUE : « Trois objectifs pour l'Université : qualité, équité, modernité », par Roger-Gérard Schwarzenberg.
13. JUSTICE.
14. ÉDUCATION.

### CULTURE

13. La danse à l'Opéra de Paris : soudain, une beauté supérieure entre en scène.
14. Une création de Karole Armitage.

### ÉCONOMIE

16. Blocage des prix en Suède.
17. Selon une enquête de l'INSEE, les ménages sont moins pessimistes sur leur avenir.
18. La France des jeunes et celle des vieux.
19. Le CDT s'interroge sur la volonté de négociation du CNPF.
20. Revue des valeurs.
21. Crédits, changes et grands marchés.

- RADIO-TÉLÉVISION (15)  
Carnet (12) ; « Journal officiel » (15) ; Programmes des spectacles (14) ; Météorologie (15) ; Mots croisés (15).

**M. JACQUES MAURY**  
invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

Le pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », le dimanche 10 mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Maury répondra aux questions de Robert Solé et d'Alain Woodrow, du Monde, de M. Grégoire et de Robert Serron, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

En raison de la publication des résultats des élections cantonales « le Monde de l'économie » paraîtra le 12 mars (Numéro daté mercredi 13).

Le numéro du « Monde » daté 9 mars 1985 a été tiré à 452 936 exemplaires.

**LES JOURNÉES DE LA HAUTE FIDÉLITÉ HOTEL SOFITEL SEVRES**

DU VENDREDI 8 MARS AU MARDI 12 MARS les matériels les plus prestigieux et toutes les nouveautés en haute fidélité

**Boulevard de la Médicine**

Les Tinnies s'y connaissent...

...en pâtisserie sérieuse. Ils nous ont transmis leur secret. Désormais, nous vous offrons leurs célèbres douceurs, que vous dégusterez sans remords du côté des calories.

**MÖVENPICK Restaurants**  
75009 Paris, Tél. 01/742 47 93

A B C D E F G

### Au Cambodge

## La tenace résistance des troupes sihanoukistes face à l'assaut des Vietnamiens

Le Vietnam a accusé la Chine d'avoir lancé, vendredi 8 mars, une attaque appuyée par de violents tirs d'artillerie à la frontière entre les deux pays. A Pékin, le Quotidien du peuple a indiqué, samedi, que l'armée chinoise avait riposté après que les Vietnamiens aient tiré « plusieurs milliers d'obus contre la province du Yunnan », au cours des derniers jours. A la frontière khmère-thaïlandaise, les forces vietnamiennes tentaient toujours, samedi matin, de conquérir la base de Tatum, tenue par les forces sihanoukistes.

### Correspondance

Bangkok. — Tatum tient toujours. La base sihanoukiste est, depuis mardi 5 mars, l'objet d'une violente attaque menée par la 302<sup>e</sup> division de l'armée populaire du Vietnam soutenue par des éléments de la 258<sup>e</sup> division des forces armées de la République populaire du Kampuchéa. Cette résistance inattendue de l'armée nationale sihanoukiste constitue sans doute la première bonne surprise pour la résistance khmère qui, depuis le début de la saison sèche, a accumulé les revers.

« Nous sommes très optimistes », nous a déclaré jeudi soir par téléphone le prince Norodom Ranariddh, qui se trouve dans la région de Tatum et qui revenait d'une inspection de ses troupes.

Si la résistance tenace des troupes sihanoukistes surprend, on fait cependant remarquer que certains milieux militaires de Bangkok qu'il n'est pas inhabituel pour les soldats vietnamiens de marquer un temps d'arrêt après trois ou quatre jours de combat. « Mais, estime un observateur militaire occidental, il serait naïf de penser que les Vietnamiens se sont lancés dans cette opération sans une sérieuse préparation. Il faut donc s'attendre à une reprise des combats très bientôt ».

Tout au long de la bataille l'ANS a lancé des opérations de commando sur les arrières vietnamiens, détruisant plusieurs petits dépôts de munitions. « A la grande surprise de nos soldats, ces dépôts étaient à peine gardés, ce qui nous fait penser que les Vietnamiens ont vraiment engagé le gros de leur force dans la lutte », nous a encore dit la prince Ranariddh. Une soixantaine de blessés khmers ont jusqu'à présent été évacués sur un hôpital de la Croix-Rouge internationale.

L'armée thaïlandaise a, de son côté, poursuivi ses opérations contre des groupes de soldats de l'APVN infiltrés en Thaïlande. Selon les autorités locales, les incursions vietnamiennes sont les plus graves depuis celles de juin 1980. Elles ont eu lieu non seulement dans la région de Tatum mais aussi plus à l'est, où se déroulent d'importants combats autour d'une base khmère rouge. On sait cependant très peu de chose sur cette bataille qui a lieu dans une région fermée à tout observateur extérieur.

La prince Sihanouk est arrivé jeudi soir à Bangkok. Il a déclaré à l'un de ses proches qu'il resterait dans la région aussi longtemps que se dérouleraient les combats de Tatum.

JACQUES BEKAERT.

### En RFA

## Polémique sur l'attitude des Verts à l'égard du terrorisme

De notre correspondant

Bonn. — A la veille des élections régionales de Sarre et de Berlin-Ouest, les quatre attentats commis en fin de semaine en RFA ont relancé la controverse sur l'attitude des Verts à l'égard du terrorisme. Au sein même du parti écologiste, le député Otto Schily, ancien défenseur des militants de la bande à Baader, a violemment reproché à deux de ses collègues — qui avaient adressé une proposition de dialogue à cinq délégués de la Fraction armée rouge lors de leur récente grève de la faim — une attitude ambiguë.

La paternité de trois attentats — contre le syndicat des mineurs, l'organisation patronale des mines et un armateur — a été assumée par les Cellules révolutionnaires, qui ont déclaré vouloir protester contre l'attitude de la RFA lors de la grève des mineurs britanniques. L'attentat contre le grand magasin Herbol, de Dortmund, qui a fait huit blessés dont deux graves, a été revendiqué, lui, par un groupe Christian Klar, du nom d'un des chefs de la RAF actuellement emprisonné à Stuttgart.

L'émotion suscitée par cet attentat, où pour la première fois le

H. de B.

## M. Michel Bon quitte le Crédit agricole pour entrer à Carrefour

M. Michel Bon, directeur général adjoint de la Caisse nationale du Crédit agricole entre chez Carrefour. Il sera directeur général adjoint aux côtés du directeur général, M. Jacques Defforey.

Après avoir fait une carrière de banquier, au Crédit agricole où ses compétences étaient appréciées, et auprès des caisses régionales, M. Michel Bon rejoint le secteur privé. De la banque verte à la grande distribution, la continuité n'est pas évidente, sauf sur trois points : l'internationalisation de Carrefour, la gestion d'une entreprise décentralisée, et les rapports avec l'industrie alimentaire.

M. Michel Bon avait fait savoir qu'il quitterait le Crédit agricole dès la nomination de M. Jean-Paul Huchon, administrateur civil, comme directeur général. Non qu'il y ait incompatibilité entre les deux hommes, mais parce qu'il y avait au contraire trop de complémentarité : même profil d'expérience (mais M. Michel Bon est inspecteur des finances), même promotion (Thomas Moore), mêmes affinités. Annoncé précipitamment, ce départ était cependant programmé depuis longtemps. M. Bon savait que, selon la tradition, le directeur général adjoint de la banque verte ne devait pas, du moins directement,

directeur général. Sans doute aurait-il aimé rester dans le secteur public, mais il n'y a pas de place, semble-t-il, de propositions jugées satisfaisantes.

Carrefour occupe la première place de la distribution en hypermarchés en France, où il dispose de cinquante-neuf magasins qui ont réalisé un chiffre d'affaires de près de 27 milliards de francs en 1983 : il exploite à l'étranger trente magasins, dont le chiffre d'affaires était de 5,6 milliards de francs.

J. G.

[Né le 5 juillet 1943 à Grenoble, ancien élève de l'ENA et de l'ESSEC, inspecteur des finances, M. Michel Bon est entré, en 1975, comme chargé de mission au Crédit national, puis, en 1978, à la CNCA, où il fut directeur des engagements, puis, en 1981, directeur général adjoint.]

● Explosion dans un bain public en Algérie 9 morts et 27 blessés. — Neuf personnes ont été tuées et vingt-sept autres blessées mercredi 6 mars par une explosion survenue dans un bain public à Matmore, près de Mascara, à 350 km à l'Ouest d'Alger, rapporte samedi 9 mars la presse algérienne. Selon le quotidien El Moudjahid, une accumulation de gaz inflammable serait à l'origine de l'explosion. Parmi les personnes tuées, figurent sept fillettes, un jeune garçon et une femme. (AFP.)

### DANS LA BANLIEUE DE BEYROUTH

## L'attentat à la voiture piégée de Bir-el-Abed visait les intégristes chiites hezbollahis

Soixante-douze morts

Beyrouth. — Le Liban vient de connaître l'un des attentats les plus dévastateurs de ses dix ans de guerre : l'explosion d'une voiture piégée dans le quartier de Bir-el-Abed, à prédominance chiite, dans la banlieue sud de Beyrouth, a fait, le vendredi 8 mars, soixante-douze morts et deux cent cinquante blessés. Il faut remonter à l'attentat au camion-suicide contre le QG des « marines » américains, en octobre 1983, pour enregistrer un bilan plus lourd. C'est un quartier très populaire, à une heure de grande animation, qui a été ravagé par une charge estimée à 250 kilos de TNT.

Des corps décapités d'enfants, de femmes, d'hommes, de vieillards jonchaient la chaussée ou étaient ensevelis sous les débris.

Le domicile de Cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, guide des hezbollahis (partisans de Dieu), allié intégriste des chiites libanais, était situé à 25 mètres du lieu de l'explosion, la rumeur s'est répandue que celui-ci était atteint, ce qui a engendré une grande nervosité de ses partisans et une sourde tension en ville où l'on redoutait le pire. Heureusement, Cheikh Fadlallah était indemne.

L'attentat de Bir-el-Abed a été unanimement attribué ici à Israël et rapproché de celui de Masrah, au Sud, huit derniers, dont le cible directe était le mouvement chiite paramilitaire Amal de M. Nabih Berri. A Bir-el-Abed c'est la communauté dans son ensemble qui était visée, vraisemblablement pour la

### De notre correspondant

démoraliser. « Malgré tout », déclarait Téhéran, dans sa chaîne sous contrôle d'Amal, émettant de Beyrouth-Ouest — la population de la banlieue sud (de Beyrouth) continue de constituer la profondeur stratégique de la résistance nationale au Sud ». Cette chaîne a omis de citer les condamnations de l'attentat aussitôt prononcées par le président de la République (maronite) et le chef du gouvernement (musulman sunnite).

L'explosion dévastatrice a été suivie de l'habituel carrousel de voitures et d'ambulances se frayant le passage vers les hôpitaux à coups de rafales de mitrailleuses tirées en l'air. Mais si les miliciens en armes ont empli la banlieue, il n'y en a (presque) pas eu dans la ville même, où, ce samedi matin, l'activité est presque normale, bien que l'on ait commencé à signaler le passage de jeunes gens intimant aux commerçants l'ordre de fermer boutique dans le quartier d'affaires de Hamra.

LUCIEN GEORGE.

## Une « technique d'attentat » qui a fait plusieurs centaines de morts

Les attentats au véhicule piégé commencent à devenir une technique depuis six mois en Liban sans être toutefois aussi meurtriers que ceux de 1983. Sept explosions de véhicules piégés ont ainsi eu lieu depuis le début de l'année.

Le plus grave attentat s'était produit le 23 octobre 1983 à Beyrouth. Deux « camion-suicide » lancés contre le quartier général de l'Organisation américaine de la Force multinationale et contre un poste de commandement de contingent français avaient provoqué la mort de 240 Américains et de 53 Français.

Voici les autres attentats importants de cette nature :

1983

28 JANVIER. — Contre un immeuble de Chetoun (plaine de la Bekaa) abritant des bureaux palestiniens et syriens ; au moins 45 morts.

5 FÉVRIER. — Contre le centre de recherches palestiniennes à Beyrouth abritant des responsables de l'OPL ; 28 morts et une centaine de blessés.

18 AVRIL. — Contre l'ambassade des États-Unis ; 63 morts, dont 17 Américains.

5 AOÛT. — Devant une mosquée à Tripoli (Liban du Nord) ; plus de 20 morts et une centaine de blessés.

7 AOÛT. — Dans le centre de Rachid (est de Liban) ; 33 morts et 133 blessés.

4 NOVEMBRE. — Camion-suicide contre le quartier général israélien de Tyr (Liban du Sud) ;

62 morts (30 Israéliens et 32 civils libanais).

1984

5 SEPTEMBRE. — Attentat visant le ministre de l'Intérieur M. Sami El Hoss à Beyrouth ; 4 morts et 28 blessés, dont le ministre légèrement atteint.

20 SEPTEMBRE. — Contre l'ambassade américaine à Beyrouth ; 24 morts et 50 blessés.

21 DÉCEMBRE. — Devant une école d'été à Ras-Al-Mein (20 kilomètres de Beyrouth) ; 5 morts et 30 blessés.

29 DÉCEMBRE. — A Choueifat (banlieue de Beyrouth) ; 4 morts et 7 blessés.

1985

21 JANVIER. — Contre le domicile de M. Mountapah Sand, un des principaux responsables musulmans de Saida (Liban du Sud), qui est grièvement blessé ; sa fille est tuée et 34 autres personnes blessées.

1<sup>er</sup> FÉVRIER. — Contre une mosquée de Tripoli (Liban du Nord) ; 8 morts, 15 blessés.

10 FÉVRIER. — Contre une permanence de Mouvements d'indépendance islamique (intégristes musulmans sunnites) à Tripoli ; 6 morts et une vingtaine de blessés.

18 FÉVRIER. — Près d'une permanence de l'Organisation Amal, au sud de Beyrouth ; 5 morts et 40 blessés.

25 FÉVRIER. — Dans la banlieue sud de Beyrouth ; 7 morts et 25 blessés.

### EN COUPE DAVIS

## Le Paraguay mène devant la France

Le Paraguay mène par deux victoires à zéro devant la France, après la première journée de la rencontre qui oppose, depuis vendredi 7 mars à Assuncion, les deux pays, dans le premier tour de la Coupe Davis. Victor Pecci a battu Yannick Noah 6-8, 15-13, 2-6, 8-6, 10-8 ; Francis Gonzalez a battu Henri Leconte 4-6, 6-3, 3-6, 6-3, 6-4.

### Le bras de fer Pecci-Noah

Correspondance

Assuncion. — Yannick Noah est resté longtemps sur la table de massage après son match-marathon contre Victor Pecci : 5 h 15 d'un combat qui n'a rien eu d'amusant ! Il ne se souvenait pas avoir livré une rencontre aussi longue.

Chacun savait que, sur bois, tout se jouerait au service. Et Noah avait choisi de servir le premier. D'entrée de match, il perdait son service et Pecci doublait la mise en remportant aussitôt le sien par un jeu blanc. Pourtant le Paraguayen commettait l'erreur de servir sur le coup droit de Noah, qui est le point fort de ce dernier. Cela permettait un numéro un français de réussir quelques retours du plus bel effet sur cette surface rapide. L'andace devait même se révéler payante : il refaisait son handicap et remportait le premier set (8-6).

Commenceait alors une deuxième manche marathon qui devait, à elle seule, durer 1 h 40 et qui prit vite l'allure d'un véritable bras de fer. Les deux hommes, qui comptent parmi les meilleurs serveurs du monde, entamèrent un festival d'aces et de services gagnants. Pas de retour, pas de volées.

Pecci pilotait cette fois le revers de Noah et réussissait six jeux blancs et huit aces ! Chacun des joueurs gagnait avec une désespérante régularité son service. A treize jeux partout, Noah devait céder sur un double coup de sort : deux balles de Pecci heurtant dans le même échange décisif la bande du filet. Le Français pouvait contrôler le premier faux rebond, mais il ne pouvait rien sur le second. Le deuxième set était perdu 15 à 13.

A l'attaque du troisième set, Noah s'imposait néanmoins à la volée et gagnait facilement six jeux à deux : Victor Pecci se mit alors à souffrir de crampes. Incapable d'accrocher le rythme et courant avec difficulté, il devenait une proie facile pour Noah. Mais c'était compter sans la détermination du Paraguayen, pour une fois grimaçant et qui tenait à distance Noah au bout de ses services canons. C'était la dernière arme, mais il l'utilisait à la perfection au point de remporter le quatrième set (8 à 6). Noah avait laissé passer sa chance.

Le Français en aura pourtant une dernière, dans une cinquième manche d'une densité extrême, sous la forme d'une balle de match après exactement cinq heures de jeu ! Un nouveau service canon de Pecci ramenait les deux hommes à égalité. Les balles de break se succédaient d'un côté et de l'autre : aucun des deux joueurs chancelants de fatigue ne voulait céder.

Il fallait un vainqueur. Ce fut Pecci, porté par la foule. Cela aurait pu être Noah, furieux contre les arbitres. Tout comme Leconte, un peu plus tard, à l'issue d'une partie avec Gonzalez, le numéro deux du Paraguay. Leconte avait pris beaucoup de risques. Gonzalez, l'extrême, a été encore plus fort que lui à ce jeu-là.

CHRISTIAN BINDNER.

● Peugeot en tête du Rallye du Portugal. — Au terme de la 41<sup>e</sup> épreuve spéciale disputée samedi matin 8 mars, le Finlandais Timo Salonen (Peugeot 205 turbo 16) a pris la tête du rallye du Portugal. Il précède l'Allemand de l'Ouest Walter Rohrl de 2 mn. 19 s.



# Le Monde

## Aujourd'hui

115.400.000  
ée de Bir-el-Abel  
ites hezbollahis  
morts

Le 11 mars 1985, à 14 heures, un attentat a été perpétré contre le bâtiment de la Direction des services extérieurs de la Direction générale de la sécurité intérieure, sis au 115, rue de la Harpe, à Paris. L'attentat a été perpétré par un individu se faisant passer pour un agent de la Direction des services extérieurs. L'individu a été tué sur le coup. L'attentat a causé la mort de 115 personnes et a blessé 40 personnes.

« que d'attentat » qui a fait  
centaines de morts

Le 11 mars 1985, à 14 heures, un attentat a été perpétré contre le bâtiment de la Direction des services extérieurs de la Direction générale de la sécurité intérieure, sis au 115, rue de la Harpe, à Paris. L'attentat a été perpétré par un individu se faisant passer pour un agent de la Direction des services extérieurs. L'individu a été tué sur le coup. L'attentat a causé la mort de 115 personnes et a blessé 40 personnes.

LE COUP D'AVIS

même devant la Fran

Le 11 mars 1985, à 14 heures, un attentat a été perpétré contre le bâtiment de la Direction des services extérieurs de la Direction générale de la sécurité intérieure, sis au 115, rue de la Harpe, à Paris. L'attentat a été perpétré par un individu se faisant passer pour un agent de la Direction des services extérieurs. L'individu a été tué sur le coup. L'attentat a causé la mort de 115 personnes et a blessé 40 personnes.

de la Paix et Noah

Le 11 mars 1985, à 14 heures, un attentat a été perpétré contre le bâtiment de la Direction des services extérieurs de la Direction générale de la sécurité intérieure, sis au 115, rue de la Harpe, à Paris. L'attentat a été perpétré par un individu se faisant passer pour un agent de la Direction des services extérieurs. L'individu a été tué sur le coup. L'attentat a causé la mort de 115 personnes et a blessé 40 personnes.

Le 11 mars 1985, à 14 heures, un attentat a été perpétré contre le bâtiment de la Direction des services extérieurs de la Direction générale de la sécurité intérieure, sis au 115, rue de la Harpe, à Paris. L'attentat a été perpétré par un individu se faisant passer pour un agent de la Direction des services extérieurs. L'individu a été tué sur le coup. L'attentat a causé la mort de 115 personnes et a blessé 40 personnes.

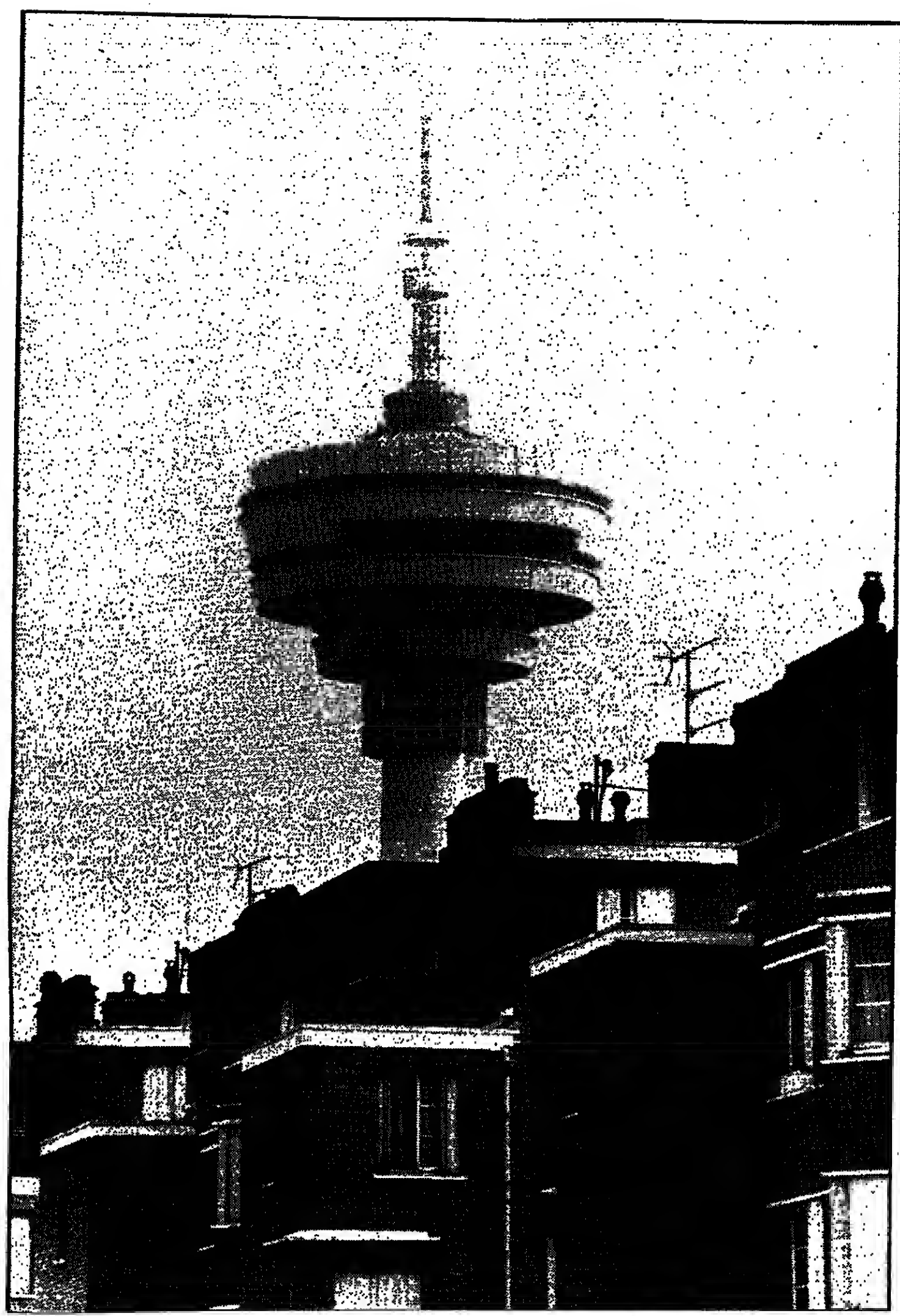
Le 11 mars 1985, à 14 heures, un attentat a été perpétré contre le bâtiment de la Direction des services extérieurs de la Direction générale de la sécurité intérieure, sis au 115, rue de la Harpe, à Paris. L'attentat a été perpétré par un individu se faisant passer pour un agent de la Direction des services extérieurs. L'individu a été tué sur le coup. L'attentat a causé la mort de 115 personnes et a blessé 40 personnes.

Le 11 mars 1985, à 14 heures, un attentat a été perpétré contre le bâtiment de la Direction des services extérieurs de la Direction générale de la sécurité intérieure, sis au 115, rue de la Harpe, à Paris. L'attentat a été perpétré par un individu se faisant passer pour un agent de la Direction des services extérieurs. L'individu a été tué sur le coup. L'attentat a causé la mort de 115 personnes et a blessé 40 personnes.

Le 11 mars 1985, à 14 heures, un attentat a été perpétré contre le bâtiment de la Direction des services extérieurs de la Direction générale de la sécurité intérieure, sis au 115, rue de la Harpe, à Paris. L'attentat a été perpétré par un individu se faisant passer pour un agent de la Direction des services extérieurs. L'individu a été tué sur le coup. L'attentat a causé la mort de 115 personnes et a blessé 40 personnes.

Le 11 mars 1985, à 14 heures, un attentat a été perpétré contre le bâtiment de la Direction des services extérieurs de la Direction générale de la sécurité intérieure, sis au 115, rue de la Harpe, à Paris. L'attentat a été perpétré par un individu se faisant passer pour un agent de la Direction des services extérieurs. L'individu a été tué sur le coup. L'attentat a causé la mort de 115 personnes et a blessé 40 personnes.

Le 11 mars 1985, à 14 heures, un attentat a été perpétré contre le bâtiment de la Direction des services extérieurs de la Direction générale de la sécurité intérieure, sis au 115, rue de la Harpe, à Paris. L'attentat a été perpétré par un individu se faisant passer pour un agent de la Direction des services extérieurs. L'individu a été tué sur le coup. L'attentat a causé la mort de 115 personnes et a blessé 40 personnes.



LA TÊTE DU RÉSEAU HERTZIEN DE TDF QUI ENTRERA PROCHAINEMENT EN SERVICE À NOMMAYVILLE, À L'EST DE PARIS. PHOTOGRAPHIE DE DANIEL STAQUET/collectif.

## AUDIOVISUEL: SIX SALONS POUR TOUT SAVOIR

**E** tourdis par de nouvelles libertés, les professionnels de la communication se retrouvent durant une semaine à la Défense où sont regroupés pour la première fois les six Salons qui concernent leur activité (page III).

Villes et régions se sont emparées des outils mis à leur disposition : Mulhouse (page IV), Besançon, le Beaufortin (page V), et la Picardie (page VI).

Directeurs d'agences de publicité, hauts fonctionnaires, producteurs de télévision, élus locaux animent ce secteur en pleine évolution (pages VII à IX).

## CULTURE CAP AU NORD

Pour fréquenter les maîtres de l'art contemporain, il faut, ces jours-ci, partir vers le nord. Jusqu'au 15 avril, le Stedelijk Museum d'Amsterdam célèbre autour de la Grande Parade de Fernand Léger une fête de la peinture moderne, de Francis Bacon à Jackson Pollock en passant par Mondrian, Braque et Fautrier. A Bruxelles, dans le même temps, la vogue des années 30 incite à redécouvrir une architecture et un mobilier conçus ensemble, et toujours d'actualité. (Page XII.)



EXPOSÉ À AMSTERDAM, L'ŒUVRE SUR FOND ROUGE (1944) DE FERNAND LÉGER, PRÊTÉ PAR LE MUSÉE NATIONAL LÉGER DE BIOT



## FORÊTS MORTES

J'ai lu avec intérêt votre dossier « Dépeçage de la forêt » paru dans le Monde Aujourd'hui daté 24-25 février 1985.

Cette destruction du patrimoine forestier par les pluies acides est, comme vous l'avez parfaitement démontré, une catastrophe écologique sans précédent. Il est indéniable que des moyens de sauvegarde doivent être instaurés de toute urgence.

Toutefois, un aspect a échappé aux auteurs des différents articles : le problème de l'indemnisation des propriétaires forestiers. Dans les Vosges, ces propriétaires sont essentiellement des communes. L'exploitation de ce patrimoine apporte des ressources importantes à celles-ci, pouvant s'élever jusqu'à 70 % des recettes budgétaires.

Or les pluies acides détruisent fortement cette forêt. Le seul remède, voire nécessité sanitaire, pour un arbre touché par le fléau est l'abattage. Mais ce bois subit une moins-value sur un marché déjà fragile. Il n'est pas pessimiste de penser que, à court terme, la vente de ces bois sera impossible. Ceci constitue une perte très importante pour une commune forestière.

Le deuxième aspect est également essentiel. Après un déboisement, un reboisement doit intervenir dans des délais rapprochés (un ou deux ans) afin d'éviter, d'une part, une colonisation spontanée des sols, d'autre part, une érosion si les terrains sont en pente. Un reboisement d'une forêt est coûteux (20 000 F l'hectare environ).

Le patrimoine n'est exploitable qu'au bout de soixante à cent ans. Le bilan pour les communes sera très lourd à supporter : frais de

déboisement, charges de reboisement et pertes indirectes du fait de la non-exploitation de la forêt. Il n'est pas logique que les communes propriétaires subissent à elles seules cette charge, la forêt pouvant être considérée comme un patrimoine national. Le problème de l'indemnisation des propriétaires des forêts, passé sous silence actuellement, se doit d'être abordé dans les meilleurs délais.

JEAN-PIERRE FLORENCE,  
secrétaire général de la maîtrise  
d'Amersbach (Haut-Rhin).

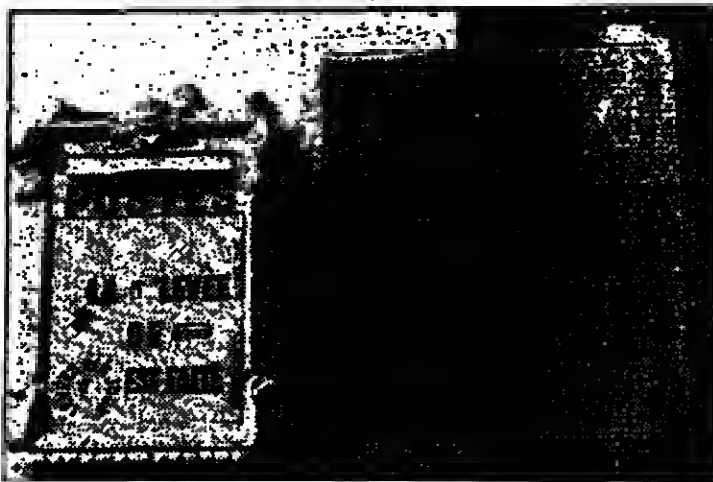
## CHEZ MARIE DURAND

A la lecture du dossier sur la révocation de l'édit de Nantes publié dans le Monde Aujourd'hui daté 3-4 mars, Jean Esteu (Ajoux, 07000 Privas), auteur de *Vie et passion huguenotes au cœur du Vivarais*, regrette que nous n'ayons pas signalé l'une des nombreuses commémorations organisées pour le tricentenaire : l'exposition itinérante des Archives de France fera halte, dans la deuxième quinzaine de juillet, au Bouchet-de-Pranles, en Ardèche, où est la maison natale de Marie Durand, martyre de la répression, qui fut emprisonnée trente-huit ans dans le tour de Constance, à Albi-Mortas, pour avoir refusé de renier sa foi.

## L'ABOLITION DE LA RÉVOCATION

Le Monde Aujourd'hui daté dimanche 3-4 mars publie d'intéressants articles à l'occasion de la commémoration de la révocation de l'édit de Nantes.

Espérons, avec Alain Woodrow, qu'elle serve avant tout l'occu-



Boîte aux lettres à Pont-de-Veyle, dans l'Ain.

riisme ou, avec Roger Mehl, qu'elle célèbre le droit à la différence. Bien entendu, les uns et les autres — et qu'ils en soient fiers — doivent leur voix contre l'intolérance.

A propos, peut-on espérer que les protestants aient, au cours de cette année, une pensée pour ceux à qui l'on doit l'abolition de la révocation de l'édit de Nantes : Louis XVI (et lui), grâce aux suggestions de son ministre et futur défenseur, Montesquieu.

CLAUDE MOURIQUAND,  
(Grenoble.)

## VAUDOIS DE HESSE

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article sur ces descendants huguenots établis à Karlsruhe (Le Monde du 3-4 mars). J'ai été tout particulièrement intéressé par ce chant de mai auquel vous faites référence. S'il est effectivement en dialecte des vallées vaudoises, il ne faut pas s'étonner qu'il soit difficilement compréhensible pour un francophone : si les Vaudois du Piémont utilisent le français comme langue culturelle, leur langue usuelle est l'occitan. Un occitan qui s'est

conservé comme langue parlée chez certains huguenots d'Allemagne jusqu'à ces cinquante dernières années : je pense aux villages wurtembergeois de Pfalz et Sarre, vers Vaihingen, et Neuhangstett, vers Calw. Le parler de ces communautés a été étudié par le professeur Ernst Hirsch, mort récemment. A ma connaissance, l'existence de ces Vaudois de Hesse, dont vous parlez, avait jusqu'ici échappé aux spécialistes.

PHILIPPE MARCEL,  
attaché de recherches  
au CNRS (Paris).

## LA FIN D'HIMMLER

Contrairement à ce qu'indiquait Pierre Bourgeois dans l'émission « Passage du témoin » (Le Monde Aujourd'hui daté 3-4 mars), Himmler ne fut pas pendu, mais il s'est suicidé avec une capsule de cyanure, aux environs de Flensburg, près de la frontière danoise, pour éviter la capture par les troupes anglaises.

EDMOND HEITER,  
(Saint-Vincent-de-Médoc.)

## LA DROITE ET SON BON GOUT

L'affaire de la pyramide du Louvre n'est pas qu'une affaire esthétique, elle est emblématique de tout ce qui en France représente le combat perpétuel de l'ordre contre le mouvement, du nouveau contre l'ancien, des conservateurs contre les progressistes.

Le plus insupportable d'abord fut le mouvement. Paris fait mouvement vers l'est. Le ministère des finances, cet État dans l'État, est déplacé à 3 kilomètres de son royal palais, en face des basketballeurs et du Vel d'Hiv, en quartier piéton.

Le Louvre peut enfin se déployer. Et c'est alors que Piel, un architecte qui a prouvé maintes fois son talent, attaque le Louvre par son centre : la cour Napoléon.

La cour Napoléon, c'était, rappelez-vous, une cour grise, parking et jardin taré, point endormi du centre de Paris où personne n'allait jamais. La cour Napoléon n'est vraiment pas la cour Carrée.

Piel trouve une solution minimale pour faire exister ce lieu délaissé, un événement géométrique bien archaïque : la pyramide, traitée avec les matériaux du troisième millénaire, un événement dématérialisé de pure lumière. La cour Napoléon est réveillée de sa torpeur.

C'est là que les jérémiades de tradition des intellectuels français conservateurs se réveillent. Déjà les frères Goncourt, en leur temps, ont fait nous empêcher de voir de la tour Eiffel. Aujourd'hui aussi, la France de l'héritage, la France de « on sait ce qu'on a, on ne sait pas ce qu'on va avoir », la France traditionnelle par son passé, se réveille avec à sa tête celui qu'on n'y attendait pas, vraiment pas : Michel Guy.

Michel Guy est pourtant le maître d'un des plus grands peintres contemporains : Bran Van Velde. Michel Guy a été un des

acteurs les plus sérieux de toute la non-foolée giscardienne.

Mais cette fois-ci l'esthète a cédé au politicien. Michel Guy a pris la tête d'une campagne évidemment plus politique qu'esthétique, au nom du beau (qui est ancien) contre le laid (qui est moderne), en fait contre le danger qu'il coure de Paris cette scandaleuse anomalie. Le 10 mai 1981, trouve sa trace : que la mémoire de ce cauchemar, l'arrivée de la gauche au pouvoir, soit effacée : que l'insupportable, la gauche qui persiste, signe, inscrit, trace, mémoire, soit visible.

Cette campagne contre le nouveau Louvre est celle des malades de l'impôt sur les grandes fortunes ; et de pleurer : « Pas ici, pas chez nous, pas là », « Vous n'avez pas le droit ».

Et vous voyez bien comment tout est ressorti : ils vont vous faire un supermarché, voilà le peuple qui déboulonne, ils ont posé un luminaire éblouissant sur la cheminée où dormaient deux bronzes de la guerre de 70 et la pendule de la tante achetée en même temps que les coupons de la Compagnie de Suez. Rassurez-vous, Piel est un habile homme, la chose sera exacte et s'installera avec respect dans cette cour grise qu'elle fera vivre. Quand elle sera construite, vous en serez encore plus contents que moi, car pour vous ça deviendra une pièce de plus dans la liste du notaire, un morceau de patrimoine de plus.

Il est vrai que ce patrimoine vous rappellera avec agacement qu'un soir plusieurs de mai 1981 un citoyen, illégitime à vos yeux, François Mitterrand, fit un mariage monogamique avec la France des châteaux.

ROLAND CASTRO  
architecte  
(Paris).

## Chronique

# NANTERRE-LA-SAGESSE

NANTERRE, Nanterre... ce nom ne vous rappelle pas quelque chose ? Bon sang mais c'est bien sûr ! Nanterre-la-Folie, Nanterre-la-Rouge, la faculté gauchiste, les tribulations, les enragés, les révoltes de 1968... Nanterre-pétite-droite ou la mauvaise réputation. Nanterre plâtes et bosses : vigiles contre étudiants, étudiants contre professeurs, policiers contre étudiants, gendarmes... contre policiers (oui, en 1970 !), étudiants contre étudiants. Pouah ! Nanterre. Fi ! Nanterre.

En bien, Nanterre, l'université, c'est aujourd'hui la paradis sur terre. Enfin, presque. Il fallait une bonne raison pour y revenir. Il faut un événement considérable pour se sentir à nouveau attiré par ce campus de banlieue, pour que l'ancien correspondant de guerre consente à revisiter, quinze ans après, ce Verdun de la mémoire étudiante. L'événement, ce sont les vingt ans de Nanterre qu'un comité d'étudiants de 1968 a décidé de célébrer dans la joie et la satisfaction de la sérénité retrouvée, de la maturité enfin venue. Nanterre 1988 repart, du 11 au 17 mars, et on pourra venir sans casque à pointe, sans gilet pare-balles, sans pavé et presque sans mémoire.

## Vingt printemps

Il y aura gala et concert de rock, le 15 mars, à Nanterre-la-Sagesse. Vingt printemps ont passé depuis que les premiers étudiants, franchissant un océan de boue, y rencontrèrent leurs premiers professeurs venus en bottes. Vingt années riches, désordonnées, stimulantes ou terribles. Des crues sensationnelles : 1968 et la « contestation » née ici avant d'inonder toute la France (« professeurs, vous êtes vieux », prenez vos désirs pour des réalités ») ; 1969 et la querelle contre les vigiles musclés du rectorat (la doyen résumait : « la menace de mort devient monnaie courante ») ; 1970 la violence toujours (le doyen-philosophe frappé et recouvert d'une poubelle), la police investissant un campus

« banalisé » (plusieurs dizaines de blessés) ; 1976 et cette grande grève pour protester contre on ne sait plus quelle réforme, grève commencée en janvier et terminée... en mai ; 1980, pour finir, année du commando d'extrême droite venu « casser du gauchisme » et qui se retrouvait, pantelant et défilant, fuyant sur les voies ferrées du RER.

Depuis, plus rien. Nanterre travaille, Nanterre se fait oublier. Nanterre n'est plus Nanterre. Ou l'est enfin devenue, c'est selon. On la dirait heureuse.

D'ambée c'est le choc : on entend des pépiements d'oiseaux en débarquant du RER par une passerelle en pente douce, sorte de toboggan pour grands enfants qui vont à l'école. Des oiseaux ? On fouille dans ses souvenirs : au fait, des oiseaux, est-ce qu'il y en avait, à l'époque ? Impossible, ou la mémoire a censuré leurs cris. Au pied de la passerelle, une camionnette de ravitaillement : Nanterre-la-Frite. Ensuite il faut choisir : à gauche, les bâtiments littéraires, à droite (c'est ainsi), les bâtiments économiques. Le flot se partage, mais ce n'est plus vraiment politique. Ah ! une inscription sur le sol. Quelque slogan vengeur sans doute, quelque appel à lutter contre une horrible répression, une injustice effroyable, un cri, une révolte enfin ! On lit : « Boubouche aime Pupuce ». Tout est dit. Amoureux du monde entier, saluez-vous ! Les lendemains qui chantent sont ceux du sentiment. C'est Nanterre-la-Tendresse. La « rue de la Folie » qui longe le campus n'était pas celle de la folie furieuse, comme on l'avait prétendu, mais celle des fous d'amour.

Parmi le personnel administratif, il y a quelques rescapés des débuts. Elles parlent du passé avec nostalgie, embellissant tout, forcément. Même 1968 : « J'ai eu un peu peur, parce que je n'aimais pas la violence, mais enfin on a beaucoup exagéré. En tout cas, je n'ai jamais regretté d'être à Nanterre. On rencontre encore des gens qui s'étonnent qu'on puisse

travailler à Nanterre et qui ont peur pour nous ! On leur explique : « Quoi ? Qu'on n'a jamais autant travaillé. Que les vingt-sept mille étudiants de Nanterre sont des jeunes gens très convulsés, très consciencieux. Une secrétaire qui a vu défiler la vingt génération d'étudiants, constate : « Ceux de 1968 sont beaucoup plus assidus que les autres. Ils réclament des cours magistraux à cor et à cri. Les seuls incidents à signaler sont des fets de farine pour le mardi-gras. Vous savez, on n'en réclame plus, des violences ! D'ailleurs il n'y a pas grand risque que ça recommence. Ils viennent, ils travaillent, ils vont en cours et ils s'en vont. Ils sont peut-être même un peu terribles. En tout cas, ce qui s'est passé en 1968 ne les concerne pas. Ils rejettent les générations précédentes. »

## Bien la peine...

Alors, c'était bien la peine, ce souvenir d'été de la jeunesse du monde ! Nanterre 88, serait-ce popote et compagnie ? A vrai dire, les anciens eussent été changés. Récemment, le secrétaire du département d'histoire a vu débarquer l'un des « enragés » de 1968. Il avait été l'un des plus violents, un secoueur actif, un vendeur très méchant. Il est revenu avec son fils. Comme le bambin commençait à mettre les pieds sur un fauteuil du secrétaire, l'ex-contestataire, papa quadragénaire, lui a passé un savon mémorable, épuisant ce feu-tout qu'il aurait volontiers, naguère, balancé par la fenêtre sur le premier fils venu.

Exorciser le passé. Faire oublier ce Nanterre-là, rien de plus simple ici. La vie y est tranquille, sereine, appliquée, imaginative (dans les limites du raisonnable). Mais ailleurs, dans les têtes des décideurs, de ceux qui recrutent des diplômés, l'image de Nanterre, après tant d'années, lui colle parfois à la peau. Voilà le sens de la fête organisée la semaine prochaine : en finir avec la préhistoire (« En 1968 j'avais huit ans et la rougeole », dit l'une des étudiantes qui organisent la

commémoration) et faire savoir que Nanterre est une université bien vivante.

M. Michel Imberty, quarante-deux ans, professeur de psychologie est le septième patron de Nanterre depuis sa création. Par comparaison avec certains de ses prédécesseurs on pourrait dire qu'il nage dans la bonheur. « C'est en 1976, dit-il, que j'ai senti un tournant dans cette université. Après une grève très dure, le monde universitaire a été traumatisé. Cela a provoqué un changement dans les mentalités des enseignants et des étudiants. » Changement qui aboutit au climat actuel : dialogue, travail, réalisme, recherche de filières originales et, pour les étudiants, ce mélange d'assiduité et d'inquiétude qui est la marque des enfants de la crise économique, lointains successeurs des enfants de l'abondance.

Un autre enseignant a cette formule : « De toutes les universités que j'ai connues, c'est celle qui a le plus de sensibilité. » Une sensibilité qui transcende les clichés gauchistes. Du côté des étudiants on dit, des benêtés idéologiques ont sauté de l'apparition, il y a deux ans, d'une organisation nouvelle baptisée « La lame de fond ». Mêlant le folklore étudiant et le social d'une nouvelle forme de syndicalisme, cette « lame de fond » a, sans avoir recouvert tout le campus, perturbé les clichés anciens, et l'un des animateurs résume l'objectif : « tenter d'établir la sociabilité ».

Nanterre-la-Pacifique va fêter agacement ses vingt ans. Nanterre-la-Laborieuse peaufine ses diplômes, prépare ses examens. Sur le campus, les arbres aussi ont grandi. Dans quelques semaines, on y verra fleurir quelques bouquets. Les pelouses sont bien vertes. Si on allait promener les enfants à Nanterre ?

BRUNO FRAPPAT.

P.S. Le livre de Jean Ormazzano dont il était question ici la semaine dernière — le *Grand Age de nos proches* — est publié aux éditions Robert Laffont (collection « Réponses »), 238 pages, 78 F.

## IVG ET SECRET DE L'INTERVENTION

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'étude consacrée récemment dans le Monde à la législation sur les IVG. Un point cependant me paraît avoir été ignoré par les auteurs de ces articles : celui du secret de l'intervention.

L'IVG est justifiée par la notion de détresse dans laquelle la grossesse place la femme. Parmi les causes de cette détresse, nous connaissons la grossesse de la jeune fille ou de la femme seule et la grossesse adultérine, qui peuvent être à l'origine de drames familiaux. Il est donc indispensable dans l'intérêt des femmes qui la souhaitent, et dans l'esprit de la loi, que ces grossesses soient ignorées du conjoint, des parents ou de l'entourage (pensez, par exemple, aux conséquences de ces grossesses dans les milieux musulmans !).

La législation nous impose de nous assurer de l'identité, de l'âge, de la durée de séjour en France, de l'accord des parents, etc., et les services administratifs des hôpitaux sont légitimement très exigeants à ce sujet.

Mais le secret à l'hôpital, dans l'état actuel de la réglementation est un leurre, et tout particulièrement en matière d'IVG, puisque les patientes y sont étiquetées dès leur première consultation. Et dans les petites villes personne ne passe inaperçu. D'où l'obligation dans laquelle nous nous trouvons quelquefois d'adresser nos patientes à un confrère d'un autre hôpital.

Par contre, si une femme veut accoucher sous l'anonymat, cela est parfaitement possible. Les gouvernements tant décriés des tristes époques de notre histoire, tout en vantant les mérites de la famille, avaient au moins le respect des prisonniers et de leurs épouses.

Il est impossible, dans les conditions réglementaires actuelles, d'envisager un anonymat pour une femme qui demande à être prise en

charge par un organisme de sécurité sociale, une mutuelle ou l'aide médicale (a-t-on seulement pensé à chercher une solution ?). Mais pour celles qui acceptent de régler tous les frais, il ne devrait pas y avoir de difficultés (à moins qu'on ne veuille éviter des « faveurs pour les riches et des contraintes pour les pauvres »). Il suffirait, pour parer aux complications médico-légales d'un accident toujours possible, que le médecin responsable (et non pas le directeur de l'hôpital ; cette distinction me paraît capitale, la « direction » de l'hôpital est diluée dans un nombre considérable de collaborateurs de tous grades) conserve dans une enveloppe cachetée, dans un coffre-fort, l'identité de la patiente pendant un temps donné. Une seule personne, habituée au respect du secret professionnel — et je pense qu'à ce point de vue la corps médical ne mérite aucun reproche, — est un garant de son efficacité.

J'avais, dès octobre 1983, attiré sur ce sujet l'attention de monsieur Raïte, alors ministre de la santé, et de madame Roudy, ministre des droits de la femme. Je n'ai reçu, de chacun d'eux, trois mois plus tard, que des réponses négatives prouvant que ni l'un ni l'autre ne s'étaient sentis concernés par cette question.

Il ne paraît pas souhaitable de banaliser la grossesse et l'IVG, de les ramener au niveau effectif du coquillage ou de la migraine et de donner l'impression de traiter les parents ou les conjoints qui s'en amusent d'amorçés. Car ce sont encore aujourd'hui les femmes et les familles qui y trouvent leur joie ou leur drame et, en fin de compte, cette loi destinée à libérer les femmes n'a, pour le moment, libéré que les hommes de leurs responsabilités.

D. J. SEGUI,  
Gynécologue  
(Carottes-sur-Seine.)

## Aux quatre coins de France

**Vacances et loisirs**  
**PLAGE MIDL** Parc loisirs. Choix de locations. Diplôme, tarif gratuit. BOISSEY, 34 SERIGNAN (67) 32-24-17.  
**COTE D'AZUR - 06500 MENTON**  
Hôtel CÉLINE-ROSE - 1985 57, avenue de l'Europe  
12 boulevards 1981 : 288 F TTC France dom.  
cuisine et équipements, eau, électricité, chauffage, jardin.  
Prestations complètes, téléphone 06 85 771 131 F.T.L.E.

**Vins et alcools**  
**VINS FINS D'ALSACE** médailles  
CHARLES SCHLERET propriétaire  
viticulteur à 68230 TURCKHEIM  
**MERCUREY A.O.C.** Vente directe  
propriété  
12 boulevards 1981 : 288 F TTC France dom.  
TARIF SUR DEMANDE - YG (85) 47-19-84  
Louis Mochin, viticulteur, 71580 Mercurey.

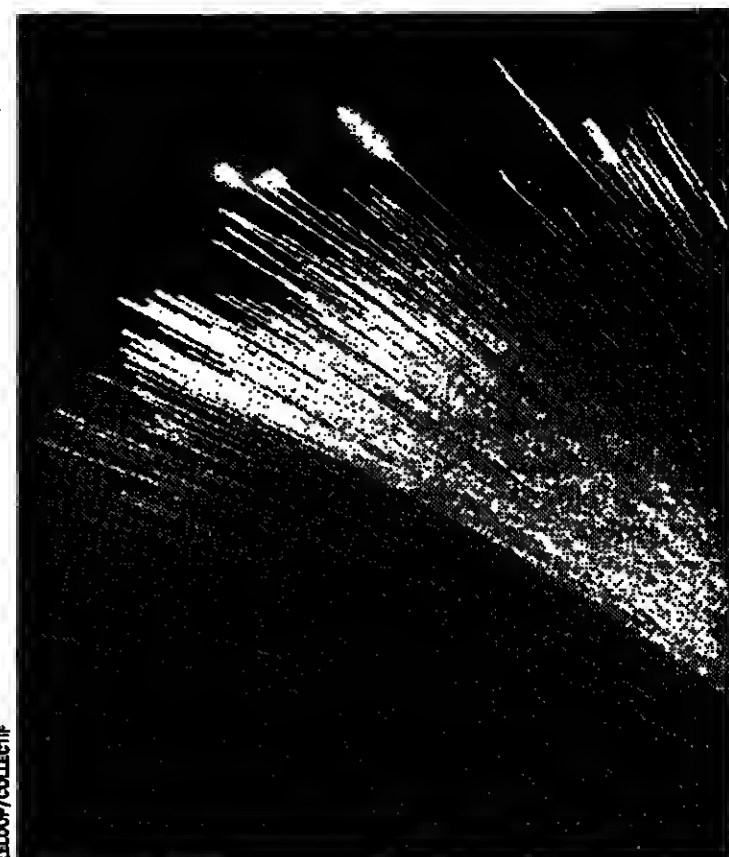
مكتبة النجف





# L'AUDIOVISUEL EN SIX SALONS

*Le champ de la communication s'élargit. Le temps est à l'initiative : partout des idées, des images, des sons nouveaux. Du 10 au 17 mars, le palais du CNIT de la Défense accueille la première « semaine française de la communication audiovisuelle », rassemblement de six salons jusqu'alors dispersés, accessible au grand public à partir du mercredi 13. Le Monde, qui sera présent à la Défense, est allé enquêter dans les régions qui se sont emparées des nouveaux outils mis à leur disposition en même temps qu'il rencontrait des femmes et des hommes aux commandes aujourd'hui de la grande machine de l'audiovisuel.*



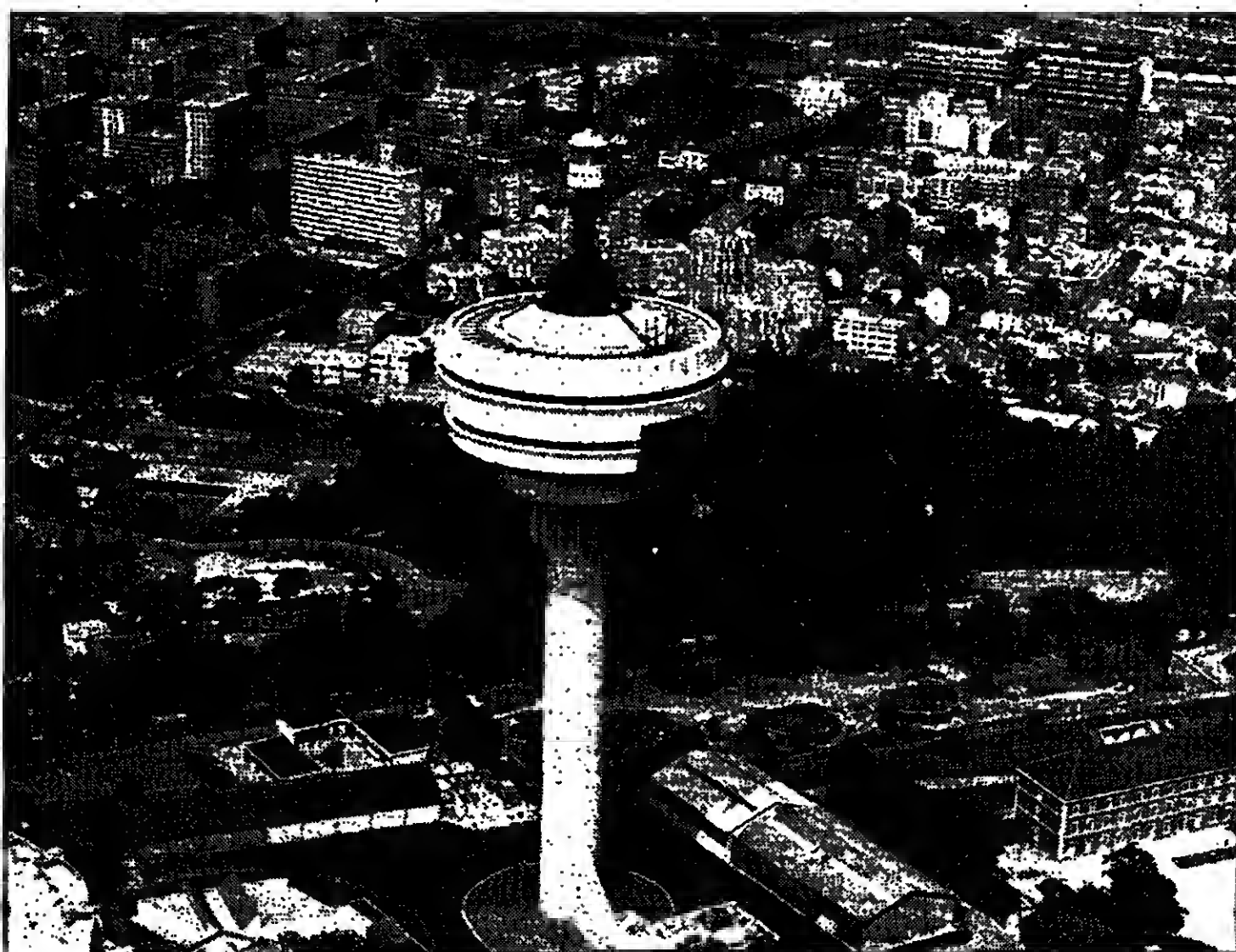
## LA LIBERTÉ AUX PORTES DE L'ANARCHIE

par Jean-François Lacan

**L**ES stars et les paillettes des césars à peine rangées, voilà déjà que se prépare une autre fête de l'image. Moins élégante sans doute mais tout aussi importante. Les mythes d'ombre et de lumière du cinéma vont laisser la place à toute la quincaillerie chargée de les reproduire et de les diffuser. Pendant une semaine, radios locales, télévisions par câble, chaînes hi-fi, magnétoscopes, vidéodisques et images de synthèse vont être réunis au CNIT de la Défense à Paris, pour la Semaine française de la communication audiovisuelle. Une occasion de présenter au consommateur la panoplie des loisirs électroniques, une tentative pour convaincre le citoyen que la révolution des médias, si souvent prophétisée, est déjà là. Mais, après plus de deux ans d'annonces, de lancement et de débats, la révolution audiovisuelle patine, et la grande messe de la communication risque de laisser le visiteur du CNIT plus perplexe que convaincu.

Ainsi, c'est la première fois que les organisations professionnelles des constructeurs de matériels et des éditeurs de programmes, les pouvoirs publics et des administrations ont réussi à unir leurs efforts dans une manifestation de grande ampleur. Chaque participant s'en félicite avec tant d'empressement qu'on devine qu'il ose à peine y croire. L'événement pourrait faire sourire s'il ne trahissait l'état d'une profession déchirée par ses intérêts contradictoires et ses corporatismes. Qui de plus étranger l'un à l'autre qu'un réalisateur de cinéma et son homologue de la télévision, un technicien de Télédiffusion de France et un ingénieur de la Direction générale des télécommunications, un animateur de radio locale et un fabricant de tuners en modulation de fréquence ?

Ces antagonismes n'ont rien d'anecdotique. La France invente sa communication dans le cloisonnement le plus complet. Des logiques techniques, politiques ou administratives différentes sont à l'origine du plan de câblage, du satellite de télévision directe,



de la quatrième chaîne ou de la vidéo. Une seule en est absente : celle du marché. Nul ne semble se soucier des programmes nécessaires pour alimenter tous ces réseaux et attirer le public. Personne ne semble se douter que les 2 milliards de francs d'hypothétiques réserves publicitaires et le faible pouvoir d'achat des ménages ne suffiront pas à financer toute cette panoplie électronique.

Dès qu'il s'agit d'audiovisuel, la logique du contenu, la raison de l'ingénieur sur le réalisme économique. Ce déséquilibre, ce morcellement condamnent la politique française de communication à une sorte d'autocannibalisme. Plus de deux ans après son annonce, le câblage de la

France n'est toujours pas entamé. Quatre mois après sa création, Canal Plus bat de l'aile. Un an avant son lancement, le satellite TDF 1 n'a toujours pas trouvé de chaîne à diffuser. Objectif prioritaire du IX<sup>e</sup> Plan, les industries de programmes cherchent encore leur marché. Il n'existe en France aucun groupe de communication, mariant matériels et programmes, capable de se mesurer aux géants que sont Thorn-EMI en Grande-Bretagne ou RCA aux Etats-Unis. Tous les partenaires du marché (presse, cinéma, télévision, industries de l'électronique) campent sur leurs positions, songent à protéger leurs territoires et demandent à l'Etat des garanties.

On comprendra que, dans ces conditions, le consommateur ait bien du mal à perce-

voir la cohérence de toutes ces techniques et de tous ces services. Pendant quinze ans, il s'est équipé, suréquipé parfois, au nom de la qualité, passant du téléviseur noir et blanc à la couleur, du tourne-disque aux chaînes hi-fi et au compact-disc. Aujourd'hui, on lui promet l'abondance des programmes d'images. Neuf chaînes selon le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication ; quinze canaux pour la mission TV câble ; quatre-vingt-cinq télévisions si l'on écoute le président de la République. Mais faut-il pour cela s'abonner au câble ou à Canal Plus, acheter une antenne parabolique ou un magnétoscope, ou plus simplement attendre sans payer les chaînes privées ?

Il est peu probable que les Français trouvent une réponse

à ces questions dans les stands et les colloques de la Semaine de la communication. Toute la profession est aujourd'hui comme pétrifiée dans l'attente du rapport de M. Jean-Denis Bredin et de la décision politique qui le suivra. Quelles qu'aient été les motivations de ceux qui l'ont lancé, le débat sur les télévisions privées est devenu une épreuve de vérité pour le marché de la communication.

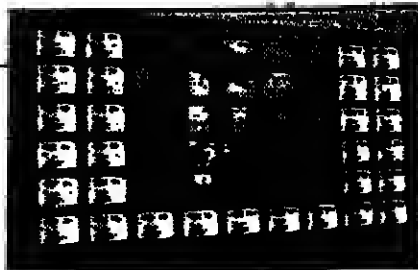
Le premier scénario est celui d'une dérégulation brutale. Il suffit d'autoriser autant de télévisions locales que l'on peut trouver de fréquences, avec le même libéralisme que pour les radios locales. Le résultat sera du même type : même avec des quotas et des cahiers des charges draconiens, la loi du marché sera le seul arbitre de

la situation. La concurrence sauvage qui s'ensuivra fera l'effet d'un coup de pied dans la fourmilière, bousculant toutes les positions dominantes, bouleversant tous les équilibres. Au bout de quelques années, la concentration aura raison de l'anarchie et rétablira un paysage de la communication plus proche de la dynamique économique. Ce beau résultat risque cependant de se payer de quelques disparitions regrettables : celles du cinéma français et d'une partie de la presse écrite, trop fragiles pour survivre sans protection. Il est fort probable aussi que le plan de câblage et le satellite de télévision directe ne résistent pas à la tourmente.

Le second scénario consiste à faire l'économie de l'anarchie, en autorisant une dérégulation limitée et progressive : la création d'un ou deux réseaux nationaux de télévision privée, en fonction des ressources publicitaires nouvelles disponibles. Le résultat est moins spectaculaire mais le bouleversement se négocie. Face à des entreprises assurées d'une viabilité économique, il est possible de définir des règles du jeu et de sauvegarder l'essentiel des équilibres entre médias. Pour le reste, la loi du marché joue pleinement son rôle. L'existence d'une télévision commerciale forte oblige à redéfinir le rôle et le financement du service public. Le câble et la télévision payante doivent trouver leurs équilibres en dehors de la publicité classique, le satellite cherche son marché à l'extérieur des frontières.

Nul ne sait quel sera le choix des stratèges du pouvoir, au moment où ils apprécieront considérations économiques, culturelles et intérêts politiques à court terme. Mais ses conséquences dépasseront la simple existence de télévisions privées. Il s'agit de donner à l'argent — celui de l'usager, des entreprises et de l'Etat — la possibilité de remodeler le marché de la communication afin qu'il trouve une cohérence.





## ALLO RÉGIONS!

**Autant que de routes ou de téléphone, les régions ont besoin d'une politique de communication. Déclarées majeures par la loi de décentralisation, elles se sont emparées de cet outil. Les villes aussi. Jacques Sallois, délégué à l'aménagement du territoire, fait le point.**

L'AQUITAINE crée une agence pour favoriser l'implantation d'entreprises audiovisuelles. La Lorraine monte un centre de recherches sur la communication sociale. Les Pays de Loire réclament une chaîne de télévision pour faire de la formation permanente. On lira, dans ce dossier, le récit d'autres initiatives en Picardie, en Franche-Comté ou dans le Beaufortin.

Les régions ont pris au sérieux la communication dans le cadre de leurs nouvelles responsabilités économiques. Elles réclament de l'Etat plus de complémentarité entre les techniques et plus de cohérence dans l'aménagement du territoire. M. Jacques Sallois, secrétaire général de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), tire un premier bilan de cette nouvelle approche de la communication.

« On voit les régions se préoccuper de plus en plus de la communication, dans leurs rapports avec l'Etat, dans la négociation de leur contrat de plan. Est-ce un effet de mode ou le signe d'une prise de conscience ? »

Les collectivités régionales ont retenu certaines leçons de l'histoire récente : celle des réseaux routiers, celle du téléphone. Elles ont pris conscience qu'un retard ou un développement inégal de l'aménagement du territoire

pouvaient enclaver une région, gêner son développement industriel, compromettre son avenir économique et social.

« Aujourd'hui, les réseaux de communication représentent un enjeu beaucoup plus important que les autoroutes en leur temps. Une entreprise ne peut survivre sans un accès rapide et permanent à l'information. Pour produire, pour vendre, il faut communiquer : c'est une valeur ajoutée dont personne aujourd'hui ne peut faire l'économie.

« A l'enjeu économique s'ajoute l'enjeu social : la moitié des emplois à créer d'ici la fin du siècle le seront dans le domaine de la communication. Enfin, il ne faut pas oublier qu'au travers de l'image se joue souvent le sort des identités culturelles. A un moment où nos régions sont envahies par les images des autres, ne faut-il pas qu'elles soient présentes sur le marché des besoins pour défendre leur existence ? »

« On est bien loin des grands débats du moment : les télévisions privées, le sort du plan-câble ou du satellite... »

Pourquoi faut-il que les débats français sur la communication épousent toujours les divisions entre supports techniques ou filières administratives ? Les responsables régionaux, eux, sont obligés de raisonner à partir de la réalité, c'est-à-dire de la diversité des besoins : ceux exprimés par les



industriels, les institutions, les associations, les producteurs audiovisuels. Cela oblige à une vision plus globale de la communication, où l'on ne sépare plus artificiellement le contenu du contenant, les services de leurs supports techniques. Et puis, il faut aussi tenir compte des retards, des inégalités en matière d'équipement. Il faut se soucier des télévisions privées mais il ne faut pas oublier qu'il reste des zones d'ombre empêchant la réception des chaînes publiques, et que le

réseau Transpac ne couvre pas tout le territoire.

« La décentralisation du service public, la création de radios locales privées, l'arrivée de télévisions locales ou de réseaux câblés vous paraissent-elles réduire ces retards et ces inégalités ? »

« La loi sur la communication audiovisuelle de 1982 marque un grand progrès.

Mais manifestement les régions réclament aujourd'hui une meilleure complémentarité des techniques. On ne peut pas juger chaque support séparément : seul, un schéma directeur de la communication peut répondre à tous les besoins, gérer plus rationnellement les ressources, minimiser les coûts.

« C'est ce qui me paraît le plus nouveau dans la réflexion des élus : la conviction que les industries de la communication relèvent d'une gestion économique. Il faut encore aller plus loin dans ce sens, se demander par exemple si la loi du plus fort est une fatalité pour les radios locales, condamnant à la disparition les radios de proximité. Imaginons que ces radios passent du statut d'association à celui d'entreprise, qu'elles salarient des professionnels, qu'elles sachent produire et vendre des programmes de qualité sur les richesses de notre patrimoine national, n'y aurait-il pas un marché suffisant pour les faire vivre ? »

« Former des professionnels, marier les techniques du marketing avec la production de services ou de contenus culturels, voilà des problèmes concrets qui se reposeront avec les télévisions hertziennes comme avec le câble.

« Vous semblez défendre une communication de service, de proximité, au moment où se prépare l'explosion de la télévi-

sion commerciale. N'est-ce pas aller à contre-courant ? »

« Pourquoi opposer les deux ? Les informations télévisées d'une région peuvent très bien faire cohabiter quelques reportages spectaculaires et des pages de magazine Antiope sur l'environnement, les chambres libres dans les hôtels ou des informations nécessaires aux agriculteurs. A côté du divertissement, il y a place pour une communication utilitaire qui peut être traitée de manière ludique.

« Distraction, service, informations locales, communication d'entreprises, tout cela c'est un peu le menu des futurs réseaux câblés.

« Le câble est une infrastructure dont aucun pays industriel ne peut se passer. La DATAR y croit, et elle finance la mise en place des premiers réseaux au travers de la mission « TV câble ». Mais la montée en charge de ces réseaux est nécessairement lente : il y aura plus de vingt ans entre le premier et le dernier foyer français câblé. Ce grand pari industriel a donc besoin de mesures d'accompagnement. Des mesures qui mobilisent tous les partenaires de la communication pour leur permettre de préparer le futur. Des mesures qui combattent les disparités, les inégalités, qui peuvent perturber l'aménagement du territoire pendant cette période de transition.

« Lesquelles ? »

« Une meilleure utilisation des radios locales, la formation rapide de professionnels, la généralisation du télétexte et du vidéotex à tout le territoire, et, sans doute, une utilisation plus rationnelle du réseau hertzien sur lequel diffuse FR3 pour permettre la télévision de proximité.

« C'est le programme audiovisuel de la DATAR ? »

« C'est, plus modestement, ce que l'on peut tirer de l'analyse des contrats de plan entre l'Etat et les régions. »

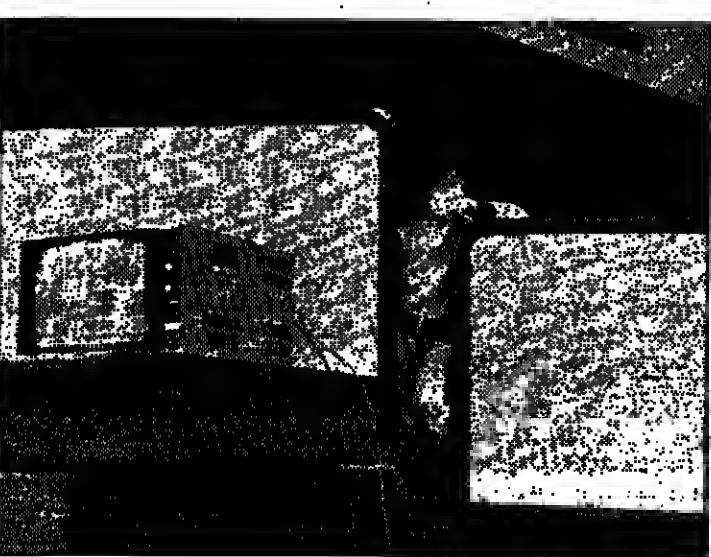
## MULHOUSE : CARTES DE VISITE EN CINQ LANGUES

*Une cité industrielle veut plaire aux touristes.*

COMMUNICATION, maître mot. Mais communiquer quoi ? A Mulhouse, ville sage et besogneuse jusqu'à il y a peu d'années, communication est aujourd'hui synonyme de promotion. Depuis l'avènement de Joseph Klifa à la mairie, l'information et la communication n'y ont pas seulement droit de cité, mais sont élevées au rang de quasi-obligation. Conférences de presse régulières du premier magistrat avant les séances du conseil municipal, large ouverture sur les médias par le biais d'un service nouvellement créé, publication d'un journal d'informations municipales qui tient de mieux en mieux la route, panneaux électroniques d'affichage : en peu de temps, les initiatives se sont succédées dans le sens d'une meilleure information du citoyen et d'une meilleure image de la ville. Reste à faire connaître cette image hors la ville et à mieux l'ancrer dans l'esprit des Mulhousiens eux-mêmes. C'est l'affaire de « Mulhouse Plus ».

Images. La première à venir à l'esprit des touristes étrangers (à raison de 51 %) et français (35 %) est celle d'une ville touristique. La seconde, celle d'une cité industrielle (30 % des touristes étrangers et 25 % des touristes français). Images en mutation, comme est en mutation la ville elle-même. Une ville qui est en train de changer de visage pour se faire plus accueillante, plus distrayante.

Encore faut-il le faire savoir, et le faire savoir bien nettement aux trois quarts des Français qui ne sont jamais allés à Mulhouse. D'où l'idée, sur les conseils et avec l'appui de l'agence Image et Stratégie, de regrouper en une association de droit local la Ville et un certain nombre de partenaires locaux — publics et privés — avec, pour objectif, la promotion de la cité. Mulhouse Plus a ainsi vu le jour l'an passé et s'est aussitôt mise au travail. Sur le plan local d'abord, en promouvant un certain nombre de manifestations susceptibles de dévelop-



per l'animation. Le but n'est pas de se substituer aux organisateurs traditionnels mais de les aider à mieux faire connaître leurs produits.

Promouvoir le tourisme d'une manière plus directe encore est aussi un des objectifs de Mulhouse Plus. Opération déjà largement entamée au terme de la première année d'existence, notamment lors

d'une action de sensibilisation menée le 20 décembre à Paris où, dans les salons de l'Automobile Club de France, M. Joseph Klifa a rejeté l'appellation de Mulhouse ville carrefour de l'Europe « car, à un carrefour on ne fait que passer. Mulhouse cœur de l'Europe, oui, je préfère, car un cœur bat, un cœur vit ».

Autre opération de promotion : l'édition de 200 000 exemplaires en cinq langues de Mulhouse étienne-moi et de Mulhouse guide-moi, deux fascicules qui sont de véritables cartes de visite de la ville. Coût : 12 000 F.

D'où Mulhouse Plus tire-t-elle ses ressources ? Lors de sa constitution, l'Association s'est vu accorder un budget de 1,5 million de francs versé pour les deux tiers par la ville, pour 400 000 F par la chambre de commerce et d'industrie et pour 100 000 F par les autres partenaires. Beau cadeau de naissance... Mais la promotion coûte cher : « Il nous faut plus si nous voulons faire plus », estime M. Alain Umhauer, chef du service information et communication à la ville et permanent de Mulhouse Plus. Alors faudrait-il solliciter les différents partenaires le jour où les finances se seront trop amincies, ou fera-t-on appel aux sponsors absents jusqu'ici de toutes les publications et animations de Mulhouse Plus. « Ce n'est pas,

pour l'instant, une priorité », constate M. Umhauer, qui se félicite de l'esprit dans lequel travaillent les différents partenaires. « Avant, chacun travaillait pour soi dans son coin. Aujourd'hui, existe une parfaite osmose, qui a pour effet de faire remonter toutes les informations à Mulhouse. » C'est le premier « plus » de Mulhouse Plus.

BERNARD LEDERER.

Bonnets - Dossiers par milliers

**Rayonnages Bibliothèques**

au prix de fabrique du kit au sur mesure

**LEROY FABRICANT**

équipe votre appartement bureaux, magasins, etc. 25 années d'expérience. Une visite s'impose. 206, avenue du Maine, Paris (14e) 540-57-40 - M. Alais

SANCON : MA

BEAUFOR

مكتبة الكتب



## BESANÇON : MARIANNES ENTRE ELLES

par Anita Rind

**Reliées par le réseau OREDIC, dix-sept grandes villes de France échangent, sur écran, des informations. Elles diffusent et expliquent leurs initiatives et répondent à la curiosité de leurs semblables. Besançon est l'une de ces collectivités qui « papotent » pour le bien de leurs administrés.**

« **UTILISEZ-VOUS** des urnes transparentes ? » — « Comment se compose la tenue vestimentaire de vos gardiens de parking ? » — « Avez-vous lancé une opération TUC, quelle est sa nature, sa durée, la rémunération versée ? » Chaque jour s'affichent sur l'écran Minitel de la mairie de Besançon une quinzaine de questions de ce genre sur la vie communale, venant d'autres grandes villes de France. En échange, les responsables municipaux et les services administratifs bisonnins ont la possibilité d'interroger leurs collègues de dix-sept autres cités du territoire sur les initiatives qui y sont menées. Un tel dialogue passe par un système télématique baptisé OREDIC (Organisation de réseaux d'échanges d'informations entre collectivités) (1).

Créé en mars 1983, avec le soutien de quatre organismes publics (2), le réseau, placé sous l'égide de l'Association des maires des grandes villes de France, a d'abord relié, expérimentalement, quatre agglomérations (Le Mans, Lyon, Metz et Montbéliard). Dix autres ont suivi en 1984. La ville de Besançon, quant à elle, y a adhéré (ainsi que quatre autres municipalités) en janvier dernier (3). En juin prochain, OREDIC reliera plus de vingt villes, les nouvelles venues étant situées en Bretagne, dans le Limousin et dans le Nord.

Pourquoi les élus municipaux de Besançon ont-ils jugé nécessaire le rattachement au réseau OREDIC ? Les motifs avancés font apparaître, ici comme ailleurs, le besoin d'informations plus spécifiques, tenant mieux compte des paramètres locaux que ne le font les banques de données classiques. Le gain de temps dans la recherche et la collecte de ces informations est un motif supplémentaire. Mais ce qui prime dans la démarche des candidats, c'est la possibilité d'établir des échanges directs d'expériences à travers un réseau maîtrisé par les villes elles-mêmes. C'est là, en effet, toute l'originalité du système : le consommateur d'informations est aussi un producteur.

OREDIC combine deux outils complémentaires. Un fonds d'échanges alimenté par des dossiers produits par ses adhérents, qui sont les seuls à y avoir accès. Ce fonds ne se limite pas à un domaine technique particulier. Il rassemble des informations sur tous les aspects de la gestion communale : description d'opérations novatrices, contrats ou conventions passés avec des tiers, délibérations du conseil municipal, gestion des équipements de base... Chaque ville a l'initiative du choix des dossiers

qu'elle fournit, donnant ainsi à ce fonds un caractère très décentralisé. Avantage particulièrement apprécié par ses utilisateurs.

Un écueil est pourtant apparu au fil des mois : les adhérents se sont rendu compte que l'accumulation d'un trop grand volume d'informations, parfois mal ciblées, nuit à leur qualité et rend aussi plus difficile la consultation du fonds. Besançon, qui, dans le cadre de son propre plan télématique (Bisontel), fonctionne depuis 1984 en gestion électronique et a équipé tous les services d'une messagerie par Minitel, vient de proposer l'élaboration d'un tronç commun de base pour le fonds d'échanges. Cette base commune traitera, en quatre-vingts dossiers, quatorze grands domaines (vie politique, personnel, finances, marchés, intendance, état-civil, contentieux, etc.). Ce principe a été accepté, le 26 février, par le comité consultatif d'OREDIC.

Deuxième outil du réseau : la messagerie électronique, qui, par l'échange d'informations ponctuelles et d'actualité sur le « quotidien de la gestion municipale », vient enrichir les

données accumulées par le fonds. Le dialogue par messagerie connaît un franc succès. Au point qu'on parle même, aujourd'hui, d'un danger d'« explosion » de ce système — facile et rapide d'accès — aux dépens de l'alimentation du fonds. Les usagers, dans leur enthousiasme, semblent en effet minimiser le travail quotidien, non négligeable, de recherche, de classement et d'archivage qu'implique la messagerie. A Besançon, le temps passé devant l'écran Minitel, ajouté à celui nécessaire au classement de quinze questions seulement, est déjà estimé à près de trois heures.

### Formation sur le tas

Pour son équipement électronique, OREDIC a passé un contrat avec Téléystème, qui

lui a fourni deux logiciels : Mercure, pour la messagerie, et Questel, pour le fonds d'échanges. Ce contrat s'est de faciliter l'utilisation du fonds par les personnels des collectivités adhérentes. L'intégration d'une procédure d'interrogation simplifiée par un système de « recherche guidée » en est un exemple. Cette méthode permet, en effet, la sélection et la visualisation des dossiers du fonds sans connaissance approfondie des techniques de recherches documentaires et sans référence obligatoire à la syntaxe d'interrogation Questel.

Une « banalisation » qui a été la bienvenue pour les « correspondants » locaux d'OREDIC (un par ville-membre). C'est le cas pour Besançon, où la documenta-

liste de la mairie n'a bénéficié que de deux jours de formation pour s'initier au système du réseau. D'autres stages suivront. Pour le moment, elle s'initie sur le tas.

L'esprit même d'OREDIC veut que les villes adhérentes financent par elles-mêmes le réseau. Le droit d'entrée est de 52 000 F, et l'abonnement annuel d'environ 40 000 F. A cela s'ajoutent les frais d'utilisation du fonds d'échanges : 145 F de l'heure. Dépense réduite, dit-on, au siège parisien de l'association OREDIC, au regard de celle que représente la consultation d'une banque de données nationale (environ 600 F par heure). D'autre part, chaque message émis revient à 4,5 F, quelle que soit sa durée (à quoi s'ajoutent 20 F de l'heure pour la transmission par Transpac

des PTT). Il est envisagé de revoir prochainement cette question, pour des raisons financières mais aussi pour inciter les adhérents à émettre des questions et des réponses plus concises.

### Cohabitation

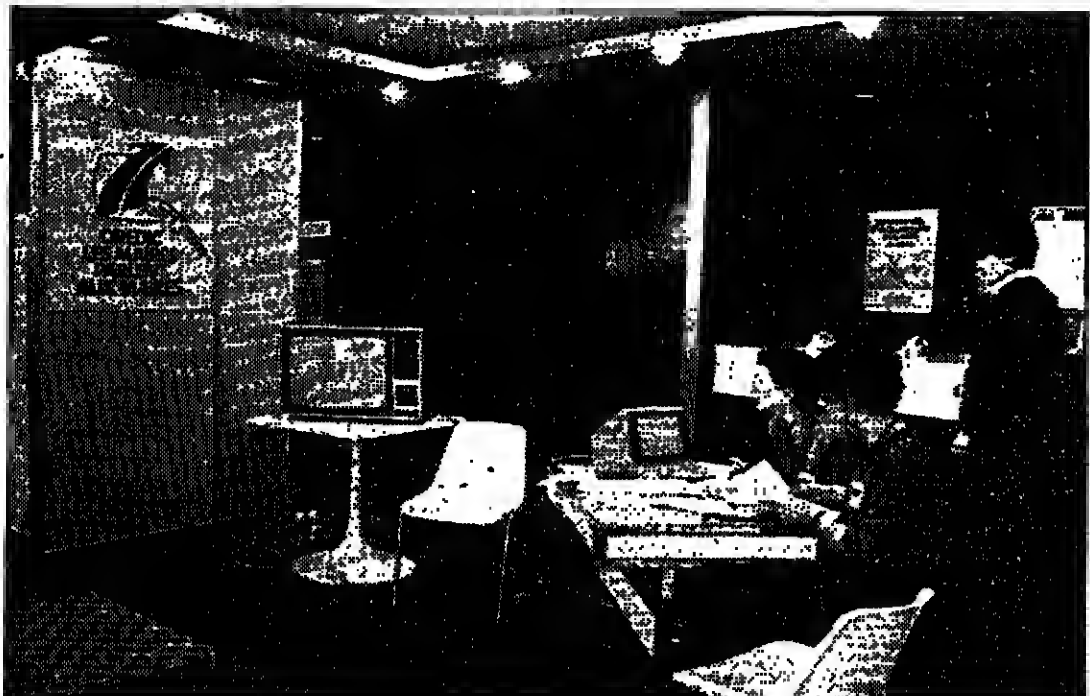
Les municipalités participantes doivent satisfaire à plusieurs obligations. Pour ce qui est du fonds, elles ont nécessairement à fournir une centaine de dossiers la première année, une cinquantaine les années suivantes. Pour la messagerie, elles sont tenues de répondre dans un délai de huit à quinze jours aux questions posées. Des récapitulatifs des réponses sont établis à intervalles réguliers.

Le bilan de cette expérience fondée sur une notion de volontariat du type mutualiste a donné, jusqu'à maintenant, des résultats satisfaisants pour les intéressés. L'une de ses caractéristiques les plus réconfortantes est de faire « cohabiter », sans accroc, au sein de ce réseau, des municipalités de la majorité et d'autres de l'opposition.

(1) Association OREDIC, 4, place Raoul-Dautry, 75741 Paris CEDEX 15, téléphone : (1) 321-74-86. Directeur général M. Christian Labu, téléphone : (1) 548-14-16; directeur opérationnel, M. Michel Cerdan, tél. : (1) 321-74-86.

(2) Direction générale des collectivités locales (DGCL), Direction générale des télécommunications (DGT), Agence pour le développement de l'informatique (ADI), et Caisse des dépôts et consignations (CDC).

(3) OREDIC est actuellement : Caen, Dunkerque, Le Havre, Mulhouse, Reims, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Toulon, Tours, Lyon, Le Mans, Montbéliard, Metz, Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand et Nantes.



## BEAUFORTIN : LE CABLE DES ALPES

Une « montagne » prête à tout pour ne pas rester isolée.

LA montagne ne s'est pas, dans le Beaufortin, laissée séduire par les attraits, souvent dévastateurs, de l'industrie et du tourisme modernes. Cette vallée a conservé au contraire son caractère presque originel, même si le vaste barrage de Roselend cerne brutalement l'étroite gorge creusée par le Doron. Seuls, éparpillés dans le paysage, de vieux chalets aux toits recouverts de « tuiles de bois » — les ancelles — rappellent, que dès la fonte des neiges, les vaches viennent ici se repaître d'une herbe délicate « matière première » indispensable au fromage de Beaufort.

Si la nature est généreuse, la vie est, co revanche, rude l'hiver pour les quatre mille habitants du Beaufortin dispersés aux quatre coins de la montagne : difficultés de communication d'abord lorsque, l'hiver, la neige est abondante ; absence d'un confort

minimum ensuite pour une partie non négligeable de la population, qui ne dispose pas de l'eau courante, voire de l'électricité.

Lorsque, au mois de juillet 1984, le président du SIVOM beaufortin, Lucien Avocat, maire et conseiller général (sans étiquette) de Beaufort, annonça que le Beaufortin était candidat pour un réseau câblé, certains le prirent pour un « doux rêveur » et des voix s'élevèrent dans la région pour affirmer que s'imposaient d'autres priorités, plus terre à terre, comme le goudronnage de certaines routes.

« Nous ne pouvons pas continuer à accepter que les zones rurales soient toujours à la traîne des zones urbaines », explique M. Avocat.

Mais la DATAR a relevé aussitôt le défi lancé par le Beaufortin en finançant pour partie une étude de faisabilité

confiée à la Société parisienne ICS (Innovation, communication et structure). Le schéma de communication présenté aux élus et aux représentants de l'Association d'animation du Beaufortin propose une utilisation « raisonnée » de toutes les nouvelles technologies pouvant contribuer au développement économique de ce pays.

Des méthodes artisanales sont utilisées actuellement dans le tourisme : les traditionnels prospectus pourraient ainsi être remplacés par une centrale de réservation beaucoup plus efficace et plus commode pour consulter la liste des 4 000 à 5 000 meublés, gîtes et lits d'hôtel proposés dans le Beaufortin (un micro-ordinateur suffirait pour absorber toutes les demandes des touristes) ; l'information municipale transiterait par l'intermédiaire d'écrans videotex installés dans les quatre mairies du canton et dans différents lieux publics ; l'utilisation du procédé Antiope permettrait également de diffuser par exemple dans des cafés de la région, les offices de tourisme, des informations pratiques sur l'environnement, les risques d'avalanche, l'ouverture des pistes, les transports en commun ; le projet envisage également une aide à la gestion informatisée des petits commerçants et artisans grâce à l'ordinateur déjà installé à la mairie de Beaufort. La création d'une radio locale est également proposée et des projets



plusieurs dizaines d'associations, envisageait la possibilité de créer avec des moyens « légers » un réseau de diffusion vidéo adapté à la spécificité locale et s'appuyant sur plusieurs salles équipées de vidéo-disques.

Quant au réseau câblé proprement dit, sa réalisation est envisagée à moyen terme. Certes, la dispersion de l'habitat pourrait apparaître d'un point de vue purement technique comme un handicap. Mais, comme pour audiovisuels pourraient voir le jour en collaboration avec FR3.

L'association d'animation du Beaufortin, qui regroupe le téléphone, il faudra tôt ou tard le maîtriser si l'on veut mener à bien le plan câble sur

l'ensemble du territoire français.

Plus rapidement, les habitants de ce secteur de montagne pourraient utiliser les vingt-trois émetteurs et récepteurs locaux de TDF pour diffuser des programmes spécifiques. Le maillage complet du réseau de Télédiffusion de France sera étudié dans cette perspective afin de pouvoir utiliser éventuellement des « espaces libres ». Toutes les technologies nouvelles et les moyens de communication ont ainsi été recensés pour pouvoir satisfaire les besoins d'une population de montagne qui ne veut à aucun prix rester à l'écart des profondes transformations et des mutations technologiques.

CLAUDE FRANÇILLON.

### II<sup>e</sup> RENCONTRES INTERNATIONALES SUR LA FÊTE ET LA COMMUNICATION NICE - 24-28 AVRIL 1985 - ACROPOLES

1) Colloque scientifique : « de la Fête à l'Extase » : Transe, Possession, Chamanisme, Hypnose.

2) Exposition sur la Chamanisme et la Possession.

3) II<sup>e</sup> Festival international du film sur la fête et le Carnaval.

Pour toute demande de renseignements ou de participation, prière de s'adresser à :

NICE ANIMATION - ACROPOLES - II<sup>e</sup> RIF

1, esplanade Kennedy - 06300 NICE - Tél. (93) 92.82.35 ou 92.82.32

Droits d'inscription : participants 350 F - étudiants 100 F accompagnants 200 F

ANGUES





## PICARDIE : L'ARRIVÉE DE LA FÉE TÉLÉMATIQUE

par Michel Curie

**Pure construction administrative, la région picarde manque singulièrement d'unité. Un handicap pour ses agents économiques. Sous l'impulsion du conseil régional, la création d'un important réseau télématique lui a permis de tisser des liens solides entre les acteurs de la vie locale. Avec l'aide de la presse du cru.**

QUELLE communication peut s'établir dans une région, la Picardie, entre ceux qui sont chargés de sa destinée et des habitants dont on répète sur tous les tons qu'à part ceux de la Somme (et encore!) les autres, ceux de l'Aisne et de l'Oise, ne se sentent pas Picards, ou plus du tout. Picards (si leurs ancêtres l'ont été) ou pas encore Picards? Quelle communication peut s'établir entre la Picardie et le reste du monde? Sait-on seulement que cette région existe?

En fait, la Picardie, même si l'on sent un léger frémissement, ne se vend pas très bien. Ses limites n'ont jamais existé historiquement et son identité n'a jamais été très affirmée. Les siècles d'ont pas été marqués par la présence d'un duc d'Amiens, et la Picardie n'a ni armes ni lettres de noblesse. On ne connaissait pas de capitale à la Picardie. On connaissait seulement un chef-lieu du département, de la Somme dont les habitants se disaient Picards. Alors, on a fait d'Amiens la capitale de la Picardie.

On ne crée pas une identité comme cela, d'un seul coup, avec des gens pour qui c'est le moindre souci.

An conseil régional de Picardie, on a toujours été conscient du problème, mais son traitement a été différent selon les majorités. Lorsque l'opposition avait les rênes, une présidence tournante avait été instituée entre les trois départements, ce qui ne facilitait pas la communication entre les Picards et entre la Picardie et les autres. On a même vu un président de la Picardie, M. Max Lejeune (PSD), se déclarer ouvertement anti-régionaliste (le Monde du 31 janvier 1978). La Picardie avait commencé à esquiver ses contours avec le premier et le seul président communiste de région que la France ait jamais eu, M. Raymond Maillet (décédé depuis), qui a développé pendant un an une certaine centralisation des dossiers à Amiens, sinon un certain centralisme.

Puis vint M. René Dosièr, premier président socialiste de la Picardie, qui s'aliéna une partie de ses collègues, même dans son propre parti, en laissant entendre qu'il ne serait peut-être pas impossible d'envisager un jour le dépeçage de la Picardie, la Somme étant rattachée au Nord-Pas-de-Calais, l'Aisne à la Champagne-Ardenne et l'Oise à l'Île-de-France. Cela fit du bruit dans le Landerneau politique, mais le Picard de base, si tant est qu'il existât, s'en moquait éperdument.

Aujourd'hui c'est un socialiste, M. Walter Amsellem, maire de Beauvais, qui est « président des Picards ». On le dit proche de François Mitterrand, et, les 7 et 8 février dernier, il n'a pas quitté le président de la République pendant sa visite en Picardie. Picardie par-ci, Picardie par-là, agro-alimentaire, littoral, formation, voies de communication est-ouest difficiles : certains

Picards, plus attentifs aux propos du chef de l'Etat qu'à ceux de leur presse ou de leurs élus, auront découvert les difficultés de leur région à travers le discours présidentiel.

L'image de marque de la Picardie a pourtant enregistré une petite avancée. La communication commence à passer. Mais c'est long et difficile. Ainsi, par exemple, le conseil régional édite un mensuel, *Agir*, situé à mi-chemin entre l'information et, sinon la propagande, tout au moins la promotion politique (les membres de l'intergroupe de l'opposition ne veulent plus y aller de leur tribune libre, prétendant qu'elle est mal mise en valeur et que les socialistes leur demandent tout leur « copie » afin de pouvoir concocter tranquillement leur réponse, qui, elle, se trouve bien mise en valeur). Ce périodique s'adresse plus aux relais d'opinion qu'au grand public, et son impact n'est pas considérable.

Un autre handicap à la communication à l'intérieur de la région et interrégionale est le manque d'un quotidien vraiment régional : *Le Courrier picard* diffuse sur deux départements : la Somme, où il est en situation de monopole, et l'Oise, où il vient en deuxième position derrière l'édition locale du *Parisien Libéré*, l'*Oise matin*. L'Aisne est partagée entre trois journaux : l'*Aisne nouvelle* (tri-hebdo), la *Voix du Nord* et l'*Union de Reims*. On déplore cette situation, aussi bien à gauche qu'à droite, dans les milieux politiques et socio-économiques.

Ne parlons pas des publicités faites par le conseil régional (affiches dans les rues et placards dans les journaux). Elles ne contribuent pas à donner une image nette de la Picardie. Il y a du flou et du flottement dans les thèmes. La dernière en date, « La Picardie en filière », avec un archer, n'est pas spécialement révélatrice d'une spécificité régionale. Destinée à montrer le dynamisme des Picards, elle ne fait plutôt que souligner un certain manque d'imagination ou d'originalité.

### Le bon bateau

Le meilleur vecteur pour la Picardie est encore le bateau *Région de Picardie*, qui se comporte bien dans les grandes courses. Combien de fois, sur les quais de différents ports de la planète, son skipper, Alain Petit-Etienne, a-t-il dû répondre à la question : « Où se trouve la Picardie ? » Tandis qu'à Amiens, au café-tabac de la rue de la République, les habitués s'approprient le bateau en suivant les péripéties d'une transatlantique au jour le jour. « On est deuxième aujourd'hui ! Tu as vu ? C'était dans le Courrier, et on en a même parlé à la télévision. » Le bateau coûte 600 000 francs par an à la région, 600 000 autres francs étant fournis par d'autres sources : départements, Crédit Agricole, entreprises. On reconnaît, au conseil régional, que c'est cher, mais on est content du résultat,

alors que les opérations d'affichage sont encore plus coûteuses et ratent la cible, même s'il s'agit d'un archer.

« Les Picards doutent d'eux-mêmes. Alors, ils ont besoin qu'on leur dise qu'ils sont capables de faire quelque chose », souligne M. Melchior, directeur des services de la région, ancien de l'Ecole nationale d'administration. Chaque mois, un déjeuner de presse a lieu après la réunion du bureau du conseil régional et, inlassablement, la politique de l'équipe Amsellem est répétée, afin que les journalistes s'en fassent l'écho.

Du côté des pouvoirs publics, il semble y avoir un commencement de prise en compte de la Picardie. M. Melchior passe même pour un homme « embêtant » auprès des ministères. Moyennant quoi, la Picardie est citée en exemple sur les contrats de plan.

fusés par les télévisions ou par les radios, on escamotait la Picardie en annonçant : phéus sur la Normandie et le Pas-de-Calais. Aujourd'hui, de plus en plus souvent, le nom de la Picardie est prononcé par le météorologiste de service. Détail, mais significatif.

Ainsi, peu à peu, la Picardie, qui n'avait pas d'image, s'en crée une, peut-être pas encore très nette, mais qui se précise au fil du temps : la région qui invente, qui veut gagner, comme son bateau, et qui souhaite se faire connaître et reconnaître non comme une vedette dont le nom passera, mais comme une valeur sûre.

### L'affiche télématique

C'est peut-être la télématique qui est à l'origine de la sortie de l'ombre de la Picardie. La région a, en effet, été la première à

Ce qui l'intéresse, c'est d'avoir ses horaires de trains, ses résultats sportifs ou son guide des démarches administratives.

D'ailleurs, maintenant, les serveurs télématiques se multiplient, surtout dans le domaine professionnel (industriels, commerçants) et politique (municipalités). Les pionniers risquent donc de se voir dépassés. « La Picardie est la seule région à s'être impliquée dans la politique de développement local de la télématique, et ses idées ont fait des petits à l'intérieur et à l'extérieur de la région ; c'est tant mieux », affirme M. Melchior. Actuellement, une étude est en cours sur mille foyers possesseurs du Minitel pour savoir si les services rendus répondent à la demande.

Cet outil de communication qu'est la télématique amène des activités tertiaires : des fabri-

quement régional. Il n'y a pas de politique de développement sans politique de communication », ne cesse de répéter Bernard Roux, qui est partout à la fois, surtout là où on décide, où on prévoit, où on pense à l'avenir : université de Picardie, institut universitaire de technologie, organismes de formation professionnelle, culturels, projet Samara, tourisme à Amiens.

Il veut que le *Courrier picard* soit toujours le premier en quelque chose. Et il va le clamer partout, à Paris et en province. Il est le commis voyageur du journal et par la même occasion de la Picardie. A lui tout seul, il est la communication de son outil de communication. Il insiste sur la volonté de présenter les choses sous leur aspect positif : « Nous avons été les premiers à parler des entreprises de la région, à froid. » Il veut dire par là atten-



Le directeur des services de la région a même fait une conférence sur le sujet à l'Ecole nationale d'administration : dans la promotion d'enseignants de cette année, le contrat de plan sera indissociablement lié à la Picardie. La création à Amiens du Centre de valorisation des glucides n'aurait jamais pu se faire sans les contrats de plan, et le projet Samara aurait sans doute sombré dans l'oubli.

Il commence aussi à se savoir chez les industriels que les décisions sont prises rapidement, par exemple lorsqu'il s'agit d'implantations d'usines et des aides accordées. S'ils affirment leurs différences en séance publique, les élus de l'opposition, en ce qui concerne ce domaine vital, laissent volontairement et en toute connaissance de cause carte blanche à l'administration régionale. Exemple : une usine était prête à s'installer dans le Nord, comme sa direction le souhaitait. Mais le déblayage rapide des formalités effectué à Amiens a fait que cette usine s'est implantée en Picardie. Et personne n'a protesté pour ce pas avoir été consulté.

Il faut être Picard et... attentif pour l'avoir remarqué, mais c'est un début de reconnaissance : voilà encore quelques mois, dans les bulletins météorologiques dif-

considérer la télématique comme un moyen de communication sérieux, et à agir en ce sens. Dès 1982, la région était déclarée pilote en ce domaine. Un accord était signé entre la région et le quotidien *Le Courrier picard* pour créer l'association Télématique en Picardie. En octobre 1983, c'est-à-dire deux mois avant l'ouverture de l'annuaire électronique par les Télécommunications, le *Libre de l'emploi* était opérationnel avec tous ses renseignements concernant notamment toutes les formations professionnelles possibles. Il avait été établi en liaison avec de nombreux organismes.

Aujourd'hui y sont ajoutées les offres d'emploi du *Courrier picard*. Depuis octobre 1983, Télématique en Picardie a créé plusieurs milliers d'écrans, et 60 000 Minitel ont été distribués dans les trois départements par les Télécommunications aux particuliers, aux entreprises et aux administrations qui en font la demande.

Le conseil régional et le *Courrier picard*, après avoir marché la main dans la main pour la réalisation des informations télématiques, ont tendance maintenant à tracer chacun sa voie, tout en utilisant le même centre serveur. Subtilités dont le public a cure.

cants de logiciels. Ainsi, l'entreprise Fallavier, installée à Maisoncelle-Saint-Pierre, près de Beauvais, a été sollicitée par l'office culturel de Montpellier.

Du côté du *Courrier picard*, Bernard Roux, directeur général, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, souligne d'ailleurs que l'entreprise de presse qu'il dirige est la seule à avoir inscrit dans ses statuts la vocation à être multimédias. Le journal vient de créer un poste de cadre dépendant directement de la direction et dont le rôle sera justement de coordonner l'action des différents médias *Courrier picard*. C'est une jeune femme de vingt-quatre ans qui a été embauchée.

La télématique fait 3 % du chiffre d'affaires du journal. « Cette activité est bénéficiaire, explique M. Roux, parce que les amortissements se répartissent sur deux produits, le journal et la télématique, et qu'il y a intégration des fonctions. »

Il souligne en passant que le *Courrier picard* est le seul journal à donner en télématique le marché immobilier notarial, les offres d'emploi, les offres automobiles.

« Notre journal doit être un instrument volontariste du déve-

dre qu'il ne faut pas dépeçer de bilan, licenciements, grève ou accident du travail. Il noté avec attention que, de plus en plus, les milieux socio-économiques regrettent que le *Courrier picard* ne couvre pas les trois départements. Mais les décideurs de l'Aisne ont quand même une petite idée du journal, et par là même des informations régionales : mille trois cents d'entre eux reçoivent gratuitement celui du mardi dans lequel il y a le supplément économique.

Le *Courrier picard* participe aussi à des radios privées, mais « sans leur donner un sou », et édite des livres sur des sujets régionaux, avec des tirages de 7 000 à 8 000 exemplaires. Il participera cette année à cinq ou six initiatives de communication dans le cadre de l'année Jules Verne (l'écrivain a en effet vécu à Amiens, où il fut conseiller municipal et où il est enterré). Un numéro spécial sera publié et une manifestation sera organisée avec l'Agence France-Presse en même temps à Amiens, à Lille, à Rennes, à Tours et à Metz.

« Notre rôle, affirme M. Roux, est de mettre l'économie et la technique au quotidien. C'est en cela que nous contribuons à la communication régionale. »

OMME-OUTIL

ROMAN



## L'HOMME-OUTIL DES SOCIALISTES

Bernard Schreiner, président de la Mission câble.

Il n'a rien d'un tribun, d'un va-t-en-guerre, d'un conquérant ou d'un bluffeur. La mauvaise foi l'indispose, la comédie politique horripile Bernard Schreiner, les sectarismes le rendent fou. Un doux rebelle donc, intransigeant envers la morale, fidèle à ses engagements, et fier de quelques certitudes : il est catholique, il est socialiste... et il est « élu ». « Un grand commis des élus », disent même certains, pour témoigner de son attachement aux fonctions de représentation démocratique et de son combat pour défendre le pouvoir des collectivités locales.

Rien de « câblé » dans son apparence, rien de « branché » dans ses costumes gris. Ses traits un peu banals, s'il n'y avait ses yeux polissés, demeurent inconnus au grand public plus attentif au nez papillon de Georges Fillioud ou à la barbe de Louis Mexandeau. Et pourtant son rôle depuis 1981 dans le secteur de la communication complète largement le leur. Peut-être en est-il même le pivot.

C'est lui, l'homme de terrain. L'homme de contact, amical et direct, à l'aise dans sa circonscription des Yvelines, timide et embarrassé dans les mondanités. Un médiateur de choix entre le pouvoir, l'administration et les collectivités locales, soucieux de consensus, amoureux de concordat. C'est déjà ce qui le fit élire, à vingt-trois ans, président national de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France). Journaliste à *Témoignage chrétien*, puis directeur de la revue *Notre combat* et enfin éditeur et imprimeur, il s'est tout naturellement occupé, dès son arrivée au Palais-Bourbon en juin



1981, des questions touchant à la communication. Et il s'y est plongé. Administrateur à FR 3, rapporteur de la loi sur l'audiovisuel, membre de la commission consultative sur les radios locales privées et président depuis 1983 de la commission interministérielle visant à expérimenter la télévision par câble, on le rencontre sur tous les fronts de l'audiovisuel. Il n'esquive aucun débat, il ne loupe aucune occasion de raconter (marché, exposition...) avec les professionnels, et il sillonne la France pour sensibiliser les élus locaux aux enjeux de la télévision par câble. « Cela avance, se réjouit-il. Et même cela s'accélère. L'effort pédagogique a porté ses fruits. Et les élus comprennent que l'enjeu du câble dépasse amplement la télévision et fera partie, à terme, des équipements de base au même titre que l'eau, l'électricité, le téléphone... »

Voilà bien une conviction ! « Un constat d'évidence,

rectifie-t-il. Le câble est l'infrastructure nécessaire, on pourrait dire inévitable. C'est l'outil industriel qui porte en germe une révolution de la communication. Un lieu de passage obligé ! » Message reçu, l'affaire est entendue. Car « M. Câble » se refuse au fanatisme, agacé au plus haut point par la guerre des écoles : télévision hertzienne - télévision par câble. « Comme si l'une et l'autre étaient résolument incompatibles ! Nous n'avons jamais imaginé le câble comme un support exclusif. Sans doute la liaison satellite-câble jouera-t-elle de façon optimale un jour ou l'autre, mais, en attendant, le développement hertzien est à la fois normal et souhaitable. A condition de l'organiser en complémentarité et cohérence avec le plan câble. »

Cohérence, dit-il. Et cohésion. Car c'est l'homme des jonctions et des synthèses. S'adapte avec souplesse, sans rien renouer et sans exclure.

Meilleure façon, d'ailleurs, de rallier des détracteurs. Mobiliser, convaincre et entraîner... Sa campagne - sa croisade ? - pour trouver les deux mille heures de programmes nécessaires pour approvisionner les premiers réseaux câblés a fait parfois sourire. Ce ratissage systématique des fonds de télévisions régionales, des universités, des maisons de la culture ou des associations de vidéastes... N'empêche. Peu à peu, ce sont les télévisions publiques qui ont proposé leurs services, suivies par de gros partenaires privés : Hachette, UGC, Telfrance, Europe 1... « On est là pour mobiliser les énergies, rassembler les élus, les financiers, les industriels, les exploitants... On est un peu la force tranquille qui continue son chemin de façon calme. Et on prépare l'avenir. »

Il attend les conclusions de la mission Bredin sur les télévisions hertziennes et probablement un changement de la loi de 1982. Pièce centrale du dispositif actuel, déjà modifiée en 1984, grande réforme mûrie pendant de longs mois et annoncée en 1981 comme la grande chance de l'audiovisuel... Faudra-t-il donc sans cesse l'adapter ? Il devient catégorique. « Qui, en 1981, pouvait prévoir l'évolution du marché publicitaire, l'arrivée imminente des satellites, la bousculade des radios libres, le choix de la fibre optique... Dans cette période de flou profond, la loi a déverrouillé le monopole et permis toutes les évolutions. Cela restera une loi de référence. Une des lois les plus importantes dont le pouvoir pourra plus tard se féliciter. »

ANNICK COJEAN.

## LE PISTEUR

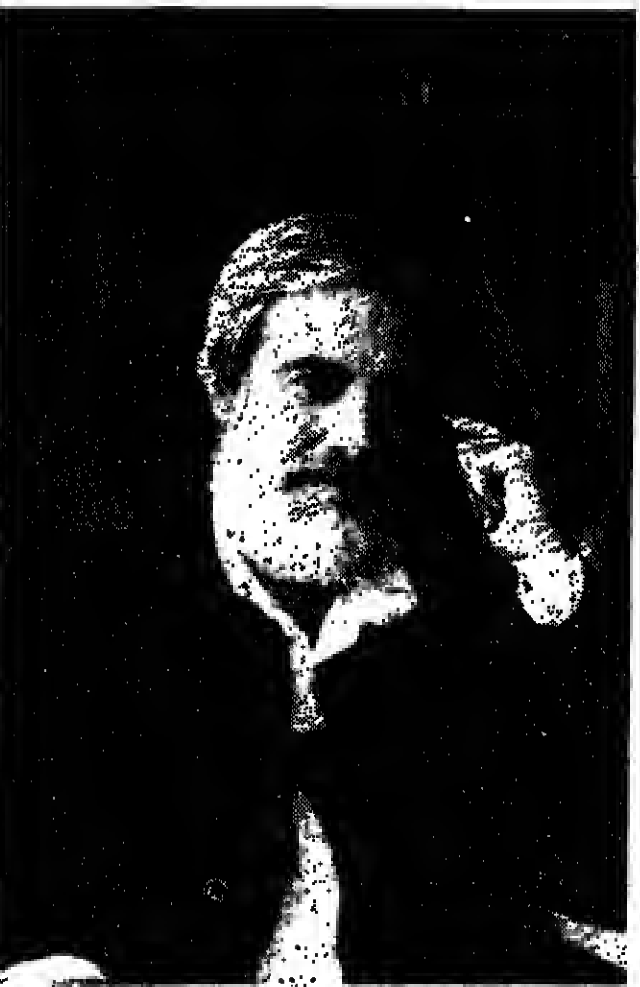
Jean-Pierre Grunfeld, directeur de Topologies.

DANS les milieux de la communication avancée, le tic chic consiste à parler des hommes comme s'il s'agissait de choses. Cette comédie, ce député, ce chef d'entreprise et tel projet de ceux-ci ou de ceux-là, il convient de les analyser et de les vendre de la même façon, ou presque, qu'une marque de lessive. Jean-Pierre Grunfeld, le directeur de Topologies, est très choqué par cette façon de faire et de penser, cette sorte d'anthropomorphisme à l'envers, à quoi conduisent les excès du marketing.

Son agence, son bureau d'étude plutôt, s'est spécialisée dans « la signalétique et la communication sociale », termes un peu barbares qu'il faut expliquer tout de suite. Exemple : la Ville de Paris ouvre quelques 17 000 chantiers par an, ils perturbent, parfois gravement et longtemps, la vie des Parisiens, même s'ils sont destinés à l'améliorer plus tard. Comment les signaler et, pourquoi pas, à cette occasion, montrer leur utilité, saisir ce prétexte d'engager le dialogue avec le citoyen-citadin ? Ces questions dessinent la tâche de Topologies qui,

Très bien. Reste à étudier les moyens de faciliter pour l'usager l'emploi du métro ou des autobus, de l'aider à s'orienter plus aisément, de supprimer au maximum perte de temps et dépense nerveuse, bref d'améliorer le produit « transport ». Ce ne peut être qu'une tâche de longue haleine ; le contraire, justement, d'une campagne.

Jean-Pierre Grunfeld a inventé ce métier, mélange de plusieurs, en le faisant. Architecte diplômé, il travaille ensuite chez un designer industriel mais aura eu la chance de rencontrer sur sa route un homme qu'il admirera beaucoup : Jean Prouvé, ce célèbre inconnu de l'architecture métallique française, disparu l'an dernier, nommé comme lui. Après un passage, aura expérience marquante, à l'Institut de l'environnement, il crée en 1969 son propre bureau d'études, qui sera repris en 1974 par Publicis et auquel Marcel Bleustein-Blanchet ne cessera de s'intéresser personnellement. A quarante-trois ans, ce jeune patron est entouré d'une jeune équipe d'ingénieurs et de designers. « Nous sommes ving-



effectivement, a pris en charge la signalisation des chantiers de la capitale à sa manière, originale.

Vêtu comme l'architecte qu'il fut, chemise écossaise, veste de couleur noire, barbe claire, Jean-Pierre Grunfeld, de sa voix douce mais persuasive, raconte sa « philosophie » : « Lorsque vous êtes chargé d'organiser les communications d'une collectivité publique, petite commune, grande ville ou administration, vous devez employer d'autres méthodes que lorsque vous vous intéressez au secteur privé : vous vous adressez tout le temps à des citoyens et non pas quelquefois à des consommateurs. Une ville, ce n'est pas un produit mais un espace politique dans lequel les échanges, qui ne sont pas des échanges marchands, s'organisent de façon permanente à partir de ces véritables médias que représentent un guichet, une affiche, une plaque de rue. A nous de savoir nous en servir. »

Illustration concrète de ces propos : le travail auquel Topologies se livre avec la RATP pour préparer une signalisation unique de l'ensemble du réseau de transport parisien : métro, RER, chemin de fer de banlieue, autobus. La Régie a lancé, avec le succès que l'on sait, des campagnes de publicité destinées à vendre des services.

cinq : nous ne serons jamais plus nombreux pour rester une équipe. »

Cette équipe a déjà un palmarès impressionnant. Elle travaille avec des départements, des villes (Paris mais aussi Bordeaux, Arles, La Rochelle, Amiens, Angoulême qui est une de ses meilleures réussites), des établissements publics comme celui de La Villette ou la société de la Tour Eiffel, des administrations centrales comme la direction des routes, des ministères, ceux de la culture, de l'éducation nationale ou du travail. Aucune discrimination politique dans le choix des clients. « Il ne peut d'ailleurs en exister, explique encore Jean-Pierre Grunfeld, car notre démarche, est justement, de laisser aux « politiques » l'entière responsabilité de leurs décisions. Nous leur demandons ce qu'ils veulent faire, comment ils veulent apparaître, c'est leur affaire : nous leur disons, après enquête, comment ils sont perçus ; nous leur proposons les moyens de modifier, dans le sens qu'ils souhaitent, leur image, et les aides, s'ils le veulent, à l'obtenir. » A chacun son travail, c'est le secret de la bonne communication et, sans doute, aussi, de la bonne politique.

J.-F. SIMON.

## VIDÉOMAN

Daniel Populus, responsable de l'agence Octet.

DE longue date voué corps et âme à la communication tous azimuts, par tous les moyens légaux, ondes courtes, moyennes ou longues, voie hertzienne ou par satellite. Un individu fortement « câblé », aisément repérable sur l'échiquier médiatique. Vite le joindre ! Mais ce mathématicien, technicien, administrateur est rongé par la « réunionite », rien d'engageant a priori. Encore l'un de ces individus-robots, glacés, censés gouverner le bas monde du haut de leur bureau ?

Détrompez-vous, l'histoire Populus commence justement sur la terre ferme, à l'époque où la gauche était dans l'opposition et flirtait avec les utopies. A Grenoble, en 1973, Daniel Populus lançait contre giboulées et tempêtes la première télévision locale. Ce petit bonhomme trapu serait-il un produit fané de l'époque baba-cool, post-soixante-huit à poils longs et aux idées courtes ? Toujours pas : la quarantaine svelte, sapé furieusement « branché » dans un bureau design, blanc noir entouré d'engins hautement sophistiqués.

Quadriller un quartier, comme un architecte ou une patrouille. Le son, l'image, l'antenne à celui qui le désire.

Grenoble, ville ouverte jeune, animée par Hubert Dubedout, socialiste. Une question chatouille les oreilles de ce pionnier : l'électron est-il en train de transformer l'image - « l'image comme processus de transformation sociale » ? Une exigence de législateur romain sous-tend cette expérience : les droits des citoyens. « Donner la parole aux gens de la rue et permettre un maximum d'expression entre les différents groupes sociaux. »

Parole donc, aux écologistes, aux revendicateurs en tout genre, directement, sans médiateur, n'est-ce pas une fiction ? « Sur ce point, notre action grenobloise fut un échec, dit-il. Nous avions oublié le handicap numéro un : l'absence d'intermédiaire entre le message et le spectateur. » Quelque temps auparavant, Daniel Populus s'essayait dans la réalisation à FR 3 Lyon, sans succès. Puis se lançait sur les grands boulevards américains. Aux Etats-Unis, où il enseigne trois ans et vit une mutation : « Je découvrais que le baba-cool se transformait en chef d'entreprise. »

Le temps des douces chimères aux tiroirs. La pleine expansion économique au placard a laissé place aux temps

de crise. Daniel Populus n'a pas fondamentalement changé. Une obsession : toujours lier l'image à l'électronique, traiter celle-ci par ordinateur, inventer des modèles de communication, repérer des filières, de nouvelles structures. Langage de logicien ! Pas exactement, Daniel Populus dirige, depuis 1983, l'agence OCTET, mise en place par le ministère de la culture pour promouvoir et stimuler l'innovation et les nouvelles technologies audiovisuelles, principalement à travers les petites entreprises. Quelques exemples : cette agence a choisi de financer les projets d'une trentaine de vidéastes indépendants, chargés de mettre en clips les chansons d'Yves Simon, Daniel Balavoine, Julien Clerc ; dans le domaine du dessin animé, secteur moribond en France, OCTET a piloté une série d'actions. L'argent public a servi à aider des projets, à former des animateurs, à développer de nouvelles techniques, palette électronique ou synthèse d'images. « Les premiers temps, nous avons été surpris par l'extraordinaire afflux d'initiales de groupes, d'individus, ne sachant comment s'y prendre pour concrétiser leurs idées sur le marché. »

Trois directions animent OCTET : l'aide aux investissements, les premiers 3 000 F nécessaires au commencement d'un projet ; donner une assise à des entreprises en leur fournissant une ingénierie juridique ; enfin, une activité de mécénat qui implique la découverte de nouveaux talents dans le domaine des jeux vidéo, du dessin animé... Par les fonds publics, inciter à bâtir une industrie de la communication susceptible de concurrencer l'industrie japonaise et américaine. Difficile tâche, sachant les retards qu'a pris la France dans ce domaine.

L'avenir, les mirages des télévisions privées : Daniel Populus ne saurait s'y opposer. « Je suis pour l'ouverture de l'antenne, bien sûr, mais à la condition que ces nouvelles chaînes préfigurent des services nouveaux et des fonctionnements économiques différents. Je crois en la possibilité de chaînes thématiques spécialisées dans le sport, l'actualité... Je rêve de créer un espace musical pour les quinze-trente ans, qui relèverait le défi anglo-saxon. » En attendant, l'ingénieur Populus est en train d'écrire un roman sur l'univers des médias. Une manière de communiquer sa soif... de communication.

MARC GIANNESINI.





## FEMME DE CHOCS

Pascale Breugnot, productrice à Antenne 2.

par Bruno Frappat

LES gens l'intéressent. Et parce que la télévision, c'est la vie, Pascale Breugnot fait une télévision pour les gens, avec les gens, sur les gens. Une idée toute simple, comme le sont les meilleures idées. Et avec cette idée-là, en quinze ans, elle a renouvelé le langage télévisuel. Elle a permis à la vraie vie de faire irruption sur les écrans. Elle a fait sauter les barrières qui séparaient la fiction du réel. Elle a produit de la vie en images, tandis que tant d'autres s'évertuaient à mouliner du pur spectacle, l'artifice et le toc. Balayant les académismes, elle a choqué parfois, passionné souvent, innové toujours.

Mine de rien. Avec un air de ne pas y toucher, une sensibilité océanique, peu de parti pris, des idées fraîches, voire joyeuses, un regard tendre et précis sur le monde. Rien de cette distance de l'otomologiste qui tient du bout des pincettes les bestioles qu'il observe et au sujet desquelles il disserte froidement. Non, pour Pascale Breugnot, la télévision doit « faire voir et faire savoir » avec cette chaleur qui permet seule l'empathie. Et cela dans des émissions, des séries, dont aucune ne peut laisser indifférent : « Psy-show », « Moi, je », « Gym tonique », « Vive la crise ! », « Mœurs en direct », etc.

Pascale Breugnot est comme les émissions qu'elle produit : vive, coquette, en perpétuel mouvement de pensée et d'invention, hardie mais réfléchie, impertinente mais scrupuleuse, sensible mais renseignée. A quarante ans passés, ses cheveux roux frisés sont comme un feu pétillant au-dessus de sa tête, ses joues un peu rebondies disent le goût de vivre, ses yeux très mobiles sont sans cesse en éveil.

A Antenne 2, son royaume est un vaste monde. Nommée par Pierre Desgraupes, en 1982, à la tête d'une des plus grosses « unités de programmes » (il y en a douze), sa mission se résumerait, sèchement, en deux chiffres : quatre cents heures d'émissions à produire chaque année, et un budget de 50 millions de francs. Douze permanents — dont un homme et un seul ! — mais d'innombrables associés (journalistes, réalisateurs), requis au coup par coup. Une PME avec un état-major restreint et un volant d'intérimaires talentueux.

Au début des années 70, Pascale Breugnot était assistante de production dans une société privée de films (Telcia films, avec Yves Ciampi). Par un beau dimanche, elle voit à la télévision une émission du service de la recherche de l'ORTF dirigé par Pierre Schaeffer. Le coup de foudre. Le lendemain, elle rencontrait Schaeffer, qui l'embauchait sur-le-champ. Adieu ciné, bonjour TV ! « La télévision, résume-t-elle aujourd'hui, me semblait très bien toucher les gens par ces images si proches de l'événement qu'elles se renouvellent sans cesse. Ce mouvement évolutif et incessant est comme la vie : un flot qui coule, tout est lié comme dans une peau qui se renouvelle sans cesse. »

Du journalisme, en somme ? « Oui, je ne fais que du journalisme. Ce qui m'intéresse, c'est d'observer les faits de l'actualité et de les relier entre eux d'une certaine manière. » Pascale Breugnot fera d'abord dans le culturel, mais à sa manière déjà : en partant des gens, des personnes. Avec la série du « Musée imaginaire », elle fera parler les fous de l'art et leurs passions (Boulez, Roger Caillois et tant d'autres). Avec la série « Inventaires », elle montre la relation entre les hommes et les objets du patrimoine, relation souvent passionnelle.

En 1976, changement de cap. Les chaînes commencent à devenir plus concurrentielles. Les « culturelles » sont reléguées en fin de soirée pour les couche-tard et les insomniaques. « Je ne voulais pas m'adresser à 2 % des téléspectateurs. » Le confidentiel n'est pas sa tasse de thé. Elle s'oriente vers les « phénomènes de société ». L'heure est à l'enquête sur les choses de la vie, le témoignage, la vie des gens dans son tissu de tristesses, de plaisirs, de blocages, de drames et de joies. L'adoption, les rapports parents-enfants, la vie des familles murées dans leur communication. Pascale Breugnot et ses équipiers découvrent la France du silence, les profondeurs à la fois riches et médiocres, la quotidienneté, la

profusion du banal. Ici Pascale Breugnot, les Français parlent aux Français... Car chacun, dans ces émissions, peut se repérer, se projeter, s'identifier, se découvrir même.

« Une bonne émission de télévision, dit encore Pascale Breugnot, c'est exactement comme un éditorial : elle rapproche des faits, des témoignages, des réflexions et, bien sûr, elle donne un point de vue qui peut être mobilisateur. » Mais un éditorial précède d'une longue enquête sur le terrain. La caméra fouille le paysage humain. Viendront alors des émissions qui touchent l'individu au plus près, jusqu'à l'intime qu'on croyait inabordable et non montrable. Le « modèle », décrit au départ, accepté aujourd'hui, ce sera « Psy-show », où des couples revivent l'itinéraire des sensibilités. Dans le même temps, une lente révolution culturelle s'est faite dans l'équipe de Pascale Breugnot. Elle porte sur les rapports de la fiction et du réel.

« Il n'y a pas de frontières entre les deux », dit-elle. Ce qui compte, c'est le contenu, le caractère indiscutable de l'enquête et des informations sur lesquelles se fondent les parties jouées. Car il faut désormais donner au documentaire la capacité de rivaliser avec les histoires carrément inventées que sont, par exemple, les feuilletons. « Il faut, dit Pascale Breugnot, donner aux émissions la forme et la



force du récit. » Ainsi fera-t-on rejouer à des personnages des événements qu'ils ont réellement vécus (une fleuriste agressée en banlieue interprétera son propre rôle). Ainsi mèlera-t-on, pour une émission sur l'an 2000 (programmée en mai 1985), des entretiens réels et les scènes fictives d'un avenir possible.

Cela ne va pas sans ambiguïté, potentiellement. Que

ferait, d'un tel mélange, une télévision qui n'aurait pas les méthodes scrupuleuses qui ont fait la force et le charme des émissions de Pascale Breugnot ? N'est-ce pas la porte ouverte à la manipulation ? Pas de risque pour ce qui la concerne : elle a assez donné de gages de ce qu'elle appelle son « opiniâtreté dans le travail d'enquête ».

Cette télévision de la vie-même survivrait-elle à la créa-

tion de chaînes privées ? Pascale Breugnot jugerait plutôt « saine » une telle création, car elle pourrait « stimuler et même déstabiliser » les chaînes publiques. Mais à condition que ces dernières « se renouvellent » et définissent un certain type de programmes qui ne soient ni racolage, ni nivellement, ni régression, ni facilité. Du Breugnot, en somme.

## LE SÉNATEUR WAX

Jean-Marie Rausch, sénateur et maire de Metz.

DE tous les titres qui se pressent sur sa carte de visite — sénateur, maire de Metz, président de la Moselle, président de l'Association des maires des grandes villes de France et de l'association Nouveaux Médias — c'est peut-être bien le dernier qui tient le plus à cœur Jean-Marie Rausch, cinquante-six ans. Rien ne le destinait à la politique : fils de minotier et minotier lui-même, ce Lorrain, garant grand teint, eût jeté son bonnet par-dessus ses épaules le jour où les hommes du République lorrain lui ont demandé de se présenter au siège laissé vacant à la mairie par la mort de Raymond Mondon. D'ailleurs, le jeune homme, du temps qu'il était étudiant, s'enthousiasmait à la lecture de Combat, celui d'Albert Camus, précise-t-il, et « se sentait le cœur nettement plus à gauche qu'à droite ».

Sa rencontre avec Jean-Marie Pelt, aujourd'hui professeur de biologie végétale et son adjoint à la mairie, va jouer le rôle d'un déclic. « Son idée de créer, à Metz, un institut européen d'écologie m'a immédiatement séduit. D'autant qu'à travers l'écologie j'ai vu se profiler l'environnement urbain... » Mais sa passion pour la communication sous toutes ses formes — de A comme Antiope à V comme visio-phonie — M. Rausch dit l'avoir acquiescé au terme d'un constat. « Vers 1972, on a assisté en Lorraine aux premiers soubresauts de la crise énergétique, qui annonçait déjà la fin d'une certaine société industrielle. Derrière cela, l'informatisation et la robotisation pointaient déjà leur

museau. Dans le même temps, on assistait à un phénomène nouveau, les premiers déplacements des centres de décision : des vieux bassins industriels où ils se trouvaient implantés comme la Ruhr, le Nord et la Lorraine, l'Angleterre, la côte est des États-Unis... Ils allaient s'installer sur les rives canadiennes et américaines du Pacifique, au Japon et dans le Sud-Est asiatique... Là où s'élaborent aujourd'hui les outils de la communication. »

Dès lors, sa conviction est faite : la future, en l'occurrence les années 80, sera tout entière placée sous le signe de la communication. « Pour sortir la Lorraine d'un contexte périmé, il fallait sans attendre l'adapter aux techniques du surdéveloppement, en sautant carrément un palier, de façon à entrer de plain-pied dans l'ère de la communication. » Au début, J.-M. Rausch le reconnaît : « On a un peu bricolé. » Avec la câblée, d'abord. Mais aujourd'hui, Metz (120 000 habitants) a câblé 33 500 de ses 48 000 logements, dont 8 000 sont affectivement raccordés. Dépense par tête, au départ, 341 F de raccordement, plus 600 F d'abonnement annuel. A ce prix, tout Meusien qui le souhaite a le choix entre dix-sept radios et dix chaînes de télévision.

Après, en décidant d'attirer à Metz des industriels et de faire de sa ville « le pôle d'accueil des industries du futur », M. Rausch a pris des risques. « Vous allez à l'échec, lui répétaient-ils. Ces boîtes-là choisiront le soleil, pas le Lorrain... » « Nous avons fait l'acquisition d'un ordinateur WAX, dix millions de francs de



en main, ce qui se fait de mieux au monde en matière de génie logiciel. Et on a dit aux industriels : si vous venez chez nous, on vous offre tant d'heures de WAX par an... » Tout laisse à penser qu'il a joué la bonne carte. Après les sociétés Apple, Télémécanique, Bull-Transac, Hewlett-Packard et Thomson-Answere, Supélec s'installera à Metz, comme le futur centre d'essais de TDF et, probablement, l'ACESCOM (Association pour l'étude et la mise en place du centre d'études des systèmes de communication).

Parlons gagnés ? En tout cas, une réussite pour cet autodidacte de l'ordinateur qui a épousé son entourage en commençant à pianoter sur un clavier à cinquante ans. Sa passion du moment, c'est la micro-informatique : « J'écris moi-même des logiciels. Et cela a changé ma vie ! Mon écran me dit en quelques secondes ce qu'il me fallait des heures à déterminer. » Et puis toutes ces industries qui s'appellent audiovisuel, télématique, informatique, sont porteuses d'emplois : « Aux États-Unis, l'informatique crée actuellement un emploi sur deux, même s'il faut inclure le bachelier, le marchand de hot-dogs et le jardinier. Qui dit mieux ? »

Un homme passionné, Jean-Marie Rausch. Son épouse, alla, l'est un peu moins peut-être : « J'avoue qu'elle n'est pas vraiment ravie quand elle me voit, la dernière bouchée avalée, filer vers la pièce où j'ai installé mes écrans... » Il a donc « des écrans » jusque chez lui ? « Oh ! fait-il, modeste, j'en ai huit à la maison. » Pas de quoi foudroyer un chat...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.



## UNE BONNE DROITE

Thierry Saussez, patron d'Image et Stratégie.

**D'**OPPOSITION, franchement, sans complexe. Thierry Saussez, trente-six ans, toutes ses dents, ne mettra pas son drapeau dans sa poche. Image et stratégie, la société de conseil en communication politique, institutionnelle et sociale qu'il dirige vient d'emménager dans de nouveaux locaux, à deux pas des Champs-Élysées. Ambiance jeune et vive. On achève de boucler la campagne des cantonales : on va s'attaquer aux législatives.

La politique, pour Thierry Saussez, c'est une passion avant d'être un métier. Il est aujourd'hui adjoint au maire de Neuilly-Malmaison, Jacques Baumel, mais son engagement, loin de le dissimuler, il le revendique « pour des raisons de déontologie », tient-il à préciser, en expliquant : « Notre tâche de conseil auprès des collectivités locales est une démarche globale qui va de la conception d'une campagne à sa réalisation. Nous ne pouvons travailler en confiance avec des gens qui ont des idées trop différentes des nôtres. »

« Trop différentes » ne veut pas dire semblables. En fait la clientèle d'Image et Stratégie se recrute parmi « tous ceux qui ne sont pas à gauche » et qui « ne se situent pas aux extrêmes ». Vaste marché qui va de la région Ile-de-France, Alsace ou Franche-Comté au département de la Guadeloupe, à la ville de Mulhouse ou d'Orléans jusqu'à des localités plus modestes.

Thierry Saussez parle avec fierté de ce qu'il appelle « son laboratoire » : l'opération qu'il a menée en 1983 à Marignac, modeste chef-lieu de canton du Val-d'Oise, et qui a permis



à son frère Fabrice de s'asseoir dans le fauteuil du maire.

Le jeune publicitaire avait appris son métier sur le tas chez Jaeger-Lecoultré puis auprès de Claude Bongrand, dont il fut, de 1972 à 1982, un collaborateur proche, fournissant ses armes. Il dispose aujourd'hui d'une stratégie et d'un instrument bien au point. Stratégie à trois niveaux. « Nous devons être successivement, explique-t-il, des scientifiques pour étudier de façon précise les comportements des gens auxquels nous allons nous adresser, des créateurs pour imaginer des messages politiques nouveaux, des organisateurs de campagne. » D'où la nécessité de disposer, pour accomplir cette triple besogne, d'une équipe pluridisciplinaire. Image et stratégie se présentent comme « la seule agence de conseil intégrée » capable de proposer du « tout-compris ».

On y trouve à la fois un institut de sondage, un atelier graphique et un bureau de relations publiques et de presse. Au total, une vingtaine de permanents et une trentaine d'enquêteurs dans les régions. Moyenne d'âge, trente ans : « Nous assumons notre jeunesse comme notre option politique. » Dynamisme garanti ; on le voit par les projets qui foisonnent.

Depuis un an, l'agence a commencé à s'intéresser à la promotion des professions libérales : médecins, quatre campagnes ont déjà été lancées — ou notaires.

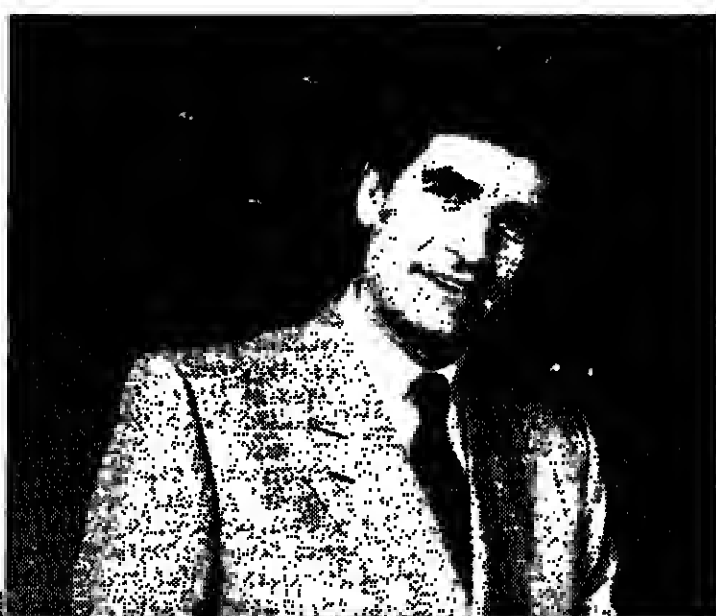
L'information vient de tomber : les élections régionales seront organisées en 1986 en même temps que les législatives. « Nous sommes prêts, dit Thierry Saussez, nous sommes les seuls à avoir déjà préparé des "régionales" : en Corse, en août dernier. »

J.-F. S.

## LA FORCE DE L'OMBRE

Maurice Lévy, PDG de Publicis.

**L**A publicité, c'est assurément bon pour les autres — ses clients, notamment — mais sûrement pas pour lui-même. A qui souhaite faire son « portrait », M. Maurice Lévy, quarante-trois ans, deuxième personnage dans la hiérarchie de Publicis-Conseil, répond avec un large sourire que « cela ne saurait intéresser personne ». On cherchera en vain sa notice dans les colonnes du *Who's who*, et les journaux n'ont rien dans leurs archives le concernant, hormis quelques rares repères de carrière, du genre « né au Maroc en 1942, entre en 1971 chez Publicis, après cinq années passées à l'agence Synergie. Vice-président en 1981, devient PDG de la maison en 1983 ». Rien de plus...



Ce qui lui importe, en revanche, il ne se fait pas prier pour en parler. On devine, à l'entendre parler de son métier, la publicité, la passion qu'elle suscite en lui : « Être aujourd'hui dans la communication, c'est se trouver placé au centre de tout — il insiste sur le mot — ce qui se passe, se fait, se crée... La publicité, c'est un carrefour privilégié où se croisent à tout moment et en tous sens l'industrie, les médias, la distribution, une certaine part du monde politique et une très large part de l'économie nationale et internationale... »

Un métier « fascinant », qui conduit à étudier, à analyser, à diriger d'une certaine manière la stratégie des entreprises, puis de déterminer — « là, an n'a pas le droit de se tromper ! » — les goûts du public. « Notre rôle de publicitaires, c'est de susciter entre l'ache-

teur potentiel et le produit une « relation » qui doit dépasser le seul aspect utilitaire de ce produit. Ce qui signifie que, contrairement à ce que croient à tort trop de personnes, la publicité, fût-elle la meilleure, ne fera pas vendre n'importe quoi : aucun produit qui ne corresponde à la satisfaction d'un besoin réel — qu'il soit « physique » ou « psychologique » — ne survivra longtemps. Les faux produits ne résistent pas au jugement du public. Il faut savoir le dire à l'éventuel client et refuser de défendre ses couleurs. »

A passer en revue quelques-unes des grandes campagnes à succès qui portent la griffe de la maison — les ravissantes jeunes femmes court vêtues de Dim, le pain, le vin et le Bour-sin, cette Shell qu'on aime, la bière qui fait aimer la bière,

ce Paic citron qui fait les mains si douces, ou la Renault Super-5 qui peut semer Superman en personne. — on constate sans avoir à se forcer que la « machine » qu'a créée M. Marcel Bleustein-Blanchet tourne rond et sait viser juste. A force d'avoir maîtrisé l'art et la manière « d'avoir une espèce de capacité à se dédoubler, à se mettre dans la peau du consommateur » pour deviner comment il recevra le message prévu.

Pour M. Maurice Lévy, « la consommation est devenue aujourd'hui une véritable industrie ». Où la France, en dépit de son retard sur les autres, se place tout de même dans les trois premiers pays, derrière la Grande-Bretagne, qu'il juge comme la « meilleure » en la matière, et les Etats-Unis. A chaque pays sa manière de vendre : « Aux Etats-Unis, c'est la publicité démonstrative, le hard-selling, qui réussit. Les Anglais, eux, jouent à fond la carte de leur humour inimitable, alors que le Japon donne dans la poésie, le passé, la tradition. L'Allemagne préfère le style brutal, direct, sans fioritures inutiles, et chez nous, enfin, on choisit le registre affectif, émotif même... »

Pour l'heure, ce qui préoccupe le plus le monde de la publicité, c'est l'avenir. « On peut, mais cela reste encore vague, imaginer de quoi sera fait demain, mais il est évident que des moyens encore inconnus seront mis en œuvre, notamment par le truchement de la télématique... Demain, cela nous en sommes convaincus, les médias seront électroniques. » Que sera alors la publicité ? « Impossible à dire. Peut-être un service, peut-être un message transcodé, voire une intrusion technologique... C'est pourquoi on travaille — depuis plus de deux ans déjà — chez Publicis à concevoir « un nouveau langage avec une forme, une syntaxe entièrement nouvelles, mais qui doit garder tout ce qu'il y a d'humain, de sensible et de chaleureux dans la communication d'aujourd'hui ».

Cet immense inconnu le passionne tout autant que ce qu'il aime déjà, passionnément. « Je suis un amoureux de la communication. Peut-être parce que j'aime les gens : pour faire ce métier, il faut aimer son prochain. Les pisses-vinaigre n'ont pas leur place chez nous... »

J.-M. D.-S.

ANNICK COJEAN

## MADAME AN 2000

Yvette Chassagne, présidente du Carrefour de la communication.

**Q**UELLE pêche ! Assurément cette femme de choc, habituée à jouer les pionnières de l'administration — première femme « sous-directeur » au ministère des finances en 1967, première « conseiller-maire » à la Cour des comptes en 1979, première « préfète » en 1981, — aujourd'hui présidente de l'UAP (Union des assurances de Paris), ne manque ni de caractère, ni d'énergie. Elle décide, programme et force, entraînant dans son sillage famille, équipe et personnel, présentement plus de trente mille salariés. Et bien téméraire — ou inconnu — celui qui chercherait à la freiner, la retarder ou contraindre ses objectifs. Travailleuse et infatigable, rien ne l'agace davantage que l'oisiveté, le lentur et l'indécision. Et sa façon de conduire une interview — au lieu et place de son interlocuteur — indique assez bien la façon dont elle doit diriger un conseil d'administration.

Mais, attention ! Point de comportement à la hussarde, d'austérité technocrate ou de démonstrations survoltées. La gant est de velours, et la dame affable et charmante. Une grand-mère moderne et étonnante — elle a soixante-deux ans — qui prend autant plaisir à voyager, lire, cuisiner qu'à diriger, discuter... et communiquer. Car c'est là sa passion.

Communiquer, de sa préfecture du Lot-et-Cher, cela signifie multiplier les contacts avec les élus et la population. De foires en courses cyclistes, de bals en expositions ou réunions cantonales, elle honore de sa présence la plus grande manifestation de manifestations

tions, n'hésitant pas elle-même à recevoir dans sa vaste résidence.

Communiquer, en son de sa nouvelle entreprise, cela signifiait écouter et informer à la fois la clientèle et l'ensemble du personnel. Et M<sup>me</sup> Yvette Chassagne de lancer, dès son arrivée Place Vendôme, il y a deux ans, une audacieuse politique de communication. Un comité consultatif de clientèle doit être créé afin de mieux adapter produits et services à la demande des clients, et l'UAP abandonnerait l'archaïque système des notes de service pour se mettre à l'heure de la radio et de la télévision.

Quarante antennes (une par étage) et trois mille récepteurs ont été installés dans une tour de la Défense, permettant de capter Radio UAP et les Informations professionnelles, conviviales et pratiques qu'elle diffuse plusieurs fois par jour. Un studio de télévision broadcast autorise d'autre part l'enregistrement d'émissions d'information qui, diffusées la nuit sur l'une des trois chaînes, parviennent ainsi à l'ensemble des agents de province qui les enregistrent sur magnéto. La Régie française des espaces trouve ici tout son sens. L'UAP s'approprie cependant à crypter ses émissions pour échapper à ses concurrents... trop assés à son gré devant ses programmes !

Enfin, décidée à « gérer moderne », M<sup>me</sup> Chassagne joue à fond la carte informatique en maîtrisant la forme et le développement. « C.R.K. pour s'adapter à l'instrument, à condition que lui-même s'adapte à notre culture et à nos besoins. » Elle a réuni un comité scientifique et fait étudier,

par des chercheurs et des industriels français, le type idéal de machine « intégrant parfaitement dans une culture d'entreprise française ». Une obsession : éviter tout chômage. « On ne licencie pas des gens pour en embaucher d'autres plus compétents. Ce serait absurde. On ne met les machines entre les mains du personnel que lorsqu'il sait s'en servir. Et, pour cela, on le forme. C'est la seule façon de faire face à la révolution industrielle nouvelle et d'anticiper la mutation technologique. » Les crédits consacrés à la formation ont donc été multipliés par trois, et l'UAP offrira bientôt à l'ensemble du personnel trois heures hebdomadaires de formation prises sur le temps de travail. « Il doit être possible que les femmes — 67 % du personnel — puissent prendre des cours du soir ! »

Mais, alors, ce Carrefour international de la communication qui ouvrira ses portes en 1986 et dont elle est la présidente ? Eh bien... Ne vient-elle pas d'en parler ? « Ma démarche est la même, explique-t-elle tranquillement. Il s'agit d'anticiper. Préparer la société à un bouleversement technologique profond et à une mutation culturelle telle qu'il faudra la maîtriser pour ne pas être écrasé. Former les gens à l'usage de ces nouvelles techniques en créant de nouveaux modes de formation, de nouvelles manières d'accéder aux connaissances, pour que chacun ait la possibilité de choisir librement et de se trouver un emploi qualifié. Etablir des passerelles avec les japonais, les Américains et l'ensemble des autres pays. Et préserver en même temps l'identité des patrimoines culturels. »



Le Carrefour, pour elle, c'est d'abord « un lieu ». « Un lieu de spectacle vivant, permanent, de l'évolution des techniques de communication et de leurs usages ; un lieu d'étude, d'information, d'observation accessible au grand public et orienté vers les professionnels et les entreprises ; un lieu de rencontre, et de travail, pour les entreprises de communication. » Sans doute les initiatives du Carrefour vont-elles se multi-

plier avant son lancement officiel. Mais M<sup>me</sup> Chassagne rêve déjà d'une « grande nuit du satellite » lors d'un lancement d'Ariane, tandis qu'une salle de presse ultramoderne, mise à la disposition des journalistes et couvrant la Semaine de la communication, témoignera des outils de demain.

« Puisque c'est possible, à quoi bon attendre ? », demande M<sup>me</sup> la présidente, qui a déjà la tête dans les années 2000.



## LES «CONTRADICTIONS» DE SOLLERS

«Passage du témoin» de Pierre Bourgeade à Philippe Sollers.

**S**ES ennemis reprochent à l'écrivain Philippe Sollers, qui célébra tour à tour le marxisme, l'Amérique, le christianisme, ses polinodex. Pierre Bourgeade, qui a choisi de lui «passer le témoin», préfère l'interroger sur ses «contradictions». Contradiction entre le goût de la théorie et celui du jeu, l'attrait de l'érotisme et celui du mysticisme, l'amour de l'avant-garde et celui de la tradition. Philippe Sollers souligne, en réponse, l'unité de son itinéraire intellectuel. — T.F.

### I - LE JEU

P. Bourgeade. — Vous êtes un personnage très connu, donc très mal connu; vous passez quelquefois pour quelqu'un d'un peu dogmatique; je crois au contraire que vous êtes très indulgent, et même, je peux en témoigner personnellement, très bon. La bonté me semble être une caractéristique de votre personne, alors que ce n'est pas le sentiment le mieux partagé dans les milieux littéraires parisiens... Mais votre personnalité est aussi complexe.

Vous venez de publier le *Portrait du joueur* qui est une chronique très brillante, avec le dévouement de la vie qui raconte, me semble-t-il, votre histoire; comment conciliez-vous en vous le joueur et le théoricien?

Ph. Sollers. — Il n'y a pas à mes yeux de contradiction entre le jeu et la pensée du jeu, entre la théorie et la pratique; pour qu'il y ait jeu, il faut bel et bien qu'il y ait des règles et des règles de pensée; plus le jeu est pensé, plus il rebondit et se développe. Pour prendre la métaphore du jeu d'échecs, on sait très bien que le joueur qui va jouer des parties interminables avec une grande concentration physique, nerveuse, et parfois même mystique, que requiert l'appréhension de la complexité du jeu, doit être aussi un théoricien du jeu. On sait que de grands joueurs d'échecs, comme Philidor en France, ou Tartakover et bien d'autres, ont tenu à transmettre telle ou telle trouvaille théorique la plus percutante possible, qui reflète non seulement leur longue expérience mais également la solution qu'ils ont trouvée dans ce domaine.

Les échecs, on en parle beaucoup en ce moment, sont le jeu des jeux. Par exemple, la planète tout entière est fascinée par le match qui n'en finit pas entre Karpov et Kasparov, et qui a même dû être annulé! Personne ne pourra donc nier cet aspect politique ultraennemi. Ces deux joueurs représentent tout à coup des forces considérables, militaires, idéologiques. Si l'on se faufile dans la biographie de ces deux joueurs, on s'aperçoit que, tout au fond, des enjeux métaphysiques sont là. Je pense à l'instant au *Neveu de Rameau* et à ce café de la Régence où Diderot note qu'on jouait et qu'on voyait le fameux Philidor.

Il n'y a donc pas de contradiction entre la théorie et le jeu. Si l'on passe à l'existence, on aura d'autant plus de chances pour jouer sa vie

qu'on aura la pensée de son jeu. C'est compris comme une contradiction parce que cela va contre l'idéologie de l'authenticité sans recul, de l'homogénéité sans distance, de la vraie vie qui s'opposerait à la pensée, etc. C'est-à-dire contre une idéologie presque endémique de la pensée et de la vie s'opposant, qui est malheureusement le degré zéro de la spontanéité. Pourtant, il n'y a pas de grand musicien sans théorie musicale, pas de Jean-Sébastien Bach sans calculs sur la musique pour donner l'impression d'un jeu suprême. Tant qu'on n'aura pas oublié, si c'est possible, la pesanteur romantique, l'extraordinaire intoxication du romantisme, qui impose son point de vue et sa pseudo-morale, on continuera à penser que le jeu est incompatible avec la pensée.

T. Ferenczi. — Cette idéologie spontanéiste et obscurantiste est-elle plutôt de droite ou de gauche? Ou traverse-t-elle tous les courants politiques?

Ph. Sollers. — Elle traverse malheureusement tous les courants politiques, elle est préalable à la politique, humaine au sens le plus désespérant du mot, dans la mesure où elle est ce qui persiste d'infantilisme et d'enfance, au sens négatif, car il y a un jeu de l'enfance, et une théorie du jeu de l'enfance... Quand Baudelaire écrit : «Le génie c'est l'enfance retrouvée à volonté», cela signifie qu'il faut retrouver le jaillissement, la fraîcheur, le côté complètement irrationnel de l'enfance, mais qu'il faut pouvoir le retrouver «à volonté»; c'est-à-dire qu'il faut que la pensée s'exerce. Il s'agit là d'un enfant qui fait l'enfant, qui est au comble de la lucidité dans l'innocence.

Pour prolonger cette question politique, je crois qu'une bonne façon de redéfinir la politique serait de repérer qui est conscient du jeu et qui accepte de dire qu'elle est un jeu, mais il est très difficile de faire avouer ça aux hommes politiques. Bien évidemment, la donnée fondamentale de ce type de position serait l'humour; on trouverait aussi peu, ou autant d'humour à droite qu'à gauche, avec peut-être quelques exceptions plus notables à gauche.

T. Ferenczi. — Je pensais plutôt à l'anti-intellectualisme...

Ph. Sollers. — Il est aussi bien de droite que de gauche : aux extrêmes, on retrouve toujours ce snobisme partiel à l'inauthenticité; c'est une vieille prédication qui n'en finit pas : il faudrait être pur, authentique, identique à soi-même!... C'est une position contraignante de l'identité qui est évidemment, à mes yeux, le contraire de la liberté.

P. Bourgeade. — Vos premiers romans ont été salués dès leur apparition. Vous n'avez jamais connu d'échec!... Vos premiers livres étaient des livres de création, de poésie. Il y a eu ensuite, coïncidant avec la création de *Tel Quel*, une période d'effort théorique important même pour ceux qui, comme moi, s'y sont opposés. On a l'impression qu'aujourd'hui, avec vos derniers livres, *Femmes*, *Portrait du joueur*, vous revenez à une littérature existentielle qui



Philippe Sollers, né en 1936, vient de publier *Portrait du joueur* (Gallimard). Après avoir participé à la création de la revue *Tel Quel*, dans les années 60, il a lancé récemment une nouvelle publication, *L'Infini*.

rejoint un peu en tonalité vos livres du début. Situez-vous ces périodes comme trois époques différentes ou avez-vous au contraire le sentiment d'une continuité?

Ph. Sollers. — Il est vrai que je me suis beaucoup intéressé à la théorie du jeu littéraire. Il s'agissait à l'époque de moderniser un jeu nû regnait l'archaïsme. Ce n'est pas un hasard si l'explosion des savoirs s'est produite en 1968. Cet archaïsme était devenu insupportable. Le coup d'éclat, comme le dit Baudrillard, qu'a été 1968, ne cherchait pas d'accomplissement politique, mais devait nous intéresser en tant qu'explosion pour l'explosion.

T. Ferenczi. — Qui était recherche d'authenticité et de spontanéité?

Ph. Sollers. — Il y avait une énorme contradiction entre un hyperthéorisme et des attitudes libertaires très spontanéistes. C'était une école permanente de théorie et de désordre; même les situations étaient à l'époque des hyperthéoriciens tout en ayant le comportement le plus anarchique possible.

P. Bourgeade. — Pensez-vous que *Tel Quel* à son origine ait prophétisé et annoncé 1968?

Ph. Sollers. — *Tel Quel* faisait partie d'un ensemble de choses très vaste qui annonçait 1968. Il est aujourd'hui de bon ton de tirer un trait sur ces vingt années qui auraient été vingt années d'imposture et d'erreur.

Un certain mouvement actuel de dépréciation de tout ce qui s'est fait à l'époque a un caractère politique évident : la gauche, ses fonctionnaires et ses représentants idéologiques, a été dépitée de ne pas rallier l'intelligentsia supérieure, comme dirait Régis Debray, à son programme politique; elle a considéré l'attitude des intellectuels comme une entrave à

se précipite aujourd'hui pour déchirer les affiches du film de Godard, *Je vous salue, Marie*. C'est le vieux problème de la vérité intouchable...

A mes yeux, essayez de se mettre dans la vérité de l'érotisme à la même valeur que de prendre, par rapport à toutes les idéologies, le point de vue de la métaphysique nu de la mystique. Le catholicisme me paraît être le lieu étonnant où se dit de la façon la plus profonde cette relation entre l'érotisme et quelque chose de bizarrement organisé. Il n'y a pas de contradiction entre l'érotisme et une certaine méditation sur Dieu.

Je cite volontiers cette phrase que Balzac prête à la duchesse de Langeais : «Mon bijou, il n'y a rien de plus câliné aujourd'hui que Dieu et le dix-huitième siècle...» Je trouve très frappant que Dieu et le dix-huitième siècle soient accusés ensemble d'être des agents de subversion.

T. Ferenczi. — Est-ce vrai du catholicisme d'aujourd'hui?

Ph. Sollers. — On peut penser qu'il deviendra peu à peu un lieu de récapitulation historique fabuleux.

P. Bourgeade. — Vous apparaissez dans vos déclarations comme un esprit très religieux; je voudrais vous poser une question très simple : avez-vous la foi?

Ph. Sollers. — Je crois...

P. Bourgeade. — Dans *Femmes*, vous montrez les femmes comme des objets de plaisir...

Ph. Sollers. — Pas simplement comme des objets; ce sont des sujets en pleine évolution avec des contradictions remarquables.

P. Bourgeade. — C'était un raccourci; au contraire, dans le *Portrait du joueur*, Sophie apparaît comme un personnage d'initiatives, dont vous êtes par moments l'objet. Pensez-vous que la femme d'aujourd'hui surmonte d'un mouvement naturel les contradictions que nous venons d'évoquer?

Ph. Sollers. — Je ne dis jamais : la femme; dans le *Portrait du joueur*, je l'ai appelée Sophie — d'ailleurs aucun critique ne l'a remarqué — parce que Sophie est le personnage de femme du dix-huitième siècle français, qui s'oppose à l'image de la femme du romantisme allemand. L'ordre de la liberté féminine a connu alors de grands bouleversements, qui peuvent éventuellement revenir après un long tunnel qui serait celui du puritanisme du dix-neuvième siècle et de l'appropriation politique des femmes à ce que nous savons de la réalisation sociologique. Il est vrai qu'on parle peu souvent des initiatives que les femmes peuvent prendre, des plaisirs qu'elles peuvent se donner, auxquels je ne trouve rien à redire.

### II - L'ÉROTISME

La même spontanéité néo-courantiste veut qu'il y ait d'un côté les choses du corps, silencieuses ou exhibées, de l'autre la vie de l'intériorité... Comme si l'énergie dépensée pour les choses spirituelles n'était pas aussi utilisée pour ce qui relève de la sexualité. Il est extraordinaire qu'après Freud on en soit encore à se demander si ces deux aspects de la vie communiquent vraiment. Il est de même extravagant que l'on

homme d'opposition; pourriez-vous développer ce point?

Ph. Sollers. — Je voudrais d'abord m'arrêter un peu sur ce problème de l'avant-garde et de l'opposition. Pour prendre trois exemples de créateurs du vingtième siècle : Joyce, Céline, Picasso, je note que tous trois ont inventé des formes nouvelles avec une force particulière; mais tous trois ont aussi été profondément attachés à la tradition, Céline à Villon et à toute la tradition médiévale française, Joyce à saint Thomas; quant à Picasso, il a passé son temps à admirer Raphaël, Vélasquez, Poussin... L'artiste contemporain, qui réinvente toutes les formes, est en même temps quelqu'un de très traditionaliste.

Pour revenir à la politique, l'écrivain est dans l'opposition de toutes les oppositions qui voudraient devenir majoritaires; il est contre toute hégémonie, contre la tentation de devenir intellectuel organique, fonctionnaire de la société; il représente l'élément social dont la société a besoin, qui échappe à la gestion et à la surveillance sociales.

T. Ferenczi. — Vous avez contribué à dénoncer l'imposture du marxisme plus que celle du libéralisme; on est donc tenté de vous situer dans la mouvance de la droite plutôt que dans celle de la gauche.

Ph. Sollers. — Si j'étais dans la mouvance de la droite, elle s'en apercevrait! Tout ce que j'écris lui brûle plutôt les doigts. Ce n'est pas à droite que mes livres trouvent les échos les plus favorables; j'écris des livres corsés, critiques, qui sont ressentis comme mettant à mal les comportements. Je pense quand même que c'est une attitude de gauche que de gêner le conformisme, qu'il soit de droite ou de gauche.

T. Ferenczi. — Vous n'êtes donc pas de ceux qui souhaitent la fin de l'expérience de la gauche au pouvoir?

Ph. Sollers. — Je trouve que c'est une bonne chose. Il ne serait pas mauvais que dure cette espèce de peu de pouvoir qu'a la gauche au pouvoir; il n'est pas mauvais qu'un pouvoir soit assez faible et que les citoyens soient de plus en plus amenés à s'intéresser à leur vie privée. Je reproche seulement à la gauche de ne pas développer au maximum les réseaux de communication... Il est intéressant d'être de gauche et de ne pas être reconnu par la gauche.

P. Bourgeade. — Sur ce dernier point, je ne partage pas votre opinion; je pense que l'expérience de gauche n'a pas eu lieu parce qu'elle ne peut avoir lieu qu'avec des institutions démocratiques que nous n'avons pas. J'espère donc qu'elle aura lieu un jour... Philippe Sollers en sera peut-être le premier descripteur!

### III - LA POLITIQUE

P. Bourgeade. — Vous apparaissez dans votre œuvre comme un avant-gardiste et en même temps comme un homme de traditions et de grande culture; comment vous situez-vous politiquement en 1985? Vous avez, dans *L'Infini*, revue que vous avez fondée il y a quelques années, défini l'écrivain comme un

France-Culture, samedi 9 mars, 19 h 15 : Philippe Sollers-Hector Bianciotti (rediffusion, mercredi 13 mars, 14 h 30).

Samedi 16 mars, 19 h 15 : Hector Bianciotti-Diane de Margerie (rediffusion, mercredi 20 mars, 14 h 30).



# CETTE LANGUEUR QUI ME GAGNE

par Alain Gerber

« J'AVAIS froid. Je pensais que nous allions rentrer à la maison. Mais lorsque nous en eûmes terminé avec cette absurde cérémonie, debout côte à côte sur ce coin de trottoir, rue de l'Egalité, comme sur la rive du bout du monde, il me prit par la main, si fermement, et m'entraîna dans la direction opposée. »

« Promenons-nous », dit-il. Il n'avait pas cédé. Pas un seul instant. Même le muscle qui, ce matin encore, tremblait au coin de sa bouche tandis que je l'aidais à nouer sa cravate, s'était apaisé.

Je ne l'avais pas quitté des yeux. Tant qu'il résisterait, je serais capable de tenir le coup moi aussi. Je ne me mettrais pas à hurler parmi tous ces gens. Pourtant, j'aurais voulu le faire, et qu'il hurlât encore plus fort.

Un blême soleil d'avril triomphera de ce matin livide, petitement, vers midi. J'ai connu toutes ces rues, les jeux de mon enfance y sont ensevelis. Et, avec eux, bien des choses qui n'auraient jamais dû commencer du moment qu'elles allaient finir.

Parmi les anciennes, au moins, quelques maisons n'avaient pas été repeintes. Elles portaient la cicatrice des hivers et la patine des canicules (car il y en a eu parfois).

Rue du Magasin, des brins d'herbe poussaient encore le long des murs. Ils pliaient sous nos pas, dans les crevasses du bitume. Autrefois, le trottoir n'était pas bordé de ce granit bleuâtre, parsemé de mica, mais d'une pierre blanche, lisse, arrondie par l'usage et les pluies du dimanche. On y posait le pied, et la semelle de la sandalette glissait vers le caniveau, quand on était seule et malheureuse : c'est un souvenir qui m'est resté.

« Rien n'a changé », dis-je. Qu'aurais-je pu dire d'autre ce matin-là ? Mais il ne fut pas dupe.

« Même la poussière a changé. »

Il se rappelait cela aussi... « La poussière ? »

« Regarde : elle était grise-beige. Aux beaux jours, elle se mettait à sentir le pain chaud, elle était pleine de sève de bois. »

Je gardai le silence. Chaque mot était vrai. Des années durant, j'avais cru qu'il serait difficile de passer mon bras sous le sien, plus difficile que n'importe quoi d'autre, et je m'apercevais tout à coup que c'était la chose la plus simple du monde.

Nous traversâmes la Savoureuse. Au bout du pont, il y avait maintenant des feux tricolores. De l'autre côté du quai Vauban : une station-service. Les baraquements administratifs avaient été rasés.

Mais ce qui avait disparu demeurait la réalité pour moi.

L'héphaïstère, l'illusoire, c'était ce que mes yeux voyaient, cette approximation grossière, cette sorte d'imposture.

Derrière le marché couvert, le long de la STABE, nous subîmes le violent assaut des relents d'urine et de poisson mort. Ainsi, songeai-je (plus bouleversée qu'amère, en vérité), quelque chose de ma

ville à moi a quand même survécu.

« Tu vois ? dit-il. Il y a bien vingt ans que je ne suis pas passé par ici. Nous allions au marché du faubourg : on change ses habitudes. »

J'espérais qu'il n'avait pas senti mes doigts se crispier, au creux de son coude. A l'avenir, je ferais bien d'être sur mes gardes.

« Il y a de plus charmants endroits ! fis-je, d'un ton faussement désinvolte. »

« Non, dit-il. D'ailleurs, je m'en fiche. »

Et que répondre à cela ? Nous arrivions sur la place. Elle pouvait être belle. Elle l'avait été plusieurs fois.

C'était là que, ce garçon si fier m'avait entraîné sous les arbres, la nuit de mon premier bal. J'aurais voulu que tout Belfort nous vît être seuls au monde. Peut-être ne savions-nous pas, lui et moi, que nous l'étions en cet instant plus que personne d'autre, chacun de notre côté.

« Qu'ont-ils fait du Glacier ? »

au milieu de ce quartier abolie, pourtant, nous marchions. Il entreprit de me la raconter.

Je savais tout cela par cœur. J'aurais été digne qu'il en omit un seul détail. J'étais suspendue à ses lèvres : non, je ne lui aurais fait grâce de rien.

Il évoquait l'image de sa mère, comme si je ne l'avais pas connue ; au fond, qu'ai-je connu d'elle ? Il appelait les lieux et les gens par leur nom, c'est ce que je préfère quand on me parle du passé. Sinon le passé n'appartient à personne, et nous ne lui appartenons pas.

On nous regardait peut-être, mais nous avons osé rire des souvenirs qui étaient gais. Puis nous avons souri de ceux qui étaient tristes, la tête un peu basse, il n'y avait rien d'autre à faire ce matin-là.

Tout avait été si délicieux naguère.

J'ai songé à Christophe ; il mit un soir son manteau sur moi, à la sortie du Rex, mais j'en aimais un autre.

J'ai revu l'œil moqueur d'Edmond, et sa façon de gonfler les lèvres.

l'enfance : cette jeunesse qui accourt à la fête, et vient déjà trop tard.

Je m'arrêtais à l'endroit où mes souvenirs cessaient d'être des souvenirs pour devenir, comment exprimer cela ? — ma propre chair, mon corps nu que je ne pouvais dévoiler devant lui.

Nous nous levâmes sans nous être concertés et nous nous dirigeâmes vers le haut de la Grand'Rue.

L'école était toujours là. Je n'avais pas voulu mettre ma montre, mais il devait être plus de midi et demi.

On avait aménagé les abords du Lion, qui disparaissait en partie sous des bâches et des échafaudages. Un chemin menait aux glaces du château par une succession de souterrains et d'escaliers. Là-haut soufflait le vent de Mont-

« Nous sommes bêtes, tous les deux, tu ne trouves pas ? »

« Pas assez, soupira-t-il. Pas encore assez, chérie. »

Mais ce soupir, la mélancolie de ce soupir avait quelque chose d'un réconfort, et « chérie », entre nous, était un mot nouveau.

Il me prit par l'épaule, un peu plus loin, près de la poudrière.

Le vent de Montbéliard faisait voler mes cheveux dans sa figure. Bientôt les arbres sentiraient le printemps. Il a fallu cette fois que je serre les dents très fort.

Et je penchai la tête sur son épaule, afin qu'il pût tourner la sienne et apercevoir derrière nous tout ce que nous quittons pour toujours, cette femme que je lui cachais encore un peu, tant que je retenais mes larmes, et qui me cachait, à moi, l'autre femme.

revenir plus vite. Sans une parole, sans nous toucher. Cette femme entre nous, que je n'avais pas voulu connaître. Je l'avais vue hier pour la première fois, si timide pourtant, bien qu'elle ne pût deviner ma présence à travers ses paupières closes. Et puis l'autre, celle des anciens jours (quand la ville n'était pas encore devenue méconnaissable, aux environs de la gendarmerie effacée de la carte) : l'autre n'avait cessé de se tenir à ses côtés, je le comprenais maintenant.

Deux femmes avec nous. Celle que j'avais voulu aimer, celle que j'avais voulu haïr. Et, finalement, je n'étais parvenue ni à cela, ni à me haïr, ni à m'aimer moi-même. J'étais une troisième femme, qui m'échappait comme les autres. J'allais m'éloigner de lui à mon tour. Ni lui ni moi n'avions su en retenir aucune.

Je resterais un jour de plus que prévu, un jour mouillé de là-bas. Le train où j'ai retenu ma place quitte la ville de bonne heure et je ne trouve pas le sommeil.



Je lui sus gré de garder le silence. A quoi bon de telles questions ? Qu'ont-ils fait de ceci ? Qu'ont-ils fait de cela ? Pourquoi ne pas demander aussi ce qu'ils ont fait de nous ?

Et nous, qu'en avons-nous fait ? Qu'ai-je fait de lui ? Qu'ai-je fait d'elle ? Qu'ont-ils fait de moi ? Où est passé tout cet amour ? Qui s'en va ? Qui demeure ?

Rue de la Porte-de-France, dans la plus nostalgique épicurie de la ville, les cierges de première communion ne pendaient pas encore au-dessus des têtes. La place d'Armes, désormais, ne dormira plus que d'un œil. Au-delà, derrière l'ultime écran des vieux édifices : le massacre.

Les merveilleux taudis branlants, pestilentiels, inhabitablement décombrés d'un Belfort révolu, avaient été remplacés par des coulées de béton flamboyant neuf. Formes élégantes, coloris délicats, on s'était donné de la peine pour que l'œil fût séduit. Mais que peut l'œil sans la mémoire, dans une ville où l'on a vécu ?

Il avait passé son enfance

Tout cela avait été fugace et délicieux. Incertain. Définitif. J'avais ma propre mémoire, mais je restais attentive à la sienne. Je n'en perdais pas une miette, fidèle à ce mirage. Et lorsqu'il finit par se taire, assis sur la margelle, place de la Petite-Fontaine, devant sa maison natale, et moi tout près de lui, je compris que je devais lui livrer mes souvenirs à mon tour. Le dérisoire et le tendre, tout ce qui était extrêmement secret et sans nulle importance, qu'il n'avait jamais entendu de ma bouche. Tous ces vains mystères, pas moins mystérieux pour cela. Mes petites histoires de jeune fille. Premier bal, premier rendez-vous, premier baiser, premier chagrin d'amour...

Des petits riens, mais il me sembla que c'était aussi le premier vrai cadeau que je lui faisais depuis qu'il m'avait mise au monde.

Je vis qu'en m'écoutant ses yeux avaient l'âge de mes histoires, l'âge de ces péripéties qui sont l'adieu grave et touchant de la vie aux rêves de

bélier, dont le nom excuse tout.

« Tu sais ? me dit-il, j'aime bien que tu aies été une jeune fille. Je veux dire une jeune fille comme dans les romans de jeunes filles que d'ailleurs je n'ai jamais lus ! »

« Moi non plus ! dis-je. »

« Tu n'avais pas besoin de le faire, apparemment. Tu me diras que c'est étrange, mais ça me flatte d'avoir été le père d'une jeune fille. Il y a eu toute une période de ma vie où je n'aurais pas cru cela possible. Toute une période aussi où j'ai cru ne pas l'avoir été. Parce que tout restait comme avant ; je veux dire comme avant ta naissance, quand j'étais... eh bien, un garçon terriblement romantique ! Comment l'appelles-tu, celui qui te posait sa veste sur les épaules ? »

« Son manteau. Christophe. »

« Qu'est-ce que je disais ! Connais-tu un nom plus romantique que Christophe ? »

Je lui souris.

Nous allions pénétrer dans la forteresse. Autrefois, ces lieux étaient interdits au public. Alors ils existaient. A présent, ils n'étaient plus que leur propre maquette grandeur nature.

« Je vais te raconter comment, moi, je suis tombé amoureux pour la première fois ! », s'écria-t-il avec un grand geste de son bras resté libre.

Mais il ne l'a pas fait.

Mais je vis que le son de sa voix l'avait effrayé.

Nous nous immobilisâmes. Il pâlit. Il s'écarta de moi, désespéré, et chercha du regard quelque chose par-dessus mon épaule, tandis que je ramena machinalement mes cheveux en arrière.

« Papa... dis-je. »

« Ton père est un vieux idiot, balbutia-t-il. Qu'est-ce que nous faisons là ? »

Nous sommes rentrés.

Rue du Docteur-Frère, nous avons pris le trolleybus pour

Cette chambre était la mienne il y a bien longtemps. Ce lit était mon lit. J'ai le souvenir d'être là étendue, une nuit toute pareille à celle-ci, trente ans plus tôt, trente ans ou davantage. De l'autre côté du mur, cette nuit-là, quelqu'un parle à quelqu'un avec infiniment de douceur. Peu à peu, cependant, la voix s'estompe. Un brouillard envahit ma tête. Je lutte contre cette langueur qui me gagne. J'ai si peur de dormir et qu'on m'ait oubliée.

Journaliste et écrivain, Alain Gerber a publié neuf romans, tous chez Robert Laffont. Le dernier est *Une rumeur d'éléphant*, paru en 1984.

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Imprimerie de « Monde », 5, r. des Italiens PARIS-IX<sup>e</sup>

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437  
ISSN : 0395-2037



## BRUXELLES DANS SES MEUBLES FAÇON 30

par Michel Guerrin et Brigitte Ledune

**La vogue des rééditions de meubles conçus dans les années 30 s'empare aujourd'hui de la Belgique.**

**On ressort les dessins des cartons, on fabrique, on vend. Hoste, Eyselink, de Koninck, Baugniet reprennent du service. Ils n'ont pas pris une ride.**

Il y a actuellement en Europe une vogue, une mode pour la réédition du mobilier des années 30. Après la France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, c'est au tour de la Belgique de redécouvrir son passé.

Ce mobilier est si fonctionnel, dépouillé, pur et esthétiquement qu'il ne date pas. Habitat réédité le fauteuil Vassily dessiné par Marcel Breuer en 1925. La société Ecart International ne fait que de la réédition : Eileen Gray, Eerbst, Oud, Mallet-Stevens, figurent dans son catalogue. Le Finlandais Alvar Aalto n'a pas cessé d'être distribué par Artek. La prestigieuse société italienne Cassina propose des meubles de Le Corbusier.

Pour les Belges, c'est différent. Au-delà de la réédition, c'est une véritable entreprise de réhabilitation qui doit être faite : Gropius en Allemagne, Le Corbusier en France, ont rencontré un grand succès dans les années 30. Les créateurs de Bruxelles, Anvers, Gand, sont restés dans l'anonymat, impuissants face aux traditions du pays.

A l'origine de cette réhabilitation, quatre jeunes Bruxellois. Un créateur de mobilier, un peintre, un architecte et un « commercial », tous âgés de moins de trente-cinq ans, ont lancé il y a quatre mois Boréas, entreprise de réédition et de création de mobilier.

A Bruxelles, Boréas détecte plans et croquis originaux, sonde les collections privées et sort des décombres du Musée des arts décoratifs de Gand quelques prototypes poussiéreux. En son temps, le mobilier belge n'a pas fait assez parler de lui, arrivant trop tôt. Aujourd'hui, il renaît de ses cendres.

En 1918, la Belgique, vaste champ de bataille, est détruite. Toutes les grandes villes possèdent leurs taudis. Il faut reconstruire. Une commission des habitations à bon marché voit le jour en 1921. La plupart des maisons sont encore imprégnées du style propagé par Victor Horta : art nouveau, ornemental, style nouille, baroque, chargé, qui devient vite le royaume du superflu. L'influence flamande se fait aussi sentir : toits en pointe, murs en brique, mobilier rustique en bois de chêne, lourd. Voilà pour l'héritage.

Face à Horta, Henri Van de Velde, le premier moderniste belge, préfère s'exiler en Allemagne, où naissent les premiers débats sur l'architecture et le mobilier moderne d'où sortiront les travaux de Gropius et la fameuse école du Bauhaus.

Ils sont pourtant plusieurs à se battre en Belgique pour une autre idée de l'architecture : Louis Herman De Koninck (1895-1984) est un architecte amoureux du béton armé, à tel point que les mauvaises langues affirment à l'époque qu'il

pourrait fabriquer des fourchettes en ciment. Huib Hoste est fasciné par les premières constructions rationnelles aux Pays-Bas. Une de ses maisons s'est effondrée en 1928, provoquant la mort de cinq personnes. Un drame qui l'a poursuivi toute sa vie et qui n'a pas arrangé les affaires de l'école moderniste. Gaston Eyselink s'est battu toute sa vie pour imposer une rigueur dans la construction et contre l'anarchie du paysage urbain. Marcel Baugniet (quatre-vingt-neuf ans), qui vit actuellement de sa peinture, a créé toutes sortes d'objets : tapis, chaises, tables, bureaux, candélabres, services de table.

des logements et du mobilier pour les couches modestes de la population. A Bruxelles, en 1921, on a dépensé 100 millions de francs belges pour la construction de banques, plus du double du budget consacré aux habitations ouvrières dans tout le pays. Des cités voient le jour comme celle de Floréal et Logis dans la banlieue de Bruxelles. Ces maisons sont standardisées, parfaitement alignées, les rues bien découpées tout en respectant l'environnement.

Ces expériences sont rares. La plupart des projets sont refusés. De Koninck n'arrive pas à imposer ses maisons cubiques en béton. Contrairement à l'Allemagne, les grands aménagements urbains restent à l'état de plans.

Devant cette réticence, les modernistes se tournent vers les villas individuelles. De Koninck va même jusqu'à masquer ses plans pour pouvoir construire comme il l'entend. Une fois réalisé, c'est trop tard !

De Koninck meuble et décore ses villas d'une géométrie dont la sobriété est poussée à l'extrême. On l'appelle

« le Gropius belge ». Il décrit ainsi la décoration qu'il a réalisée pour la maison de Van de Velde : « Un salon-fumoir en ébène noir, un salon pour dames tout blanc avec un tapis en peau d'agneau qui accumule l'électricité de l'air et provoque une décharge électrique chaque fois que l'on se serre la main. »

Les clients ont bien sûr changé : prévues pour les

classes modestes, ces maisons sont maintenant destinées aux bourgeois aisés séduits par la nouveauté.

Les créateurs rencontrent les mêmes difficultés dans le secteur du mobilier. Difficile de lutter contre le faux Louis XV ou Louis XVI que l'on trouve dans la plupart des habitations.

De Koninck, Hoste, Eyselink et Baugniet fabriquent des meubles avant tout fonctionnels et très bon marché, le prix étant un argument de vente. « La fonction crée la forme », déclarent De Koninck.

De leur côté, Hoste et Eyselink montent leur propre fabrique, mais rien à faire, le public préfère toujours le rustique. « Refusés » chez eux, les modernistes belges participent pourtant activement aux CIAM (Congrès internationaux d'architecture moderne) où l'on retrouve Le Corbusier, Gropius, Mies Van der Rohe et Oud.

De Koninck constate l'échec à la fin de sa vie : « La ville radieuse de Le Corbusier est une utopie. Nous n'en avons pas les moyens. » Cette vision moderniste s'est peut-être condamnée d'elle-même en voulant créer un monde d'une objectivité parfaite, sans tenir compte des habitudes culturelles et naturelles. Il est en effet utopique de vouloir « créer un standard de l'homme d'aujourd'hui comme on fabrique des châssis en série (1) ».

Le projet Boréas, justement, est plus modeste, en s'attachant à faire revivre un seul aspect du courant moderniste belge : le mobilier. Dans leur catalogue, on retrouve une salle à manger De Koninck, une chaise monotube Eyselink, un tapis Baugniet ; bientôt, une chaise longue Hoste, un bar Baugniet et bien d'autres rééditions.

Ces pièces, en raison de leur simplicité, sont parfaitement intégrées aux créations belges actuelles proposées par Boréas. Le mobilier d'aujourd'hui garde en effet cette pureté tout en y intégrant l'ornement. Par exemple, sur une table aux formes triangulaires, signée Daniel Deltour, est dessinée une rose des vents : sur une table ronde, un pentagramme (étoile de David). Des éléments qui donnent un caractère sacré aux objets, car ce qui est reproché au mobilier des années 30, c'est son matérialisme forcé.

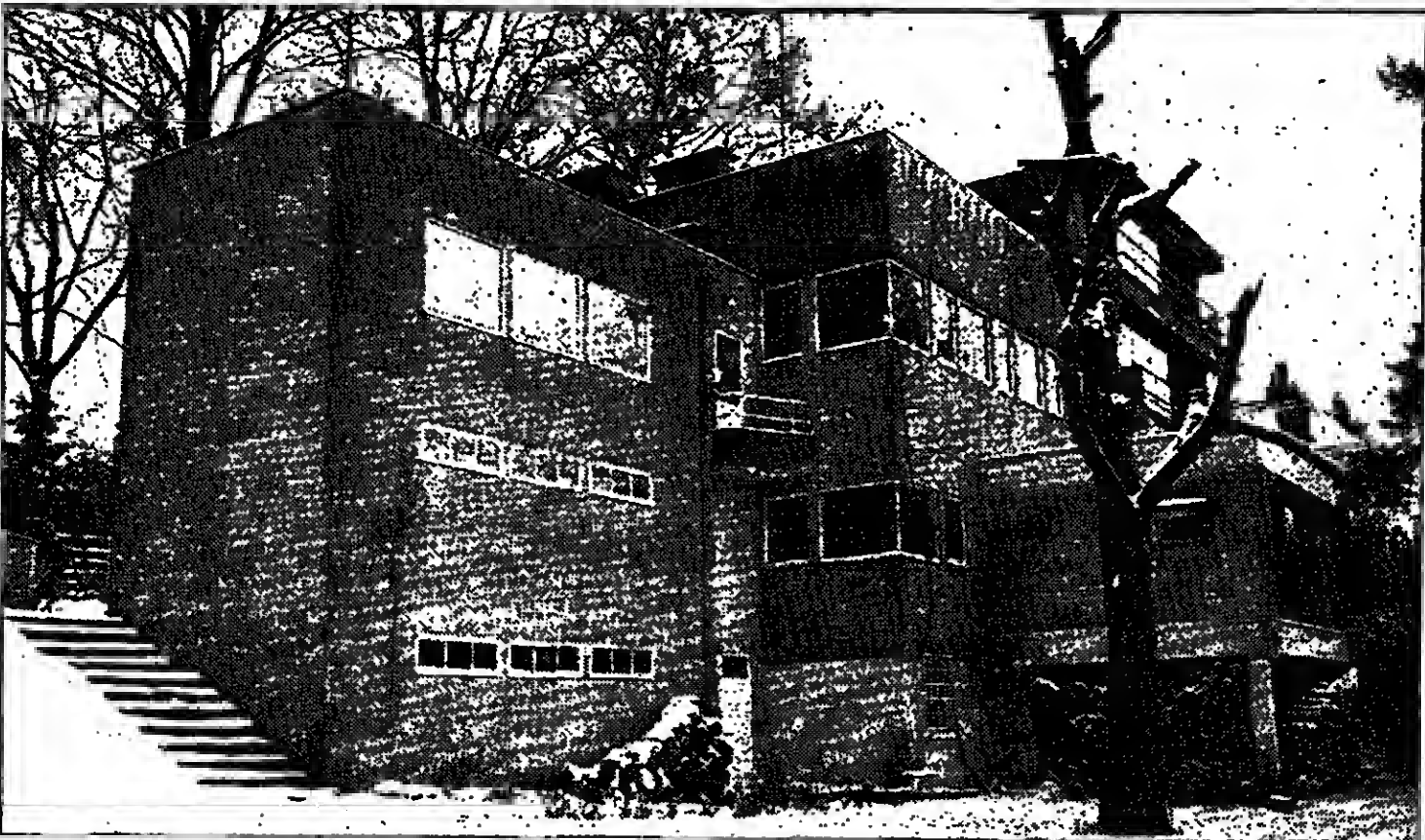
Rédire n'est pas au goût de tous. Monsieur Daenens, le directeur du Musée des arts décoratifs de Gand, où l'on trouve la plupart des créations des années 30, est réticent : « Rédire, c'est, encore une fois, oublier la création actuelle qui pourrait avoir besoin qu'on l'aide ! »

Ce n'est pas l'avis, bien sûr, de Daniel Deltour, fondateur de Boréas : « Ce mobilier comble un vide, c'est le but culturel de notre action ; il est fascinant, il n'a pas pris une ride en cinquante ans ! Nous avons scrupuleusement respecté les prototypes. D'ailleurs, De Koninck, juste avant sa mort, et Baugniet nous ont encouragés et soutenus dans cette entreprise. »

(1) Extrait de « Dialogue sur aujourd'hui », revue l'Époque, volume I (1933), Bruxelles.



PHOTOS JOHN VINK

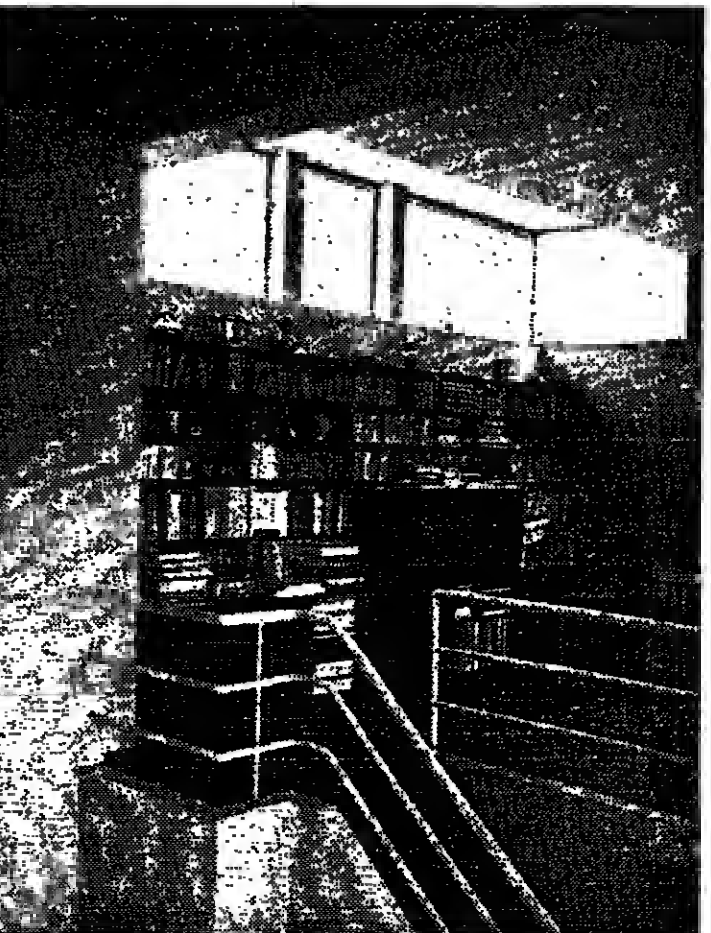


La démarche de cette école moderniste est révolutionnaire : lier étroitement l'architecture, le mobilier intérieur, les arts et notamment la peinture cubiste qui découvre la pureté des formes (en 1928, Paul Klee intitule un tableau *Mécanisme d'un quartier urbain*). Travailler avec les entreprises en utilisant les nouveaux matériaux comme le béton, le verre, le chrome, les matériaux synthétiques. « Sceller de nouvelles alliances avec le monde scientifique de la grande production », explique Le Corbusier.

Autre impératif, construire à bon marché, donc en série. Faire du standard et du préfabriqué. Dépouiller, rationaliser la fabrication, bannir la gratuité esthétique, expulser l'ornement. « La maturité de l'architecture coïncidera avec l'instauration d'une esthétique rationalisée où la beauté et la forme seront immunisées des infections récurrentes de ce parasite dangereux : la fantaisie », explique Van de Velde.

Leur terrain de prédilection, c'est la banlieue. Fabriquer

Maison construite à Bruxelles en 1926 par Louis de Koninck. En haut, mobilier tubulaire de la même époque.





## TRANS-EUROPE CULTURE

# ON PARADE A AMSTERDAM

par Jacqueline Wesselius

**Réveillé par une exposition riche et lumineuse intitulée « La grande parade », comme le tableau de Fernand Léger autour duquel elle s'ordonne, le Stedelijk museum d'Amsterdam se prépare, fier de ses 90 ans, à une nouvelle jeunesse, sous la conduite de Wim Beeren qui en prendra bientôt les rênes.**

« EN comparaison du Centre Pompidou, ce n'est pas grand-chose bien sûr : cent-cinquante mille visiteurs en deux mois pour une exposition temporaire. Mais pour nous, habitués à moins d'un demi-million de visites annuelles, c'est énorme. Décidément « La grande parade » attire du monde ! »

Quel que soit l'interlocuteur au Stedelijk Museum d'Amsterdam, ce refrain revient constamment. La référence à Beaubourg est présente partout, avec un mélange d'admiration, de dépit devant la concurrence, et d'orgueil. Car chacun, du nouveau directeur aux huissiers, s'empresse d'ajouter : « De toute évidence, la réputation du Stedelijk n'est plus à faire. »

A l'extérieur du musée, cette opinion s'exprime encore plus nettement. Frits Becht, l'un des deux principaux collectionneurs d'art contemporain aux Pays-Bas, est catégorique : « Le Stedelijk est un des musées les plus importants d'Europe. » Becht, dont la collection impressionnante comprend des œuvres de Martial Rayssé, de Kienholz, de Gilbert et George, pour ne donner que quelques exemples, juge assez sévèrement la part faite à l'art moderne dans les musées européens : « Prenons un pays comme la France. Hors le Centre Pompidou, il n'y a pas un seul musée qui puisse se mesurer au Stedelijk. L'Italie ne possède aucun musée d'art moderne d'un certain niveau. Quant à la Tate Gallery, de Londres, en matière d'art contemporain elle mène une politique conservatrice. Comme musées qui comptent, il n'y a guère que le Louisiana, de Copenhague, et quelques musées en Allemagne fédérale. Les collections vraiment fantastiques, on les trouve en Amérique... »

Dans ce contexte, pourquoi ce musée, vieux monsieur de quatre-vingt-dix ans, qui se veut toujours jeune parmi les plus jeunes, s'étend-il de son succès actuel ? A ce sentiment se mêle, indiscutablement, celui d'une certaine irritation devant les foules qui, quotidiennement, envahissent le temple, au risque de le désacraliser. « Les gens viennent regarder des images », estime, en haussant les épaules, Becht, déçu de la réaction du public lors de l'exposition au Stedelijk de sa propre collection, l'année dernière. « Ils viennent voir des œuvres dont les auteurs ont, en moyenne, soixante-sept ans », ironise un conservateur.

En effet, « La grande parade » ne présente pas, ou à peine, les derniers-nés de l'art contemporain. C'est d'abord la Grande Parade elle-même, l'œuvre de Fernand Léger, peinte en 1954, un an avant la mort de l'artiste. Et autour de ce tableau-symbole, c'est, effectivement, la « grande

parade », les grands noms qui défilent : de Picasso à Barnett Newman, de Matisse à Anselm Kiefer, en passant par Braque, Dubuffet, Giacometti, Miro, Mondrian, Francis Bacon, Jasper Johns, Jackson Pollock, Willem De Kooning, des représentants du groupe Cobra (Appel, Jorn, Constant), Julian Schnabel, Frank Stella, Jean Fautrier, Jean Bazaine, Yves Klein, Enzo Cucchi, et bien d'autres encore.

En tout deux cent trente-trois œuvres, de la main de quarante-cinq artistes, autant que le nombre d'années que l'exposition couvre. « La grande parade » veut être un

ment de lui-même — illustrent sa pensée au sujet de sa peinture.

Les tableaux, eux, suivent un ordre chronologique, à ceci près qu'ils sont pour la plupart regroupés par auteur. On reconnaît le goût d'Edy De Wilde pour la peinture puissante, passionnée. L'impression qui se dégage de l'ensemble est de vigueur, de fraîcheur aussi, malgré une proportion non négligeable d'œuvres créées par des artistes déjà âgés. Si De Wilde, au seuil de la retraite, veut démentir une seule chose, c'est bien celle-ci : la jeunesse d'esprit se moque bien de l'âge du corps.

### Expressionnisme et post-modernisme

Le roi part à la retraite, vive le roi ! Edy De Wilde, entre Wim Beeren, ou plutôt, durant ces quelques mois de transition, les voilà ensemble. Tantôt au Stedelijk, que Beeren connaît d'ailleurs bien pour y avoir été, dans un passé pas si éloigné, conservateur. Tantôt à l'autre musée de Hollande, le Boymans-Van Benningen, de Rotterdam,

mesuré, plus timoré aussi, diraient certains, bien qu'il s'en défende énergiquement. « Je serais plutôt l'homme, nous a-t-il confié, à placer les artistes dans leur contexte, à faire ressortir les rapports, les lignes directrices. » L'exemple qu'il donne est celui de Kazimir Malevitch, dont le Stedelijk possède de nombreuses toiles et gouaches, ainsi que des dessins, et que Beeren aimerait montrer dans son temps : ses rapports avec le cubisme, sa vie à Berlin durant les années 20, son retour dans sa Russie natale, où il mourut — après bien des tracasseries — en 1935, ayant laissé une bonne partie de son œuvre à l'étranger.

La nomination de Beeren à la tête du Stedelijk est toute récente. Elle intervint après des querelles qui agiteront tant le monde artistique néerlandais que la municipalité socialiste d'Amsterdam. De ce fait, le nouveau « patron » du musée, qu'il définit lui-même comme « ayant une influence stratégique politico-culturelle, en tout cas sur le plan national et dans une certaine mesure aussi sur le plan inter-



Wim Beeren, futur patron du Stedelijk museum.

« Paris-Paris », « quoique, Amsterdam, de toute évidence, ne soit pas Paris ».

Est-ce encore l'obsession de Beaubourg ? Oui et non. Car les expositions « Paris... » furent le fait de Pontus Hulten, ce Suédois qui fut le premier à mener la barque du Musée national d'art moderne (MNAM) du Centre Georges-Pompidou. Ses liens avec le Stedelijk sont anciens, solides, étroits et parfois conflictuels. C'est Hulten, dont le Musée

de flottement, la place qui lui était destinée alla à Edy De Wilde.

C'était déjà une raison suffisante pour que les deux hommes ne s'entendent pas vraiment. Cela rejalla sur les relations entre le Stedelijk et le MNAM, au cours des années Hulten. Les rapports devaient se normaliser avec la nomination, à la tête du MNAM, de Dominique Bozo, apprécié de tous. Beeren conserve en même temps une vieille amitié pour le Suédois, qui travaille actuellement à Venise, tout en surveillant d'un oeil la toute nouvelle fondation Cartier, vouée à l'art contemporain et située dans les environs de Paris.

Voilà donc un nouvel axe Amsterdam-Venise en perspective, parmi d'autres. Beeren aura du pain sur la planche. Conserver sa place à ce musée, financé par une ville qui compte moins d'un million d'âmes, alors que la concurrence internationale devient de plus en plus grande, ce n'est point une siéure. Le Stedelijk Museum a beau être toujours parmi les premiers, le temps est pourtant loin où la ligue Amsterdam-Copenhague-Stockholm était à la pointe de l'avant-garde et formait ce quelque sorte la porte d'entrée en Europe pour les artistes américains. Au dire même des responsables, des activités comparables se sont développées à Düsseldorf, à Cologne, à Berlin, à Stuttgart, en Suisse, sans parler même du géant Beaubourg.

Malgré tout, le Stedelijk reste « un musée unique dans sa conception », estime Beeren. « A part Beaubourg, très vivant, les autres musées partent de principes différents, bons ou mauvais, là n'est pas la question. Le Stedelijk se distingue par sa grande multidisciplinarité, en ce qui concerne tant le fonds que les expositions. Cela va de la peinture et de la sculpture aux arts appliqués, au cinéma, à la photo et à l'architecture, sans compter que le musée possède l'une des toutes premières collections d'affiches au monde. Une telle conception du musée ne se retrouve pas ailleurs, sauf à Paris. »

### L'esplanade sacrée

Le nouveau directeur espère que la municipalité ne cherchera pas trop à s'ingérer dans les affaires du musée, comme la tendance a semblé s'en esquisser lors de sa nomination. Il fut question un moment de mettre des salles à la disposition d'artistes amsterdamois, ou de ceux qui vivent de subventions, de chercher à attirer davantage de visiteurs. Il est vrai que la fréquentation annuelle du Stedelijk est inférieure à celle de la seule exposition Bonnard au Musée national d'art moderne de Beaubourg, en trois mois (cinq cent mille). Il est vrai aussi que la même exposition, à la Phillips Collection de Washington, attira soixante-dix mille visiteurs en un peu plus de deux mois, ce qui contenait tout à fait les organisateurs. En ce sens-là, le Stedelijk ne fait pas si mauvaise figure, surtout en ce moment, avec sa « Grande Parade ».

« La grande parade » sera ouverte au public jusqu'au 15 avril, du lundi au samedi, de 11 heures à 17 heures, le dimanche de 13 heures à 17 heures. Catalogue : 49,50 florins (environ 135 FF).



L'exposition du Stedelijk museum s'ordonne autour de la Grande parade (1954) de Fernand Léger (299 sur 400 cm), venue du musée Guggenheim de New-York.

reflet de la peinture depuis 1940 (bien que quelques tableaux soient antérieurs à cette date : le Nu rose, de Matisse, et, de Bonnard, Nu dans le bain et l'Atelier au minois). Un reflet, non pas le reflet : « La grande parade » est surtout la vision personnelle sur l'art de cette dernière moitié du siècle du directeur sortant, Edy De Wilde, qui a atteint la limite d'âge.

Plus que l'exposition elle-même, c'est le catalogue qui souligne le caractère personnel, subjectif de l'ensemble. C'est ainsi qu'aucune biographie n'accompagne les reproductions des œuvres exposées. Pour chaque artiste, de courts extraits de textes — générale-

ment Beeren assure encore les fonctions de directeur, jusqu'à ce qu'un successeur lui soit trouvé.

Les deux hommes sont fort différents. Edy De Wilde est un collectionneur né, aux préférences très prononcées. C'est lui qui, durant les vingt-deux ans de son « règne », a su agrandir le fonds propre du musée d'une manière considérable, tout en mettant l'accent sur la peinture, et la peinture américaine en particulier. C'est sous la direction d'Edy De Wilde que le Stedelijk acquit ses Barnett Newman, ses Robert Ryman et, surtout, ses Willem De Kooning, devenu en quelque sorte le peintre-fétiche du musée.

Wim Beeren apparaît comme un homme plus

national », n'a guère eu le temps d'approfondir ses projets.

Des idées, il en a pourtant, même s'il hésite à en parler autrement qu'en esquissant les grands traits : « Je dresserais bien le constat de la situation actuelle. D'un côté, c'est l'expressionnisme à la folie. Tout à fait à l'opposé, nous voyons le post-modernisme. Ce sont ces pôles contraires que j'aimerais montrer, ce conflit, si c'en est un. »

Toujours cette volonté de mettre les événements artistiques en rapport les uns avec les autres. Dans cet ordre d'idées, Beeren souhaiterait pouvoir « faire quelque chose » dans le genre de « Paris-New-York », « Paris-Berlin », « Paris-Moscou » et

d'art moderne de Stockholm fut, avec le Louisiana de Copenhague, considéré comme le rejeton spirituel du Stedelijk, qui fut en 1963 désigné comme le dauphin du légendaire Willem Sandberg, le premier directeur du Stedelijk d'après-guerre. C'est Sandberg qui, par sa politique audacieuse en matière d'expositions, sut conquérir le monde artistique, bien au-delà des frontières des Pays-Bas. Sandberg s'intéressait à presque tout, et lorsqu'un domaine ne l'inspirait pas vraiment, il osait laisser faire les autres.

Sandberg approchant de la retraite, c'est tout naturellement Pontus Hulten qui fut préparé à prendre la suite. Au dernier moment, le Suédois se rétracta et, après un moment



# POUR LES BEAUX YEUX DU PHARAON

Fouilles des mines de galène du djebel Zeit.

par Yvonne Rebeyrol

**D**ÉPUIS une heure, le désert défile sous l'avion. Un désert beige, particulièrement aride, qui commence dès que l'on part du Caire, où les lits - absolument secs, est-il besoin de le dire ? - des oueds oés de rarissimes averses dessinent un chevelu hydrographique parfaitement surréaliste dans ce paysage dépourvu d'eau. Toute aussi surréaliste, une route ou une piste griffe parfois le paysage. Pour quoi faire ? Pour aller d'un vide vers un autre vide ?

Au loin, les montagnes du Sinaï sont tout aussi désolées. Seules, les eaux bleues du golfe de Suez sont animées par les navires qui vont vers le canal ou en viennent. L'avion descend : la bourgade de Ras-Gharib apparaît d'abord, assemblage traditionnel de maisons cubiques beiges et de rucs poussiéreuses ; vient ensuite la base pétrolière que Total-Proche-Orient partage avec d'autres compagnies, et où nous atterrissons.



Le camp des archéologues. A l'arrière-plan, le massif granitique. Tout au fond, le golfe de Suez.

cuite, des amulettes. Etonné, il s'arrête et réfléchit. Comment expliquer la présence de ces vestiges d'activité humaine dans cet endroit désertique depuis des millénaires ? Si les objets sont sur la pente, c'est, très probablement, qu'ils ont été entraînés par le ruissellement dû à de rarissimes averses. Peter Mey remonte donc la pente et trouve des terrasses et de petits tumulus dont les versants, entaillés par l'érosion, laissent voir de nombreux vestiges. Très vite, l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO) du Caire est prévenu. Les archéologues viennent voir et les fouilles commencent en 1982.

Certaines de ces figurines représentent une femme tenant un coq. D'autres sont modelées en corps féminin étiré, aux épaules larges, à la taille mince, aux petits seins coniques, aux bras collés au corps. Celles-ci portent encore parfois des bijoux et une extraordinaire perruque qui couronne une tête à peu près dépourvue de front. Ces perruques sont faites de fils de lin, quelquefois de laine, sur lesquels sont collées des petites boules de terre séchée. Ces types de figurines avaient déjà été trouvés dans des tombes de Haute-Egypte datant d'une période allant du Moyen-Empire au début de la dix-huitième dynastie (Nouvel Empire).

Les Egyptiens de l'Aotiquité avaient horreur du désert (les Egyptiens actuels

la grande piste allant de Coptos à la mer Rouge), les anciens Egyptiens extrayaient du schiste et de l'or. Dans celle du Wadi Hammamat, ils allaient chercher des améthystes. En Nubie, ils trouvaient de l'or, de la diorite (une pierre utilisée pour la statuaire), et aussi de l'ivoire, du bois d'acacia, de l'ébène et des peaux de panthère ; dans le Sinaï, ils exploitaient le cuivre et les turquoise, etc.

Bien entendu, les expéditions moûtées pour le schiste, la diorite ou le granite étaient importantes. Certaines comprenaient quelque deux mille hommes, dont vingt carriers et trente sculpteurs, puisque les statues étaient faites sur les sites d'extraction. Il fallait donc une logistique importante qui était confiée à un fonctionnaire efficace - et récompensé largement - comme en témoignent de nombreuses inscriptions.

Pour la galène, qui servait très probablement à faire du khôl (le fard dont les anciens Egyptiens s'enduisaient généralement le tour des yeux et auquel ils attribuaient des vertus thérapeutiques), il ne s'agissait que de petites expéditions très limitées dans le temps et comptant seulement dix ou douze personnes. La vie n'en était pas moins difficile pour les mineurs du Djebel-Zeit. Les filons, fort étroits en général, étaient vidés de leur minerai à coups d'outils de pierre, et du minerai, étaient extraits les nodules de galène, toujours avec des outils de pierre.

L'équipe apportait sûrement avec elle des lentilles, des haricots, du blé et de l'orge. On a retrouvé des jarres contenant encore de ces graines. L'ordinaire était complété par du poisson apporté sec ou pêché au pied du Djebel-Zeit. Et l'eau ? Le climat était sûrement très sec. Mais peut-être les averses étaient-elles moins rares que maintenant et l'eau était-elle retenue par une ou deux petites digues.

Le résultat de ces expéditions pénibles nous semble dérisoire. Des papyrus, datant de la fin du deuxième millé-

nnaire avant Jésus-Christ et trouvés dans le temple d'Amon, donnent quelques chiffres précis : deux expéditions ont rapporté, l'une 4,5 kilogrammes de galène et 360 grammes d'or, l'autre 2,7 kilogrammes de galène et 800 grammes d'or ! On comprend dès lors pourquoi les deux biéroglyphes symbolisant parfois le mot « mineur » ou le mot prospecteur, représentent un homme marchant, portant sur l'épaule un long bâton auquel est accroché un petit baluchon ou un homme assis tenant à la main le même petit baluchon.

## Les consignes de Ramsès IX

UNE lettre, adressée par Ramsès IX (vers 1140-1120 avant Jésus-Christ) au grand prêtre d'Amon et lue par Mme Paula Posener-Krieger, directrice de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, donne des informations intéressantes sur l'utilisation de la galène. Cette lettre a été apportée en vingt-quatre jours par l'estafette en chef Hori de Pi-Ramsès (la ville de Tanis, capitale du Delta) à Thèbes, l'actuelle Louxor, située à environ 700 kilomètres plus au sud.

« Je t'avais mandé par l'intermédiaire du chef du trésor royal et du trésorier royal Inenhotep : « Fais apporter de la très bonne galène propre au fard » des yeux du pharaon à la résidence » et tu as fait apporter par son intermédiaire 15 deban (1,35 kilogramme) de galène. Lorsque l'on l'a au donné aux médecins du bureau des médecins du roi à la résidence pour le travailler, on a trouvé que la galène n'était pas bonne, car il n'y avait rien en elle qui fut utile pour le fard des yeux du pharaon. Un seul deban (90 grammes) de khôl, est ce qu'on y a trouvé. Vois, on te le rapporte. Lorsque l'ordre du pharaon, ton maître, te parviendra, tu reprendras la galène qui t'est renvoyée et tu enverras à la résidence 100 deban (9 kilogrammes) de très très bonne galène, qui soit propre à faire du khôl pour le pharaon ton maître : qu'ils fassent vite ! Vois, j'écris cela pour te faire connaître mon ordre ».

Le trajet continue vers le sud-est par la bonne route côtière. Le paysage est toujours aussi sec. Arrivées à la hauteur du petit massif montagneux parallèle au rivage, que l'on voyait depuis un long moment, les voitures tournent brusquement à 90° sur la droite et entrent dans le massif par une sorte de cluse qui débouche sur une vallée axiale assez large séparant la chaîne granitique rouge qui domine la côte de la chaîne de terrains sédimentaires et colorés constituant le flanc sud-ouest du massif.

Pas un brin d'herbe, pas une goutte d'eau, ni dans la vallée ni sur les pentes. Mais un hameau d'une douzaine de grandes tentes blanches, hieo alignées, est là, installé dans la vallée, parfaitement incongru dans ce paysage totalement minéral. C'est là que vivent pendant quatre à six semaines d'hiver, depuis 1982, la vingtaine d'archéologues et d'ouvriers, français et égyptiens, qui fouillent la mine de galène (du sulfure de plomb) exploitée épisodiquement tout au long du deuxième millénaire avant Jésus-Christ.

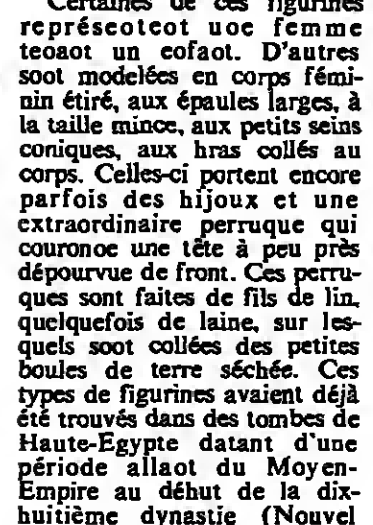
La logistique des campagnes de fouilles est assurée, à partir de la base de Ras-Gharib, par Total-Proche-Orient, qui, en outre, a versé une subvention de plus de 100 000 F en trois ans.

Tout a commencé en 1977. Peter Mey, géologue canadien travaillant pour Total-Proche-Orient, prospecte le Djebel-Zeit (la « montagne de l'huile » en arabe, en raison des suintements naturels de naphte connus depuis longtemps). Dans le lit - sec - d'un petit oued dévalant une pente raide, il remarque des tessons de poteries, des bouts de tissu, des statuettes de terre



Les mines de galène du Djebel-Zeit comprennent deux sites distants de 4 kilomètres, situés, l'un et l'autre, sur la crête longitudinale du massif sédimentaire formée par l'affleurement d'une couche calcaire conglomératique dans lequel des phénomènes hydrothermaux ont permis la formation de filons de minerai de galène.

Le premier site comprend quelques galeries, dont certaines, après avoir été vidées de leur minerai, ont été utilisées comme cache de matériel et comme habitation, et un sanctuaire circulaire qui a été refait à maintes reprises. Le second, avec ses multiples



galeries, est sans doute le lieu principal de l'exploitation de la galène. Notre visite du Djebel-Zeit commence dans une grande tente où sont entreposés les objets les plus récemment dégagés : sept jarres oblongues intactes (et plusieurs jarres cassées dont une porte la marque de Thoutmoïs III, un des plus grands pharaons de Nouvel Empire), un faucon coiffé de la double couronne royale, des babouins de terre cuite, des hagues, dont quinze étaient réunies dans une même cache, du tissu enroulé par de petites perles bleues et sept statuettes féminines de terre cuite.

A chaque période d'exploitation des mines du Djebel-Zeit, le sanctuaire était réamé-



aussi). Quitter la verte vallée du Nil était, pour eux, une entreprise inquiétante. On comprend ainsi que chaque expédition apportait tous ces objets votifs dont la présence devait la reconforter.

Malgré cette horreur du désert, des expéditions minières ont été fréquemment organisées dès les premières dynasties. Et elles étaient toujours faites au nom du pharaon régnant. (Toutefois, au Nouvel Empire, les puissants prêtres du dieu Amon avaient le monopole des mines d'or et de galène.) Dans la vallée du Wadi Hammamat (que suivait